

**LES  
GARI**

Groupes d'Action Révolutionnaires Internationalistes

**1974 La solidarité en actes  
enlèvement du banquier Suarez ...**



Mai 1974, les GARI (*Groupes d'Action Révolutionnaires Internationalistes*) défrayent la chronique avec l'enlèvement d'Angel Baltasar Suarez, le directeur de la Banque de Bilbao à Paris, et une série d'attentats à l'explosif contre les intérêts économiques de l'Espagne et les représentations du franquisme. Le but revendiqué est sans ambiguïté : exiger la libération des prisonniers de l'ex-MIL (*Movimiento Ibérico de Liberación*).

En effet, deux d'entre eux risquent la peine de mort par le garrot comme l'a subie à Barcelone deux mois auparavant leur compagnon de lutte Salvador Puig Antich.

Les GARI sont avant tout une coordination de groupes autonomes et d'individus de la mouvance libertaire en France, pour qui les protestations classiques de solidarité semblent insuffisantes pour empêcher les condamnations à mort. Si au cours de l'été la coordination décide l'autodissolution, les arrestations de certains de ses membres, la solidarité aux inculpés et les procès (en 1981) vont prolonger la « vie médiatique » des GARI pendant plusieurs années.

Les auteurs, s'estimant trop impliqués dans ces péripéties pour avoir la distance nécessaire pour en écrire l'histoire, ont préféré exposer dans cet ouvrage l'essentiel des matériaux conservés au centre de documentation du CRAS. Ceci afin de permettre aux lecteurs intéressés d'avoir des éléments pour analyser cette période avec du recul ou tout simplement de découvrir les GARI.

À travers les actions, les communiqués de revendication, les lettres de détention et les divers textes publiés, on peut approcher la pensée des individus qui y ont pris part. Et par la même occasion lire quelques pages d'histoire de groupes autonomes libertaires, car les GARI sont le fruit du bouillonnement post-68 et des liens tissés au gré des affinités et des luttes.

Ce livre présente une chronologie détaillée des événements et une anthologie des textes écrits entre 1974 et 1977. En outre, il comporte des témoignages récents de protagonistes qui ont bien voulu revenir sur ce passé.

18 €



La solidarité en actes  
enlèvement du banquier Suarez...

1974  
**LES GARI**  
CRAS

Tiburcio Ariza  
& François Coudray

**LES  
GARI**

Groupes d'Action Révolutionnaires Internationalistes



**1974**

**La solidarité en actes  
enlèvement du banquier Suarez ...**

ÉDITIONS CRAS

**Tiburcio Ariza & François Coudray**

# **LES GARI**

**Groupes d'Action Révolutionnaires Internationalistes**

**1974 - La solidarité en actes  
Enlèvement du banquier Suarez...**

**Éditions CRAS**

ISBN : 978-2-9509192-2-9

EAN : 9782950919229

Achévé d'imprimer en mars 2013 sur les presses de l'Imprimerie Sacco  
6, impasse Didier-Daurat - 31400 Toulouse - Tél. : 05 61 34 00 74

## **Avis au lecteur et remerciements**

Ne cherchez pas à contacter les « auteurs » de cet ouvrage. Tiburcio Ariza, anarchiste membre de la CNT (Confederación Nacional del Trabajo), délégué d'une centurie de la Colonne de Fer pendant la guerre et la révolution en Espagne, a été abattu par les staliniens à Valencia en octobre 1936. La Colonne de Fer fut la dernière à refuser la militarisation. François Coudray (1925-2009), libertaire, anticlérical viscéral, perceur de coffres-forts notamment chez les curés, 20 ans de prison pour son activité de cambrioleur, est décédé à Saint-Égrève en Isère. Ces deux personnes symbolisent à la fois le combat collectif et individuel du siècle, dans lequel ont agi les personnes et les groupes qui vont constituer les GARI.

Nous étions embarrassés pour mettre un nom sur la couverture, dans la mesure où cet ouvrage n'aurait pu être réalisé, dans son contenu et dans sa présentation, sans le concours de nombreuses autres personnes. Notamment celles de divers centres de documentation libertaires qui ont contribué à la conservation des documents papier. Citons le CRAS (Centre de Recherches sur l'Alternative Sociale) qui a fourni l'essentiel des matériaux mentionnés dans la bibliographie et les CIRA (Centre International de Recherches sur l'Anarchie) de Marseille et de Lausanne pour leur amicale collaboration. Sans oublier les « anonymes » qui ont participé à des degrés divers à la rédaction, à la traduction d'écrits, à la photographie, à la relecture de l'ouvrage, à la correction, à la maquette, à la réalisation de la couverture...

Par ailleurs, nous indiquons que le livre se présente sous la forme de cahiers avec ses annexes et que toutes les notes contenues dans cet ouvrage ont été rédigées par les auteurs.

Pour quelques données explicatives sur les acronymes, les groupes ou organisations, voir en fin d'ouvrage la section Sigles.



## INTRODUCTION

En mai 2007 le CRAS a édité le livre *Mouvement Ibérique de Libération, mémoires de rebelles*. Membres du CRAS, ou acteurs de cette période, nous souhaitions continuer ce travail sur la solidarité avec les membres de l'ex-MIL (Movimiento Ibérico de Liberación) prisonniers de l'État franquiste, en retraçant notamment les actions des GARI (Groupes d'Action Révolutionnaires Internationalistes).

Mais pouvait-on réduire cette solidarité avec les prisonniers de l'ex-MIL à la seule activité des GARI ? Ne fallait-il pas revenir sur les divers moments de cette solidarité avant et après l'exécution de Puig Antich, sur l'activité des divers comités de soutien, sur les diverses manifestations de rues ? Ne devait-on pas reproduire les prises de positions politiques du mouvement libertaire et de l'ultra-gauche, des diverses formations d'extrême gauche, des partis politiques et organisations syndicales de gauche et rappeler l'attitude des médias ?

Finalement, devant l'ampleur de la tâche et n'étant pas persuadés de l'utilité de revenir sur l'absence ou la complexité de cette solidarité, nous nous sommes concentrés sur l'activité des camarades qui, en cette année 1974, pensaient que les protestations classiques de solidarité ne suffiraient pas à empêcher les condamnations à mort et obtenir la libérations des prisonniers.

Par contre, prétendre que dans ce document nous avons relaté l'histoire des GARI serait de notre part présomptueux pour plusieurs raisons.

Nous partageons l'idée qu'un historique quel qu'il soit ne peut se fonder uniquement sur une compilation de faits, mais doit se renforcer par l'analyse de chaque groupe ou individu ayant participé de près ou de loin aux GARI ou aux divers comités de soutien qui suivirent. Néanmoins, recueillir toute cette mémoire est un travail de longue haleine et, dans ce cas précis, l'affaire n'est pas simple. Il faudrait d'abord identifier tous les groupes ou individus ayant participé à cette coordination et à la solidarité ; or aucun des acteurs de la coordination ne peut se vanter de connaître tous les participants ; et pour la solidarité c'est encore plus complexe. D'autre part, cela soulèverait d'autres aspects plus ou moins douloureux qui ne manqueraient pas de resurgir, car, dans nos contrées, aucune communauté humaine n'échappe aux conflits. Resurgiraient par exemple les dissensions qui se sont produites au sein de la coordination : divergences politiques entre certaines composantes, accentuées par l'urgence de la situation. Pour la stratégie de défense des inculpés : dissensions au sein des comités de soutien, dissensions entre des comités de soutien et des inculpés, entre ceux qui souhaitaient que les comités soient menés par les inculpés et les comités qui voulaient conserver leur indépendance, sans compter les différends qui se

sont fait jour entre les inculpés qui revendiquaient tous les actes des GARI et envisageaient un procès de rupture et d'autres qui soutenaient la cause mais qui n'avaient leur participation... Pour être complet, il faudrait aborder les critiques du « mouvement » extraparlémentaire, parfois justifiées, envers les initiatives séparées du mouvement social, envers l'activisme armé ou certaines actions explosives menées par les GARI. En d'autres termes, nous avons été trop impliqués dans ces événements pour avoir la distance nécessaire à la réalisation de ce travail. Notre démarche est autrement plus modeste.

Dans cet ouvrage, nous avons cherché à rassembler l'essentiel des matériaux que détient le CRAS, d'une part sous forme de chronologie et d'autre part avec une anthologie des textes, afin de permettre aux individus intéressés de se (re)plonger sur cette période, d'avoir des éléments pour pouvoir l'analyser avec du recul, ou tout simplement de découvrir les GARI. À travers les actes commis, les communiqués de revendication, les lettres de détention et les divers textes publiés pendant cette période, on peut approcher la réflexion des individus et des groupes qui ont pris part aux GARI, prendre connaissance des raisons pour lesquelles ils se sont réunis pour intervenir sur les liens économiques et les rapports politiques entre la dictature franquiste et la République française. Et par la même occasion avoir un aperçu de ce qu'a été l'après-Mai 68.

Par ailleurs, si l'existence des GARI n'a duré que quelques mois, les arrestations et les incarcérations de certains de ses membres, la solidarité avec les inculpés, les procès en 1981, tout cela a prolongé sa « vie médiatique ». Nous avons donc traité la période qui va de 1973 à 1981.

Notre intention ici n'est pas d'applaudir ou de désapprouver les actions des GARI, mais de restituer des faits, certains copieusement déformés (pas seulement par la presse « bourgeoise ») et de transmettre quelques pages d'histoire du mouvement révolutionnaire et des groupes autonomes.

## **Les GARI**

Près de Paris, le 3 mai 1974, un fait divers vient « troubler » la campagne électorale pour les élections présidentielles. Le directeur d'une banque espagnole Banco de Bilbao, Angel Baltasar Suarez, est enlevé à proximité de son domicile. Quelques jours plus tard, en Espagne, l'enlèvement et la séquestration sont revendiqués par une organisation jusqu'ici inconnue qui se nomme GARI et qui exige de l'État espagnol la libération de prisonniers de l'ex-MIL en échange du banquier. Deux d'entre eux risquent la peine de mort par garrot comme a été exécuté deux mois auparavant, à Barcelone, leur compagnon de lutte Salvador Puig Antich.

Les observateurs découvriront par la suite que le (ou les) GARI n'est pas une organisation de type léniniste, que ce sigle est de circonstance et que l'enlèvement est le fait d'une coordination de groupes autonomes et d'individus de la mouvance libertaire. Coordination constituée dès le mois de janvier 1974 et qui, pour revendiquer les actions qu'elle a perpétrées au cours de l'année 1974, va utiliser divers sigles, dont celui des GARI.

Si la solidarité avec les prisonniers de l'ex-MIL a été le moteur de cette coordination, les groupes autonomes qui y participent se sont constitués au fil des mois et des années qui ont suivi les événements de Mai 68.

En France, l'idée de révolution (écartant le communisme autoritaire) connaît un regain d'intérêt dans les années 1960, au cours de diverses luttes et elle a été développée par certains groupes d'agitation, de réflexion et d'expression théorique comme *Socialisme ou Barbarie* (SB), *l'Internationale Situationniste* (IS), *Informations et Correspondances Ouvrières* (ICO), ceux du mouvement libertaire : Fédération Anarchiste (FA), Federación Ibérica de Juventudes Libertarias (FIJL), Comité de Liaison des Jeunes Anarchistes (CLJA), Liaison des Étudiants Anarchistes (LEA), *Noir et Rouge...* (1)

1968 marque un tournant et c'est dans l'effervescence qui suit les événements du mois de mai que des individus font connaissance, se lient d'amitié et s'unissent au gré des affinités. De manière spontanée, des groupes autonomes apparaissent dans plusieurs villes de France. Ils vont produire des textes, des affiches, des journaux, des brochures, tout en participant à diverses luttes. Ils revendiquent l'idée d'un changement radical de société, influencés par les idées anti-léninistes, anarchistes, communistes libertaires, conseillistes, situationnistes.

« ... En France, cette "autonomie" n'est absolument pas née en conséquence de la décomposition de la Gauche Prolétarienne au début des années soixante-dix. Elle est apparue grâce à la décomposition de l'anarchisme, surtout dans sa version fédérée, au milieu des années soixante. En avril 1967, trois groupes, le Groupe Anarchiste Révolutionnaire, le Groupe Makhno de Rennes et le groupe de Ménilmontant rompaient avec la Fédération – bureaucratique et dogmatique – Anarchiste dans le désir de créer une organisation réellement autonome (2). À Nantes, à Nanterre (les "Enragés"), à Strasbourg (le groupe "Luttes de classes"), les groupes autonomes se forment sur des positions antiautoritaires, anti-léninistes et font des émules.

L'agitation généralisée en mai 1968 suscitera la création de nombreux autres groupes : les Vandalistes de Bordeaux, groupe fondé, il est vrai, en avril 1968, un autre groupe de jeunes "enragés" localisé à Montgeron créé pendant le mois de mai. Bien après ce mois d'agitation apparaissent le Comité d'action Enragé à Évian, en

1970 ; un autre groupe à Toulouse, en avril 1970, qui lançait une “campagne des bus” visant à inciter la population à ne plus payer les transports en commun ; un groupe nommé “Conseil Autonome 71” (créé sûrement en 1969, d’après nos sources), à Strasbourg ; un groupe intitulé “les Houligans de Paris”, en 1970 ; et bien d’autres encore. Tous ont en commun de refuser aussi bien le gauchisme façon “mao-spontex” que le vieil anarchisme dégoulinant de dogmatisme antimarxiste. Ces groupes autonomes “antiautoritaires” étaient alors influencés par les théories les plus radicales de leur temps... » (Extrait du texte « Les mots et leur signification » paru dans la brochure *Chien aboyant à la lune*, février 1997).

Au début des années 1970, divers groupes ou individus autonomes tentent de se fédérer au niveau national. En 1970, des membres de communautés d’Ariège, des groupes d’Agen, de Marseille, de Montpellier, de Paris, de Toulouse... créent l’Union des Groupes Autonomes Libertaires (lire texte en annexe page 15). Par ailleurs, en 1971, c’est la naissance de *Confrontation Anarchiste* qui va rassembler autour du journal des groupes de Châteauroux, Grenoble, Orléans, Paris, Strasbourg, Toulouse...

Estimant que manifestations et protestations ne suffisent pas pour contrer les projets du capital, des groupes envisagent des actions de sabotage et n’écartent pas l’hypothèse d’utiliser les armes. De la fin des années 1960 aux années 1980, on assiste au retour d’une certaine forme d’illégalisme (référence aux compagnons de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et début du XX<sup>e</sup>) : expropriations et propagande par le fait. En 1968, des premiers groupes interviennent à Bordeaux et à Paris. À Bordeaux, c’est un groupe de jeunes travailleurs qui est emprisonné et déféré devant la Cour de sûreté de l’État. De juin à juillet 1968, ils ont attaqué, avec des cocktails Molotov, une annexe de la faculté de droit, des commissariats, un local d’un parti de droite. À Paris, en décembre 1968, un autre groupe fait exploser quelques façades d’établissements bancaires, à l’aide de charges artisanales déposées dans les boîtes aux lettres. Au début des années 1970, d’autres groupes se forment et s’arment, ce qui va permettre, lorsque la situation l’exigera, d’envisager une solidarité concrète et d’agir.

Les GARI sont l’un des fruits de l’après-Mai 68, issus de ce bouillonnement et des liens tissés au gré des affinités entre divers individus et groupes.

Les éléments déclencheurs de cette coordination GARI sont les incarcérations en Espagne en septembre 1973 de membres de l’ex-MIL et surtout la condamnation à mort de l’un d’entre eux, Salvador Puig Antich. Il est donc important d’en dire un peu plus sur le MIL (3) et de rappeler ce qu’il était quand de nombreuses informations erronées circulent à son propos.

## Le MIL

Dans les années 1960, un vent de révolte a soufflé sur le monde mais, ce que l'on sait moins, c'est que l'Espagne n'a pas été en reste malgré le climat de terreur installé par Franco. Le mouvement ouvrier de Catalogne, influencé par les idées anarchistes depuis le début du xx<sup>e</sup> siècle jusqu'à son écrasement par le franquisme, retrouve sa combativité, notamment à Barcelone.

Depuis la victoire des franquistes en 1939, des centaines de milliers de gens ont dû prendre la route de l'exil pour fuir le régime qui s'installait et, malgré la répression féroce, l'opposition ne sera jamais totalement réduite au silence, opérant souvent à partir de l'extérieur du pays. En Espagne, des maquis subsistent jusqu'aux années 1950. D'après l'estimation de l'historien espagnol Secundino Serrano, dans son très documenté livre *Maquis – Historia de la guerrilla antifranquista*, il y eut entre 6 000 et 8 000 hommes et femmes – anarchistes, mais aussi communistes et socialistes – qui continuèrent le combat contre Franco jusqu'en 1952 dans des groupes de plus ou moins grande importance, disséminés dans toute l'Espagne et plus particulièrement dans les provinces de Galice, des Asturies, d'Aragon, d'Estrémadure, de Ciudad Real, d'Andalousie et, bien sûr, en Catalogne. Des organisations décimées comme la CNT tentent, avec d'énormes difficultés, de reconstituer des réseaux. Au fil des années, la gauche officielle, représentée par le Partido Comunista de España (PCE), est apparemment la seule à avoir une présence sur le sol ibérique. Les autres pôles sont les régionalistes (Basques, Catalans...) dont la culture opprimée sert de programme identitaire. À l'extérieur, après la Deuxième Guerre mondiale, les organisations espagnoles, pour la plupart exilées en France, vont reconstituer les divers courants politiques, mais la majorité des militants va sombrer dans l'attentisme en attendant la mort du dictateur. Le mouvement libertaire, numériquement et politiquement très puissant sur le sol espagnol avant la guerre civile, est toujours présent, mais il s'essouffle dans des querelles intestines. Malgré tout, des individus issus de ce mouvement refusent la défaite, traversent la frontière espagnole et continuent le combat armé jusqu'en 1960. La FIJL en exil, avec une autre stratégie de 1962 à septembre 1970 et avec l'aide de groupes libertaires ou d'individus de nationalités diverses (notamment des Français), va utiliser des signatures différentes (CIL, Primero de Mayo) (4) pour revendiquer de multiples actions (attentats, enlèvements...) en Espagne mais aussi en Angleterre, en France, en Hollande, en Italie, au Portugal, en Suisse et sur le continent américain contre les intérêts économiques espagnols et les symboles du franquisme.

Dès les années 1950, l'ouverture des frontières et la modernisation de l'économie modifient profondément le visage du pays. Cette modernisation se fait avec les

aides économiques (capitaux, usines, technologie) et militaires des démocraties occidentales et particulièrement des USA. Sans compter les devises qui rentrent avec le tourisme et l'émigration économique. L'inflation et l'augmentation de la vie font fondre les quelques avantages obtenus ici et là et on voit les conflits se durcir dans le monde du travail. L'industrialisation crée des pôles de regroupement et des besoins propres à son développement et Franco, qui régit les affaires d'une main de fer, doit faire face aux nouvelles aspirations qui se font jour.

À la fin des années 1950 et au début des années 1960, des grèves éclatent dans les centres industriels, notamment dans les Asturies en 1957, en 1958 et en 1962 où, pour mener leurs luttes, les mineurs réactualisent le principe des assemblées souveraines où se prennent les décisions, en créant les Commissions ouvrières (CCOO). Ces Commissions ouvrières sont composées par les délégués élus lors d'assemblées générales pour représenter leurs camarades dans les négociations. Cette démarche met à mal le syndicat dit *vertical*, la CNS (Central Nacional Sindicalista), seul syndicat autorisé, où le patron et les ouvriers sont censés se retrouver sous la houlette du pouvoir politique. Dans un premier temps, les staliniens (PCE) voient ces CCOO d'un mauvais œil et peu à peu vont s'employer à les noyauter pour en faire un syndicat classique et s'en approprier la direction, ce qui va provoquer des réactions : à Barcelone à la fin des années 1960, la radicalisation du mouvement ouvrier va se faire contre le contrôle du Partit Socialista Unificat de Catalunya (PSUC, filiale catalane du PCE). Au sein des entreprises, des courants révolutionnaires tentent de retrouver une certaine indépendance d'action.

C'est dans cette agitation que le MIL (Movimiento Ibérico de Liberación) ou 1000 se crée pour y participer, en cherchant d'autres voies que le simple militantisme politique et syndical. Pour s'aguerrir et affiner leur pensée politique, certains membres du groupe décident d'éditer des analyses sur ce qui se passe, mais aussi des textes oubliés de la gauche communiste européenne en rupture avec le marxisme-léninisme et le stalinisme... Pour ce faire, ce collectif, dont l'un des animateurs est Santi Soler Amigo, a besoin d'un appui logistique (du matériel d'imprimerie, du papier...). Ce soutien, il le trouve avec Oriol Solé Sugranyes qui vit en exil à Toulouse et qui a gardé de nombreux contacts avec ceux de l'"intérieur" (c'est-à-dire d'Espagne), notamment dans le milieu ouvrier. Leur première collaboration est la publication de la brochure *Movimiento Obrero en Barcelona*, en mars/avril 1970, suivie à la fin de l'été par le *Diccionario del militante obrero*, écrit par des militants ouvriers. Ce dictionnaire marque les débuts de la collaboration des trois collectifs que l'on nommera plus tard les trois équipes : l'Équipe Théorique (ET) qui veut faire une maison d'édition, l'Équipe Ouvrière (EO) – en fait le groupe d'ouvriers avec qui la première a

des liens plus spécifiques – et l'Équipe Extérieure (EE) qui se charge de l'impression. Concernant cette dernière, c'est surtout Oriol Solé qui mobilise ses contacts en fonction des nécessités de la lutte.

On a souvent présenté le MIL comme la réunion de ces trois équipes, mais c'est un abus de langage qui à la longue est devenu une « vérité ». Ces trois sigles désignent des collectifs qui naissent des rencontres avant que le sigle MIL apparaisse, mais cette nomination se fait surtout *a posteriori*. Parler des équipes est venu par commodité mais cela prête à des ambiguïtés : comme si le MIL avait été un point de confluence, une prédestination, alors que l'apparition du MIL est avant tout la convergence d'individus plutôt que des équipes en tant que telles.

Quand naît le MIL ? Difficile à dire, il n'y a pas eu de proclamation ou d'assemblée réunissant tous les protagonistes pour fonder l'organisation... Dans le texte d'autodissolution, la naissance du MIL est située en avril 1970 avec la publication de la brochure *El movimiento obrero en Barcelona* ; les signataires du texte ont certainement estimé que les activités communes de l'ET et de l'EE constituaient déjà le MIL.

Le terme 1000 en chiffres est né en janvier 1971 au cours d'une discussion dans un appartement toulousain mais le sigle/dessin, sept fusils alignés barrés du nombre 1000, apparaît pour la première fois en mars 1971 dans la brochure *Boicot : elecciones sindicales : no a la legalidad burguesa*. Mais les ouvriers proches du MIL n'apprécient ni ces fusils comme seule signature ni la recette des cocktails Molotov. Pour eux, ce ne sont pas de simples illustrations pour un appel à l'abstention des élections patronales mais des références à la lutte armée... qu'ils refusent. Ce qui n'arrête pas ceux qu'on appelle abusivement l'Équipe Extérieure, laquelle juge indispensable la création de nombreux groupes autonomes de combat. Si, au début, Oriol Solé Sugranyes en est le moteur, le projet ne se concrétise qu'avec les rencontres toulousaines, notamment Jean-Marc Roullan et Jean-Claude Torres, puis avec l'arrivée d'un autre des frères Solé, Jordi Solé Sugranyes. Salvador Puig Antich les rejoindra peu de temps après. Les membres sont donc de nationalité espagnole et française.

Le 1000 prend forme et change de sigle au cours de l'année suivante pour devenir MIL/GAC... Il est officialisé en juin 1973 par des tracts distribués dans les banques expropriées et surtout par la publication en mars du numéro 1 de la revue *CIA (Conspiración Internacional Anarquista)*. Elle est signée *Grupos Autónomos de Combate - Ediciones por un Movimiento Ibérico de Liberación*.

Pour financer ses propres activités et le projet d'édition, le MIL/GAC entreprend une série de vols à main armée en Catalogne : pour eux, les hold-up et autres actions violentes se situent dans un cadre général d'agitation armée... Mais préten-

dre que le fruit des expropriations fut uniquement consacré « *aux financements des caisses de grévistes et des éditions* », comme le font certains pour rendre les hold-up « politiquement corrects », occulte la réalité de l'action clandestine : d'une part, la clandestinité revient cher (location d'appartements et de voitures, déplacements...) et, d'autre part, elle est assez incompatible avec le travail salarié, dont la critique est une des bases de leur idéologie. L'argent exproprié doit donc servir aussi à assurer la survie matérielle quotidienne de la plupart des membres, d'où le nombre important de hold-up commis par le MIL entre septembre 1972 et août 1973, date de l'autodissolution de l'organisation.

Fin 1972-début 1973, deux groupes agissent donc en parallèle avec, cependant, une interactivité... autant que peut le permettre la clandestinité : le MIL/GAC en activité et les Éditions *Mayo 37* qui prennent forme. Des ouvriers y participent car le projet les intéresse, mais ils ne veulent pas être mêlés aux expropriations. D'abord appelé « Bibliothèque », le projet éditorial se concrétise et prend pour nom *Ediciones Mayo 37*, tout simplement parce que la première brochure éditée, en juillet/août 1973, est *Entre la revolución y las trincheras* de Camillo Berneri (5), un anarchiste italien assassiné par les staliniens à Barcelone en mai 1937.

*Ediciones Mayo 37*, le nom est donc plein de sens et à double titre : d'abord, il fait référence au dernier assaut du prolétariat espagnol à Barcelone pour défendre la révolution du 19 juillet 1936 et, ensuite, la réédition de Berneri fait le pont avec la critique de l'attitude des leaders anarchistes et des staliniens. Sous le nom des *Editions Mayo 37*, quatorze brochures sont publiées, mais deux seulement avant l'autodissolution en août 1973, les autres le seront après les arrestations. Toutes les brochures ont été imprimées à Toulouse, certaines tirées sur une imprimerie clandestine installée chez un membre du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (PSOE) et les autres dans une imprimerie légale tenue par un groupe libertaire. La dernière, datée du premier mai 1975, sera *Jalones de derrota : promesa de victoria*, sous-titrée par *Mayo 37 Las jornadas de mayo*.

Les idées du MIL ? Sans avoir de ligne théorique proprement dite, le choix éditorial de *Mayo 37* et les divers textes produits se situent, sans ambiguïté, dans le courant de l'ultra-gauche (6) dont certains membres du MIL se réclament. Cependant, ce n'est pas le cas pour tous, car la question de l'agitation armée est une véritable ligne de fracture que l'on retrouvera au moment de l'autodissolution.

Quant à son côté libertaire, que l'on retrouve dans la dénomination *CIA* ou dans les tracts qui finissent par « *pour le communisme libertaire, vive l'anarchie* », c'est plus une référence à la propagande par le fait et à l'image de l'anarchiste réfractaire à toute autorité qu'aux principes du mouvement libertaire officiel.

Le MIL est en rupture totale avec la contestation classique et *a fortiori* avec l'opposition antifranquiste. Il est très critique vis-à-vis des organisations politiques et syndicales, fussent-elles libertaires. Fruit de son époque, le MIL a utilisé les mots du moment qui exprimaient au mieux sa démarche et il s'est réapproprié les idées les plus radicales.

D'autre part, le MIL tranche avec les organisations de lutte armée, écornant l'image d'Épinal du groupe politico-militaire (genre ETA, IRA...) avec ses théoriciens qui réfléchissent, donnant les axes du combat, et ceux qui utilisent les armes et commettent des hold-up. Au sein de l'organisation, cette répartition des tâches n'a pas existé, rien n'était attribué d'office, cela se faisait par affinités... et dans la pratique.

### **Autodissolution du MIL**

Des divergences assez fondamentales étant apparues, les différents groupes et individus décident de tenir à Toulouse, au mois d'août 1973, une série de réunions auxquelles on va donner le nom ronflant de Congrès, et où va se décider l'avenir de l'organisation. L'une des divergences majeures est la publication du premier numéro de *CIA* dans lequel les hold-up sont revendiqués. Si pour les auteurs, certains du MIL/GAC, c'est une espèce de carte de présentation afin de se situer par rapport aux autres groupes, pour ceux qui privilégient les éditions, cela est vécu comme une sorte de provocation : ils n'apprécient ni d'être mis devant le fait accompli ni l'orientation anarchiste de la revue ; ils trouvent que la revendication des hold-up est dangereuse et surtout que les éditions envisagées sont laissées de côté.

Entre le refus d'une tendance d'être directement assimilée à la violence armée, et le désir de passer à un autre stade de la lutte, ou pour d'autres celui de chercher un rapprochement avec d'autres groupes armés, la dissolution de « l'organisation » est donc inéluctable.

L'autodissolution décidée, un texte officialise la fin du MIL comme organisation et les nouvelles orientations ; il paraît dans *CIA* n° 2.

La vie politique du MIL s'arrête avec cette autodissolution, mais dès septembre son histoire va resurgir sur le plan judiciaire avec l'arrestation de certains de ses membres.

## Notes

(1) Pour en savoir plus sur cette période et sur les relations internes lire *La FA et les situationnistes 1966 et 1967* de Guy Bodson, première publication en 1970, réactualisée jusqu'en 2003 et *Les situationnistes et l'anarchie* de Miguel Amoros, Éditions de la Roue, 2012. Sur l'avant et l'après 68, lire *Mouvements situationnistes. Une histoire intellectuelle* de Patrick Marcolini, Éditions L'échappée, 2012 et, malgré des erreurs historiques sur le MIL, les GARI..., *L'Insurrection situationniste* de Laurent Cholet, Éditions Dagorno, 2000.

(2) Création de L'Internationale anarchiste dont l'existence sera de courte durée.

(3) Pour approfondir, lire *Mouvement Ibérique de Libération, mémoires de rebelles* de Jean-Claude Duhourcq et Antoine Madrigal, éditions CRAS, Toulouse, mai 2007, et *Le MIL une histoire politique* de Sergi Rosès Cordovilla, éditions Acratie, juin 2007. Pour ce document, nous avons puisé toutes les informations (arrestations, procès) concernant le MIL dans l'ouvrage du CRAS.

(4) Primero de Mayo : Premier Mai est l'une des signatures utilisée par la FIJL pour revendiquer des actions contre les représentations économiques ou politiques espagnoles. La première de ces actions a lieu le 30 avril 1966 à Rome : Monseigneur Marcos Ussia, conseiller ecclésiastique de l'ambassade espagnole auprès du Vatican, sera séquestré pendant dix jours. Les kidnappeurs demandent la libération de tous les prisonniers politiques incarcérés en Espagne. Les dernières actions furent menées le 26 septembre 1970 ; elles visaient la compagnie espagnole Iberia dans les aéroports de Paris, Francfort, Genève et Londres. (Pour CIL et FIJL, voir en fin d'ouvrage la section Sigles.)

(5) Berneri Camillo (1897-1937), anarchiste italien, collabore à diverses revues *Umanita Nova* et à *Pensiero e volontà*. Lors de la révolution en Espagne, Camillo est à Barcelone où, pour le front, il organise la première colonne de volontaires italiens et prend part aux combats. Il participe aux émissions de la radio de la CNT-FAI, et fonde la revue *Guerra di classe*, dans laquelle il se montre très critique sur l'évolution de la révolution, la participation des anarchistes au gouvernement et la part belle laissée aux communistes/staliniens. Durant les journées sanglantes de Barcelone, le 5 mai 1937, Camillo Berneri et Francesco Barbieri sont arrêtés à leur domicile par la police aux ordres des staliniens. Ils seront retrouvés morts le lendemain, leurs corps criblés de balles.

(6) L'ultra-gauche : expression employée pour désigner les divers groupes qui se sont constitués en Europe dans l'après-1968 et qui se réclament pour la majorité du communisme des conseils : un communisme anti-léniniste.

## Annexe

L'UGAL (Union des Groupes Autonomes Libertaires) est apparu en France au cours de l'année 1970. Les objectifs de l'UGAL étaient multiples : permettre une liaison entre les groupes ou les individus isolés, transmettre les expériences vécues ou les combats menés dans les diverses villes et « mieux coordonner les luttes de plus en plus radicales ». Après de nombreuses réunions et assemblées, dont l'une se chargera de rassembler des groupes les 20 et 21 juin 1970 à Gourgas/Monoblet (Gard), cette tentative de « structuration horizontale » va se diluer, mais des liens sont tissés. L'UGAL publiera le journal *Vivre* en novembre 1970. Ci-dessous un texte interne de l'un des groupes de la coordination parisienne, reflet de cette période révolutionnaire et des débats de l'époque.

### Pourquoi l'Union des Groupes Autonomes Libertaires Parisiens ?

Parmi les différents types de structures organisationnelles, on peut distinguer :

- l'organisation léniniste ;
- l'organisation crypto-léniniste ;
- l'organisation anarcho-bolchevique ;
- la merde FAiste ;
- le groupe autonome ;
- l'union des groupes autonomes.

#### I - L'organisation de type léniniste

Point n'est besoin de s'attarder là-dessus : nous renvoyons au « centralisme démocratique » du PCF.

#### II - L'organisation de type crypto-léniniste

La GP et dans une grande mesure VLR sont de ceux qui camouflent encore des structures bolcheviques sous une phraséologie antiautoritaire. Même ceux qui commencent à se demander s'il ne faudrait pas foutre Lénine aux poubelles de l'histoire et qui, comme VLR, parlent de « changer la vie », entendent lutter contre la société capitaliste avec un instrument qui en reproduit les contradictions :

- hiérarchie au niveau du savoir entre ceux qui en sont les dépositaires et les autres ;
- hiérarchie au niveau des décisions : confiscation par un petit groupe du pouvoir de décision, la masse n'ayant qu'un pouvoir tout théorique de contrôle ;
- hiérarchie au niveau des actions : les sacrifiés, les hommes de troupe, exécutent docilement et aveuglément ce qu'ils n'ont ni décidé ni même discuté, tandis que les chefs se tiennent prudemment à l'abri ;
- conservation chez l'individu de tous les tabous, de tous les préjugés de la société capitaliste ; on veut bien faire la révolution mais on se garde bien de la faire en même temps en soi.

Ce n'est donc pas avec cet « appareil » (micro-société déjà aliénante en elle-même, car image fidèle de la société capitaliste qu'on veut détruire) qu'on peut faire une révolution totale.

Ajoutons qu'au niveau du flicage un tel type d'organisation est malgré les apparences extrêmement vulnérable. Il suffit d'un flic (et il y en eut et il y en a même dans les Comités Centraux les plus hermétiques) placé assez haut dans la pyramide, et tout est pourri. Ne parlons que pour mémoire de la panique qui s'empare chaque fois des moutons lorsque ceux-ci sont privés de leurs guides.

Il semblerait que la GP, toujours fidèle à son antiautoritarisme verbal, prétende se faire passer pour un conglomérat de groupes autonomes. En réalité, si les groupes qu'elle crée artificiellement en province jouissent d'une autonomie toute relative, il n'empêche que les décisions importantes continuent à venir d'en haut, d'une petite minorité.

NB : Nous renvoyons à l'étude faite par le groupe sur la GP où nous étudions, en même temps que ses carences et ses limites, ce que la GP a apporté au mouvement révolutionnaire depuis deux ans.

### III - L'organisation anarcho-bolchevique

De nos jours, l'ORA ou ce que l'on en sait, car les bases organisationnelles qu'elle annonce depuis des mois tardent à venir, est le type même de l'organisation anarcho-bolchevique. En effet, par peur du flicage, l'ORA en est conduite à singer les bolcheviques :

- pêche à la ligne dans les groupes ;
- mise en observation des futurs « purs » à qui on ne confiera des responsabilités que beaucoup plus tard = les stagiaires de la Ligue ;
- cercles ORA satellites = antichambres.

D'où l'élitisme incompatible avec les idées libertaires et qui ne réussit même pas à éviter le flicage.

### IV - La merde FAiste

Qui ne connaît Joyeux et sa bande du groupe Louise-Michel !

Le dernier congrès de la FA à Limoges a montré encore une fois :

- que la FA était archi-fossilisée et archi-anachronique ;
- que la FA refusait toute possibilité d'évolution et de résurrection en se livrant pour une nouvelle année aux bureaucrates Joyeux, Laisant\*... où sont les délégués révocables à chaque instant ?
- que la FA mettrait ce qui lui reste de forces à combattre les groupes autonomes.

### V - Les groupes autonomes

Apparus dès avant mai 68, les groupes autonomes ont eu, eux aussi, quelque peine à passer le creux de la vague. Ils n'en prolifèrent pas moins aujourd'hui à un tel point qu'ils inquiètent sérieusement les Renseignements généraux, à juste titre :

- leur naissance correspondant à l'inefficacité désespérante des groupuscules et à la carence des organisations anarchistes déjà existantes (FA, ORA, etc.) a été spontanée et continue à l'être.
- leur implantation est naturelle sur les lieux de travail, dans les quartiers... et non point parachutée à la façon de la GP.

- les effectifs réduits (4 à 8 personnes environ, au-delà l'expérience prouve que le groupe autonome éclate) permettent une homogénéité basée sur l'affinité, la confiance réciproque ; le dépistage du fic est d'ailleurs plus facile dans un groupe de 5 que dans un groupe de 50.
- le groupe autonome peut lier intimement théorie et pratique révolutionnaire ; il n'y a pas de hiatus entre la vie et le combat révolutionnaire
- pas de hiérarchie, pas de clivage au sein du groupe autonome, donc pas de chefs. Certains individus dont la prise de conscience est plus avancée, le niveau théorique et technique plus élevé, peuvent cependant jouer le rôle d'accélérateur, un rôle de catalyseur. Ce rôle doit être limité dans le temps. Pour éviter de devenir objectivement des chefs, ces éléments catalyseurs doivent avoir en vue leur autodestruction en tant que catalyseurs. Loin d'essayer d'apparaître indispensables, loin de tirer, comme dans les groupuscules, avantage de leur supériorité passagère, ils transmettent, font connaître et assimiler le plus rapidement possible leur technique à tous les membres du groupe. Il n'y a donc pas de clivage, pas de division du travail, pas de spécialiste, d'où la nécessité pour chaque membre du groupe d'apprendre, tout en se formant théoriquement, à ronéoter, taper à la machine, faire de la sérigraphie, parler en public, savoir se battre...
- l'individu peut enfin commencer à se désaliéner, désaliénation qui ne peut se faire que dans et par le groupe. L'individu peut se libérer de l'égoïsme petit-bourgeois, égoïsme voulu et exacerbé par le capital. Sans pour autant tomber dans le piège de la religiosité si bien dénoncée par Stirner, l'individu peut développer son subjectif, libérer sa créativité. Il fait l'apprentissage d'une vie totale en commun. De nombreux groupes autonomes ne vont malheureusement pas jusqu'à une vie communautaire : ressources en commun, vie sexuelle, solidarité totale...
- la localisation des GA est difficile à réaliser par les RG.

Le groupe autonome apparaît donc comme indispensable dans le mouvement révolutionnaire. Forme organisationnelle nécessaire, il n'en est pas moins limité et présente plusieurs dangers :

- danger du localisme : le GA peut n'avoir qu'une vision fragmentaire de la conjoncture ;
- danger de l'isolement : isolement préjudiciable au niveau des actions et aussi de la recherche théorique et de l'analyse ;
- danger de l'atomisation ;
- danger de l'égoïsme : le groupe peut être amené à se préoccuper avant tout de sa survie en tant que groupe ;
- danger du nombrilisme : le groupe autonome peut être conduit à vivre dans une sorte de tour d'ivoire, la vie en groupe permettant de masquer certaines contradictions de penser que l'autonomisation au niveau du groupe est possible et suffisante. Or tant que le capitalisme existera, on ne pourra pas prendre le pouvoir sur notre vie. Sinon on n'a qu'à imiter les cyniques (après tout Diogène ce n'est pas si mal) ou Épicure ou Bouddha... ou les Hippies qui se « mettent en marge » et sont en fait en train de redécouvrir l'artisanat et le petit commerce !!! Notons au passage que dans les 5 textes que nous proposent les copains du GAM il n'est pas une seule fois question du capital !

Il y a à notre avis un danger à ne pas souligner sans cesse que notre aliénation en grande partie est le fait du capital, que c'est la conséquence du conditionnement sans cesse « amélioré » exercé par le capital, un danger de récupération et de désamorçage des luttes par des groupes « apolitiques » qui auraient (et ont déjà) l'intelligence de s'attaquer au « quotidien ».

Il ne faut pas en effet perdre de vue que la lutte contre le capital et l'autonomisation de l'individu est un mouvement dialectique.

#### VI - L'Union des Groupes Autonomes Parisiens (UGALP)

L'UGALP n'a pas été plaquée artificiellement, elle est née (après des tentatives précédentes malheureuses dont une coordination misérable à Censier durant l'hiver) d'un besoin, de la prise de conscience par certains des dangers que nous venons de mentionner.

Décidés à lutter contre l'atomisation, ils se sont mis d'accord sur la nécessité de structures souples, antiautoritaires et efficaces.

Les groupes autonomes se sont mis d'accord après discussion sur le texte manifeste, plateforme provisoire que l'on retrouvera en appendice.

On retiendra :

- la nécessité de conserver toute la dynamique du groupe autonome : l'UGALP ne peut exercer aucun contrôle sur le groupe autonome.
- l'UGALP ne peut s'immiscer en rien dans les décisions et les actions des groupes autonomes.
- la nécessité et la possibilité de se coordonner en vue de mener certaines actions impossibles avec les effectifs réduits par essence d'un GA (avec mise à la disposition de tous les GA du matériel, des informations techniques...). Le GA qui n'est pas d'accord sur une action, après avoir donné son analyse, n'y participe pas, mais sans saboter l'action des autres GA.
- la nécessité de lier recherche théorique et pratique révolutionnaire. Ce qui évite de tomber dans l'activisme ou de se transformer en « rats de bibliothèque ».
- l'insuffisance de l'anarchisme au niveau de l'analyse de la société actuelle.
- la nécessité d'une réactualisation des analyses anarchistes de la société capitaliste, analyses faites en tenant compte de l'évolution du capital et de l'apport théorique d'autres groupes (IIS par exemple).
- la nécessité d'éviter à la fois le flicage et la bureaucratisation : il ne s'agit pas de faire le travail de mosaïque et de synthèse que les flics ont tant de mal à réaliser et de leur fournir un recensement des Groupes Autonomes (implantation, effectifs, adresses, noms, actions...).

Afin d'éviter de mettre tout le monde en contact, avec la possibilité d'infiltration accrue, il est souhaitable :

- que chaque groupe autonome envoie à chaque réunion deux délégués tournants ;
- que seuls deux camarades désignés par chaque GA aient les adresses de toutes les boîtes aux lettres ;
- que, sauf urgence, les décisions ne soient prises qu'à la réunion suivante, après que les délégués ont informé leur groupe.

Notons la répugnance de certains camarades à s'imposer une étiquette et leur refus de se réclamer d'une quelconque idéologie.

Ces structures sont des structures provisoires. Peut-être avec le durcissement de la situation et le passage progressif à la guérilla faudra-t-il cloisonner davantage les groupes autonomes ? Peut-être faudra-t-il renoncer aux assemblées générales ? Ce qui ne serait pas sans danger. L'UGALP malgré toutes ses imperfections a déjà prouvé son efficacité en particulier le 1<sup>er</sup> Mai.

L'UGALP a montré qu'on pouvait sortir de la merde anarchiste sans tomber dans les structures anarcho-bolcheviques ou se laisser attirer par les sirènes de la GP ou de VLR.

Vincennes, le 15 juin 1970\*\*

PS : Réalisé, à partir d'études de copains et de discussions, par un GA de Vincennes, membre de l'UGALP, ce texte ne peut toutefois être considéré comme représentatif de l'UGALP. Ce n'est qu'une base de discussion qui devrait amener à clarifier le projet organisationnel.

#### Notes des auteurs

\* Maurice Joyeux (1910 - 1991) et Maurice Laisant (1909-1991), figures de l'anarchisme français. Ils sont à la création de la FA (Fédération Anarchiste) en 1945 et celle de 1953 (qui existe aujourd'hui).

\*\* En référence à Paris/Vincennes Université expérimentale (sciences humaines) ouverte par l'État gaulliste à la rentrée universitaire de l'automne 1968. Vincennes sera pendant quelques années l'un des lieux de la contestation révolutionnaire. L'université sera transférée en 1979 à Saint-Denis (93).



# I - DE L'ORIGINE DES GARI À LEUR AUTODISSOLUTION

## Septembre 1973 : arrestations en Catalogne

À la suite de l'autodissolution d'août 1973, le sigle MIL n'est donc plus, mais les individus restent en contact : si des projets n'ont pu se concrétiser, d'autres vont se poursuivre notamment au niveau des Éditions Mayo 37.

Pour diverses raisons, surtout pallier le manque d'argent pour les éditions, Oriol Solé Sugranyes propose une expropriation à la banque de Bellver de Cerdanya (Catalogne), commémorant par la même occasion le premier anniversaire d'une action armée menée dans la même banque. Malgré l'opposition d'une partie des membres du groupe des expropriateurs, elle est mise en pratique le samedi 15 septembre 1973 par Oriol, son frère Jordi et José Luis Pons Llobet, mais elle tourne mal. Un affrontement armé s'ensuit avec la Guardia civil. Oriol Solé Sugranyes et José Luis Pons Llobet sont arrêtés, Jordi Solé Sugranyes réussit à s'enfuir *in extremis* et à rejoindre Toulouse. Lors des interrogatoires, Oriol et José Luis vont être torturés.

### À Barcelone :

Le 18 et le 19 septembre, la Brigade spéciale anti-MIL (constituée depuis quelques mois) issue de la Brigade Politique et Sociale (BPS) intervient chez les parents de José Luis Pons Llobet et arrête sa compagne Maria Mateos Fernández, membre de l'ex-MIL, qui est emmenée au commissariat de la via Layetana. Pendant trois jours, elle est interrogée durement.

Le 21 c'est l'arrestation d'Emilio Pardiñas Viladrich. Il sera mis en liberté provisoire sous caution le 21 novembre, mais réincarcéré à la suite du procès de novembre 1974.

Le 23 ou le 24, Santi Soler Amigo est interpellé à son domicile et emmené au commissariat de la via Layetana où la Brigade Politique et Sociale déchiffre son agenda et apprend qu'il a un rendez-vous le 25 au bar Funicular, à l'intersection des rues Girona et Consejo de Ciento. Xavier Garriga Paituvi s'y rend car il avait raté le sien le matin avec Salvador Puig Antich et qu'il était présent lors de la mise en place de ce fameux rendez-vous... Et il se fait arrêter. Dans la même journée, Puig Antich, qui a quelqu'un d'autre à voir, se fait accompagner par Jean-Marc Rouillan et Jean-Claude Torres parce que sa voiture refuse de démarrer, puis il reste avec eux. Lorsqu'il aperçoit Santi Soler sur le trottoir, il décide de descendre de la voiture pour le rejoindre, le temps que les autres aillent se garer. La police intervient en le poussant sous un porche. Dans le hall d'entrée, des coups de feu sont tirés. Puig Antich est grièvement blessé et un policier est tué... Au cours de la fusillade, Puig Antich va s'emparer de la seconde arme qu'il porte sur lui et tirer deux fois mais,

lors de l'autopsie, cinq balles seront retrouvées dans le corps du policier. Malgré cela, seul Puig Antich sera rendu responsable de cette mort. Jean-Marc Rouillan et Jean-Claude Torres échappent de peu à l'arrestation et rejoignent Toulouse.

### **Campagne de solidarité : à Barcelone, Toulouse, Paris, Bruxelles...**

Les arrestations, les procès de Barcelone vont faire connaître les activités du MIL.

Quelques jours après les dernières arrestations se crée à Barcelone le Comité de Solidarité aux Prisonniers du MIL, un collectif avec la participation de groupes autonomes, d'étudiants et de quelques membres de la CNT. Son objectif est de faire « *un travail d'information pour tous les mouvements révolutionnaires et populaires (...) avec l'intention de faire connaître la situation de ce groupe, les caractéristiques spéciales de sa lutte qui est insuffisamment connue dans les courants révolutionnaires, particulièrement chez ceux qui rejettent la lutte armée comme un instrument supplémentaire dans la lutte des classes et pour permettre une unité d'action pour éviter qu'aboutissent les peines de mort sur les membres du MIL/GAC* ». Ce comité édite des textes du MIL et des prisonniers, leur fait passer la frontière et par l'intermédiaire, entre autres, de membres de l'ex-MIL exilés à Perpignan, ces textes seront réédités et diffusés en France et en Europe.

D'autres rescapés de l'ex-MIL qui ont rejoint la France informent des avocats et participent à la création de comités de soutien à Toulouse et à Paris avec ceux de la librairie La Vieille Taupe (1), groupe d'ultra-gauche avec qui le MIL entretient des relations depuis l'année 1970. Ils prennent également contact avec des autonomes, des libertaires, et avec l'ORA (Organisation Révolutionnaire Anarchiste). Au cours des semaines et des mois qui suivent, des comités de soutien se forment dans plusieurs pays. La tâche est difficile car il y a urgence, à cause des très lourdes peines prévisibles, et le MIL est pratiquement inconnu dans la mouvance révolutionnaire. En octobre 1973, en France, c'est à Paris qu'est édité le premier document qui va rompre le silence : une brochure de huit pages, intitulée *Gangsters ou révolutionnaires ?* Elle donne des informations sur les positions politiques et les actions passées du MIL. Elle paraît à l'initiative de membres de la librairie La Vieille Taupe, qui participent au Comité de soutien aux révolutionnaires emprisonnés à Barcelone, présidé par l'historien Pierre Vidal-Naquet (2). Dans le *Dossier MIL* qu'il publie en octobre 1973, le Comité de solidarité de Barcelone informe que Puig Antich serait condamné à mort du fait d'une promesse faite par les autorités franquistes aux policiers de la BPS, qui manifestaient dans l'enceinte de l'hôpital où était prisonnier Puig Antich. Cette information se confirme ; le 26 novembre, à Barcelone, le *fiscal* (procureur) juridique militaire désigné par le tribunal militaire réclame, dans ses « conclusions

provisoires », les peines suivantes : pour Salvador Puig Antich, deux peines de mort, pour José Luis Pons Llobet, 30 ans de prison. Le *fiscal* ajoute : « et impossibilité pour tous les deux durant le temps de leur condamnation de voir leur peine diminuée à la suite d'une amnistie et au cas où la peine de mort de Salvador Puig Antich serait commuée ». Pour Maria Augustia Mateos Fernández, 6 ans de prison. En décembre 1973 toute chance de grâce éventuelle disparaît avec la mort de Carrero Blanco (3) dans un attentat perpétré par ETA. Franco désigne comme nouveau chef du gouvernement un dur parmi les durs, l'ancien ministre de l'Intérieur Carlos Arias Navarro, dont le surnom pendant la guerre civile et auquel il fera honneur par la suite est « le bourreau de Malaga ». En 1963, Carlos Arias Navarro est directeur général de la Sécurité quand, en avril, est fusillé Julian Grimau, un dirigeant du PCE. Au cours de cette même année, après leur arrestation en juillet, le 17 août, Francisco Granados Gata et Joaquín Delgado Martínez, membres de la FIJL, sont garrotés pour des attentats qu'ils n'ont pas commis. C'est donc dans ce climat de vengeance que les cinq membres de l'ex-MIL, prisonniers à Barcelone, vont être jugés. Qu'importe que cela ne soit pas Puig Antich qui ait tué le policier lors de son arrestation, comme semblerait le dire la balistique, le TOP (*Tribunal de orden público*) qui juge les cas relatifs à la sécurité de l'État, ne s'embarrasse pas de ce genre de considérations, il a un coupable.

À Toulouse, le groupe autonome constitué autour de membres de l'ex-MIL envisage l'enlèvement d'une personnalité espagnole, car il pense que les protestations classiques, mêmes massives, ne suffiront pas pour empêcher l'exécution probable de Puig Antich et peut-être celle d'Oriol Solé Sugranyes. Au cours du mois de décembre 1973, manquant de pratique pour ce type d'action et cherchant des cibles, par l'intermédiaire de divers contacts toulousains, ils se mettent en rapport avec des Espagnols, anciens de la FIJL et du réseau « Primero de Mayo ». Ces derniers, grâce à un travail de collecte d'informations, possèdent des renseignements sur des représentants du franquisme résidant sur le territoire français. Début janvier, l'histoire va s'accélérer avec la tenue du premier procès à Barcelone et la condamnation à mort de Puig Antich, un enlèvement est prévu à Paris. Avant de rejoindre la capitale et pour financer diverses opérations, des membres du groupe toulousain exproprient une banque dans le sud de la France.

## □ 1974

### **8 et 9 janvier : Barcelone, procès de trois membres du MIL et condamnation à mort de Puig Antich**

Dans les bâtiments du gouvernement militaire à Barcelone, Salvador Puig Antich, José Luis Pons Llobet et Maria Mateos Fernández comparaissent devant le *Consejo de guerra* (tribunal militaire d'exception), composé de sept officiers militaires, pour leur participation à l'expropriation et à la fusillade avec les forces de l'ordre le 2 mars 1973 à Barcelone. Puig Antich est également jugé pour le meurtre (préssumé) de l'inspecteur de police adjoint Francisco Anguas Barragàn.

La procédure *sumario ordinario* est suivie dans cette affaire : les avocats et les accusés ne sont prévenus que 48 heures avant la date d'ouverture. C'est une pratique courante des tribunaux militaires franquistes qui avisent parfois seulement la veille les personnes concernées.

Avant et pendant le procès, un dispositif policier et militaire important est mis en place. L'accès à la salle d'audience est limité à une soixantaine de personnes, des journalistes, des membres de la famille des accusés et un public choisi. L'après-midi, plusieurs avocats mandatés par la Ligue internationale des droits de l'homme (LIDH) peuvent assister au procès.

Puig Antich et Pons Llobet reconnaissent leur participation au hold-up et affirment que l'argent était destiné à financer les activités du MIL. Pour la mort du policier, l'avocat conteste le fait que Puig Antich en soit responsable. En effet, ce dernier n'est pas le seul à avoir fait usage de son arme, puisque lui-même a été blessé grièvement à la mâchoire lors de son arrestation. De plus, les médecins de garde à l'hôpital ce jour-là ont constaté cinq impacts dans le corps de l'inspecteur, alors que le rapport d'autopsie n'en mentionne que trois et que Puig Antich aurait tiré deux fois. L'avocat demande une contre-expertise qui est refusée car le Code militaire stipule que tous les membres du tribunal, étant militaires, sont eux-mêmes experts.

Lors du réquisitoire, le procureur confirme les peines requises le 26 novembre 1973 et fait état d'autres complices pour le hold-up du 2 mars 1973, citant les noms de Jean-Marc Rouillan et Jean-Claude Torres. Cette information est reprise dans *Le Monde* du 10 janvier 1974.

À 18 heures, le tribunal se retire à huis clos. Le procès a duré sept heures. Dans une note relative au procès, datée du 14 janvier 1974, Serge Levy, avocat et observateur judiciaire de la Ligue belge pour la défense des droits de l'homme, relève que l'instruction d'audience, l'interrogatoire des prévenus, les réquisitoires, les plaidoiries et les déclarations des prévenus n'ont duré qu'un seul jour.

Dans la matinée du 9 janvier, Salvador Puig Antich est condamné à la peine

de mort, José Luis Pons Llobet à trente ans de prison et Maria Mateos Fernández à cinq ans. Avant d'être appliquées, les condamnations doivent être confirmées par le *Consejo supremo de justicia militar* (Conseil suprême de la justice militaire).

### **Les débuts de la coordination**

Dans la nuit du 16 au 17 janvier à Ivry-sur-Seine, près de Paris, Jean-Claude Torres, Miguel Moreno Patino, Michel Camilleri et Pierre Roger sont interpellés lors d'un contrôle policier. Tous les quatre sont membres du groupe autonome toulousain qui prépare diverses actions dont l'enlèvement de l'ambassadeur représentant l'Espagne auprès de l'Unesco (4). En échange de l'ambassadeur devait être exigée la libération de tous les membres de l'ex-MIL et la non-condamnation à mort des membres du FRAP (*Frente Revolucionario Antifascista Patriótico*). Jean-Claude Torres et Miguel Moreno sont inculpés de vol d'un véhicule et de détention d'armes. Incarcérés à Paris à la prison de la Santé, ils seront jugés le 14 octobre 1974. Michel Camilleri et Pierre Roger sont libérés dès la première instruction qui a lieu à la mi-février 1974.

Ces arrestations vont compromettre l'enlèvement qui était envisagé dans les semaines qui suivent. Ce groupe n'a plus les capacités de réaliser l'action. Mais le projet n'est pas abandonné ; rapidement, les rescapés de ces arrestations vont laisser la « direction des opérations » à un autre groupe autonome toulousain. Ces Toulousains vont solliciter en France des individus et d'autres groupes avec qui ils ont déjà des liens et c'est à partir de ce moment que la coordination va prendre forme. Débute alors une série de réunions à Toulouse, à Paris... Lors des assemblées réunissant un ou des représentants de chaque groupe, il est concrétisé que cette coordination ne durera que le temps de préparer et de mener l'action prévue. Cette coordination va au fil du temps réunir des groupes affinitaires avec des individus de sensibilités diverses, venant de villes différentes. Elle est formée par le groupe autonome constitué autour de membres de l'ex-MIL, de groupes autonomes libertaires français et du réseau « Primero de Mayo ». En ce mois de janvier, l'urgence est d'empêcher l'exécution de Puig Antich ; mais le temps de finaliser les accords politiques entre les groupes, de mettre en place les structures (mises au point diverses, trouver les fonds nécessaires pour mener l'opération et trouver le lieu « idéal » pour accueillir l'invité...), le temps passe et Puig sera exécuté. Oriol Solé Sugranyes et José Luis Pons Llobet risquent d'être condamnés à mort ; alors la coordination va effectuer fin mars 1974 une série de sabotages à l'explosif dans le sud de la France sur des voies de communication (ponts et voies ferrées) reliant l'Espagne. Ces actes sont revendiqués avec le sigle GAI (Groupes Autonomes d'Intervention). La coordination décide également de maintenir le projet d'enlèvement qui se réalisera début mai 1974 et

qui sera revendiqué par le sigle GARI. Sigle qui sera adopté une quinzaine de jours avant l'enlèvement, lors d'une assemblée de la coordination à Paris.

**23 février : Toulouse, « Vingt-cinq balles dans la carrosserie de la voiture du Chancelier du consulat d'Espagne transformée en passoire »,** titre *La Dépêche du Midi* le 27 février 1974.

L'action est menée vers 21 h 30, rue des Géraniums, par un groupe autonome (membre de la coordination), pour faire pression sur le gouvernement de Madrid. Le groupe aurait fait parvenir une lettre à Arias Navarro, le menaçant de représailles directes si Puig Antich était exécuté. Deux autres lettres de revendication signées sont reçues par le Chancelier Ramon Bordello-Porcel et par le consulat espagnol. Elle débute ainsi : « Charogne. Aujourd'hui nous mitraillons ta voiture pour te montrer à toi et à ton gouvernement que nous avons des armes et sommes prêts à nous en servir. En Europe il y a des centaines de représentants de ton État ; Si Puig est assassiné, nous nous servirons de nos armes et cette fois nous ne tirerons pas sur de la tôle ! Nous te demandons de faire part de nos intentions à ton gouvernement. Nous sommes prêts à aller jusqu'au bout, quand et où il le faudra. » Revendication, signée « Des copains de Puig » (texte extrait des dossiers de l'instruction judiciaire des GARI).

**2 mars : Barcelone, Salvador Puig Antich est exécuté**

Le 11 février à Madrid, *le Consejo supremo de justicia militar*, composé de généraux, réuni à huis clos pour examiner les condamnations du 9 janvier à Barcelone, confirme les peines. Dès lors c'est au gouvernement d'Arias Navarro et à Franco, chef de l'État, qu'il appartient de confirmer ou non l'application des condamnations. Dans la journée du 1<sup>er</sup> mars, le Conseil des ministres réuni à Madrid confirme la condamnation à mort de Puig Antich. La presse informée reçoit l'ordre de ne pas faire référence à ce Conseil des ministres et de ne communiquer l'information que le lendemain.

Le 2 mars, à 9 h 45, la justice franquiste assassine au *garrote vil* (5) Salvador Puig Antich dans la prison Modelo de Barcelone, cinq mois après son arrestation. Ce même jour, quelques minutes avant Puig Antich, Heinz Chez (6), condamné à mort pour avoir tué un guardia civil et blessé un autre, subit le même sort à la prison de Tarragone. À travers cette double exécution le pouvoir franquiste vise, d'une part, à montrer son inflexibilité à l'opinion publique, et d'autre part à décrédibiliser le mouvement révolutionnaire espagnol en le criminalisant. D'après le « code d'honneur » franquiste, le garrot est une peine infamante seulement appliquée aux criminels de droit commun. Les « vrais » politiques sont, eux, fusillés.

## Nuit du 21 au 22 mars : blocages temporaires, par explosifs, des communications frontalières entre l'Espagne et la France

Une série de sabotages à l'explosif secoue quelques ponts dans le sud de la France : au pont de Parlemtia à Bidart (Pyrénées-Atlantiques) – là où la RN 10 traverse la voie ferrée Paris-Irun –, l'explosion provoque le déraillement partiel d'un train de marchandises ; contre le pont de Villeneuve-de-la-Raho près d'Elne (Pyrénées-Orientales) qui enjambe la voie ferrée Perpignan-Cerbère-Barcelone, l'explosion éventre le tablier du pont et tord les rails ; contre le pont de Ruhnac, à 3 km d'Ax-les-Thermes (Ariège), sur la RN 20 qui mène vers l'Andorre et l'Espagne, le pont est en partie détruit ; contre le pont de Bou près de Saillagouse (Pyrénées-Orientales) sur la RN 116 qui mène à la frontière.

Les auteurs de ces actes avaient pris soin de mettre de chaque côté des ponts des panneaux « pont miné » ou « route minée » pour dévier ou stopper la circulation routière.

Des tracts laissés sur place revendiquent les actions au nom des GAI (Groupes Autonomes d'Intervention) qui déclarent :

« ... Nous ne sommes pas la branche militaire d'un parti, ni des terroristes ou des militants professionnels, mais des individus qui savent que la révolution est avant tout sociale et qui refusent le système là où ils travaillent et là où ils vivent. En gênant les communications entre la France et l'Espagne, nous intervenons sur les échanges économiques entre les classes capitalistes des deux pays d'une façon partielle et momentanée, persuadés que les prolétaires peuvent arrêter la production d'une façon durable et efficace sur les lieux de travail, pour leur propre émancipation... Des prolétaires qui sont condamnés à être des objets sans passion, à se prostituer pour survivre avant d'être tués

sans éclat sur les lieux de leur travail... Protester contre les gouvernements libéraux, démocrates ou "socialistes" qui brandissent le symbole de l'Espagne dictatoriale pour prouver qu'ils sont libres et humains, contre les démocrates et gauchistes qui hurlent au crime quand Puig Antich est assassiné et crieraient victoire si on lui avait permis de crever à petit feu entre quatre



Affiche 77 x 57, Paris, mars-avril 1974

murs et se taisent alors que Pons et Solé risquent la peine de mort, et passent sous silence que onze membres du MIL dont deux en France, risquent de lourdes peines... Seule une action révolutionnaire doit être actuellement menée... » (Le contenu de ce tract est extrait de la presse bourgeoise.)

**26 mars, Paris :** Malgré l'exécution de Puig Antich, les rapports économiques et politiques entre la France et la dictature espagnole n'ont pas cessé, Valéry Giscard d'Estaing, ministre de l'Économie et des Finances, reçoit à déjeuner Barrera de Irimo, ministre des Finances du gouvernement franquiste.

**7 avril, Barcelone :** Joan Vinyolas Vidal, Ramon Carrión Sanchez et Georgina Nicolau Millà, en possession de mines antichars, sont arrêtés à la gare de France par la police. Ils sont membres de groupes autonomes de Barcelone. Groupes qui vont être à l'origine, dans cette ville, du Comité de solidarité aux emprisonnés de l'ex-MIL. Comité qui va contribuer à la diffusion en Europe des textes du MIL et de ceux des prisonniers. Juan, Ramon et Georgina vont être torturés, permettant à la police d'identifier les auteurs d'expropriations et de divers attentats commis en 1973 et 1974, de découvrir une importante infrastructure (appartements, armes, explosifs...) et des documents dont l'un est signé OLLA (Organitzacio de Lluita Armada). Dès lors, la police va manipuler les médias et l'opinion publique en annonçant la naissance d'une *nouvelle organisation terroriste très bien organisée*. Elle va tenter de rassembler sous ce sigle toute l'activité de plusieurs groupes autonomes, parfois sans liens directs entre eux, si ce n'est d'être des opposants à l'oppression franquiste. Cinq autres militants de ces groupes sont recherchés par la police espagnole.



Affiche 67 x 48, Toulouse mars-avril 1974

## Apparition du sigle GARI sur la scène médiatique

C'est en pleine campagne présidentielle qu'interviennent les GARI. Le Président de la République Georges Pompidou, gravement malade, étant décédé le 2 avril 1974, François Mitterrand, candidat du parti socialiste, et Valéry Giscard d'Estaing, candidat de la droite libérale, se bousculent au deuxième tour pour obtenir le poste de Président.

### 3 mai : Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), enlèvement du directeur de la banque de Bilbao de Paris

Au 41, boulevard du Château à Neuilly, des inconnus armés et masqués enlèvent Angel Baltasar Suarez, quarante-quatre ans, directeur de la Banque de Bilbao située avenue de l'Opéra à Paris (1<sup>er</sup>).

« ... C'est à 8 h 30 vendredi que M. Angel Baltasar Suarez, accompagné de deux de ses enfants âgés de quinze et dix-sept ans qu'il s'appropriait à conduire comme d'habitude au lycée espagnol de Paris, a été subitement cerné dans le parking sou-



*Extrait de la brochure Rapto in Paris*

terrain de son immeuble par trois hommes jeunes, dont l'un avait un accent sud-américain, armés de pistolets, le visage dissimulé par des cagoules et revêtus d'imperméables beiges. Après avoir hâtivement bâillonné et ligoté à l'aide de sparadrap le fils et la fille de M. Suarez – qui devaient rapidement se défaire de leurs liens et donner l'alerte –, ils contraignaient le directeur de la banque à monter dans sa voiture de fonction, une DS 21 gris métallisé à toit noir, à bord de laquelle ils s'enfuyaient... » (*Le Monde* du 5-6 mai 1974)

La Banque de Bilbao est alors la plus importante banque espagnole installée en France. Elle est la troisième banque espagnole, après Banesto et Hispano-banco. Elle dispose, à ce moment-là, de douze succursales en France, dont trois à Paris. La plus grande partie de son activité repose sur les transferts de fonds entre la France et l'Espagne, notamment ceux des travailleurs émigrés espagnols. À la fin de 1972, la Banque de Bilbao occupe la cent deuxième place au classement mondial.

Angel Baltasar Suarez Bernardo, originaire des Asturies, est depuis vingt-cinq ans un professionnel de la banque. En 1973 il est nommé à Paris, au siège principal, 29, avenue de l'Opéra. Auparavant il était directeur de la banque de Bilbao à Aviles (Asturies). Il restera en poste à Paris jusqu'en 1977 avant d'être nommé directeur régional de la Banque de Bilbao en Catalogne... Il est décédé, à l'âge de 80 ans, le 24 août 2010 à Oviedo (Asturies).

- **Barcelone** : En fin de journée la presse est informée que, pour les deux membres du MIL, le *fiscal* (procureur), désigné par le tribunal militaire, réclame dans ses *conclusions provisoires* une peine de 64 ans de prison ferme pour Oriol Solé Sugranyes. Deux fois 25 ans pour les hold-up du 14 septembre 1972 et du 15 septembre 1973 à Bellver de Cerdaña, plus une peine de huit ans pour délit d'outrage à la force armée, plus une peine de deux ans pour délit de désobéissance à la force armée, et une peine de quatre ans et deux mois pour détention illicite d'armes. Pour José Luis Pons Llobet, une peine de vingt et un ans de prison ferme, vingt ans pour le hold-up du 15 septembre 1973 plus un an pour délit de désobéissance à la force armée et cinq mois pour détention illicite d'armes. Ce n'est que le lendemain que ces informations sont rendues publiques (*Tele-Express* du 4 mai 1974...). Leur procès aura lieu les 23 et 24 juillet 1974 à Barcelone.

Les cinq membres de l'ex-MIL sont emprisonnés à Barcelone. Oriol Solé Sugranyes, José Luis Pons Llobet, Santiago Soler Amigo et Francisco Javier Garriga Paituvi à la Modelo, Maria Angustias Mateos Fernández à la Trinidad (prison des femmes).

**5 mai : Paris**, le commissaire de la brigade criminelle Pierre Ottavioli, qui mène l'enquête sur l'enlèvement, reçoit quatre policiers de la Direction générale de sécurité de Madrid, qui viennent lui donner un coup de main. Tous les quatre sont qualifiés de *spécialistes*. Dans leurs bagages, une série de photos d'anarchistes suspects. « Le directeur de la police judiciaire met sur pied un formidable dispositif (une centaine d'inspecteurs à Paris, sans compter les effectifs des services régionaux de police judiciaire). Consigne : surveiller tous les mouvements des anarchistes espagnols fichés par les Renseignements généraux. Mais ne pas intervenir pour risquer d'exposer inutilement la vie de la victime. » (*France-Soir* du 13 juin 1974.)

Dans la soirée, avertie par des habitants surpris par sa présence, la gendarmerie retrouve la DS 21 appartenant à M. Suarez à une vingtaine de km de Paris, à Chilly-Mazarin route de Longjumeau (Essonne). Une empreinte digitale suspecte sera détectée par la police scientifique. Empreinte que les enquêteurs, au cours des mois d'enquêtes, ne pourront attribuer à aucun des interpellés.

**6 mai : Paris**, l'ambassade d'Espagne confirme avoir reçu un communiqué des GARI, et déclare que la Banque de Bilbao aurait reçu une demande de rançon de 10 millions de francs. L'ambassade indique à la presse que le message de ce groupe « a pour but de faire pression sur les autorités judiciaires espagnoles pour les forcer à adopter un certain nombre de mesures déterminées ». En effet, dès le 3 mai des lettres des GARI, rédigées en castillan et postées (sous pli urgent) à Lyon, sont envoyées à l'ambassade et au siège de la Banque de Bilbao à Paris. Elle contiennent des exigences et indiquent la manière d'entrer en contact avec les ravisseurs. Il est précisé à l'Ambassade que les autorités espagnoles ont jusqu'au 7 mai pour se manifester et qu'une fois ce délai passé la presse sera informée.

Avec chaque communiqué, les GARI vont fournir, aux fins d'identification, le numéro ou la photocopie d'une pièce d'identité de Baltasar Suarez.

### **7 mai : Les GARI revendiquent l'enlèvement d'Angel Baltasar Suarez**

- **À Madrid**, un premier communiqué est reçu à l'Agence *France-Presse* (AFP). Il contient les exigences suivantes :

1. la publication dans la presse espagnole des communiqués du mouvement révolutionnaire ;
2. la mise en liberté de Santiago Soler Amigo, militant du MIL, gravement malade ;
3. la publication de l'acte d'accusation contre des militants du FRAP arrêtés le 1<sup>er</sup> mai 1973, qui sont passibles de la peine de mort ;
4. la mise en liberté conditionnelle de tous les prisonniers pouvant en bénéficier (c'est-à-dire ayant purgé les trois quarts de leur peine).

- **À Barcelone**, calle Pelayo, dans le bar Via Napoleone, le « Comité Libertario Anti-represivo » tient une conférence de presse clandestine devant les journalistes qu'ils ont convoqués. Le Comité se présente dans un long texte comme appartenant « à un noyau libertaire qui travaille pour la reconstruction du mouvement anarcho-syndicaliste. Le Comité en diffusant le fait produit n'a pas d'autre objectif que celui de faire circuler les nouvelles en les expliquant ouvertement et en assumant leur véracité. Nous encadrons cette action dans un processus de prise d'initiative des révolutionnaires contre l'offensive internationalisée des États. Nous croyons que cette action est l'une des diverses nuances que peut adopter la lutte actuelle et c'est pour cela que nous nous efforçons de diffuser largement son véritable contenu et ses objectifs » (7). La conférence de presse dure quelques minutes. Elle est tenue par deux membres du Comité qui confirment le contenu du communiqué reçu à l'AFP de Madrid et remettent aux journalistes le texte suivant :

« Après l'exécution de Salvador Puig Antich est apparue l'inefficacité de toutes les protestations pacifistes. Pour cette raison, devant le danger de nouvelles exécutions de militants révolutionnaires, et pour faire face à la vague de répression déchaînée contre le mouvement révolutionnaire espagnol, spécialement en Catalogne et en Euzkadi, les groupes soussignés ont décidé de passer à l'action, pour répondre au franquisme et le combattre, ainsi que tous les gouvernements complices.

Malgré les continuelles déclarations de libéralisation et d'ouverture vers l'Europe *démocratique* émanant du gouvernement espagnol a été créée en Catalogne ces derniers mois une brigade spéciale de répression, et une vague de répression s'est déchaînée surtout contre les groupes révolutionnaires qui n'acceptent pas le jeu politique traditionnel soumis aux grands intérêts et compromis internationaux. Ceci nous montre l'intention du régime franquiste d'écraser toute tentative de rébellion qui puisse mettre en danger le système capitaliste.

Notre action s'inscrit dans un programme de développement d'une lutte révolutionnaire continue, dépassant toute considération d'ordre nationaliste, contre toute forme d'oppression et d'exploitation.

Nous sommes convaincus que, face au terrorisme du pouvoir, une des formes de lutte les plus efficaces est l'action directe révolutionnaire, et nous exprimons notre ferme décision de développer notre lutte pour la libération de l'Espagne, de l'Europe et du Monde. »

**GARI**

### **8 mai : Paris, un second communiqué des GARI est diffusé par l'AFP**

La veille, deux nouvelles lettres (toujours en pli urgent) sont postées à Lyon. L'une est adressée à Mme Suarez et contient un courrier de son mari, qui déclare être en bonne santé et demande de se conformer aux instructions des ravisseurs. La seconde lettre est pour l'AFP de Paris avec le communiqué suivant :

« L'enlèvement de M. Suarez, directeur de la Banque de Bilbao, est notre réponse à la répression actuelle contre le mouvement révolutionnaire espagnol. Après l'assassinat de Salvador Puig Antich, nous ne permettrons en aucune façon une nouvelle exécution.

Bien que nous ayons envoyé directement un communiqué contenant nos premières exigences à l'ambassade espagnole, nous n'avons reçu aucune réponse. Au contraire, celle-ci a voulu faire croire que nous avons gardé le silence.

Pour clarifier la situation, nous nous adresserons désormais au gouvernement espagnol par l'intermédiaire uniquement de la presse.

Nous exigeons, à partir de la publication de ce communiqué :

– la libération de nos camarades Oriol Solé Sugranyes, José Luis Pons Llobet, Santiago Soler Amigo (gravement malade), Francisco Javier Garriga Paituvi, Maria Angustias Mateos Fernández ; et qu'ils soient conduits à une frontière de leur choix, leur déclaration dans la presse du pays qu'ils auront choisi sera pour nous une garantie suffisante de leur liberté.

– l'application de la liberté conditionnelle pour tous les prisonniers qui entrent dans la période de "réduction de peine".

Les appels larmoyants à la pitié, et les pièges grossiers des polices française et espagnole sont inutiles.

Nous rappelons que le gouvernement espagnol, insensible à tout appel, a assassiné notre camarade Puig Antich. »

**- Madrid :** Le gouvernement espagnol fait savoir qu'il n'y aura aucune négociation avec les ravisseurs, car cela serait faire preuve de faiblesses.



*Baltasar Suarez  
chez les Gari*

**10 mai : Londres,** le rédacteur en chef de l'hebdomadaire underground *Time Out*, David May, reçoit une série de photos de Baltasar Suarez en captivité ainsi que la photocopie de son permis de séjour. Il les vend en exclusivité au *Sunday Mirror*, qui les publie dans son édition du dimanche (12 mai). Interpellé, David May sera inculpé de recel de documents volés, et des anarchistes anglais du réseau « Primero de Mayo » seront perquisitionnés.

**- Paris :** Alain Bernard, premier juge au tribunal de Paris, est désigné pour diriger l'enquête ; il est chargé d'instruire l'information judiciaire contre X pour arrestation illégale et séquestration de personne.

### **13 mai : Paris, nouveau message des GARI**

Toujours en provenance de Lyon, un courrier des ravisseurs est reçu par l'AFP. Ces derniers développent les raisons pour lesquelles Angel Baltasar Suarez a été ciblé :

« M. Angel Suarez, directeur de la banque de Bilbao, que l'on pourrait présenter comme une victime innocente, est en vérité l'un des représentants conscients et actifs du gouvernement espagnol. D'autre part, la Banque de Bilbao occupe une

place importante au sein du capitalisme international. Donc, Suarez est responsable, au même titre que tous ceux qui renforcent le système d'oppression capitaliste. Si dénoncer le régime fasciste espagnol suffit pour certains à se prétendre de gauche, nous savons, quant à nous, que les protestations, les déclarations, ainsi que les manifestations humanitaires des démocrates de gauche et des *gauchistes* en tout genre, ont fait une fois de plus, dans le cas de Salvador Puig Antich (le jeune anarchiste espagnol exécuté à Barcelone), la preuve de leur parfaite inefficacité. » (Communiqué reproduit in parti dans *Le Monde, Midi Libre...* du 14 et 15 mai 1974.)

Dans le restant du communiqué non publié, les GARI précisaient que leur but était « la libération de tous les exploités par eux-mêmes et pour eux-mêmes, sans autorité, sans hiérarchie, sans ligne de conduite dictée par des responsables, sans référence à une idéologie ou à un théoricien ».

- Près de **Bellegarde (Ain)** : Quatre Espagnols sont interpellés sur la route Lyon-Genève. L'un d'entre eux est Ignacio Solé Sugranyes (membre de l'ex-MIL et frère d'Oriol, dont la libération est exigée par les GARI). Suspectés d'être impliqués dans l'enlèvement du banquier et interrogés sur l'affaire Suarez sans résultat, les quatre sont toutefois écroués pour détention de faux papiers. Ils seront libérés durant l'été 1974.

**19 mai : Madrid**, les autorités judiciaires annoncent publiquement que le *fiscal* (procureur) militaire demanderait contre les militants du FRAP des peines allant de quinze ans à dix-huit ans de détention. Cette déclaration était l'une des exigences des GARI dans le communiqué du 7 mai.

### **20 mai : Bollène (Vaucluse), remise d'une rançon**

La Banque de Bilbao, sans en référer aux autorités politiques de Madrid et de Paris, verse une somme aux GARI de 3 000 000 de francs (avec l'inflation cumulée : 2,4 millions d'euros en 2012). Mais la police française est prévenue par la police espagnole de cette tractation qui dure depuis plusieurs jours entre la banque et les GARI.

Le commissaire Broussard, l'un des responsables durant cette période de la BRI (Brigade de Recherche et d'Intervention), dite *l'antigang*, est envoyé avec son équipe dans le sud de la France. Il a relaté cet épisode dans son livre *Commissaire Broussard, mémoires*, éditions Plon, 1997 :

« (...) Pierre Ottavioli, le patron de la Criminelle, voulait que l'antigang lui prête main-forte dans l'affaire Suarez, le directeur de la banque de Bilbao à Paris, enlevé une dizaine de jours plus tôt. Le rapt avait été revendiqué par les Groupes

d'action révolutionnaires internationalistes (GARI) qui exigeaient une rançon de trois millions de francs et la libération de six militants emprisonnés en Espagne.

Même si mes anciens collègues de la Crim disposaient d'informations sur les GARI, Pierre Ottavioli avait le sentiment de ne pas détenir toutes les cartes. Des tractations secrètes se menaient probablement dans son dos, à Madrid, où la famille Suarez et la banque de Bilbao négociaient avec les ravisseurs. La police espagnole s'était contentée de le prévenir qu'un individu domicilié à Alès jouerait un rôle dans l'acheminement de la rançon. Il s'agissait, en somme, d'un *relais* des ravisseurs. Selon les inspecteurs de la BRI et de la Crim présents dans le Gard depuis plusieurs jours, le complice en question commençait à s'agiter, la remise de rançon paraissait imminente. Voilà pourquoi, toutes affaires cessantes, nous devions foncer vers le sud, en renfort de nos collègues.

Devant le 36, nos six voitures étaient prêtes. Des armes, du matériel de transmission, des vêtements de rechange... En route pour Alès ! Pour descendre dans le Gard, nous avons opté pour une demi-douzaine de voitures assez puissantes et une moto... On nous attendait avec impatience car le *relais* se déplaçait beaucoup d'Alès à Bollène, dans le Vaucluse. Nos effectifs étaient répartis en conséquence, dans les deux villes. Pour ma part, je pris mes quartiers à Bollène, avec douze inspecteurs.

(...) Tout allait s'accélérer à compter du 20 mai, le troisième dimanche du mois. Il fait une chaleur torride dans la vallée du Rhône. Nous planquons aux abords de la gare de Valence. Sur le parking, à un arrêt des bus, à la terrasse des bistros... Selon des renseignements en provenance de Paris, c'est là, dans cette gare, que le porteur de la rançon sera contacté par les ravisseurs. Nous ignorons tout de ce porteur de rançon, un émissaire de la banque de Bilbao. Est-il jeune, vieux, grand, maigre, français, espagnol ? On remarque un type d'une quarantaine d'années, si anxieux qu'il avale cul sec deux digestifs. Après avoir reçu un appel téléphonique, il sort et prend le volant d'une DS. Commence alors le jeu de piste habituel. Il roule, on le suit. Il s'arrête, on attend. Dans une cabine téléphonique, il trouve un message, puis nous conduit jusqu'à une église, à l'entrée de Bollène. Tandis qu'il s'éloigne un instant de sa voiture, un inconnu s'approche, ouvre le coffre, récupère trois sacs en plastique, contenant probablement la rançon. Postés dans les parages, des inspecteurs commentent tout cela par radio. Pour nous, le plus difficile est à venir. Il va falloir suivre la rançon afin de remonter aux ravisseurs.

Le soir même, l'un des responsables des GARI, caché dans une église de Bollène, récupère l'argent désormais réparti dans deux sacs de jute. Il passera la nuit dans le clocher en compagnie, semble-t-il, d'une jeune femme et, peut-être, d'une deuxième personne. La journée du lendemain sera plus éprouvante encore. La filature des suspects nous

conduit, en fin d'après-midi, près du pont d'Avignon. On n'y a jamais autant dansé ! Des voitures et une moto vont et viennent, ralentissent, repartent, des coffres s'ouvrent, se ferment, des sacs changent de mains. Prudents, les ravisseurs brouillent les pistes. Le type des GARI file en voiture, aussitôt suivi par des inspecteurs. Un autre suspect enfourche une 1 000 Kawazaki, une jeune femme blottie derrière lui, assise sur un sac de billets. Le couple fonce plein sud. 120, 150, 180 km/h... Nous nous relayons à trois pour ne pas attirer l'attention : la moto et deux voitures, dont la mienne, une DS 23. Je suis au volant. Nous avons peut-être suivi des cours de conduite rapide, à Montlhéry et au Mans, mais j'ai rarement roulé aussi vite ! Ce motard est un as, un champion de la *bécane*. Couché sur son engin, il zigzague entre les voitures. (...) Le motard, rusé au possible, accélère sur plusieurs kilomètres, ralentit brutalement, s'arrête ailleurs pour surprendre d'éventuels poursuivants. De temps à autre, je suis contraint d'éteindre mes lumières pour éviter qu'il voie toujours les mêmes phares dans son rétroviseur. À plus de 160 km/h, je me fie uniquement à ses feux arrière. Minuit. Nous entrons dans Béziers. Le couple s'assied à la terrasse d'une brasserie. La filature reprend. Elle s'achèvera en fin de nuit, non loin de Toulouse, à Villefranche-de-Lauragais, où nous cesserons de suivre le couple en apprenant que nos collègues de la Criminelle connaissent déjà son point de chute dans la région.

Au SRPJ de Toulouse, on nous annonce la libération de Baltasar Suarez en région parisienne. Le banquier a été relâché dans des conditions assez rocambolesques. Les ravisseurs ont pris contact avec un journaliste, Claude-Marie Vadrot, pour l'informer que l'otage l'attendait près du Chalet du lac, dans le bois de Vincennes. À l'aube, accompagné d'un confrère photographe, Vadrot a découvert Baltasar Suarez assis sur un banc, les yeux bandés, exténué par dix-neuf jours de détention. Au 36, Pierre Ottavioli a aussitôt lancé son chalut : neuf personnes ont été arrêtées à travers le pays, dont le motard et sa compagne. Une partie de la rançon a été récupérée.

Lors du procès, les inculpés nièrent toute responsabilité dans le rapt. Le responsable des GARI, qui avait joué, selon nous, un rôle déterminant, se posa en victime d'une machination de la police espagnole. Il affirma ignorer que l'argent provenait du rapt. D'après lui, il s'agissait seulement de fonds destinés à la lutte contre le régime franquiste. Il accusa l'homme d'Alès d'avoir tout manigancé avec Madrid. Celui-ci ne put répondre puisqu'il s'était volatilisé après la libération du banquier. La défense nous reprocha de l'avoir laissé déguerpier, ce qui était faux. Après l'épisode du pont d'Avignon nous avons décidé de suivre ceux qui s'étaient partagé la rançon et de relâcher notre surveillance sur le *relais* que nous pensions retrouver chez lui, à Alès.

Tous les inculpés furent acquittés. Selon la cour d'assises, rien ne prouvait qu'ils étaient coupables. Dans cette affaire, je dois l'admettre, des tractations parallèles avaient échappé au contrôle de la police française... »

### **20 mai : Valéry Giscard d'Estaing, Président de la République française**

Il est élu avec 13 183 904 voix, battant son concurrent François Mitterrand de 200 000 voix. Les abstentionnistes n'obtiendront que 12 % des voix.

### **21 mai : Madrid, l'AFP reçoit un communiqué des GARI**

À Paris, l'ORTF et les radios RTL et Europe 1 reçoivent le même communiqué et un enregistrement audio de Baltasar Suarez.

« Les proches de M. Suarez ont accepté de répondre favorablement à nos exigences. Le gouvernement espagnol vient, de son côté, de nous accorder certaines *promesses* concernant nos revendications. Aussi, et sauf événement de dernière minute, nous allons prendre des dispositions pour libérer ce représentant du capitalisme mondial qu'est M. Suarez. À partir de là, nous donnons deux mois au gouvernement espagnol pour éviter toute nouvelle action de notre part. »

**Nuit du 21 au 22 mai : Belfort**, les nouveaux locaux du journal *L'Est républicain* sont incendiés ; le « commando Puig Antich » revendique l'action.

### **22 mai : Paris, libération de Baltasar Suarez et attentats en Belgique**

Informé la veille par les GARI d'une nouvelle importante concernant Baltasar Suarez, le journaliste de *L'Aurore* Claude-Marie Vadrot est prévenu, au petit matin par téléphone, du lieu où il va trouver le banquier :

**Claude-Marie Vadrot** : (...) « Mon correspondant anonyme explique que je trouverai M. Suarez à 6 h 50, sur un banc, près du Chalet du lac dans le bois de Vincennes. Deux minutes avant l'heure fixée, j'arrive vers le Chalet du lac. Un homme fait les cent pas. C'est Jean-Pierre Rey, un photographe. Il ne sait pas pourquoi il est là, il a été convoqué par téléphone. J'explique ce qu'il en est à Jean-Pierre Rey et nous jetons un coup d'œil dans le bois. Les lieux sont déserts mais, cent mètres plus loin, j'aperçois un homme qui est effectivement assis sur un banc, immobile, des lunettes noires sur les yeux. Il s'agit bien de M. Suarez. Je m'approche. L'homme sursaute au bruit de nos pas en marquant un léger mouvement de recul. Je me présente et tandis qu'un large sourire éclaire la figure de M. Suarez, je m'aperçois qu'il porte un bandeau fait d'ouate et de sparadrap. Je l'aide à s'en débarrasser tandis que mon interlocuteur me précise qu'il

m'attendait, qu'il savait qu'un journaliste viendrait le chercher, il explique aussi qu'il aurait dû être attaché par des menottes au banc mais que les montants du siège de sont révélés trop gros. Alors, les inconnus qui le transportaient lui ont ordonné de ne pas bouger, expliquant qu'ils restaient à proximité.

M. Suarez a l'air d'un homme fatigué, mais le plaisir d'être libre de ses mouvements lui donne visiblement de nouvelles forces, il m'envoie une grande tape dans le dos et m'explique qu'il vient de passer quelques minutes extraordinaires à écouter les oiseaux chanter dans les arbres. (...) Tout de suite, il parle des trois hommes qui l'ont gardé pendant trois semaines. Sans rancœur, avec une étonnante philosophie qu'il aura du mal à faire admettre plus tard à sa femme. (...)»

(Extrait de *L'Aurore* du 23 mai 1974)

**- Belgique :** des voitures louées ou subtilisées contenant de faibles charges explosives sont garées devant les agences de la compagnie aérienne espagnole Iberia d'Anvers, de Liège et de Bruxelles. À 6 h 30, seule celle de Bruxelles va exploser, provoquant des dégâts conséquents et blessant deux passants. Un coup de téléphone anonyme ayant prévenue la police, celle-ci désamorcera les deux autres véhicules. Ces actions sont revendiquées par le Groupe Autonome d'Intervention (GAI).

Angel Baltasar Suarez accorde sa première interview à Claude-Marie Vadrot de *L'Aurore* et par la suite fait diverses déclarations à plusieurs médias sur le déroulement de son enlèvement et sur sa séquestration.



**B. Suarez :** « (...) Je ne leur en veux pas, je ne leur en ai même pas voulu quand j'ai commencé à être très inquiet sur mon sort. Ils ont leurs idées, c'est leur problème et ils font ce qu'ils croient devoir faire pour aboutir à leurs fins. Ce ne sont pas des communistes, j'en suis sûr. Ils ne m'ont manifesté aucune animosité, reconnaissant que j'étais per-

sonnellement innocent, que c'était ma fonction et ma banque qui étaient en cause et qu'ils reprochaient à cette dernière sa participation à l'État franquiste. Dès le début, ils m'ont expliqué qu'ils seraient vraiment désolés si l'affaire se terminait mal, mais qu'ils se montreraient intraitables. Ils n'ont pas cherché à me convaincre et moi non

plus. Nous sommes dans un monde de violence, j'ai été happé par cette violence, il n'y a rien d'autre à dire, c'est la vie, personne ne peut rien changer aux choses.

Je me souviens de l'enlèvement par trois hommes qui ne sont pas les mêmes que ceux qui ont assuré ma garde. J'ai été anesthésié par un narcotique qu'ils m'ont forcé de boire, je crois quand même me rappeler que le changement d'équipe s'est fait presque tout de suite et j'ai été immédiatement pris en charge par les deux jeunes hommes d'origine espagnole et le Français de l'équipe. Quant à savoir où j'ai été tenu au secret, c'est impossible.

Ce jour-là, tout comme cette nuit, j'ai pu aussi bien faire vingt kilomètres que cinq cents. Quand on est sous l'effet d'un calmant, on ne se rend compte de rien. Je n'ai repris mes esprits qu'à l'intérieur d'une chambre qui semble avoir été construite à l'intérieur d'une autre pour que je n'identifie rien. Je n'y disposais malheureusement que d'une place réduite : deux mètres vingt sur un mètre. Juste de quoi placer un lit sur lequel j'ai passé la majeure partie du temps. Au début, je faisais de la gymnastique puis j'ai cessé quand mon moral a commencé à baisser.

Tout ce qui concerne les soins je ne me plains pas, tous les médicaments que j'ai réclamés m'ont été fournis et la nourriture était satisfaisante. En fait ce qui m'a miné c'est l'incertitude, l'inquiétude pour ma famille et le fait d'être coupé de l'extérieur et de ne pas voir le jour. La seule chose dont j'étais au courant était l'évolution des négociations avec les autorités espagnoles. Si j'ai été relâché c'est que mes gardiens ont obtenu entière satisfaction, notamment sur la libération des prisonniers. Car ils m'avaient bien expliqué qu'il n'y avait pas d'autres solutions. Je crois qu'ils étaient plus soucieux d'efficacité que de publicité.

Je crois avoir compris que l'action de ma banque a été déterminante. Il le fallait car mes gardiens, bien que courtois, ne plaisantaient pas : ils n'ont jamais lâché leurs armes, un pistolet et une petite matraque et ils étaient habillés de la même façon : pantalon et pull-over bleus, et bien entendu masqués. Jamais devant moi ils n'ont parlé de rançon, jamais ils n'ont fait des allusions personnelles, ils ne pensaient qu'au but à atteindre et je me suis demandé un moment si ce n'étaient pas des robots. Ils s'étaient fixé une attitude et ne voulaient pas en changer. On aurait dit des militaires. L'ambiance était curieuse, dans ce réduit.

Je n'aspire qu'à une chose, retrouver ma vie de famille et mon travail. Je ne fais pas et ne veux pas faire de politique. Bien sûr mon pays est dans une situation assez particulière en Europe, mais je ne crois pas en être responsable. Je me souviendrai de ces hommes courtois mais résolus. » (*L'Aurore* du 23 mai 1974)

« (...) Aussitôt après le rapt, à l'arrière de ma DS, nous avons roulé un moment. Je ne sais pas combien de temps exactement. J'avais les yeux bandés. On m'a donné à

boire, un soporifique sans doute, mais je n'ai pas totalement perdu conscience. À un moment, j'ai compris qu'on entrainait dans un parking. Le bruit du moteur résonnait. Un parking à étages puisque j'ai senti que la voiture montait. On s'est arrêté. On m'a mis dans un grand panier d'osier. Nous avons changé de véhicule. Nous avons roulé encore. Je ne sais combien de temps.

Dans la pièce où j'étais, je ne pouvais pas bouger. Au pied du lit, il y avait un seau et une cuvette d'eau. Je ne pouvais que rester couché. Quand mes ravisseurs venaient me porter à manger, ils avaient toujours des cagoules. J'ai eu trois gardiens : deux Espagnols s'exprimant parfaitement en français. Ils n'ont jamais parlé espagnol si bien que je ne peux pas dire de quelle région ils sont originaires, et un Français, sans accent. Ils n'ont jamais eu la moindre discussion devant moi.

Je n'ai pas bien mangé : du thé, des biscuits, des choses très légères. Mes gardiens m'ont toujours bien traité. Enfin ils ne m'ont pas frappé. Ils m'ont fourni les pilules dont j'avais besoin. La souffrance était morale, avec la solitude et l'angoisse.

Pendant dix jours au moins ils ne m'ont rien dit. Ni pourquoi ils m'avaient enlevé ni ce qu'ils exigeaient. C'est sans savoir entre les mains de qui j'étais que j'ai écrit à ma femme la première fois. C'est vers le 13 ou le 14 qu'ils ont commencé à me dire : "À ton avis, qui sommes-nous ?" Et ils m'ont demandé d'abord : "Sommes-nous des gens de l'ETA ?" Je leur ai dit : "Non, ce ne sont pas leurs méthodes." Ils ont continué : "Sommes-nous des communistes alors ?" Je leur ai dit non. L'un d'eux m'a finalement donné une coupure de presse qui les désignait comme révolutionnaires anarchistes internationalistes et qui indiquait la liste de leurs exigences. Ils m'ont expliqué leur combat, leur lutte contre le régime espagnol, contre la condamnation à mort de Puig Antich. Ce jour-là (ce devait être le 15 mai avant l'exécution des jeunes otages d'Israël), ils m'ont dit aussi : "*On sait que tu es innocent ; mais tu vois aujourd'hui, 90 enfants sont pris en otage en Israël par des Palestiniens. Eux aussi sont innocents. Mais si la police attaque ils seront tués. Eux aussi paient pour les injustices de la société.*" J'ai compris qu'ils étaient prêts à m'exécuter...

Après m'avoir fait connaître leurs exigences, ils m'ont demandé d'écrire au gouvernement espagnol. J'ai refusé. Ils m'ont demandé d'écrire à ma banque. J'ai refusé aussi. Ils m'ont demandé d'écrire alors à ma femme. Là, j'ai accepté, je l'avais déjà fait. J'ai écrit une première lettre. Elle ne leur plaisait pas. J'en ai écrit une deuxième, il y avait encore quelque chose qui ne leur convenait pas. J'en ai fait une troisième. Ils étaient satisfaits. Le même jour (sans doute le 16) j'ai enregistré aussi un message pour ma femme pour lui dire de faire vite, d'obéir (...).

Je sentais mes ravisseurs prêts à tout. Depuis plusieurs jours je savais qu'ils étaient en négociations avec le gouvernement espagnol. Et puis, un jour, ils m'ont tendu

pour la première fois un rasoir. J'ai compris que c'était la liberté. Le lendemain, quand ils sont revenus, ils m'ont donné à nouveau une drogue à boire. Et ils m'ont bandé les yeux. Je ne sais pas où j'ai été retenu. En partant, j'ai eu l'impression qu'on descendait un étage. On m'a fait monter dans une petite voiture. Pendant le trajet on m'a recommandé de ne rien dire à la police française. Mes ravisseurs semblaient redouter davantage les policiers français que les policiers espagnols. Ils m'ont conseillé aussi d'aller désormais vivre en Espagne. Ils m'ont assis sur un banc et m'ont dit : « *Ne bouge pas. Si tu tiens à la vie n'enlève pas ton bandeau. On te surveille. Deux journalistes vont venir te prendre en charge.* » (*France-Soir*, 23 mai 1974)

« (...) Je crois qu'il y avait trois commandos impliqués dans mon enlèvement : celui qui m'a enlevé et qui a été très agressif ; celui des gardiens formé par deux Espagnols et un Français, et celui qui a dirigé l'opération. L'un de mes gardiens était un homme cultivé et très intelligent. Je n'ai pas vu de femmes. (...) » (*ABC*, journal espagnol, 24 mai 1974)

## **22 et 29 mai : Dès la libération de Baltasar Suarez, onze libertaires sont interpellés**

Ces libertaires sont soupçonnés d'avoir participé à son enlèvement et, après leur garde à vue, ils sont incarcérés. Un ouvrier espagnol habitant dans le sud de la France et collaborant depuis de nombreuses années avec la police espagnole va être à l'origine de ces arrestations. (Sur ces faits voir le chapitre : « Au sujet d'une infiltration, d'une conférence de presse... ».)

**Le 22 mai à Paris**, Lucio Urtubia Jimenez et sa femme Anne sont interpellés. Sept autres interpellations auront lieu dans le sud de la France : Octavio Alberola Surinach, Ariane Gransac Sadori et Jean-Helen Weir, près d'Avignon ; Annie Plazen et Georges Rivière à Toulouse ; Pierre Guibert et Danièle Haas à Peyriac-Minervois dans l'Aude. Interrogés sur l'enlèvement de Suarez, ils sont finalement tous inculpés de recel qualifié (les sept derniers avaient été retrouvés avec des sommes d'argent – près de 3 millions de francs – que la Banque de Bilbao dans un premier temps, finira par reconnaître comme étant la rançon de Suarez et, dans un second temps, niera avoir versée). Ils seront tous mis en liberté provisoire entre juillet 1974 et février 1975.

**Le 29 mai à Paris**, Chantal et Arnaud Chastel sont interpellés et incarcérés après deux jours de garde à vue. Ils sont inculpés de complicité pour avoir, selon le juge, fourni leur appartement pour la séquestration de Suarez. Faute de preuves, ils seront remis en liberté le 30 août.

### **Fin mai : Communiqué des GARI à propos des récentes arrestations**

« L'affaire Suarez, en tant qu'événement spectaculaire est effectivement terminée, comme l'affirme la presse, contente de voir les méchants punis et l'innocente victime retrouvée saine et sauve. Ce qui n'est pas terminé, c'est l'affrontement entre notre volonté révolutionnaire et le pouvoir franquiste, c'est notre combat, c'est notre force d'intervention dans un monde capitaliste qui affecte de voir en nous des *desesperados*, et non un regroupement de gens déterminés à agir pour le détruire, en liaison avec tous ceux qui luttent.

Qu'il y ait eu ou non demande de rançon, notre démarche était claire, et nos buts politiques. Le gouvernement de Franco qui a commencé à céder sur plusieurs points, le sait bien. Car malgré ses communiqués contradictoires il a été obligé de reculer par rapport aux compagnons emprisonnés, pour lesquels la peine de mort était requise à l'origine.

Quant aux arrestations qui ont eu lieu en France et aux recherches qui se poursuivent pour traquer les *couppables*, elles montrent clairement le sens réel de la politique française : l'Espagne désire entrer au Marché Commun. La moitié des Français, représentés par Giscard, désire l'y aider de tout cœur. Mais pour cela, il faut cautionner le fascisme, les tortures, les assassinats, en se mettant au même diapason. Il doit être difficile pour cette moitié de président d'inaugurer sa carrière par l'embastillement de ses premiers prisonniers politiques; Giscard promet que ça va changer, et que les Français seront surpris. C'est vrai qu'ils le sont : jamais on n'avait vu une telle coopération policière franco-espagnole ! Hier la moitié des Français, Mitterrand en tête, intervenait auprès de Franco pour éviter que Puig Antich soit exécuté : aujourd'hui que notre compagnon a été assassiné et que plusieurs autres risquaient le même sort avant que nous n'intervenions, la droite française lâche sa police, et ose arrêter des gens accusés d'avoir donné leur appui à une action qui s'est révélée efficace pour obtenir un résultat espéré par beaucoup.

Quant au noyautage de nos groupes par les polices et leurs communiqués triomphalistes, ils nous font bien rigoler : Ottavioli, il y a un noyau dans ton fromage ! Ottavioli, Bernard, arrêtez votre ridicule chasse aux sorcières : nous avons porté assistance à nos camarades en danger de mort, ce que préconisent vos lois et vos principes moraux.

Ces précisions données, nous rappelons au gouvernement espagnol nos exigences : Libération de nos camarades, reconduits à la frontière de leur choix et libération des prisonniers ayant effectué les trois quarts de leur peine.

Nous avons tenu nos engagements, au gouvernement espagnol de tenir les siens dans les délais fixés.»

C'est le premier communiqué des GARI que publiera le journal *Libération*, mais le premier paragraphe sera entièrement censuré.

### Fin juin : Barcelone, arrestations de libertaires

Le juge Alain Bernard, chargé en France de l'instruction de l'affaire Suarez, envoie par voie diplomatique des commissions rogatoires à la police espagnole. Au même moment, des inspecteurs de la Brigade Criminelle de Paris se rendent en Espagne, notamment à Barcelone. Ils sont présents lorsque le 25 juin la police franquiste lance son opération. Une trentaine de militants anarchistes sont interpellés



Affiche 53 x 39, mai-juin 1974



Affiche 70 x 54, Toulouse, juin 1974

à Barcelone et dans le village de Sardanyola. Huit sont maintenus en détention, dont quatre soupçonnés d'être membres du *Comité Libertario Anti-repressivo* qui a donné la conférence de presse le 7 mai à Barcelone. Il s'agit de Luis Andrés Edo (8), Luis Burro Molina, Juan Ferran Serafini et David Urbano Bermudez, qui seront inculpés d'« association illicite et de propagande illégale ». Le 13 février 1975 à Madrid, le *Tribunal de orden público* condamne les trois premiers à cinq ans de prison et le dernier à trois ans.

Tous les actes de procédures judiciaires espagnoles concernant les interpellations, les arrestations, les auditions seront transmis au juge Alain Bernard. Lire en annexe (page 71) un extrait du rapport rédigé par des policiers français sur leur mission et leur séjour sur le territoire espagnol.

**Début juillet, en France**, un document « L'affaire Suarez – Quelques précisions politiques sur ce qui n'est pas un fait divers » signé GARI est diffusé au sein du mouvement révolutionnaire. Ce long texte analyse la situation, revient sur les objectifs des GARI et critique ceux du mouvement libertaire ou de l'ultra-gauche qui les désapprouvent et ne font rien ou que cela... Texte émanant de l'un des groupes des GARI et qui sera diversement apprécié. Ce document se trouve en annexe (page 75) ainsi qu'un autre texte « Quelques critiques aux camarades du GARI sur leur texte *Quelques précisions politiques sur ce qui n'est pas un fait divers* de juillet 1974 ».

**12 juillet : Paris**, mise en liberté provisoire d'Anne Urtubia Jimenez arrêtée le 22 mai.

Dès la libération du banquier la coordination est talonnée par l'appareil répressif. Sept personnes membres du réseau « Primero de Mayo » et d'un groupe autonome sont embastillées, d'autres préfèrent prendre le large en attendant d'en savoir un peu plus sur l'instruction du dossier et que les opérations policières se calment. La coordination découvre que les arrestations sont dues à un indicateur infiltré dans le réseau « Primero de Mayo ». L'indicateur n'a participé à aucune assemblée de la coordination et n'avait connaissance que des membres du réseau « Primero de Mayo ». Le cloisonnement entre les groupes a également circonscrit le travail policier aux groupes toulousains et au réseau « Primero de Mayo » et a permis aux autres groupes de ne pas être identifiés et de conserver leur capacité d'intervention. La coordination est touchée mais pas coulée. Le bilan n'est pas folichon pour la coordination : outre l'incarcération des camarades, la libération des prisonniers de l'ex-MIL n'a pas été obtenue, la rançon versée par la Banque de Bilbao a été récupérée lors de l'opération policière en Avignon ; le seul point positif est le fait qu'à Barcelone le *fiscal* dans ses « Conclusions provisoires » rendues publiques en mai ne demande pas la peine de mort pour Oriol Solé Sugranyes et José Luis Pons Llobet. Les manifestations antifranquistes de ce début d'année, les interventions de la coordination en avril aux frontières et l'enlèvement ont certainement contribué à faire reculer le pouvoir franquiste. Mais les concernant rien n'est acquis ; leur procès doit avoir lieu fin juillet. Les groupes de la coordination qui sont en contact estiment donc que le gouvernement espagnol n'a répondu que très partiellement aux revendications. Ils envisagent des attentats pour maintenir la pression sur les autorités franquistes. Un désaccord va surgir au sein de cette coordination. Certains, pour revendiquer les actions, veulent utiliser le sigle GARI, afin de conserver le rapport de force et pour montrer au pouvoir et à l'opinion publique que les GARI n'ont pas été démantelés ; d'autres sont réticents, avançant qu'user du sigle ne peut se faire sans l'assentiment de tous les groupes de la

coordination et que c'est rompre les accords élaborés depuis janvier 1974, que cela peut alourdir, en France, la situation des prisonniers et éventuellement celle des personnes recherchées. Après d'âpres discussions, la décision est prise : le sigle sera utilisé.

Au cours du mois de juillet cette coordination va être à l'origine de deux séries d'attentats commis à l'aide d'explosifs en Principauté d'Andorre et en France.

## Première série d'attentats revendiqués GARI



*Dessin de Rapto  
in Paris*

**Nuit du 14 au 15 juillet : Andorre-la-Vieille**, vers 4 heures, dans cette ville de la Principauté d'Andorre, deux attentats sont commis : l'un contre les PTT espagnoles et l'autre contre la Viguerie épiscopale espagnole (bâtiment du gouvernement andorran).

**15 juillet : Paris**, vers 22 heures, gare d'Austerlitz, explosion dans les toilettes du train wagon-couchettes Paris-Irun-Madrid. Le train était vide de tout occupant.

- **Ille-sur-Têt** (Pyrénées-Orientales), sabotage d'un pylône à très haute tension, qui supporte la ligne 400 000 volts qui traverse la Catalogne et qui dessert l'Espagne. Une seconde charge explosive non éclatée est retrouvée attachée à un autre pylône THT.

**16 juillet : Saint-Lary** (Hautes-Pyrénées), vers 4 heures, dans divers endroits de la ville, quatre explosions détruisent des véhicules du Tour de France et une fourgonnette de l'AFP.

- **Lourdes** (Hautes-Pyrénées), vers 2 heures, sur deux parkings différents diverses explosions détruisent treize cars de pèlerins.

D'après les auteurs, pour ce type d'attentats, les charges explosives étaient en général de faible puissance et fixées à l'aide d'aimants sous les véhicules et proches du réservoir d'essence.

À Paris, à Ille-sur-Têt, à Saint-Lary, comme à Lourdes, divers tracts en langue française et espagnole signés GARI et revendiquant les explosions sont laissés sur place. À Saint-Lary l'un de ces tracts remet en cause le sport et la complicité des organisateurs du Tour de France qui acceptent la présence des représentant du fascisme espagnol. À Lourdes, c'est la religion et son support idéologique qui sont dénoncés. Les textes ci-après seront repris dans divers médias : *Midi-Soir* du 16 juillet, *La Dépêche du Midi*, *Le Figaro*, *Le Monde...* du 17 juillet.

« En intervenant sur le Tour de France, nous dénonçons, en même temps que la complicité des organisateurs et des coureurs des pays *démocratiques* qui n'hésitent pas à inviter à côtoyer les représentants du fascisme espagnol, l'événement hautement spectaculaire et basement commercial qu'il représente.

On nous dit que le sport est apolitique. Et pour cause : pendant la durée de ces *jeux* on détourne la conscience de millions d'individus des problèmes que nous pose notre survie dans le système, qu'il soit démocratique ou fasciste.

Le sport dépolitise les individus (dans le sens des problèmes sociaux) et permet donc aux gouvernements de souffler. Au service du pouvoir, il contribue, au même titre que tous les autres tranquillissants proposés par le système à notre propre asservissement. Quant au *sport*, on se demande ce qu'il vient faire dans une compétition où la majorité des concurrents sont réduits au rôle d'esclave, au profit d'un soi-disant chef de file-robot un peu plus perfectionné que les autres.

En servant de support publicitaire aux magnats de la finance, les sportifs de notre époque ne sont que des pions sur le marché financier... dont on peut disposer, comme de simples objets qu'ils sont et se débarrasser dès qu'ils ne sont plus *rentables* (voir le cas d'Ocaña) (9).

Nous conseillons aux participants espagnols d'abandonner la course s'ils ne veulent pas être traités en tant que représentants conscients du franquisme, auquel cas nous serions obligés d'agir en conséquence, ce qui pourrait se révéler extrêmement désagréable pour eux. Les actions de ce soir n'étaient qu'un avertissement.

Nous conseillons également aux coureurs *démocratiques* de manifester leur opposition, face aux représentants du fascisme. En agissant pour une fois en tant qu'individus responsables et conscients, ils nous éviteront de prendre des mesures qui pourraient se révéler désagréables pour eux aussi. »

.....

« Lourdes, lieu de pèlerinage, où des millions de *croyants* venus de tous les coins du monde viennent laver leur âme et leur corps dans un bain de fanatisme et d'hypocrisie. Lourdes, lieu où le mensonge chrétien s'affiche dans toute son absurdité. Religion-marchandise, religion-gadget, religion-foire.

Sous l'immense chapiteau du *Jésus-Fric Super Star Circus* les curés-prestidigitateurs et autres marchands de religion s'en donnent à cœur joie, et chacun trouve son compte... à condition de ne pas avoir oublié de passer à la caisse ; car le *Bon Dieu* en Bon capitaliste comptabilise les offrandes et ne cède ses concessions paradisiaques qu'à bon prix.

Cette exploitation mystico-marchande est le complément spirituel de l'exploitation capitaliste. L'Église consacre l'État en tant qu'exploiteur direct de l'humanité, et se réserve pour elle le droit d'esclavage moral..

Toutes les religions – et particulièrement le christianisme – se manifestent par l'appauvrissement, l'asservissement et l'anéantissement de l'humanité au profit de la divinité. Dieu étant le maître, l'homme est l'esclave. L'idée de Dieu implique l'abdication de la raison, elle est la négation la plus absolue de la liberté humaine et aboutit nécessairement à l'esclavage des hommes, tant en théorie qu'en pratique.

Cela permet de croire et d'accepter l'inacceptable, c'est-à-dire :

- qu'il y ait des exploiters et des exploités ;
- des oppresseurs et des opprimés ;
- de déléguer nos responsabilités, de démissionner devant une autorité qui nous transcende.

Cela se traduit dans la réalité par la soumission totale à une idéologie oppressive. Nous trouvons naturel d'avoir un guide spirituel, mais aussi un patron, un gouvernement, une morale... ce qui nous permet de ne pas être responsables individuellement. Pas responsables en particulier si nos dirigeants emprisonnent et assassinent, par la grâce de Dieu, ceux qui ne veulent pas être les victimes d'un système qui les écrase. La religion a toujours sanctifié la violence (Inquisition, Croisades...) et l'a transformée en droit. Elle a transporté dans un ciel fictif la justice et la fraternité, pour laisser sur la terre le règne de l'iniquité et de la brutalité.

Par cette action nous dénonçons l'Église, et son support idéologique la religion, en tant que caution du fascisme. »

**- Entre Barèges** et le col du Tourmalet sur l'itinéraire que doivent emprunter les coureurs du Tour de France des arbres sont abattus et mis en travers de la route. Des tracts signés GARI sont retrouvés sur place.

**Nuit du 17 au 18 juillet : Bariatou** (Pyrénées-Atlantiques), sabotage à l'aide d'explosifs d'un pylône à très haute tension sur la ligne 400 000 volts qui traverse le Pays Basque et qui dessert l'Espagne.

**Le 18 juillet :** Dans divers communiqués, les GARI revendiquent les interventions commises entre le 14 et le 18 juillet. C'est tout d'abord un formulaire de télégramme (disponible à cette époque dans les bureaux de poste) qui est adressé aux autorités espagnoles avec comme contenu :

« Fin de l'ultimatum au pouvoir franquiste – Stop – Interventions violentes des GARI sur les manifestations espagnoles – Stop – Non-démantèlement des GARI – Stop – La lutte continue – Le GARI non démantelé. »

Le texte ci-après en français et en espagnol est reçu par divers journaux :

« Encore une fois, le gouvernement espagnol, conforté par un soi-disant démantèlement des groupes autonomes en Espagne et en France, a cru pouvoir ignorer nos avertissements.

Par toutes les interventions qu'il revendique aujourd'hui, le GARI réaffirme son existence et sa détermination à continuer son offensive sous toutes les formes qu'il jugera nécessaires et où il le jugera nécessaire.

Nous exigeons du gouvernement espagnol que la totalité des revendications formulées lors de l'enlèvement du banquier Suarez soient satisfaites :

- libération des camarades emprisonnés ;
- mise en liberté conditionnelle des prisonniers ayant accompli les trois quarts de leur peine.

Nous ne laisserons pas le gouvernement espagnol continuer à assassiner impunément à l'intérieur et à l'extérieur de ses frontières, à emprisonner nos camarades et à les laisser crever lentement.

Nous dénonçons le danger que représente le régime espagnol tant à l'intérieur que dans le cadre européen. Ceci ne veut pas dire que nous limitons notre combat à la lutte contre le franquisme, les colonels grecs, les généraux chiliens ou portugais, ou le totalitarisme des pays dits *communistes*. La répression fasciste qui se manifeste durement et clairement en Espagne ne diffère que dans la forme de l'intoxication aliénatrice que nous font subir les *démocraties* occidentales. Si les moyens diffèrent, les buts sont partout les mêmes : l'exploitation et l'anéantissement de l'individu. Si nos actions ont surtout visé jusqu'ici le régime espagnol, c'est dû en grande partie à l'impuissance et la lâcheté des organisations et groupuscules de *gauche* qui n'ont rien fait – après avoir permis l'assassinat de Puig – pour empêcher qu'il y en ait d'autres. Nous refusons d'être victimes de cette impuissance (malgré notre soi-disant démantèlement) et nous continuons donc notre offensive. Et il n'y aura pas toujours des mises en garde.

Nous dénonçons également le soutien du PCE pour *libéraliser* le régime espagnol et le rendre plus supportable. À quand Carrillo (10) Premier ministre ? La guillotine remplacera-t-elle le garrot ? »

**19 juillet : Madrid**, Franco malade, Juan Carlos de Borbón devient chef d'État par intérim jusqu'au 2 septembre. C'est en juillet 1969 que Franco avait désigné officiellement Juan Carlos (né en 1938) comme son successeur.

**23-24 juillet : Barcelone, procès d'Oriol Solé Sugranyes et José Luis Pons Llobet**

Pour des hold-up, détention d'armes..., ils comparaissent menottes aux poignets, devant le *Consejo de Guerra*, à la salle d'audience de la *Capitania general*. Le tribunal est composé d'un commandant et de six capitaines. Le service d'ordre est de la même importance que pour le procès du 8 janvier à Barcelone. Dans la salle d'audience une cinquantaine de militaires dont plusieurs en armes et de nombreux policiers en civil. Soixante-dix personnes environ sont autorisées à assister au procès, des proches parents ou amis des accusés, des journalistes, dont un Français correspondant du *Progrès de Lyon*, et quatre observateurs/avocats (de Genève, Lyon, Montpellier et Toulouse)...

Le lendemain, le *Consejo de Guerra* rend la sentence, Oriol Solé Sugranyes est condamné à 48 ans de prison ferme et José Luis Pons Llobet à 21 ans de prison ferme.

## **Dernière série d'attentats revendiqués GARI**

**26 juillet : Nîmes**, 4 heures, au centre ville, attentat contre la Banque Nationale espagnole.

**27-28 juillet : Toulouse, le consulat d'Espagne est visé**

Le 27, vers 22 heures, une première charge explose et provoque de gros dégâts dans l'école catholique située entre le consulat et l'aumônerie militaire. Le 28, vers 6 heures, une seconde charge moins violente explose toujours au même endroit. En fin d'après-midi un sac à dos est aperçu sur le toit du préau de l'école. Vers 20 heures, la police inspecte les lieux. En tirant sur la corde qui entoure le sac, un commissaire de police réactive le mécanisme d'horlogerie et déclenche la troisième explosion, qui va blesser six policiers, trois pompiers, l'Aumônier militaire et un employé de l'école. L'objectif n'était pas de faire des victimes, comme le relate l'un des auteurs de l'action :

« Notre consulat à nous, le nôtre, celui de Toulouse, était bien sûr l'objectif essentiel. Depuis des années, il avait été et était toujours le but de nombreuses manif quelquefois dispersées violemment et dont les dernières après l'exécution de Puig. C'était donc la lutte générale du mouvement antifranquiste de la région qui en avait fait année après année la cible principale. Et nous GARI, nous nous devions de l'atteindre d'une manière à la hauteur de ce qu'il représentait pour tous.

Nous avons préparé une bombe *de fort tonnage*, une dizaine de kg de dynamite je crois. Nous connaissions assez bien les lieux et nous savions qu'en passant par les toits des immeubles voisins, nous pourrions atteindre *la cour d'honneur* du consulat.

Une fin d'après-midi. Je me souviens qu'il faisait très beau. Plein soleil. Nous avons réalisé l'opération à deux. Nous sommes entrés par un vieil immeuble de la rue de derrière (rue donnant sur les allées François-Verdier), à deux ou trois numéros de l'école libre. L'escalier jusque dans les combles puis un vasistas, un fenestron comme on dit à Toulouse.

Le soleil était au couchant. Rouge. Toute l'ambiance était d'une couleur cuivrée sur les toits de tuile. Nous n'étions vraiment pas équipés pour un tel parcours *touristique*, tous les deux en costume avec l'énorme sac de sport. Mais surtout en chaussures de ville. Nous avons eu un ou deux passages très difficiles. Puis nous y sommes arrivés. Juste au-dessus du garage du consulat. Nous avançons dès lors à plat ventre. Les tuiles étaient instables. Elles crissaient plus nous approchions du bord.

Maintenant nous surveillions les mouvements dans le consulat. Attendant un peu de calme pour descendre le paquet sur le toit du garage, juste à hauteur du balcon arrière de la cible.

Nous pensions à juste titre que l'explosion prise dans cet entonnoir balaierait toute la zone du bâtiment diplomatique.

Nous avons prévu une longue corde d'alpinisme. À peine la minuterie branchée, là nous avons utilisé un Coupatan (marque du mécanisme d'horlogerie), avec un retard très court, une heure peut-être, nous avons fait glisser le paquet dans le coin entre les deux murs.

Et nous avons pris le même chemin pour le retour.

Nous avons rejoint deux camarades qui nous attendaient sur les allées. En fait, nous ne sommes pas éloignés après puisque, à l'heure prévue pour l'explosion, un camarade a dit : "maintenant dans une ou deux minutes" et nous étions encore rue Ozenne. Nous sommes montés dans la voiture, j'ai baissé la vitre pour essayer d'entendre quelque chose. Rien. Nous n'avons pas attendu et nous sommes rentrés.

Arrivés à la maison, nous avons encore attendu et *attendu*. Rien. Visiblement, il y avait eu une merde à l'allumage. "Bon, on y retourne demain matin." La décision était prise.

Le temps de préparer un petit pétard d'un ou deux kilos de dynamite capable de provoquer l'explosion du sac. Et nous sommes partis à l'aube.

Même circuit, autre luminosité et surtout une autre tenue. En bleu de travail avec des baskets.

Je crois que nous avons mis un retard encore plus court que la première fois. Et nous avons attendu de l'autre côté des allées. Attendu et attendu à nouveau. Rien, rien à nouveau.

Je me suis cru maudit vu que j'ai commencé à faire mes dents sur cet objectif dès 1970 sans jamais vraiment y parvenir une bonne fois pour toutes !

Là sans doute sous l'effet de cette pression je ne me souviens plus bien de la suite. J'ai l'impression que nous y sommes montés une troisième fois... ou alors... ?

Il aura fallu l'intervention *intempestive* d'un commissaire de police pour que l'engin s'enclenche. Le Coupatan devait être simplement bloqué au dernier cran ; lui voulait rapprocher le sac du bord pour mieux le prendre en photo (d'ailleurs dans le dossier judiciaire, il y a des photos de ce sac juste avant que ça pète), il a tiré sur la corde d'alpinisme. Tout le staff de la police toulousaine à l'hôpital ! trois ou quatre commissaires d'un seul coup, et une bonne bande de flicillons de tous les grades !

Malheureusement quelques pompiers furent secoués. Pas grave. Mais on avait voulu marquer le coup, nous excuser auprès du Corps et leur envoyer une caisse de champagne. Chose faite quelques jours plus tard. Nous avons laissé la caisse dans leur cité, dans une entrée d'immeuble, avec le communiqué prévu. »

- **Hendaye** (Pyrénées-Atlantiques), à 23 h 30 attentat à l'explosif contre la gare SNCF. Une heure avant l'explosion les pompiers de la ville et les autorités de la gare prévenus par téléphone avaient fait évacuer la gare. La charge de faible puissance avait été déposée dans un casier de consigne automatique de la gare.

**Nuit du 28 au 29 juillet : Paris**, Porte de Charenton, vers 2 h 45, dans la gare autoroutière de la SEAFEP (société franco-espagnole) deux autocars effectuant la ligne entre la France, l'Espagne et le Portugal sont endommagés. Une troisième charge de dynamite est découverte et désamorcée par les services de police.

- Au **Perthus et à Bourg-Madame**, postes frontière des Pyrénées-Orientales, vers 2 h 30 et 5 h 30 explosion de deux voitures, l'une volée et l'autre louée par des membres des GARI. À Bourg-Madame un bâtiment municipal est endommagé ainsi que des automobiles stationnées dans le voisinage. La même nuit à Argelès-sur-Mer une charge explosive est déposée au pied d'un poteau de signalisation de la ligne SNCF Perpignan-Cerbère-Barcelone. La charge non explosée sera découverte quelques jours plus tard. Des tracts signés GARI sont retrouvés à proximité de chaque acte.

### **29 juillet : Toulouse, des libertaires sont interpellés**

À la suite de l'explosion au consulat d'Espagne, la police est déterminée à retrouver les responsables de l'attentat, d'autant plus que des policiers ont été blessés.

Dans un premier temps, à l'aide de commissions rogatoires, elle perquisitionne et interpelle plus d'une dizaine de libertaires. Au commissariat central du Rempart-Saint-Étienne, l'ambiance n'est pas à la rigolade, plusieurs interpellés seront questionnés durement. L'un d'entre eux, Pierre Roger, est gardé à vue six jours dans le cadre de la Cour de sûreté de l'État (CSE) (11). Lors des interrogatoires il sera tabassé à plusieurs reprises. Il est inculpé d'un hold-up commis le 5 avril 1974 à la banque Courtois à Montesquieu-Volvestre (Haute-Garonne) et incarcéré à la prison Saint-Michel de Toulouse. Malgré la revendication du caractère politique de l'expropriation par Pierre Roger, le dossier est versé dans le droit commun, ce qui va l'empêcher de bénéficier de l'amnistie de mai 1974, accordée par Giscard d'Estaing à la suite de son élection à la présidence de la République.

**30 juillet : La Grande Motte** (Hérault), vers 2 heures, deux bateaux de plaisance sont endommagés par des charges explosives.

Toutes les actions menées courant juillet sont revendiquées par les GARI, par l'intermédiaire de tracts laissés sur place ou par des appels téléphoniques à divers médias.

### **De fin mai à août, la police ne relâche pas la pression**

À la recherche d'indices et d'informations, elle traque les membres des GARI. Les interpellations, les perquisitions, les auditions se multiplient à Avignon, Béziers, Montpellier, Paris, Pau, Toulouse, Sète, dans les Landes, au Pays Basque français... chez les parents ou amis de militants soupçonnés d'appartenir aux GARI, dans les milieux libertaires, mais pas seulement : à Bordeaux sont visés des réfugiés politiques espagnols proches de l'extrême gauche ; à Perpignan, ce sont des réfugiés membres de l'ex-MIL et des catalanistes qui sont interpellés, et certains sont menacés d'expulsion.

**Nuit du 4 au 5 août : Bruxelles,** Trois charges explosives visent deux succursales du Banco Español. Dans la matinée c'est un véhicule Renault 16 piégé qui explose devant les bureaux de la compagnie aérienne Iberia.

La presse fait aussitôt l'amalgame avec les voitures piégées (revendiquées puis démenties par le Front Populaire de Libération de la Palestine) du 3 août à Paris (contre les journaux *L'Aurore* et *Minute* et le Fonds social juif) et l'attentat du 4 août 1974, près de Bologne, dans le train L'Italicus (ligne Rome-Munich) qui a fait 12 morts et 94 blessés, revendiqué par le groupe fasciste Ordine Nero (Ordre Noir déjà responsable en Italie de nombreux attentats dont celui du 28 mai 1974 qui fit 8 morts et 94 blessés Piazza della loggia à Brescia lors d'un meeting syndical antifasciste) (12).

**7 août :** Un communiqué de la Fédération Anarchiste française s'élève contre « (...) la campagne de dénigrement et d'amalgame dont les anarchistes font l'objet ». Il établit une distinction « entre (...) *le terrorisme éclairé* de certains anarchistes qui s'est toujours refusé à tuer une vie dont les fascistes italiens ou les marxistes palestiniens font peu de cas (...) »

**16 août : Paris,** liberté provisoire pour Pierre Guibert, Annie Plazen et Danièle Haas, arrêtés le 22 mai.

**27 août : Toulouse,** le journal *La Dépêche du Midi* est informé par un coup de téléphone qu'un colis à l'intention des trois pompiers blessés le 28 juillet, lors de l'attentat contre le consulat d'Espagne, a été déposé près de la caserne des sapeurs-pompiers, quartier du Boulingrin. Prévenue par un journaliste, la police saisit le colis. Il contient trois bouteilles de champagne, ainsi qu'un texte intitulé « Lettre ouverte à *La Dépêche du Midi* » et signé GARI :

Dimanche 28 juillet, une bombe explose près du consulat d'Espagne ; plusieurs blessés, dont un commissaire de police (*Dépêche du Midi*). Nous regrettons les victimes appartenant au corps des sapeurs-pompiers, nous vous demandons de leur faire parvenir le paquet ci-joint en guise de dédommagement.

Mise au point au point sur les attentats de Belgique :

Nous tenons à préciser que les attentats du mois de mai à Liège, Bruxelles, Anvers et ceux du mois d'août à Bruxelles sont de même origine. Le GAI (groupe autonome d'intervention) est un groupe « volant » créé à cette époque pour soutenir l'action GARI lors de l'enlèvement de Suarez. Ci-dessous le numéro de série des voitures ayant servi lors des deux attentats [...]. Cette dernière voiture placée devant l'agence Iberia et les engins placés devant deux succursales du Banco de Bilbao ont été codifiés *acción Miguel Roldan Zafra* (ouvrier de 37 ans, père de trois enfants tué par balles par la Guardia civil lors de la manifestation de Carmona). Le pouvoir franquiste, en décomposition, perpétue les crimes qui l'ont hissé au gouvernement du pays et ce sous le regard bienveillant de ses voisins sournoisement alliés ; les démocrates de tous poils, les antifascistes, les gauchistes, se forgent une bonne conscience en parades politiques ; héritage d'une longue tradition démocrates-politicarde collaborationniste. La démocratie est malade ?... très bien, achevons-la !

Que l'Espagne prenne garde à ne pas tomber dans le piège grec ou portugais. Nous déclarons la guerre à la « junte démocratique » de Carrillo et ses tontons macoutes, car elle représente un danger au moins aussi grave que le franquisme.

Après l'attentat au consulat, une vague d'arrestations a eu lieu dans tout le Sud-Ouest. Arrestations suivies d'interrogatoires très « serrés », notamment à Toulouse. Nous savons déjà que les polices françaises et espagnoles emploient les mêmes méthodes, mais il est toujours bon de le rappeler au grand public. Et la presse se tait... elle a jusqu'à présent exercé une censure sur tous nos communiqués. Nous souhaitons pour elle que dorénavant elle les passe intégralement ; il serait navrant que nous en soyons réduits au chantage ; que les journalistes prennent leurs responsabilités ; ne voyez dans ces lignes aucune menace, sinon une simple remarque.

*En guise de conclusion*

Lors de l'enlèvement du banquier Suarez, nous avons posé comme condition de sa libération, des revendications bien précises. Après avoir cédé sur certains points (non-condamnation à mort d'Oriol Solé), le gouvernement espagnol ne voulant ou ne pouvant satisfaire toutes nos revendications dans l'immédiat, nous lui avons accordé deux mois de délai. Face au silence du gouvernement espagnol, nous avons repris l'offensive à travers les actions du 14 au 16 juillet. La réponse fut immédiate : condamnation à 43 ans d'Oriol Solé et à 21 ans pour José Luis Pons.

Devant cette attitude du régime franquiste qui veut nous imposer une épreuve de force, nous poursuivons nos actions.

Le seul but de cette reprise est donc d'obtenir la réalisation de nos revendications. Et par cela nous entendons démontrer :

- que le merveilleux « coup de filet » des polices françaises et espagnoles après la libération de Suarez n'existe pas ;
- que, par contre, la collaboration entre les gouvernements démocratiques et le franquisme se développe de plus en plus ;
- que nous sommes déterminés à intensifier notre offensive tant que le gouvernement espagnol ne cédera pas.

Nous tenons à rappeler aussi que les moyens que nous avons choisis ne sont que la réponse adaptée à une situation donnée. Car nous savons que, pour lutter contre l'aliénation dans son ensemble et dans ses manifestations particulières, il existe d'autres moyens aussi efficaces que ceux que nous utilisons pour obtenir la libération de nos camarades embastillés par le franquisme.

GARI

## **Autodissolution de la coordination et des GARI**

Malgré les divergences au sein de la coordination les relations ne sont pas rompues. Courant août, tous les groupes sont contactés et pratiquement tous (un groupe ayant souhaité continuer, ce qui explique la teneur du communiqué à Toulouse le 27 août) sont pour l'autodissolution de la coordination. Pour rendre officielle l'autodissolution, il n'y a pas eu de communiqués GARI adressés à la presse bourgeoise ou à celle du mouvement libertaire, mais les plus proches en ont été informés. Le but de la coordination était lié à la solidarité à des camarades incarcérés et visait à mener des actions dans un temps court en vue d'un objectif pratique précis, concret. La coordination ne pouvait plus rien espérer de l'État franquiste, continuer était un autre projet et il n'était pas question de créer une organisation, comme le précise dans un texte rendu public en février 1975 l'un des groupes ayant participé aux GARI : « Nous ne voulons pas ici perpétuer un sigle, un moment de lutte. Ce serait faire le contraire de ce que nous pensons. Parce qu'une lutte n'a ni début ni fin, parce qu'une révolution n'a ni début ni fin à perdre : un sigle, une représentation, pour être vraiment un moyen de lutte; elle devient fin en soi, se veut un interlocuteur valable, et cela contre ceux qui refusent ses tactiques politiciennes, frontistes. Contre les prolétaires eux-mêmes, tous devenus provocateurs, délinquants. »

À la suite de nouvelles arrestations le sigle sera encore utilisé pour quelques communiqués et contacts avec la presse, mais c'est fin juillet que sont menées les dernières actions explosives revendiquées par les GARI.

**30 août : Paris**, liberté provisoire pour Chantal et Arnaud Chastel, arrêtés le 29 mai.

**10 septembre : Paris**, liberté provisoire pour Georges Rivière, arrêté le 22 mai.

**13 septembre : Madrid**, quartier de la Puerta del Sol, à proximité du siège de la Direction générale de la sûreté, attentat au café-restaurant Rolando fréquenté par le personnel de la police. L'explosion va faire onze morts et des dizaines de blessés. L'attentat ne sera jamais revendiqué. La police espagnole accusera « l'ETA, le FRAP ou le GARI ». La presse française rapprochera cet attentat avec celui commis à Paris contre le Drugstore Saint-Germain (voir note 15).

### **Du 14 au 20 septembre, arrestation et incarcération de quatre personnes ayant participé à la coordination GARI**

Près de Caramam (Haute-Garonne) le 14 septembre, lors d'un contrôle routier, la gendarmerie interpelle Michel Camilleri et Mario Ines Torres en possession d'une arme de poing. À la suite d'une perquisition dans l'appartement de l'un des deux,

des armes et des explosifs sont découverts ainsi que des documents. Le contenu de ces derniers ainsi que des interrogatoires violents menés par certains membres du Service régional de police judiciaire de Toulouse vont permettre le lendemain l'interpellation, dans les Pyrénées-Atlantiques, de Victor Manrique à Hendaye et de Jean-Michel Martinez à Saint-Jean-de-Luz.

Après six jours de garde à vue, les quatre militants libertaires sont déférés devant la Cour de Sûreté de l'État. Pour les actions menées par les GAI ou les GARI, qu'ils revendiquent, ils sont inculpés par le juge d'instruction Gallut de « destruction d'édifices mobiliers et immobiliers et de vols qualifiés en relations avec une entreprise individuelle ou collective consistant ou tendant à substituer une autorité illégale à l'autorité de l'État ». Ils sont emprisonnés à Paris, à la prison de la Santé.

Au cours des interrogatoires et lors de l'instruction, un groupe des GARI reconnaîtra être à l'origine de quelques hold-up en 1974 : le 5 avril, c'est l'expropriation de la banque Courtois à Montesquieu-Volvestre (Haute-Garonne) ; le 3 mai, c'est le Banco Español de Crédito à Bruxelles ; le 5 juillet, c'est une Caisse d'épargne à Toulouse ; le 3 septembre, c'est un Crédit Lyonnais à Béziers (Hérault) et le 9 septembre c'est une BREC à Toulouse.

**18 septembre : Paris**, liberté provisoire pour Lucio Urtubia Jimenez arrêté le 22 mai.

**20 septembre** : L'Espagne exige le passeport pour les Français se rendant en Espagne, et proteste contre « le traitement que reçoivent en territoire français les terroristes de l'ETA ».

**23 septembre : Paris**, l'ambassadeur d'Espagne rencontre Poniatowski (13), ministre de l'Intérieur, qui l'informe des mesures prises contre les GARI, et lui rappelle que c'est à l'Espagne d'engager la procédure d'extradition contre les Espagnols vivant en France.

**Fin septembre**. À la suite des arrestations du 14 septembre les GARI font parvenir aux médias un dernier communiqué. Le texte paraît dans *Front Libertaire* n° 35 (octobre 1974) :

« Si nous sommes par principe contre tout État et contre tout Pouvoir, nous n'avons pas la naïveté de croire à leur destruction par la bombe ; il ne s'agit pas de cela et les journaux le savent très bien. Il s'agissait pour nous d'éviter l'exécution de nos camarades emprisonnés en Espagne. Après l'assassinat de Puig Antich, nous pouvions nous venger en tuant un ressortissant espagnol :

1 à 1. À cette méthode nous avons préféré celle de l'échange : le banquier Suarez contre la vie et la liberté pour nos camarades et autres prisonniers politiques ayant purgé les trois quarts de leur peine; de l'argent afin de pouvoir subvenir aux besoins des prisonniers et des groupes. Si nous avons eu satisfaction sur certains points, en particulier la vie sauve pour nos camarades et de l'argent, malgré les promesses faites, nos camarades n'ont pas été libérés à la fin des deux mois fixés.

À la place, les polices espagnoles, françaises, anglaises et belges ont mis leurs efforts en commun pour pratiquer une immense chasse aux sorcières à travers toute l'Europe.

Les résultats obtenus : l'arrestation d'une vingtaine de personnes en France et en Espagne n'ayant que peu de responsabilités pratiques dans cette affaire.

Les raisons de cette opération policière, il faut les trouver dans la fameuse formule "on ne cède pas au chantage, on ne cède pas à la violence". Mais où est la violence ? Sinon en Espagne où on assassine et torture sans vergogne ! Qui emploie le chantage ? Si ce n'est le gouvernement espagnol qui détient en otage des centaines de prisonniers !

Comment peut-on s'insurger contre l'Allemagne fasciste, apprécier les tentatives de rapt de Beate Klarsfel (14) et, parallèlement, resserrer les liens avec l'Espagne franquiste, terre d'asile par excellence des nazis, des collaborateurs de l'OAS (Organisation Armée Secrète), d'Ordre Nouveau et autres Ordre Noir italien. Comment les journaux peuvent-ils s'étonner des méthodes employées par le GARI alors que celui-ci a agi dans le but de libérer des prisonniers au nom d'engagements pris par le gouvernement espagnol lui-même.

En arrêtant maintenant quatre militants, sous le prétexte qu'ils appartiendraient aux GARI, en les chargeant au maximum de tous les attentats possibles et, imaginables, en les faisant apparaître comme des terroristes redoutables, comme l'ennemi n° 1 le gouvernement français tâche de répondre aux provocations du gouvernement espagnol, et de le satisfaire tout en montrant à l'opinion publique française qu'il n'est pas seulement capable de *céder* aux demandes des *Japonais de La Haye* (15), ni de faire silence sur le bizarre attentat du Drugstore Saint-Germain, mais aussi qu'il sait pourchasser et démasquer les *criminels* !

Quelle hypocrisie et quelle profonde soumission aux intérêts économiques sous le masque de la démocratie !

Depuis l'explosion dans un restaurant de Madrid, qui n'a été reconnue, comme par hasard, par aucun mouvement révolutionnaire, l'Espagne pure et dure

exige des têtes. La dictature menace la République : "Si vous n'enfermez pas les Basques et autres anarchistes dans les meilleurs délais, nous n'achèterons pas de Mirage ni de procédé SECAM et, en attendant, le passeport est obligatoire pour les ressortissants français se rendant en Espagne." (On comprend facilement pourquoi les franquistes n'ont pas appliqué cette mesure au mois de juillet ou d'août.)

Comme d'habitude le gouvernement français cède au chantage, il fait même mieux, il se fait complice ; et ce réformateur, cet avant-gardiste de Giscard d'Estaing ressort la bonne vieille Cour de Sûreté de l'État, ce tribunal d'exception qui dépend directement du pouvoir exécutif, la seule cour où le procès d'intention est la règle. Giscard, Lecanuet (16), Ponia prennent 4 camarades *des GARI* en otage en leur reprochant de vouloir substituer leur autorité à celle de l'État !

Il est vrai que l'État français fait autorité en matière de collaboration avec les régimes fascistes, en particulier quand il s'agit de ventes d'armes. Il est difficile de dénombrer les relations et actions communes réalisées entre les polices françaises, portugaises, grecques, espagnoles et on en passe. S'il s'agit d'empêcher ce genre de collaboration, oui, pour cela nous combattons les représentants de l'État.

Le gouvernement français détient maintenant des *prisonniers politiques* en otages, comme l'a toujours fait le régime de Franco ; nous faudra-t-il donc appliquer, dans cette soi-disant démocratie, le système de la monnaie d'échange pour leur libération, comme cela a toujours été nécessaire en pays fasciste ? »

GARI septembre 1974 (Carte Commerçant Etranger Suarez : 106802)

#### **14 octobre : Paris, procès d'Angel Moreno Patino et Jean-Claude Torres (17)**

Au Palais de Justice, le tribunal correctionnel les condamne à 10 mois de prison avec sursis. Arrêtés le 17 janvier 1974 à Ivry-sur-Seine, ils ont déjà effectué 9 mois de détention préventive. Pierre Roger et Michel Camilleri, prisonniers à Toulouse et à Paris dans le cadre de l'enquête sur les GARI, ne sont pas jugés : leur procès pour cette affaire sera renvoyé.

Pour obtenir des informations sur les GAI et les GARI, diverses personnes venues par solidarité assister au procès sont interpellées dans un café par la Brigade criminelle et mises en garde à vue, parmi elles José-Maria Condom Bofill. Ce dernier, lors des interrogatoires à Paris et au commissariat central de Toulouse, sera tabassé à plusieurs reprises tout d'abord à Paris par des inspecteurs de Bordeaux et de Toulouse venus le chercher pour le transférer à Toulouse. La police tentera de lui

faire avouer sa participation aux GARI. Après six jours de garde à vue, il est inculpé de complicité dans l'un des hold-up commis par un groupe des GARI, et incarcéré à la prison Saint-Michel de Toulouse. José-Maria Condom Bofill va nier pendant toute sa détention sa participation à cette expropriation. Après trente jours de grève de la faim (menée en mars et avril 1975), il est mis en liberté provisoire le 15 avril 1975.

### **Novembre : Madrid, procès d'Emilio Pardiñas Viladrich, de Santi Soler Amigo et de Xavier Garriga Paituvi**

Au *Tribunal de orden público*, Emilio Pardiñas Viladrich, en liberté provisoire, est condamné à trois ans de prison et réincarcéré. Santi Soler Amigo sera condamné à deux ans et Xavier Garriga Paituvi à cinq ans.

**12 et 29 novembre :** liberté provisoire pour Jean-Helen Weir et Ariane Gransac Sadori, arrêtées le 22 mai. Des 11 inculpés pour l'affaire Suarez, seul Octavio Alberola Surinach reste en prison.

### **5 décembre : Paris, arrestations de Jean-Marc Rouillan, Raymond Delgado et Floréal Cuadrado**

Vers 3 heures, le véhicule dans lequel ils se trouvent est intercepté à la suite d'un simple contrôle policier. Lors de sa fouille, les forces de l'ordre découvrent, entre autres, des armes, des explosifs, des tampons officiels, des cartes d'identités, des passeports, des faux papiers et divers documents. Parmi les objets et les documents découverts, certains ont un lien évident avec l'activité des GARI, notamment la photocopie du permis de séjour de Suarez, ainsi que des mécanismes d'horlogerie de marque Coupatan retrouvés sur divers attentats, ce qui permet à la police d'accuser les trois de faire partie des GARI. Déférés devant la Cour de Sécurité de l'État et inculpés par le juge d'instruction Gallut, ils sont incarcérés à la prison de la Santé.

Des éléments matériels ayant été retrouvés dans le véhicule, ils seront soupçonnés de diverses actions comme celle du 9 octobre 1974 à Paris. Ce jour-là, un engin explosif composé de deux bâtons de dynamite, munis d'un système d'horlogerie, est découvert au Parc des Princes dans les travées, pendant le match de football Barcelone contre Paris-Reims et un autre engin est trouvé le lendemain dans l'une des toilettes du stade. L'objectif du groupe responsable de ces actes était de faire évacuer le stade, mais les autorités, prévenues par téléphone, ne le feront pas. Cette action est revendiquée par les Groupes d'Autonomes Internationalistes (GAI) qui dénoncent la collaboration « entre franquisme et giscardisme, qui devient de plus en plus manifeste et a trouvé sa concrétisation dans un match de football », et déclarent dans *L'Express* du 21 octobre que les explosifs n'avaient pas été amorcés et ne pouvaient

exploser. Floréal Cuadrado, Raymond Delgado et Jean-Marc Rouillan seront aussi inculpés de trois autres actions menées à Paris en 1974 : le 6 octobre le cambriolage du commissariat de police du 12<sup>e</sup> arrondissement, revendiqué TDC (Trou du Cul), le 12 octobre l'attentat à l'explosif contre la Préfourrière de la préfecture de police, revendiqué TDC et le 13 novembre l'incendie de l'un des centres de tri parallèle (initiative des patrons) lors de la grève générale des PTT (Postes, Télégraphes et Téléphones) qui va durer 43 jours, l'action est signée PTT (Pouvoir Total aux Travailleurs).

## □ 1975

En Espagne, le 2 février, Santi Soler Amigo (18), membre de l'ex-MIL, est mis en liberté en échange d'une caution. Il avait été arrêté fin septembre 1973.

En France, au cours de l'année, 7 prisonniers à Paris et Toulouse seront mis en liberté provisoire. Le 23 janvier c'est Floréal Cuadrado, qui avait été arrêté le 5 décembre 1974. Le 13 février, c'est Octavio Alberola Surinach, arrêté le 22 mai 1974. Le 15 et 22 avril ce sont Jean-Michel Martinez et Victor Manrique, arrêtés le 14 septembre 1974. Le 15 avril à Toulouse c'est José-Maria Condom Bofill, incarcéré depuis le 14 octobre 1974. Le 10 juillet, après avoir été transféré de Toulouse à Paris en juin et inculpé dans le cadre de la Cour de Sûreté de l'État, Pierre Roger est mis en liberté provisoire ; il avait été arrêté le 28 juillet 1974. Le 31 décembre c'est au tour de Raymond Delgado, arrêté le 5 décembre 1974.

En janvier et en novembre, dans le cadre de l'instruction sur l'enlèvement du banquier Suarez, 4 militants libertaires toulousains seront interpellés, interrogés puis finalement relâchés.

## **20 novembre : Madrid, la mort du dictateur Francisco Franco Bahamonde est officialisée**

Né en 1892, ce militaire de carrière était à l'agonie depuis quelques mois et certainement maintenu en vie artificiellement pour préparer la transition démocratique (*Transición*).

Dès l'automne, Juan Carlos est provisoirement chef d'État et le 22 novembre il prête serment devant les Cortes en tant que Roi. Pour rassurer l'opinion, calmer l'opposition et démontrer que le processus démocratique est en marche, le 25 novembre est publié un décret/*Indulto* (une grâce). Les peines de mort sont commuées et ce Décret prévoit une réduction de peine pour toute sorte de délits, excepté pour des faits de *terrorisme*. Modifié au fil des mois ce décret va permettre la libération de 8903 prisonniers (dont 773 politiques). En décembre Carlos Arias Navarro, nommé par le Roi Président du Conseil, forme un nouveau gouvernement qui, sous la hou-

lette de ce fidèle franquiste, va essayer de freiner le processus démocratique. Le Roi l'oblige à démissionner fin juin 1976 et il est remplacé par Aldolfo Suárez Gonzales. Ce dernier est aussi un franquiste, membre de la Phalange, Secrétaire général du Mouvement National (MN) mais il est en faveur de la transition démocratique et il va en être l'un des artisans. *Transición* soutenue, dès la mort de Franco, par le Roi qui, après des tractations avec l'armée, va permettre, en échange de l'absolution des crimes franquistes, la légalisation des partis politiques (PCE, PSOE...), l'organisation d'un référendum sur la nouvelle Constitution en 1976 et les élections des députés au suffrage universel en 1977. De telles élections n'ont pas eu lieu depuis le coup d'État militaire de 1936.

Concernant seulement les politiques, une première loi d'amnistie est votée le 30 juillet 1976, mais exclut tous ceux qui sont poursuivis pour des actes de *terrorisme* (lutte armée), notamment pour crimes de sang. La pression de la rue (nombreuses manifestations notamment au Pays Basque Sud) et des groupes armés entraîne une seconde loi votée le 14 octobre 1977. Cette loi amnistie toutes les peines prononcées depuis 1939 pour délits politiques et d'opinion par les tribunaux franquistes, tous les délits de sang commis avant le 15 juin 1977, mais également tous les crimes franquistes.

L'*Indulto* de 1975 et les deux amnisties vont permettre le retour d'exilés et la libération de 11 219 prisonniers (droits communs et politiques). Le dernier à en *bénéficier* sera l'anarchiste Fernando Carballo, membre de l'exFIJL, prisonnier depuis 1964, accusé de préparer un attentat contre Franco et qui sera libéré en janvier 1978.

## □ 1976

En Espagne, à la suite de l'extension de l'*Indulto* de 1975 et de l'amnistie de juillet 1976, divers prisonniers politiques sont libérés. C'est le cas pour les trois membres de l'ex-MIL : Xavier Garriga Paituvi, Maria Mateos Fernández, Emilio Pardiñas Viladrich, arrêtés en septembre 1973, et pour Luis Andrés Edo, David Urbano Bermudez, Luis Burro Molina, Juan Ferran Serafini, arrêtés en juillet 1974. Ces quatre derniers avaient tenu, à Barcelone, la conférence de presse clandestine du 7 mai 1974 et avait remis aux journalistes présents un communiqué des GARI qui revendiquait la capture de Baltasar Suarez.

### **31 mars : Toulouse, arrestation de Bernard Réglat**

Le juge Pia, qui depuis quelques semaines instruit l'affaire des GARI, lance de Paris un mandat d'amener à l'encontre de Bernard Réglat (19). Ce dernier est interpellé sur son lieu de travail à l'imprimerie 34. Imprimerie qui a subi au début

du mois une vague d'interpellations, à la suite de l'explosion tragique de Ranguel (20). Elle a aussi été en partie détruite le 17 mars à la suite d'un attentat à l'explosif revendiqué par un groupe d'extrême droite (21). Bernard Réglat est d'abord incarcéré à la prison Saint-Michel de Toulouse avant d'être transféré à Paris. Sans la moindre preuve, il est inculpé et incarcéré à la prison de la Santé. Il sera mis en liberté provisoire en juillet 1976 et par la suite obtiendra un non-lieu.

### **6 avril : mort d'Oriol Solé Sugranyes**

Début mars, Oriol est transféré de la Modelo de Barcelone à la prison de Ségovie en Castille, à près de 100 km de Madrid. Il y rejoint José Luis Pons Llobet qui y est emprisonné depuis décembre 1974, après un séjour à la prison de Madrid.

Dans la matinée du 5 avril, 29 prisonniers politiques, qui cumulent des condamnations de mille cinq cents années de prison, s'évadent de la prison en utilisant un tunnel creusé pendant les quatre derniers mois. Ils sont tous membres d'ETA, sauf cinq qui sont catalans : deux membres du FAC (*Frente d'Alliberament de Catalunya*), un membre du PCE (i) (*Partido Comunista de España-internacional*) et deux membres de l'ex-MIL José Luis Pons Llobet et Oriol Solé Sugranyes.

À l'extérieur, *un commando* de quatre personnes dont deux femmes, les attend avec un camion pour rejoindre la frontière française. Ils prennent la route des Pyrénées jusqu'à Aurizberri dans la province de Navarre mais une mauvaise coordination entre les *mugalariak* (les passeurs) et le convoi des évadés fait capoter l'opération. Dans la nuit, les forces armées les surprennent dans la montagne. Après un échange de coups de feu c'est la débandade. Seuls ou par petits groupes, la majorité des évadés sont repris dans les heures qui suivent.

Dans la matinée du 6, José Luis Pons Llobet est arrêté. Près de Burguete et du Col de Roncevaux, à quelques centaines de mètres de la frontière française, la Guardia civil intercepte Oriol en compagnie de deux militants de l'ETA et les fusille à bout portant. Les deux Basques sont grièvement blessés, Oriol succombe. L'autopsie détermine que les trois balles retrouvées dans son corps ont été tirées à une distance de moins de deux mètres.

Sur les 29 évadés, trois membres de l'ETA et un Catalan parviennent à rejoindre la France. Sur les quatre membres qui les attendaient à l'extérieur de la prison, seule une femme réussit à passer la frontière.

## □ 1977

**25 mai : Paris**, mise en liberté provisoire de Michel Camilleri, Mario Ines Torres et Jean-Marc Rouillan. Les deux premiers avaient été arrêtés en septembre 1974 et le troisième en décembre 1974.

**Mi-juillet : Espagne**, à la suite de l'extension de la première loi d'amnistie de juillet 1976, José Luis Pons Llobet, le dernier membre de l'ex-MIL incarcéré, est libéré. Il avait été arrêté en septembre 1973.

## □ 1981



Affiche 45 x 61, Toulouse, décembre 1980

Le 24 avril et le 6 juin 1979, la Chambre d'accusation de la Cour d'Appel de Paris ordonnait la mise en accusation et le renvoi devant la cour d'assises de Paris de 21 militants libertaires de nationalité française, espagnole et écossaise, accusés de faits précis revendiqués par les GARI ou de complicité avec les GARI. Sept ans après les faits, deux procès vont avoir lieu. Le premier aborde l'enlèvement du banquier Baltasar Suarez, le second concerne toutes les actions menées en dehors de l'enlèvement. Depuis quelques semaines, une campagne de presse (textes, affiches...) en faveur des inculpés est menée par plusieurs comités de soutien. Diverses associations, organisations syndicales, personnalités espagnoles ou françaises publieront des communiqués de solidarité avec les inculpés

ou signeront des pétitions pour dénoncer « l'anachronisme et le scandale que constitue ce procès contre des antifranquistes par la justice française ». D'autres viendront témoigner au cours des procès : Régis Debray, Marc Ferro (historien), Lluís Maria Xirinach (écrivain, prêtre catalan indépendantiste, emprisonné sous Franco), Liber Forti (exilé en France, conseiller culturel de la Centrale ouvrière bolivienne et homme de théâtre), Bernard Kouchner (alors président de Médecins sans frontières), Daniel Guérin (22), Jean Barrot (23), Serge Pey (écrivain poète toulousain), Maria Monbiola (24), Gérard Granel (professeur de philosophie)...

## Paris : procès des GARI



*Affiche 44 x 61, Toulouse, décembre 1980*

**Du 19 au 29 janvier** – Comparaient libres devant les assises, Anne et Lucio Urtubia Jimenez, Octavio Alberola Surinach, Ariane Gransac Sadori, Annie Plazen, Georges Rivière, Pierre Guibert, Danièle Haas et Chantal Chastel (Arnaud son mari devait être présent mais il est décédé en septembre 1975 à la suite d'un accident d'avion). Ils sont accusés de recel de complicité dans la séquestration du banquier Baltasar Suarez Bernardo. Ce dernier ne désire pas être présent et n'est pas représenté par un avocat au prétexte que pour lui cette page est tournée. La banque de Bilbao liée à l'époque au régime franquiste ne souhaite plus revenir sur cette affaire. Les inculpés nieront avoir participé à l'enlèvement ou à la séquestration du banquier. Ceux impli-

qués dans le versement de la rançon soutiendront qu'ils ne savaient pas que les sacs contenaient de l'argent mais qu'ils étaient persuadés que c'était de la propagande et « qu'ils ont été piégé par Inocencio Martinez à la solde de la police franquiste ».

L'Avocat général Gagnieur requiert des peines allant de cinq ans de prison assorties partiellement de sursis à trois ans avec sursis. Le jeudi 29, après neuf jours d'audience la cour d'assises présidée par M. Gaillardot et le jury populaire déclarent les accusés non coupables. Tous les inculpés présents sont acquittés des accusations portées contre chacun d'entre eux.

Les cas de Jean-Helen Weir et de Inocencio Martinez qui ne se sont pas présentés au procès sont disjoints. La convocation de Martinez à ce procès est hypocrite dans la mesure où les autorités judiciaires savent que cet individu est un indicateur de police et qu'il est à l'origine de nombreuses arrestations. Dans le cadre de cette affaire Martinez faisait l'objet de deux mandats d'arrêt délivrés les 28 juin 1974 et 17 février 1978.

Sur l'affaire du banquier, la police et les divers juges d'instruction n'arriveront jamais à identifier les personnes responsables de l'enlèvement, de la séquestration, ni le lieu où a séjourné Angel Baltasar Suarez Bernardo.

## 19 au 27 mars : second procès des GARI devant la cour d'assises



Affiche 43 x 64 et 91 x 61,  
Toulouse, février 1981

l'encadrement social, l'État peut vouloir donner en pâture à une abstraite *opinion publique* rendue avide d'ordre et de répression, des accusés qu'il tenait en réserve depuis sept années. Comment ? En criminalisant l'action de ses otages, les amalgamant soit à du *banditisme* sans motivations particulières, soit au *terrorisme* de certains groupes armés nationalistes ou léninistes qui défraient aujourd'hui la chronique (ETA, BR [Brigades Rouges], IRA...) ; dont les GARI avaient tenu à se démarquer radicalement. Cela est rendu possible du fait que le procès aura lieu 7 ans après les événements.

Et ces sept années-là auront été marquées par des transformations politiques et sociales notables en Espagne, précisément le passage de la dictature franquiste à la démocratie de Juan Carlos...

Ainsi, les événements de 1974 pourront être présentés comme des faits bruts, dans leur seule forme coupés de leurs motivations, extraits de leur contexte historique qui en fut la cause. Ainsi isolés, les faits sont rendus manipulables et interprétables à souhait. De plus, et bien qu'à l'origine la Cour de Sûreté de l'État (juridiction *politique*) se soit saisie de l'affaire, c'est finalement en cour d'assises (juridiction de *droit commun*) que comparâtrons les accusés (...). (Déclaration extraite du document d'*Informations sur le procès en Assises des GARI - 17/31 mars 81*).

10 libertaires étaient convoqués pour répondre de 19 attentats revendiqués par les GAI ou les GARI et de six hold-up commis en France et en Belgique. Ils sont cinq à être présents. Pierre Roger, Victor Manrique, Jean-Michel Martinez et Nicole Entremont (Aurore membre de l'ex-MIL) comparaissent libres. Jean-Marc Rouillan est dans le box encadré par des gardes mobiles : interpellé en septembre 1980, inculpé pour ses activités au sein de l'organisation de lutte armée Action Directe, il est depuis incarcéré à la prison de Fresnes. Les cinq autres accusés, Michel Camilleri, Mario Ines Torres, Floréal Cuadrado, Raymond Delgado et Dimitris Saintis, pour diverses raisons n'ont pas souhaité se présenter. Ils sont déclarés en fuite et leur cas est disjoint.

Après une semaine de débats dans un climat *détendu*, l'avocat général Boizard requiert une peine de trois ans de prison pour Jean-Marc Rouillan (25) et des peines avec sursis contre les autres. Le 27 mars, la cour d'assises, présidée par Guy Floch, et le jury populaire déclarent les accusés non coupables. Tous les inculpés présents sont acquittés des accusations portées contre chacun d'entre eux. Les cinq absents bénéficieront de l'amnistie à la suite de l'élection de François Mitterrand au poste de Président de la République en mai 1981.

## Notes

(1) La Vieille Taupe : de son ouverture en 1965 à sa fermeture en décembre 1972, la librairie est l'une des plaques tournantes de l'ultra-gauche européenne. D'après un habitué, la librairie est « animée par une collectivité théorique, c'est un lieu de rencontre, de débats, de diffusion des écrits de Marx, de Bakounine, de la gauche communiste, de Rosa Luxemburg à Pannekoek en passant par des textes sur les révolutions allemande des années 1920 et espagnole des années 1930 ».

(2) Pierre Vidal-Naquet (1930-2006), spécialiste de l'Antiquité, s'était déjà engagé pour la défense des droits de l'homme, contre la torture, lors de la guerre d'Algérie ou avec le Groupe d'information sur les prisons (GIP) qui menait une critique du système carcéral français. Il sera aussi le pourfendeur des révisionnistes dans les années 1980.

(3) L'amiral Luis Carrero Blanco est né en 1903 à Santander. Pendant la guerre d'Espagne, il se joint en 1937 aux troupes fascistes et est promu chef du haut état-major de la marine. En 1951 il est nommé par Franco responsable direct de la sûreté de l'État et des procès politiques. En 1967 il devient vice-premier ministre et, en juin 1973, il est nommé Premier ministre car Franco est gravement malade. Le 20 décembre 1973, en plein cœur de Madrid dans le quartier Salamanque, une importante charge explose au passage de son véhicule et le tue. Il est alors le chef du gouvernement et l'un des plus fidèles collaborateurs et successeur probable de Franco. L'attentat est revendiqué par l'organisation basque ETA. Lire sur cette action *Opération Ogro – Comment et pourquoi nous avons exécuté Carrero Blanco* de Julen Agirre, Seuil, 1974.

(4) L'UNESCO, créée à Londres en 1945, dépend de l'Organisation des nations unies (ONU). Son siège est à Paris. C'est en janvier 1952 que l'Espagne franquiste est admise au sein de l'UNESCO. Ce qui n'a pas empêché, deux mois plus tard, que cinq militants de la CNT soient condamnés à mort et fusillés à Barcelone et qu'en 1955 l'Espagne soit admise à l'ONU.

(5) *Garrote vil* : instrument employé en Espagne depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, pour exécuter les condamnés à mort de droit commun. Le garrot est une sorte de collier de fer qui se serre par une vis et qui étrangle la victime en lui broyant les vertèbres cervicales. Sont fusillés ceux reconnus politiques par les tribunaux. La peine de mort a été abolie en Espagne par la Constitution le 6 décembre 1978.

(6) Le 6 septembre 1973, le Conseil de guerre de Tarragone condamne Heinz Chez à la peine de mort. La sentence est confirmée le 7 janvier 1974 par le *Consejo supremo de justicia militar*. Il est enterré dans la fosse commune du cimetière de Tarragone. Il avait trente ans. Pendant une trentaine d'années, les médias ainsi que la presse révolutionnaire ont présenté Heinz Chez comme étant polonais d'origine. En 2003, Raúl Riebenbauer, journaliste espagnol, découvre la véritable identité et le parcours de Heinz Chez en fouillant les archives accessibles de la STASI (Ministère de la sécurité de la République démocratique allemande) et en rencontrant sa famille. Il s'appelle Georg Michael Welzel, il n'est pas polonais mais originaire de l'ex-Allemagne de l'Est. Raúl Riebenbauer a écrit un livre sur le sujet intitulé *El silencio de Georg*, publié en 2005, éditions RBA libros.

(7) Extraits du texte « Pour un mouvement anarcho-syndicaliste » paru en 1974 dans la brochure *l'État et la Révolution*.

(8) Luis Andrés Edo (1925-2009). À la fin des années 1940 il est en France, fuyant l'Espagne franquiste où il avait fait de la prison pour avoir refusé de faire le service militaire. À partir de 1953, Edo milite très activement à la FIJJL et la CNT espagnole de Paris. En 1961, lors de la réunification du Mouvement Libertaire Espagnol (MLE), Edo fait partie de la section clandestine Défense Intérieure (DI), et participe à de nombreuses actions en Espagne. En 1966, il est arrêté à Madrid avec un groupe de jeunes libertaires qui prépare l'enlèvement d'une personnalité américaine résidant en Espagne. Il sort de prison en 1972. En juillet 1974, il est arrêté à Barcelone, pour les faits que nous relatons dans ce document. En 1976, avec l'amnistie, Edo est libéré. Dès lors, il participe très activement à la reconstitution de la CNT en Catalogne. Il fait partie du Comité Régional, puis il est nommé Secrétaire Général et directeur du journal *Solidaridad Obrera*. En 1980, il est à nouveau emprisonné pendant quelques mois à cause de ses activités. Il publie en 2002 sous le titre *La Corriente* ses réflexions écrites en prison sur la pensée antiautoritaire, et en 2006 *La CNT en la encrucijada : aventuras de un heterodoxo*, ouvrage dans lequel il laisse la trace de sa vie de militant anarchiste.

(9) Luis Ocaña (1945-1994), coureur cycliste professionnel, vainqueur du Tour de France en 1973.

(10) Santiago Carrillo Solares (1915-2012) : stalinien pur et dur. En 1937 il est membre du bureau politique du Parti Communiste Espagnol et secrétaire général du Parti de 1960 à 1982.

(11) La CES, tribunal politique d'exception, créée en janvier 1963 par le Général de Gaulle, Président de la République. Elle est chargée de juger les crimes et les délits en temps de paix qui, avant la guerre d'Algérie, relevaient des cours d'assises et des tribunaux militaires. À ce moment de l'histoire, cette juridiction a déjà jugé des membres de l'OAS (Organisation Armée Secrète), des indépendantistes guadeloupéens, des membres de la GP (Gauche Prolétarienne)... Cette cour est nommée par décret pris en conseil des ministres, elle est composée d'un président et de quatre assesseurs, dont deux officiers militaires de carrière non juristes. C'est le ministre de la Justice qui donne l'ordre par écrit au Procureur général d'engager les poursuites. Elle se charge de tous les crimes et délits lorsqu'ils « ... sont en relations avec une entreprise individuelle ou collective consistant ou tendant à substituer une autorité illégale à l'autorité de l'État ». À cela il faut ajouter les délits prévus par la loi du 10 janvier 1936 « sur les groupes de combat et les milices armées... ». Dans ce cadre les pouvoirs accordés aux juges d'instruction et à la police sont plus étendus : « les perquisitions et visites domiciliaires peuvent avoir lieu à toute heure du jour et de la nuit en n'importe quel endroit du territoire... la garde à vue peut atteindre 6 jours sans aucun contact... ». Sous le septennat de François Mitterrand, cette juridiction est abolie en 1981, mais hypocritement rétablie en 1986 sous le nom de cour d'assises spéciale composé de neuf magistrats et sans jurés populaires.

(12) Ce n'est pas le premier attentat aveugle commis en Italie par la main d'oeuvre fasciste. Sous fond de crise sociale, au cours de l'année 1969 une série d'attentats sur des voies de chemin de fer, dans des gares... ne fera pas de victimes. Mais, le 12 décembre 1969, une bombe explose à la Banque Nationale de l'Agriculture, Piazza Fontana à Milan faisant

16 morts et 88 blessés. Une autre bombe sera découverte intacte au siège milanais de la Banque Commerciale Italienne. Trois autres bombes exploseront ce même après-midi à Rome faisant une quinzaine de blessés. Les enquêteurs orienteront immédiatement leurs soupçons vers la piste anarchiste provoquant des dizaines de perquisitions dans ce milieu et arrêteront le jour même de l'attentat l'anarchiste Giuseppe Pinelli. Le 15 décembre, après 3 jours d'interrogatoire dirigé par le commissaire Luigi Calabresi, Pinelli est défenestré du quatrième étage de la Préfecture de Police de Milan dans des circonstances, encore non élucidées. Mais il est probable, qu'à la suite de tortures il soit mort avant sa chute. Pietro Valpreda (1933-2002), anarchiste est également arrêté et sera incarcéré pendant trois ans. En 1985 il est acquitté pour insuffisances de preuves. Cet attentat est considéré comme l'un des actes fondateur de la « stratégie de la tension » dont l'objectif aurait été d'instaurer une dictature. Après 7 procès, le 3 mai 2005 tous les inculpés pour la plupart membres de groupes d'extrême droite sont définitivement acquittés en cassation.

Comme pour Piazza Fontana, les différentes procédures judiciaires n'ont pas permis de faire toute la lumière sur l'attentat de Brescia qui mêle groupes néofascistes et services secrets. En avril 2012, après divers procès, d'anciens membres d'Ordine nuovo ainsi qu'un général des carabinieri et un collaborateur du ministre de l'intérieur de l'époque ont été définitivement relaxés. Concernant celui de l'Italicus personne n'a été inculpé.

Autres attentats marquants :

- contre un train à Gioia Tauro (6 morts, 50 blessés) le 22 juillet 1970. Dans la gare de Bologne (85 morts et plus de 200 blessés), le 2 août 1980. - contre le train rapide Naples-Milan (16 morts et plus de 260 blessés), le 23 décembre 1984. Trois membres des NAR (Noyaux armés révolutionnaires) organisation d'extrême droite ont été jugés et condamnés comme auteurs de l'attentat.

Des travaux (livres, articles et film) diffusés sur ces divers attentats vont pointer les commanditaires, certains secteurs de la Démocratie Chrétienne, de l'armée et des services secrets italiens et des USA.

(13) Michel Poniowski (1922 - 2002), dit Ponia, ministre de l'Intérieur du 29 mai 1974 au 30 mars 1977.

(14) Beate Klarsfeld et son mari Serge sont très actifs dans la traque aux anciens nazis.

(15) Le 13 septembre 1974, trois membres de la Japanese Red Army (Armée Rouge japonaise – 1969-2001), organisation de lutte armée d'obédience marxiste-léniniste, investissent l'ambassade de France à La Haye (Pays-Bas), blessent trois policiers hollandais et prennent en otage onze membres de l'ambassade dont l'ambassadeur. Ils exigent en échange la libération d'un membre de leur organisation prisonnier en France, de l'argent et un avion. L'attentat à Paris le 15 septembre au Drugstore Saint-Germain, deux grenades jetées qui vont causer la mort de deux personnes et trente quatre blessées, est en relation avec la prise d'otages de La Haye, le but étant d'obliger le gouvernement français à céder aux exigences de l'Armée rouge japonaise. Le 17 septembre, Yukata Furuya, incarcéré à la prison de la Santé, est libéré, l'argent et l'avion exigés sont obtenus.

- (16) Jean Lecanuet (1920-1993), ministre de la Justice du 28 mai 1974 au 27 août 1976.
- (17) Jean-Claude Torres dit Cricri (1951-1994). À sa sortie de prison en octobre 1974, il se tient à l'écart de toute activité politique. À partir de 1977 il participe à l'activité des groupes autonomes jusqu'à la fin des années 1980. Il fait de fréquents voyages à Barcelone. En 1979, il est parmi les compagnons qui creusent, pendant plusieurs mois, un tunnel à proximité de la Modelo pour faire évader des libertaires. Le tunnel est découvert à cause d'un incident technique. Il exercera la profession de régisseur de théâtre pendant plusieurs années. Le 8 juin 1994, sur les hauteurs de Toulouse, Cricri met fin à ses jours.
- (18) Santi Soler Amigo (1943-1999). À sa libération, à Barcelone, il coopère à un groupe pour l'abolition des prisons. À partir de 1976, il est l'un des animateurs des éditions Rosello impresión, et écrit dans diverses revues libertaires ou marxistes comme *Barcelona libertaria*, *Ajo Blanco*, *Askatasuna*, *El topo avisor*, *Bicicleta*, *Indolencia*, *El viejo topo*, *Etcetera*. Il participe à la rédaction de *Solidaridad Obrera*, l'hebdomadaire de la CNT, pendant un an, jusqu'à mai 1979. Auteur des livres : *Lucha de clases y clases de lucha* et *Marxismo : senas de identidad*.
- (19) Bernard Réglat (1940–2010) est décédé le 8 septembre à Toulouse. Réfractaire à la guerre d'Algérie. À Toulouse, il participe aux événements de 1968 ; actif au sein de la « mouvance » libertaire autonome, il est à la création de l'Association pour l'Art et l'Expression Libre (AAEL) en 1972 et de l'imprimerie militante I 34 en 1973.
- (20) Voir mars 1976 dans le chapitre : « Sur la solidarité aux emprisonnés ».
- (21) En l'espace d'une année, des attentats similaires à l'aide de charges explosives vont toucher au petit matin diverses structures libertaires : à Paris le 18 décembre 1975, c'est la librairie de la CNT rue de la Tour d'Auvergne ; le 24 décembre c'est la librairie Publico de la Fédération Anarchiste ; à Perpignan en juillet 1976 c'est La librairie espagnole et un local ; à Lyon le 6 octobre 1976 c'est le restaurant *Le goût du canon* géré par un collectif.
- (22) Daniel Guérin (1904-1988), militant communiste libertaire, historien et auteur d'une trentaine d'ouvrages traitant de la politique ou de la sexualité.
- (23) Jean Barrot, auteur de divers ouvrages et théoricien de la gauche communiste anti-léniniste. Il fut en relation avec ceux du MIL. Après les arrestations de membres de l'ex-MIL, il participera, en octobre 1973, à la création à Paris du « Comité de soutien aux révolutionnaires emprisonnés à Barcelone », présidé par l'historien Pierre Vidal-Naquet.
- (24) Maria Lozano Monbiola (1914-2000), milicienne sur le front d'Aragon, exilée en France, réfugiée à Toulouse, membre de la CNT/AIT, de SIA (Solidarité internationale antifasciste)... proche de la mouvance libertaire autonome toulousaine. Elle a été présidente du CRAS de 1988 jusqu'à son décès.
- (25) De 1974 à 2012, Jean-Marc Rouillan va effectuer près de 28 ans de prison, pour ses activités au sein des GARI et pour celles au sein de l'organisation de lutte armée Action Directe.

## Annexe

Cette annexe contient :

– des extraits du « Rapport du 29 juin 1974 », rédigé par des policiers français, qui rendent compte à Pierre Ottavioli, Commissaire Divisionnaire et Chef de la Brigade Criminelle de Paris de la mission qu'ils ont effectuée en Espagne. Document extrait du dossier de l'instruction judiciaire GARI et qui établit d'une manière formelle les liens étroits entre la République française et la dictature franquiste. Liens politiques, judiciaires, militaires, économiques qui s'établissent concrètement dès mars 1939 avec la reconnaissance du Général Franco comme chef du gouvernement espagnol et au cours des mois qui suivent avec l'expulsion en Espagne de combattants espagnols (républicains, anarchistes) réfugiés en France (et en Algérie). Dans le cadre de cette instruction, suivie dans les villes de Barcelone, Madrid et Bilbao, une seconde mission sera menée en Espagne par l'inspecteur principal Vincent dans le courant du mois d'août 1974.

Trois textes :

- l'un des GARI « L'affaire Suarez – Quelques précisions politiques sur ce qui n'est pas un fait divers » publié début juillet 1974 sous la forme de trois feuillets 21 x 29,7 ;
- le deuxième une réponse au pamphlet GARI « Quelques critiques aux camarades du GARI sur leur texte » extrait de la brochure *L'État et la révolution (Deuxième tactique de défense pour les emprisonnés de Barcelone [MIL] et d'Espagne)*, signé Puig Antich/Heinz Chez, tome 3, Dublin, 1974 ;
- le dernier « Introduction à une critique des méthodes et des présupposés du GARI » est un texte diffusé en février 1975 et reproduit dans *La Lanterne Noire* n° 3 de juin/juillet 1975. Notons que dans ce numéro *La Lanterne Noire* traite de « La violence révolutionnaire » à travers trois autres textes : « L'inaction violente », « Violence et révolution » et « Prélude à une réflexion sur le terrorisme ».

---

Ministère de l'Intérieur – Préfecture de Police – Direction de la police judiciaire – Service de la Brigade Criminelle

### Rapport du 29 juin 1974

À Monsieur Pierre Ottavioli, Commissaire Divisionnaire, Chef de la Brigade Criminelle

Objet : Compte rendu de mission à Barcelone, Madrid et Bilbao (Espagne).

Références : Les trois Commissions Rogatoires Internationales, n° 1014, en date du 20 juin 1974, délivrées par Monsieur Alain Bernard, Premier Juge d'Instruction au Tribunal de Grande Instance de Paris.

– Affaire contre Alberola Surinach Octavio, Urtubia Jimenez Lucio, Garnier Anne épouse Urtubia, Weir Jean-Helen, Rivière Georges et autres inculpés d'arrestation illégale, séquestration de personne et recel qualifié

– Vos instructions.

Nous avons l'honneur de vous rendre compte des résultats de la mission que nous avons effectuée en Espagne du 25 au 29 juin 1974, en vertu des Commissions Rogatoires Internationales citées en référence et selon vos instructions.

Nous devons nous rendre à Barcelone, puis à Madrid, et en dernier lieu à Bilbao.

Nous avons quitté Paris par avion, à destination de Barcelone, le dimanche 25 juin à 13 heures 10.

.....  
La mission à Barcelone :

Monsieur le Magistrat Instructeur avait précisé dans sa Commission Rogatoire Internationale les opérations qu'il souhaiterait qu'un de ses collègues de la Justice espagnole puisse accomplir, à savoir :

– faire procéder à l'audition aux formes de droit du sieur Luis Burro ou Butto à Barcelone,

– faire identifier et entendre aux formes de droit la personne qui correspond au numéro de téléphone 19 34 3 207.17. 74

– opérer chez ces deux personnes et toutes autres que l'audition de ces deux dernières révélerait toutes perquisitions et saisies de documents et objets en relation avec les faits exposés dans la Commission Rogatoire.

Arrivés à l'aéroport de Barcelone le 25 juin 1974 à 15 h 40, nous étions accueillis par Monsieur le Commissaire Julian Gil Mesas, Chef de la « Brigada de Investigaciones Sociales » de cette ville.

Le 26 à 11 heures, le Commissaire Gil Mesas nous conduisait au Tribunal Provincial de Barcelone où nous étions reçus par Monsieur le Juge d'Instruction de garde.

Au vu de la Commission Rogatoire dont nous étions porteurs, ce Magistrat déclarait ne pouvoir prendre de décision, précisant qu'il devait en référer au préalable à Monsieur le Président du Tribunal, mais qu'en tout état de cause nous ne pourrions rencontrer ce dernier que le lendemain..

Le mardi 26 juin, à 10 heures, nous étions reçus par Monsieur Don Tomás González Roman, Président du Tribunal Provincial de Barcelone, qui, après examen de la Commission Rogatoire Internationale prescrivant d'effectuer des opérations dans le ressort de son Tribunal, nous dirigeait sur le Cabinet de Monsieur le Doyen des Juges d'Instruction qui lui-même désignait le Juge d'Instruction n° 13 pour assurer l'exécution de la dite Commission Rogatoire.

Monsieur le Juge d'Instruction n° 13 chargeait le Commissaire Gil Mesas de l'exécution des opérations à effectuer.

Il demandait également qu'il lui soit rendu compte par les policiers espagnols de tous les actes effectués.

Il nous avisait enfin qu'il ne nous était pas possible d'assister aux interrogatoires, perquisitions et autres actes diligentés par le Commissaire Gil Mesas et les fonctionnaires du groupe n° 4 de sa Brigade.

Ce Magistrat précisait que nous serions toutefois tenus au courant des opérations effectuées mais que tous les actes de procédure seraient transmis à Monsieur Alain Bernard par la voie diplomatique.

L'après-midi du 26 juin les opérations de police commençaient.

Toutes ces personnes interpellées ont été gardées à vue dans les locaux de la Police Espagnole et seront présentées à Monsieur le juge d'instruction n° 13 qui procédera lui-même à leur interrogatoire.

Le Magistrat précité se chargera de poursuivre l'exécution de la Commission Rogatoire sur le territoire espagnol compte tenu des éléments nouveaux qui pourrait être portés à sa connaissance au cours des différents interrogatoires auxquels il procédera.

Tous les actes de procédure seront adressés à Monsieur Alain Bernard, Premier juge d'Instruction à Paris, par la voie diplomatique.

.....  
La mission à Madrid :

Arrivés à l'aéroport de Madrid le 26 juin 1974 à 17h40, nous étions accueillis par M. Carlos Anechina Checa, Commissaire du Corps Général de Police et par l'inspecteur Pedro Martinez Suarez.

Ce dernier était chargé de nous accompagner dans nos déplacements.

Pour Madrid, la Commission Rogatoire Internationale prescrivait de faire identifier, au siège du journal *ABC*, la personne qui avait fait passer une annonce relative à « l'affaire Suarez » et ce le 15 mai 1974, cette personne devant ensuite être entendue aux formes de droit.

Le 27 juin 1974 nous étions reçus par Monsieur le Juge d'Instruction n° 2, de garde au Tribunal de Madrid, qui, après avoir pris connaissance de la Commission Rogatoire, donnait à l'inspecteur Martinez Suarez un pouvoir pour se rendre au siège du journal *ABC* et identifier la personne nous intéressant.

Il était alors appris que l'annonce, dont nous connaissions le texte, parue dans ce journal le 15 mai 1974 avait été passée à la demande personnelle de monsieur José-Maria Alonzo Ortiz, directeur de la Banco de Bilbao à Madrid, qui s'était lui-même déplacé pour faire insérer cette annonce en urgence.

L'inspecteur Martinez Suarez rendait compte de cette vérification à Monsieur le Juge d'Instruction n° 2 qui décidait alors de procéder personnellement à l'audition de monsieur Alonzo Ortiz, les actes de procédure devant être adressés à Monsieur le Magistrat mandant par la voie diplomatique.

.....  
La mission à Bilbao :

Arrivés à l'aéroport de Bilbao le 27 juin 1974 à 21 h 30, nous étions accueillis par l'Inspecteur Ignacio Gomez qui nous présentait à Monsieur Don Enrique de la Hoz Gabiola, chef supérieur de la Police de Bilbao.

Ce dernier chargeait l'Inspecteur Luis Pinilla Martin de nous conduire dès le lendemain matin au tribunal de Bilbao où nous rencontrerions le juge d'Instruction de garde.

Pour Bilbao, la Commission Rogatoire prescrivait de faire procéder à l'audition du sieur Silverio Olalde Urquiri, fondé de pouvoir de la Banco de Bilbao.

Le 28 juin, nous étions reçus par Monsieur le Juge d'Instruction n° 2, qui après avoir pris connaissance de la Commission Rogatoire, remettait une convocation écrite à l'Inspecteur Pinilla Martin, convocation adressée à M. Olalde et invitant ce dernier à se présenter le jour même à 13h30 au cabinet du magistrat précité.

En fin de matinée, le policier espagnol informait Monsieur le Juge d'Instruction n° 2 qu'à la Banco de Bilbao, il avait appris que M. Olalde était en vacances jusqu'au 8 juillet 1974.

Monsieur le Juge d'Instruction n° 2 nous précisait alors qu'il procéderait à l'audition de M. Olalde dès que ce dernier serait de retour, les actes de procédures étant adressés à monsieur Alain Bernard par la voie diplomatique

.....

Tout au long de notre mission nous vous avons tenu informé du déroulement de l'enquête menée par les Autorités Judiciaires Espagnoles et à l'issue de notre mission à Bilbao vous nous prescriviez de nous transporter à Bayonne aux fins de procéder à l'audition du Directeur de la Banco de Bilbao dans cette ville, cette audition étant prévue par une autre Commission Rogatoire de M. Alain Bernard, Premier Juge d'Instruction à Paris.

Nous quitions le territoire espagnol le vendredi 28 juin 1974 à 17 heures pour nous rendre à Bayonne (Pyrénées-Atlantiques).

Les Inspecteurs Principaux Michel Vincent et Michel Calvet

**Juillet 1974**

**« L'affaire Suarez » Quelques précisions politiques sur ce qui n'est pas un fait divers**



Salvador Puig Antich est mort d'avoir voulu aller jusqu'au bout d'un projet trop grand pour lui, et il est mort de la solitude d'un groupe décidé entouré par la léthargie semi-hostile d'un milieu qui se dit *révolutionnaire*.

Le sommeil des réfugiés espagnols en Europe, le silence et l'inaction face au problème des agissements les plus clairs du fascisme à l'heure actuelle ont favorisé depuis plus de 30 ans l'installation en toute tranquillité d'un tel régime en Espagne et son acceptation plus ou moins claire par les démocraties voisines ; ce régime est aussi bien soutenu par la grande terreur et l'inefficacité de ceux qui sont censés le combattre que par ses propres forces et l'appui des gouvernements à demi-favorables, suivant leur intérêt.

La grande terreur est-elle justifiée par l'impossibilité réelle d'intervenir ? Il semble que le groupe dont faisait partie Salvador Puig ait essayé de démontrer le contraire... Et, s'ils manquaient pour parvenir au bout de leurs projets d'une structure et d'appuis à la mesure des actions entreprises et de la répression qui allait suivre, est-ce que cette insuffisance doit leur être reprochée, ou plutôt à ceux qui leur ont refusé ces structures ou ces appuis, à ceux qui, croupissant depuis des années dans des slogans antifranquistes, n'ont pas pensé à organiser et à utiliser des moyens de défense et d'intervention ?

Ceux qui luttent seuls sont handicapés par leur isolement, et voient leur lutte amoindrie de ce fait. Est-ce qu'ils doivent pour cela abandonner et rejoindre ceux qui dorment en attendant... (en attendant quoi ?) ou est-ce aux autres de se réveiller un peu et à s'intéresser enfin à ce qui les concerne, à ce sur quoi ils ont un pouvoir autre que la manifestation symbolique (voir la succession de sujets : Vietnam, Chili... qui, dans le monde entier entraînent au défilé inutile de prétendus militants qui vivent tout près de problèmes bien concrets et qu'ils n'affronteront jamais).

Bien sûr, le cul dans leur fauteuil, en sociologue ou en historien, le tract à la main, ceux qui jugent, affirment qu'ils n'ont pas les mêmes conceptions ou les mêmes méthodes, bien qu'ils veuillent parvenir à de vagues *mêmes buts*... Quels *mêmes buts* ? La révolution ? Quelle révolution ? Celle dont on rêve perpétuellement ?

Et, ce disant, ils fabriquent et dénoncent, avant même que les bourgeois ne le fassent, ce qu'ils appellent le *terrorisme* c'est-à-dire l'action désespérée d'individus *coupés des masses*. La notion de terrorisme ne peut exister que si certains moyens sont proscrits, que si un ensemble de gens se réfugient dans l'attentisme. Alors la différence d'attitude et d'engagement est si grande que ceux qui ne veulent pas être inefficaces deviennent inévitablement, et souvent malgré eux, soit des héros, soit des *desesperados* :

– en général, ceux que l'on traite de *desesperados* durant leur vie deviennent des héros quand tout danger de s'engager avec eux est écarté, quand ils sont morts... (Sabaté et bientôt Puig...).

– ou bien, dans une *action réussie* (avec tous les critères influencés par la presse bourgeoise) on est héros, et si l'action est *ratée* (entraînant répression) *desesperados* ou activistes inconséquents ; tout cela est extrêmement confortable...

S'il est vrai que certains groupes ont pu s'enfoncer dans le désespoir et le jusqu'au-boutisme de l'action violente, s'il est vrai que, pris dans un engrenage de surenchère qu'ils ne pouvaient assumer seuls, entourés de mépris ou d'indifférence, ils sont au bout de leurs forces, devenus des victimes de la répression, la responsabilité en incombe totalement à ceux qui ont assuré leur confort dans des positions de recul et de jugement qui les désengageraient.

À aucun moment il n'est question de dire que seule une forme de lutte (celle que tous appellent l'action directe ou le terrorisme) peut être valable mais il est inadmissible que cette forme pour être violente et illégale soit séparée des autres, quand elle s'avère nécessaire et encore une fois si beaucoup plus de ceux qui se prétendent conscients, révolutionnaires, etc. osaient en accepter les risques, il n'y aurait plus de *terroristes*, plus de groupes enfermés dans une vie à part, clandestine, que l'on regarde agir, pour juger, pour écrire et pour faire l'histoire avec leurs luttes.

Le jugement de ceux qui n'interviennent jamais nulle part n'apporte rien et gêne, quel qu'il soit. Car il existe des *révolutionnaires* qui critiquent, jugent et condamnent au nom de principes d'action ou d'inaction divers, avec toutes les justifications théoriques habituelles à l'appui, et il existe aussi des sortes de *pousse au crime* (si crime il y a) enchantés de savoir que d'autres vont jusqu'au bout, mais pas eux, n'est-ce pas ? Et ceux-là sont tout aussi dangereux :

Foncez, on regardera ! Réussissez, on applaudira ! Ratez, on critiquera ! Mourez, on pleurera !

Ce qui leur faut, c'est cycliquement de quoi causer, de quoi écrire, de quoi aller à la manif (qui n'a jamais sauvé personne), tout cela en attendant la Grande Révolution, celle que *notre génération ne verra pas*, la révolution des masses (quelles masses ?), la Révolution qui amènera un beau matin le bonheur et un monde idéal dont on se dispute déjà la future organisation.

Et puisque seules ces Masses merveilleuses, cette Classe Ouvrière chargée d'un pouvoir magique ont le droit de remuer un peu, on ne bouge pas. Faisons-nous partie de la Classe ???

– Non : nous ne devons pas bouger à sa place.

– Oui : le fait que nous ne bougions pas est la preuve que le moment n'est pas venu.

Et le tour est joué : s'engager devient désormais pour ceux-là avoir des *Idées* en vue d'un futur révolutionnaire puis d'un mythique futur révolutionné...

Toute leur *tâche* consiste donc à décider de ce qui est révolutionnaire ou de ce qui ne l'est pas, à supputer le moment juste où la crise du capitalisme (bla bla...), à essayer d'interpréter les actes des autres, dans le sens juste de la révolution (car chacun de ces petits théoriciens le possède), à transmettre à la rigueur les explications de ceux qui sont *tombés* donc presque inoffensifs (encore faut-il qu'ils les jugent radicales). Car la radicalité (ou pureté révolutionnaire) réside pour eux dans la radicalité des mots. Il est plus radical, semble-t-il d'écrire sur des murs ou des tracts : *Vive la lutte radicale* ou *Un seul moyen : l'action* et de rentrer se

coucher, que d'agir ou d'essayer de lutter en utilisant des moyens qui paraissent valables et nécessaires suivant les situations.

L'impuissance à intervenir sur ce qui les gêne, à pouvoir faire un choix dans leur propre vie, et à détruire ce qu'ils prétendent mauvais dans les systèmes qui les entourent, conduit ces révolutionnaires de principe à trouver des compensations.

La maladie d'écrire calme tous les impuissants et leur fait accepter leur sort - la joie de la bagarre des mots leur fait oublier qu'ils acceptent de jouer ; un rôle écoeurant, celui d'indiquer à nos ennemis capitalistes, par leur critique, leur démarcation, la meilleure manière d'isoler et de détruire plus subtilement ceux qui luttent simplement et s'ils le peuvent, efficacement.

Au cas où cela ne serait pas encore clair (il se peut que ces quelques mots n'aient pas la finesse requise) nous tenons à redire que nous considérons comme nos ennemis, tous ceux qui, systématiquement (c'est-à-dire par principe) condamnent ce qu'ils ne veulent pas faire, pour ne pas sacrifier leur confort (matériel mais surtout intellectuel), jugent et expliquent, regardent, et en cela aident le travail d'intoxication de la presse qui transforme tout acte en fait divers, et tout individu qui agit en être différent.

Nous nous expliquons maintenant par écrit (parce que nous ne méprisons aucun moyen tant que, quoiqu'il soit il ne constitue pas un alibi moral) d'abord, pour qu'on ne s'explique pas à notre place, et pour que si cela est possible, parmi ceux qui, jusqu'à maintenant ont joué ce rôle de juge de la révolution, certains puissent comprendre leur impuissance et leur inefficacité et le frein qu'est leur inertie critique à toute tentative authentique.

Parmi ceux-là, s'ils comprennent, si leurs intérêts sont les mêmes que les nôtres, et pour qu'ils contribuent à diffuser notre explication, nous tenons à préciser pourquoi et dans quelles conditions nous avons jugé bon d'intervenir, et comment en toutes circonstances nous envisageons la lutte contre le système.

De ce qui précède doit ressortir ce que nous ne voulons pas être :

– ni des terroristes que l'on regarde s'agiter sans se mouiller, voués à aller toujours de l'avant, toujours plus seuls et plus imprudemment, connaître comme dans un film une apogée puis une descente vers une *happy end* de la justice et de l'ordre.

– ni des révolutionnaires de salon, ni des syndicalistes avancés mais prudents...

– ni des militants d'un quelconque parti révolutionnaire avec l'optique d'une prise de pouvoir, nous ne donnons pas de ligne de conduite, nous ne posons pas d'actes exemplaires.

Ce dont nous sommes persuadés, si nous critiquons brochures et manifs, alibis et bonne conscience, théories à n'en plus finir, c'est que les luttes efficaces sont celles qui se mènent et non celles dont on rêve, aussi parfaites soient-elles en rêve (cela certes est le plus facile), c'est qu'à n'importe quelle époque, en n'importe quel lieu, il en est une à mener. Chacun affronte dans sa vie, ou ressent de façon concrète les problèmes d'une oppression que nous sommes tous d'accord pour déclarer inacceptable. Chacun peut donc pour sa survie et sa *liberté*, cesser d'accepter l'inacceptable et pour cela chercher les moyens d'une destruction efficace.

Celui qui vit dans la jungle, affronte différemment, avec des moyens et une agressivité différents, les herbes qui entravent sa marche, le serpent venimeux qui se cache, ou l'éléphant en colère qui charge.

La comparaison est simpliste, elle est donc assez claire : celui qui sait que notre société est basée sur l'exploitation sait aussi et constate chaque jour que cette exploitation revêt différentes formes. C'est pourquoi il n'y a pas un moyen ni une arme unique pour l'attaquer. On ne peut pas lutter de la même façon contre le fascisme qui se manifeste durement et contre l'empoisonnement discret mais sûr que diffuse la presse démocratique à notre chère *classe ouvrière* qui s'embourgeoise... cela à titre d'exemple.

C'est la volonté d'aboutir à ce que nous désirons, c'est-à-dire la destruction du capitalisme sous toutes ses formes, aussi bien démocratiques que fascistes, et non pas le désir d'affirmer des Idées contestataires, qui indique dans chaque circonstance quel moyen employer et contre qui. Ce qui importe, c'est de déterminer qu'on agira en fonction d'une lutte à mener, en se sentant capable de faire pour cela tout ce qu'il faut, et non pas de devenir les spécialistes de tel ou tel genre d'action, en s'y croyant prédestiné.

Le même qui doit savoir s'expliquer face à ceux qui essaient de l'écraser d'une fausse supériorité intellectuelle, peut, s'il travaille, trouver des moyens de dénoncer l'exploitation et la dépossession qu'il subit intervenir sans cesse dans sa vie quotidienne, lutter contre la force de l'intoxication de la presse et de la publicité etc. Mais aussi, si la mort par le garrot d'un qui agissait avec les mêmes perspectives que lui, le touche, le concerne de près, il est dans la même logique d'essayer vraiment par les moyens les plus appropriés qu'on puisse trouver, d'empêcher que cela ne se renouvelle, puisque personne n'a empêché que cela soit.

Une pétition, une manifestation à l'étranger, un cocktail Molotov contre une vitre sont des moyens dérisoires et inutiles face au franquisme. Ceux qui les ont employés auraient pu dire avec le PCF : *II n'était pas des nôtres* (et c'est pourquoi on se contente d'un geste inutile qui nous donne bonne conscience et qui ne nous engage pas).

Si l'attentat contre Carrero Blanco était à la hauteur de l'ennemi, rien ensuite n'a permis de profiter d'une bataille gagnée pour en engager d'autres ; Personne, en Espagne ou à l'extérieur n'était prêt, n'était organisé n'avait le désir de continuer à ce diapason. Après avoir bu un verre de joie et tremblé à l'idée de la répression, chacun s'est endormi en attendant le prochain joli feu d'artifice...

Et ça n'a pas loupé, il fallait au pouvoir une vengeance. Ce fut l'exécution de Salvador Puig, pour marquer le coup, et parce qu'il était clair que personne n'avait fait assez pour éviter ça.

En dehors de ce coup d'éclat, l'Espagne d'aujourd'hui fait patte blanche, tente d'assoupir par une fausse libéralisation la méfiance et la réprobation que provoque toujours un fascisme triomphant. Fort d'une prétendue évolution, le gouvernement sait qu'il doit se reconvertir, rien que pour le développement de l'économie, et qu'il le fera par l'Europe.

C'est à cette période, quand tout le monde oublie ou se laisse séduire (déclaration du PCE sur « une large réconciliation nationale ») qu'il est difficile mais indispensable d'intervenir, car l'oppression s'installe plus profondément et plus astucieusement.

Donc :

– pour éviter le sort de Puig à ses camarades encore emprisonnés, et parce que nous nous sentions concernés pour avoir vu l'échec, clairement, de toutes les méthodes traditionnelles ;

– pour montrer que l'on peut agir, à l'heure actuelle et gêner un gouvernement qui se déclare toujours vainqueur ;

– pour attirer l'attention une fois de plus sur la dureté réelle de ce gouvernement, sur ses comédies et tentatives pour entrer dans le marché commun, et à présent même pour tâcher d'enrayer les révoltes en mettant en avant la fraction libérale, qui soutient *les durs* d'un côté et jette un œil sur le Portugal en même temps (présenter une solution aux gens avant qu'ils n'en trouvent une eux-mêmes par la bagarre...).

Nous avons jugé bon d'intervenir, et d'avoir une monnaie d'échange système indispensable, même pour obtenir le minimum qui est de se faire entendre, et tant pis si c'est *terroriste*...

L'enlèvement de B. Suarez ne représente pas l'action de notre vie et n'a pas de valeur en soi si c'est un fait divers sans causes ni suites. Ce n'est pas non plus un échec, en tant qu'épisode d'une lutte plus générale et plus continue.

Il s'est passé au cours de cette affaire tous les phénomènes classiques :

– camouflage par la presse des déclarations et des faits réels.

– attente dans l'expectative des révolutionnaires.

– flicage très serré et étroite collaboration des polices françaises et espagnoles (flics espagnols participant aux perquisitions, interrogeant et observant les personnes arrêtées...) sans que personne ne s'émeuve...

– profonde crédulité de tous par rapport aux récits ridicules de la presse.

– jugements, critiques, puis indifférence dès qu'il a semblé que *l'événement* était terminé.

Cependant si à présent nous faisons appel à la solidarité de ceux qui sont d'accord avec nous, que cela soit clair :

Il ne s'agit pas seulement de demander du secours pour ceux qui sont arrêtés, la société bourgeoise offre assez d'avocats, d'assistantes sociales, ou de curés pour que les révolutionnaires puissent s'occuper d'autres choses.

La solidarité réelle consiste à comprendre les buts qui motivent ceux qui ont démarré, et à être clair : si les buts sont acceptés, c'est-à-dire si les buts se recourent, il ne s'agit plus que de se dépêcher et de sauter dans le train en marche...

Dans le cas précis des revendications au gouvernement espagnol (libération de prisonniers et mise en liberté conditionnelle de tous les autres), il est indispensable que l'action continue, de plus en plus dure et rapide ; le gouvernement doit céder et il le fera même s'il ne le reconnaît jamais et le camoufle...

Il n'y a donc pas d'anarchistes désespérés qui veulent jouer les héros seuls, et miser leur vie sur une belle action. Pas du tout.

– Puisque nous disons que l'action continue jusqu'à son issue favorable.

– Puisque nous faisons appel à tous et non pas à des spécialistes de l'action violente, que chacun fasse le choix de l'organisation pour intervenir (car ce ne sont pas des suicides que nous demandons).

– Puisque, au-delà de cet affrontement avec le gouvernement espagnol (dans lequel nous devons gagner) nous affirmons que la lutte se mène sur tous les fronts et contre l'oppression sous n'importe lequel de ses aspects.

GARI



#### Note des auteurs

Ce texte va soulever des polémiques au sein de la mouvance révolutionnaire comme on peut en avoir un aperçu en lisant le texte suivant : « Quelques critiques aux camarades du GARI sur leur texte : *Quelques précisions politiques sur ce qui n'est pas un fait divers* de juillet 1974 ». Un texte extrait de la brochure *L'État et la révolution - Deuxième tactique de défense pour les emprisonnés de Barcelone (MIL) et d'Espagne*. Signé Puig Antich/Heinz Chez, Tome 3, Dublin, 1974, et rédigé par ses auteurs.

### **Quelques critiques aux camarades du GARI sur leur texte : Quelques précisions politiques sur ce qui n'est pas un fait divers de juillet 1974**

1)... « Le jugement de ceux qui n'interviennent jamais nulle part n'apporte rien et gêne, quoi qu'il soit »...

Même si cette phrase ne nous est destinée, nous pensons autoritaire un tel jugement. D'abord un révolutionnaire même s'il n'intervient pas spectaculairement, intervient dans sa vie quotidienne, de par ses idées même, et de la façon dont il mène sa vie.

Nous ne contrôlons pas aussi les interventions de chacun lorsqu'il n'en fait pas la publicité. Pour lever le petit doigt il faudrait donc avoir eu droit aux colonnes du *Monde* ? Même si des révolutionnaires comme « Révolution Internationale » ou les « Eaux de vichy » de « Négation » se sont enfermés dans des jugements particulièrement nauséabonds sur cette affaire, nous ne pouvons que les dénoncer et non les interdire, en jouant les censeurs.

2) ... « et puisque seules ces masses merveilleuses, cette classe ouvrière chargée d'un pouvoir : magique ont le droit de remuer un peu, on ne bouge pas ; faisons-nous partie de la classe ?...

– Non : nous ne devons pas bouger à sa place.

– Oui : le fait que nous ne bougions pas est la preuve que le moment n'est pas venu. »...

Nous répondons plus directement à cette position dans certains textes contenus dans ce document (texte sur l'organisation de révolutionnaires et de la classe révolutionnaire : le prolétariat). Ce n'est pas par ouvriérisme que nous considérons le prolétariat comme classe révolutionnaire en soi, mais de par sa position historique qui lui permet de renverser matérialistement le capital. Nous expliquons notre opposition aux organisations spécifiques et séparées. Mais d'une manière générale, c'est la problématique de l'autonomie et non du contre-pouvoir qui nous motive (voir certains documents).

(3) Les rapports de pouvoir entre révolutionnaires génèrent une contrainte qui développe l'estime et le mépris contradictoirement (voir les organisations de militants et sa critique). Les moyens là aussi déterminent la fin, dans la qualité des rapports humains. Il est difficile pour des libertaires de se placer sur le terrain des rapports de forces.

4) En 68 nous nous sommes engagés à fond dans l'action, dans ce formidable débordement, mais nous n'avons pas goûté à ce fond amer et dramatique de la mort, de la prison. La différence fondamentale entre la révolution espagnole et Mai 68, c'est que l'une était scellée dans la mort et l'autre dans le plaisir de vivre, enfin l'espoir d'une autre vie juste aperçue.

Et nous vivons dans cette nostalgie d'une vie intense. Mais aujourd'hui c'est le spectre de la mort, l'engagement à ce niveau qui effraie, qui dégoûte tellement ! C'est peut-être cette perspective sanglante et sacrificielle et non jouissante, qui fait que les travailleurs préfèrent bouffer au râtelier du capital. Nous considérons que la conscience de la classe n'est pas extérieure à la classe.

Ce type d'action séduit certains, mais nous avons vu qu'elle nous *angoisse*, nous ne les faisons pas. Le problème ne se situe pas au niveau de culpabiliser l'autre, son camarade, mais plutôt que chacun fasse quelque chose à sa manière.

Nous en sommes au post-situationnisme qui a engendré une passivité quasi absolue. Mais cependant le situationnisme représente un acquis historique. Actuellement le problème pour nous se pose ainsi : arriver au dépassement de cette période de passivité par l'action révolutionnaire menée suivant les motivations et désirs intenses de chacun.

5) Radical. La radicalité ne réside pas dans des mots ou des actions violentes en soi. Le mot radical signifie prendre les choses à la racine, donc, être radical pour un révolutionnaire consiste à s'attaquer à la racine du système qui pour nous se trouve être le salariat, la société marchande, le travail etc.

6) Pour nous il ne s'agit pas de prendre un train en marche mais plutôt d'arriver à ce que chacun vienne, à pied, à cheval ou comme il veut, à une perspective de lutte allant dans le même sens. Ceci non pas en s'axant sur un problème spécifiquement espagnol, qui fait que beaucoup ne se sentent pas concernés directement, et regardent passer le train, mais par une problématique anticapitaliste, antibureaucratique. Les démarches émancipatrices se complètent. Exclure ce principe, c'est aboutir à l'organisation formelle qui, style mini parti, développe des mythes et des pratiques autoritaires (la détention de La vérité, le sacrifice, le rachat, l'exclusion, les rapports utilisateurs, la manipulation occulte etc., font partis de ces pratiques). L'Internationale Situationniste eut par certains côtés cette pratique et n'a pu amener à son dépassement.

7) L'action violente activiste sans dépassement ne peut que se situer dans la perspective d'un pouvoir - surtout le terrorisme qui, lui, s'impose comme pouvoir de remplacement -, cela ne peut amener à la discussion des problèmes essentiels posés dans le mouvement ouvrier.

8) Dans ce texte il n'est pas tenu compte de la problématique logistique et de ses contributions.

9) À quel moment peut-on juger les autres sur une démarche d'autonomie ?

10) L'ambiance générale qui se dégage de ce texte est celle d'une rage contenue. Le GARI commence par distribuer à chacun sa taloche, puis continue en demandant l'aide de ceux qu'il méprise, leur permettant ainsi un *rachat* (bonne pensée chrétienne) comme si c'étaient les autres qui n'avaient pas fait le nécessaire pour la réussite de l'action entreprise par le GARI. Nous aurions aimé trouver dans ce texte une certaine autocritique théorique qui aurait explicité la pratique de la démocratie, l'appel à certains spécialistes connus qui en eux-mêmes contenaient ce demi-échec.

## **Février 1975**

### **Introduction à une critique des méthodes et des présupposés du GARI**

1. Pourquoi s'est créé le MIL ? Pour coordonner des luttes *de base*, développer des rapports et des moyens d'expression (impression de brochures, etc.), participer au mouvement de lutte des ouvriers radicaux de Barcelone.

Pourquoi s'est créé le GARI ? Pour *riposter* devant la répression et « répondre à la violence étatique par la violence révolutionnaire ». Sa base de constitution est l'envers exact de celle de l'autodissolution du MIL : « il est maintenant inutile de parler d'organisations politico-militaires, de telles organisations ne sont que d'autres rackets politiques. Pour toutes ces raisons, le MIL s'autodissout comme organisation politico-militaire et ses membres se disposent à assumer l'approfondissement des perspectives communistes du mouvement social » (Congrès de dissolution août 73 in *CLA* n° 2. C'est nous qui soulignons).

2. Lorsque le GARI fait son apparition, le membre de l'ex-MIL le plus en danger, S. Puig Antich, était déjà mort ; certaines luttes *spectaculaires* (même les plus *folles*) auraient pu être menées avant son exécution, parce qu'elles auraient pu être utiles (en obtenant sa vie ou sa libération), mais après elles ne font qu'entériner un état de fait : la défaite, et la dissolution sociale, d'un secteur du mouvement ouvrier radical de Barcelone ; de plus, ces luttes approfondissent cette défaite, en perdant tous liens avec ce mouvement.

3. D'aucuns nous assurent que les explosions et l'enlèvement du banquier faisaient partie d'un mouvement révolutionnaire, mais nous ne voyons pas pourquoi ce serait plus l'expression quelconque de prolétaires conscients que celle de l'illusion des membres du GARI de faire avancer le mouvement en brûlant les étapes, de trouver une nouvelle recette métaphysique pour guérir un embourgeoisement qui reste pour eux de nature essentiellement morale, et de croire trouver une arme qui leur permette magiquement de s'abstraire de toutes les conditions données de la lutte réelle. Il faut reconnaître la non-adéquation de certaines formes d'actions au mouvement révolutionnaire prolétarien ; tout ce qui ne peut dépasser un niveau individuel ne peut que s'éloigner du mouvement social, les armes que les membres du GARI utilisent, l'explosif le plus souvent, sont les mêmes que celles qu'emploient les terroristes palestiniens et sionistes, les irlandais protestants et l'IRA ; on nous assure qu'ils en font un usage révolutionnaire, à l'examen ceci paraît moins sûr (cf. 5<sup>e</sup> point).

4. Les terroristes voudraient, qui créer un État, qui les détruire tous ; quelquefois le terrorisme étatique peut bien l'emporter, car il a créé une puissance indépendante, propre à dialoguer avec d'autres États. Mais quant à les détruire tous, on ne peut pas plastiquer un rapport social ; ce qui se croit être la critique la plus radicale et la plus profonde, volontairement coupée de tout mouvement, reste finalement la plus superficielle : elle ne fait qu'effleurer les objets, en les abîmant, même si elle est accompagnée de déclarations pompeuses sur la fin de toutes les aliénations.

5. Quel est donc cet emploi *révolutionnaire* de la dynamite ? Dans quel objectif le GARI a-t-il fait sauter ceci plutôt que cela ; quelle est la cohérence propre à son action ?

Ce sont avant tout des voies de communication entre l'Espagne et la France qui ont été endommagées. Il s'agit d'une stratégie « qui a pour but de provoquer (...) le blocus économique politique et culturel de l'Espagne » ; il faut « développer une agitation ayant pour but de provoquer le protectionnisme des produits agricoles français sur les produits espagnols (vins, agrumes). Cela peut déboucher sur le blocage des arrivages et leur destruction. Il faut dresser des listes de boycotts des produits espagnols » (cf. Avanti Populo in *L'État et la Révolution*).

Ainsi protéger les produits agricoles français contre la concurrence espagnole et faire un blocus de l'Espagne seraient des mots d'ordre révolutionnaires. Pourtant il faut savoir :

a/ Que *la lutte* des paysans pour maintenir les prix de marché (destruction d'*excédents*, protestation contre la concurrence étrangère) a pour but de sauvegarder un système de production et de distribution qui est devenu totalement inadéquat aux besoins de l'humanité – le mode de production capitaliste – et même de revenir en deçà du développement actuel du capitalisme qui s'internationalise et se concentre.

b/ Que le blocus de l'Espagne c'est renforcer l'isolement du prolétariat espagnol, et donner des intérêts communs à la bourgeoisie et au prolétariat espagnols : c'est poser comme inébranlable la merveilleuse nation espagnole.

c/ Que cette utopie réactionnaire ne peut avoir de prise sur la réalité ; l'initiative des rapports économiques appartient uniquement aux États capitalistes et le prolétariat - dans la période actuelle - ne saurait contrôler l'établissement des relations commerciales de la bourgeoisie.

d/ Que *l'ouverture* nécessaire du capitalisme espagnol vers les autres contrées européennes ne peut que s'accompagner d'une internationalisation des luttes ouvrières : l'Espagne capitaliste doit ouvrir ses frontières pour continuer à se développer ; c'est inéluctable et nul anarchiste ou phalangiste ne pourra s'opposer à ce mouvement, dont l'issue ultime est la résolution révolutionnaire de tous les problèmes posés par l'organisation de la société.

e/ Qu'enfin vouloir imposer d'une façon autoritaire (eh oui) au prolétariat espagnol un blocus du même genre que celui que la classe dirigeante allemande imposa d'elle-même, dans les années trente, pour mieux écraser ce qui restait du mouvement prolétarien est tout simplement un mot d'ordre contre-révolutionnaire\*.

6. Pour le mouvement révolutionnaire il n'y a pas de lutte spécifique contre le franquisme, un des mille visages de la classe capitaliste internationale. Il ne s'agit pas non plus de lutter contre les excès du capitalisme en conservant tout le reste, mais d'en anéantir les racines : la loi de la valeur (production marchande, salariat, domination de l'économie) ; c'est ce qu'affirmait la tendance la plus lucide du MIL à laquelle appartenait Pulg Antich\*\*. Cette lutte n'est pas celle de minorités décidées à accomplir des coups de main mais celle d'une classe qui saura trouver son propre chemin ; et s'il y aura bien des actions individuelles ou minoritaires elles exprimeront quand même l'ensemble des perspectives et du mouvement révolutionnaires, parce que s'élevant à un point de vue universel (qui n'est autre que la clairvoyance sur sa

propre situation et le rapport entre son action et la totalité à transformer) ; ces actions individuelles ne seront jamais des leçons d'héroïsme ni des exhortations morales pour *aller à la révolution* (teintées de ce mépris de ceux « qui dorment en attendant » que professe le GARI) mais se suffiront déjà à elles-mêmes en étant critique des nœuds de ce monde et affirmation des besoins communs à la classe prolétarienne, besoins dont la satisfaction profonde n'exige rien de moins qu'une révolution sociale.

\* Nous ne doutons pas qu'à l'origine de l'action des membres du GARI se place un sentiment de révolte fort respectable ; ce qui l'est moins c'est la faiblesse qui les a amenés à s'intégrer dans le monde des pseudo événements et à développer des côtés qui n'ont rien de subversif.

\*\* À un meeting de soutien aux emprisonnés du GARI, dont l'assistance était principalement composée d'anarchistes, un individu criant : « Puig Antich n'était pas un antifasciste » (à l'adresse d'un stalinophile qui prenait la parole) s'est bien sûr fait traiter de fasciste et a même failli se faire jeter par-dessus le balcon, pourtant ce sont bien des antifascistes qui ont réprimé en Mai 37 à Barcelone les secteurs les plus combattifs du prolétariat espagnol (les anarchistes les plus radicaux, le POUM etc.) et c'est au nom de l'antifascisme qu'a été menée la seconde guerre impérialiste mondiale qui a conduit à la liquidation quasi totale du prolétariat en tant que classe et a ouvert une phase de nouvelle jeunesse du capitalisme.

#### Note des auteurs

Ce texte n'est pas signé mais le rédacteur précise : « La nécessité et les multiples déterminations qui pèsent sur l'existence de l'auteur de ce texte l'oblige à en abandonner momentanément le développement ; il est néanmoins tiré dans cet état devant l'absence quasi complète de critique du GARI. ».

Précisons que dans son texte notamment, le point 5, le rédacteur s'appuie sur quelques phrases d'un article intitulé « Avanti Populo » paru dans la brochure *L'État et la révolution (Deuxième tactique de défense pour les emprisonnés de Barcelone (MIL) et d'Espagne*. Signé Puig Antich/Heinz Chez, Tome 3, Dublin, 1974 ). Cet article n'est pas un texte des GARI, mais des auteurs de la brochure.

Quant au slogan « Puig Antich n'était pas un antifasciste », il n'est pas obligatoirement et politiquement compris par tout le monde. Cela peut laisser entendre que Puig Antich était l'inverse. Et, en mai 37 à Barcelone, il y avait des antifascistes des deux côtés des barricades, mais les révolutionnaires d'un seul côté.



## **II - BD, INTERVIEWS, TEXTES DE GROUPES OU D'INDIVIDUS AYANT PARTICIPÉ À LA COORDINATION (DOCUMENTS 1974/1975)**

Ce chapitre contient les documents suivants :

– « Les ravisseurs du banquier Suarez parlent ». Entretien publié dans le journal *L'Aurore* en octobre 1974.

– « L'hiver des loups-GARI ». Entretien publié dans le journal *Libération* du 27 janvier 1975.

– « Les membres du GARI parlent ». Entretien publié dans le journal *L'Imprévu* du 29 janvier 1975.

– Brochure *Rapto en Paris* éditée en janvier 1975.

– *Texte d'un groupe ayant participé à la coordination « GARI »*. Ce document a été diffusé sous forme de brochure à Paris, au cours du meeting de solidarité aux inculpés le 13 février 1975.

### **□ 1974**

#### **Les ravisseurs du banquier Suarez parlent**

(Interview de Jacques Lesinge dans *L'Aurore* du 30 octobre)

J'ai rencontré à Paris des gens du GARI, ceux justement qui avaient enlevé le banquier Suarez le 3 mai dernier. Ils m'ont longuement parlé de leurs actions, de leurs buts, de leur mouvement que l'on dit à l'agonie, ce qui les fait franchement rire. « Après l'enlèvement de Suarez, il y a eu onze arrestations et la police a crié victoire : "Nous tenons les ravisseurs, les GARI sont décapités." Huit de ces soi-disant ravisseurs sont en liberté provisoire, rien n'a été prouvé contre les autres et les GARI sont toujours là, nous l'avons suffisamment prouvé ! Aujourd'hui c'est la même chose. Quelques arrestations à Toulouse, à Bayonne ou à Paris et l'on enterre les GARI. C'est aller un peu vite. » Les gens qui m'expliquent cela sont calmes, pas du tout agressifs. Pendant notre conversation ils vont d'ailleurs revenir sur ce point : « Nous ne vivons pas tous la bombe à la main. La bande à Baader, en Allemagne, avait choisi la violence et l'avait proclamé. Pas nous. »

Ils sont quatre à m'entourer. Deux hommes, 25 à 30 ans, qui font le guet pour éviter toute surprise désagréable, et deux jeunes femmes, plutôt jolies. Ce sont elles qui parlent le plus. De temps en temps, un de leurs compagnons viendra simplement apporter une précision, appuyer sur un point précis comme : « On gardera toujours le sens critique, c'est l'essence même de notre mouvement. Que le capitalisme privé soit remplacé par un capitalisme d'État, comme au Portugal, ne nous satisfait pas. Nous

voulons atteindre un certain bonheur individuel tout de suite. Mais pour y parvenir, nous avons bien trop le respect de la vie pour nous transformer en terroristes. »

### Urgence

Là-dessus tous sont d'accord, et l'une de mes interlocutrices appuie :

« La preuve, nous avons quand même eu Suarez entre les mains pendant vingt jours. Nous ne lui avons pas fait de mal. Je crois que notre volonté de ne pas tuer est claire. Tenez, il y a bien mieux : le jour où nous avons annoncé à Suarez que nous allions le libérer, il nous a suppliés de ne pas le laisser entre les mains des policiers espagnols, qui étaient montés à Paris. "Ils pourraient me tuer pour faire croire que vous êtes des assassins", nous disait-il. Il avait tellement peur qu'il nous en a fait une crise de nerfs. Nous avons dû lui donner des calmants et le rassurer en lui certifiant que c'était bien un journaliste qui viendrait le chercher. »

Malgré tout, les GARI manient la bombe et l'explosif. Quand on veut éviter de faire des victimes, ce n'est pas conseillé...

« Hélas ! disent mes interlocutrices, ce ne sont ni des tracts ni de pétitions qui vont faire bouger les masses, et pour nous il y avait urgence cet été. Nous ne sommes pas des séparatistes comme l'ETA ou l'IRA, nous ne sommes pas un mouvement politique à la recherche d'adhérents. La publicité pour les GARI, nous n'en avons rien à faire. Si, après l'enlèvement de Suarez, nous avons continué à signer des attentats, c'était uniquement pour prouver au gouvernement espagnol que nous étions toujours là et qu'il avait intérêt à tenir sa parole. Cette parole, c'était l'assurance que nos 150 copains en prison en Espagne, et notamment Oriol Solé, ne seraient pas condamnés à mort. Car, contrairement à ce qui a été dit, nous avons bel et bien gagné sur ce plan. Comme convenu entre nous, les autorités espagnoles ont fait passer dans la presse un communiqué discret nous assurant que nos amis ne seraient pas garrottés comme Puig Antich. Nous n'en demandions pas plus, mais il fallait agir vite et frapper fort. Vous croyez que nous aurions obtenu cela en distribuant des tracts ? Avec des bombes nous prenons des risques. Nous les avons calculés : 1 %. C'est tout. Parce que nous plaçons toujours nos engins hors de portée des passants et parce que nous prévenons toujours avant l'explosion. À Toulouse, rue Saint-Anne, le 29 juillet dernier, il y a eu des victimes, c'est vrai, 14 blessés, mais uniquement à cause d'un commissaire qui s'est pris pour un artificier et a commis une fausse manœuvre. »

Quant aux deux bombes déposées au Parc des Princes, le soir du match Reims-Barcelone, les GARI affirment que ce n'est pas leur fait. Sans pour autant condamner cette action : « C'est tout à fait notre style, car ce n'est certainement pas par hasard que ces bombes n'ont pas explosé. Elles ont effrayé uniquement. »

Pour effrayer, les GARI effraient. Ils effraient et ils empoisonnent. Bon nombre de touristes qui partaient pour l'Espagne cet été ont dû maudire les révolutionnaires qui les retardaient en occasionnant des bouchons : une voiture piégée, un pylône plastiqué et c'était l'embouteillage.

« Un peu de retard pour les vacances, une journée de bronzette en moins, dit le GARI, avouez que ce n'est pas grand-chose à côté de la menace de mort qui pèse sur nos amis de l'autre côté de la frontière. Si les gens n'admettent pas ça, c'est vraiment à désespérer. Nous, nous devons à tout prix sauver les copains et mettre les gouvernements face à leurs responsabilités vis-à-vis de l'Espagne. Pour cela tout est bon. Et si l'attentat n'est pas le moyen privilégié, il n'y a pas non plus de forme d'action taboue. »

C'est ainsi que les membres du GARI ne s'embarrassent pas de préjugés pour trouver de l'argent. Comme tout le monde, ils passent à la banque. À cette différence près que ce n'est pas la leur. Deux militants, Michel Camilleri et Mario Torres, arrêtés en août, ont reconnu quatre hold-up depuis le début de la récupération de capital, ce qui paraît normal à mes deux révolutionnaires de charme qui m'expliquent :

« Pour financer certaines actions, il faut de l'argent chacun choisit la méthode qui lui convient pour en trouver ! Nous n'encourageons pas au hold-up systématique, mais nous le reconnaissons comme formule valable. » C'est net. Et inquiétant.

Car les pistoleros des GARI truands d'occasion, gangsters rêveurs, que rien ne prédisposait à de tels actes, arrivent non seulement à trouver des armes, mais réussissent aussi leurs attaques.

D'accord, les armes ne sont pas du dernier modèle. Ce sont de vieilles mitraillettes, vestiges de la guerre d'Espagne. Il n'est pas sorcier de retrouver leur provenance : il y a de vieux anarchistes espagnols nostalgiques... Mais les hold-up sont bien réglés, dans la plus pure tradition de la pègre : la Caisse d'Épargne et deux banques de Toulouse, plus une autre banque à Montesquieu-Volvestre. Et peut-être d'autres qu'on ne connaît pas.

C'est après le hold-up que les choses se gâtent. « Quelquefois, nous sommes contraints à la clandestinité, mais nous ne la recherchons pas et nous y sommes mal à l'aise », disent les membres du GARI.

### Zapata

Le 15 octobre l'un deux, Bofill, dit Zapata, recherché par la police, est venu assister au jugement de deux de ses amis à Ivry. Un policier était venu aussi, par routine, sans trop y croire. Zapata a rejoint ses amis en prison.

« Une telle naïveté prouve bien qu'ils ne sont pas très méchants », m'a confié un de leurs sympathisants, tandis que, l'autre jour, l'un des deux guetteurs m'a fait remarquer, au passage : « Vous êtes des pousse-au-crime. Si je vous envoie une lettre

pour protester, par exemple, parce que la mise en liberté conditionnelle de tous les prisonniers politiques ayant purgé les trois quarts de leur peine a été supprimée en Espagne, vous la jetez au panier. Si j'ajoute à l'envoi quelques grammes de poudre vous en parlerez... »

Après cette petite remarque, pas mécontent de lui du tout, l'homme a conclu : « De toute façon pendant quelque temps vous ne verrez plus la signature GARI. Le mouvement n'est pas dissous, mais nous préparons d'autres actions. Permettez-nous de ne pas vous en donner le détail. »

---

**L'hiver des loups-GARI** - Interview d'un groupe autonome des GARI  
(Propos recueillis par Gilles Millet dans *Libération* du 27 janvier 1975)

Nous avons rencontré quelques personnes appartenant à un groupe autonome de l'ancienne coordination GARI. Nous sommes beaucoup à être en désaccord avec certaines de leurs actions ; pourtant il nous semble intéressant qu'ils puissent s'exprimer dans *Libération*.

Il y a trois ans, des jeunes Français, habitant le sud de la France, sont partis en Espagne, rejoindre des groupes qui allaient s'opposer violemment au fascisme au travers d'organisations comme le MIL.

Ils voulaient montrer que des actions de résistance violente étaient possibles en Espagne. À cette époque, le pouvoir franquiste se préoccupait de l'opposition politique, le MIL attaqua sur un front où on ne l'attendait pas : les banques. Ainsi, pendant deux ans, des groupes extrêmement offensifs ont attaqué des banques en laissant des tracts pour expliquer leurs actions.

L'argent soustrait au *capital* était redistribué aux ouvriers en grève. Puis ce fut l'arrestation de Puig Antich et de ses amis. À partir de ce moment, les Français entrèrent au *pays* avec la police aux trousses. Installés dans le sud de la France, ils allaient disposer d'une liberté relative. C'est à cette époque qu'ils prirent contact avec les milieux des résistants espagnols exilés en France et avec certains groupes autonomes.

Alors que les défenseurs espagnols étaient extrêmement confiants, c'est à ce moment que le pouvoir franquiste décida d'exécuter Puig Antich. L'affaire fut réglée en très peu de temps au milieu de la stupéfaction générale. En France, il y a eu des réunions auxquelles beaucoup de gens ont participé. Cela produit des comités de soutien et un nombre important de projets de *vengeance* (près de 17 tentatives d'enlèvements ont ainsi été *projetées*). Des groupes autonomes prirent la décision d'agir en dehors de la *lourdeur* de ces réunions sans fin.

« Pour nous, après la mort de Puig, tous les moyens étaient bons ; c'était un problème d'autodéfense. Nous ne pouvions agir sur place en Espagne, car nous craignons des représailles sur les camarades emprisonnés. La décision d'agir sur le territoire français fut prise... On a alors décidé de se donner un sigle : GARI (Groupes d'action révolutionnaires internationalistes). La première action, ce fut l'enlèvement du banquier Suarez ».

*Libé* : Qu'est-ce qu'un groupe autonome ?

Ce sont des gens qui se réunissent pour mener une lutte qui leur est commune sur leur lieu de travail, dans leur univers quotidien. La plupart des groupes que l'on connaît se sont réunis par affinité : ils ne sont pas d'abord là pour militer, mais parce qu'ils ont envie d'être ensemble. Si nous sommes arrivés à des phénomènes spectaculaires (Suarez, plasticage au Tour de France...) c'est qu'on y a été amenés.

Mais ce n'est pas le but recherché par la notion de groupe autonome. Le but d'un groupe autonome n'est pas de faire ce genre d'action. Il y a un aspect de notre comportement qui entraîne le spectaculaire, mais il y a d'autres types d'actions qui sont plus *naturelles* : lutte sur nos lieux de travail. Ces luttes moins *remarquables* nous amènent à des grèves, des sabotages de matériel, à une remise en cause complète, non seulement du travail dans une quelconque entreprise mais aussi de l'institution elle-même. Il y a un décalage important entre ce que les gens pensent des GARI et le travail d'un groupe autonome...

D'autre part, il faut être clair : les GARI n'existent plus. Ils ont existé, en étant le nom d'une coordination de groupes autonomes. Cette coordination s'est faite pour l'enlèvement de Suarez. Après cet enlèvement, des camarades (qui d'ailleurs n'y étaient pour rien) se sont fait arrêter : il fallait une réponse. Cela a produit les *interventions* au Tour de France et à Lourdes. Le 30 juillet, les GARI ont été dissous. Tout ce qui a été signé ensuite GARI l'a été par des gens qui sont tombés dans le panneau du ralliement à un quelconque sigle. Ils n'ont pas su mener eux-mêmes une lutte en leur nom propre. Il faut insister sur ce dernier point, car ce qui est important, c'est que les gens prennent leur propre lutte en main. Ce qui n'exclut pas une coordination au niveau des moyens matériels pour lutter. Ce qu'il faut éviter, c'est de cerner un mouvement, c'est de le définir, d'en déterminer les chefs. Tout cela c'est ce qui tue un mouvement.

*Libé* : Vous considérez-vous comme une avant-garde (comme on dit) ?

Nous ne pensons avoir ni des messages, ni un éclairage, ni une direction particulière à donner aux prolétaires. Nous sommes des travailleurs (nous faisons partie du prolétariat) et nous savons que les gens réagissent contre les formes, d'embri-

gagement bureaucratique par un désir d'autonomie. Ce besoin d'autonomie se retrouve d'ailleurs dans beaucoup de luttes. Par exemple, nous pensons que le vol des montres à LIP était un acte intéressant, c'est devenu de la récupération quand on a commencé à indiquer aux travailleurs le moyen de les fabriquer, c'est-à-dire de sécréter leur propre exploitation.

On peut souvent observer comment certaines luttes spontanées sont ainsi récupérées au nom de l'autogestion ou d'autre chose... finalement, cela permet au capital d'être vainqueur. Lorsque l'on dit que nous ne voulons pas être une avant-garde, cela signifie que l'on ne pose pas comme principe préétabli ce qui serait bon comme type de société. Notre principe de base est que, dans toute lutte, il ne doit y avoir aucune direction provenant d'une élite. Notre but est de donner une indication aux travailleurs de ce qui pourrait être le bonheur ou la manière de se battre.

En ce qui concerne la lutte contre le fascisme espagnol, il ne s'agit pas pour nous de déclencher la révolution en Espagne ; du moins, il ne s'agit pas d'avoir une idée préconçue et de se donner comme but ultime de déclencher la révolution. C'est l'action autonome de chacun qui, doit, à un moment donné, contribuer à ce que la situation évolue. Le seul moyen pour une lutte de ne pas être récupérée, c'est d'essayer de réagir continuellement par rapport à ce qu'on trouve inacceptable. Il faut expliquer que des gens ordinaires peuvent réagir, qu'il suffit de ne pas être d'accord avec ce qui opprime.

Nous ne voulons pas être une avant-garde, car elles sont généralement faites de gens qui se différencient des travailleurs pour se mettre devant, c'est-à-dire pour prendre la direction des mouvements. Notre investissement dans une lutte est aussi personnel ; pour nous appeler à la non-responsabilité devant les *masses*, c'est un appel à la radicalité. À partir du moment où un groupe se sent responsable, il devient modéré : on entend alors un discours de dirigeant.

*Libé* : Et la violence ?

Il n'y a que lorsque l'on passe à un certain type d'action que cela se voit dans les journaux. Une action violente n'est pas un but en soi, ni un aboutissement. On ne peut pas dire qu'il y a de petites luttes et des apothéoses...

C'est la motivation et le sujet qui font que l'on emploie tel ou tel moyen pour se battre. Personne chez nous ne voit cela comme une vocation ou un idéal. Nous ne sommes pas des professionnels de la violence. On ne se bat pas de la même manière suivant les ennemis. On ne peut employer les mêmes moyens pour combattre le franquisme à un endroit et la publicité à un autre. On ne veut pas non plus aboutir à la lutte armée comme une fin de processus révolutionnaire. Nous reviendrons sur ces types de lutte différente, pour autant que cela soit une régression. Les formes de

violence sont utilisables parce qu'elles existent et parce qu'elles sont subies : c'est un rapport de cause à effet...

*Libé* : Et maintenant ?

Nous nous trouvons confrontés à un problème qui est celui de la Cour de Sécurité de l'État : il nous faut l'affronter. Les emprisonnés font la grève de la faim, cela ne veut pas dire que nous sommes en accord avec cette forme de lutte, mais pour eux c'était la seule solution. Avec eux, nous nous sommes lancés dans la bagarre. Cela ne signifie pas que nous laisserons tomber les autres luttes. Notre organisation n'est pas figée, nous *fonctionnons* entre groupes concernés par un même problème. Il est logique que cela conduise à une évolution naturelle. Si l'on prend un point particulier, cela signifie qu'on ne s'occupera pas toute notre vie de l'Espagne. Il n'y a pas que nous au monde à connaître l'existence du fascisme en Espagne, il n'y a pas que nous qui pouvons faire quelque chose...

---

### **Les membres du GARI parlent**

Propos recueillis par Ph. M. (*L'Imprévu* du 29 janvier 1975)

« Les GARI sont une coordination de groupes autonomes qui existent en France et dans toute l'Europe. Nous nous rattachons au vieux courant libertaire qui refuse toute forme d'organisation. Ce qui nous différencie des gauchistes, c'est l'absence de toute aspiration à la prise du pouvoir. »

Question : Comment vous êtes- vous constitués ?

Réponse : Lorsque les types du Mouvement Ibérique de Libération ont été arrêtés, plusieurs groupes ont décidé de se coordonner pour sauver la vie des prisonniers dont celle de Puig Antich. Notre action était défensive par rapport au terrorisme de l'État espagnol. On ne peut pas répondre à un assassinat avec des fleurs.

Q. : Vous interdisez-vous certains types d'actions ?

R. : Nous refusons systématiquement la suppression d'individus. Tout a toujours été fait pour qu'il n'y ait pas de blessés. Pour la statue de Saint Louis, nous avons donné trente coups de téléphone. Lorsque nous faisons des actions sur les routes, nous plaçons des balises ou des barrières. Sur les voies ferrées nous utilisons des fumigènes rouges pour prévenir. Le seul pépin qu'il y ait eu, nous n'y sommes pour rien. À Toulouse, après l'explosion d'une bombe, un commissaire de police a trouvé un sac qu'il a ouvert sans précautions et il y a eu des blessés.

Q. : Votre but est de faire pression contre certaines décisions de l'État français ou espagnol. Quel bilan faites-vous de ces actions ?

R. : Si nous n'avons pas sauvé la tête de Puig Antich, nous avons empêché le gouvernement espagnol d'exécuter ses camarades. Ceci grâce à l'enlèvement du banquier Suarez. Nous avons exigé certaines libérations qui ont effectivement eu lieu après l'affaire du banquier.

Nous cherchons à démystifier les rapports entre l'Espagne fasciste et les pays dits démocratiques. Nous constatons la montée du fascisme en Europe, nous constatons que les démocraties permettent aux groupes de ce nouvel ordre de se réunir comme à Lyon récemment. Nous lutterons au coup par coup contre cette internationale fasciste. »

## Brochure *Rapto en Paris*

« Certains textes écrits par les GARI peuvent apparaître comme “radicaux”, hiérarchisant les formes d’actions : la dynamite primant sur le calicot, sur la manifestation, les méprisant presque. Mais il est important de contextualiser pour cerner cette période et ses enjeux. Au sein de la mouvance libertaire et ultra-gauche qui a manifesté pour sauver Puig Antich, le débat est virulent sur ces formes d’action qui apparaissent nouvelles dans la France post-soixante-huitarde, alors qu’elles n’auraient pas dû être vécues comme antagonistes avec les manifestations.

Ainsi ces textes peuvent se percevoir comme un dialogue passionné et exacerbé par l’urgence et une réalité dramatique (d’éventuelles condamnations à mort ou des dizaines d’années de prison). Une parole forte des GARI pour se faire entendre, comprendre. » (Propos en 2011, d’Agate membre de la coordination)

La brochure *Rapto en Paris* a été entièrement écrite et réalisée par des individus ayant participé à la coordination GARI, certains membres étaient à ce moment-là incarcérés. À l’origine le document construit chronologiquement commence en mai 1974 avec des communiqués des GARI et le texte « Quelques précisions politiques sur ce qui n’est pas un fait divers » que nous avons déjà reproduit dans le chapitre et ses annexes : « De l’origine des GARI à leur autodissolution », donc, pour éviter des répétitions, nous les avons enlevés. Sont reproduits la BD et les textes



Couverture de la brochure, format 29,7 x 21

suivants : l’Édito, « Criminels d’hier... Héros de demain... », « Internationalisme policier », « Le gouvernement ne fait pas confiance à la justice de son pays », « Parmi les quatre dynamiteurs du GARI un comptable d’Hendaye et un instituteur de Ciboure, « Les canards déchainés », « Dix-sept attentats et cinq hold-up... », « Notre terrorisme ? », « Variations sur la violence », « La politique et la mode » et pour finir « Professionnels de l’information et déformation professionnelle ». Les illustrations sont extraites de la même brochure et leur emplacement respecté.

## **Édito (de la brochure)**

Quand des actions ont été faites, que la presse bourgeoise les a soigneusement déformées et que la presse gauchiste ne demande qu'à s'en emparer comme pâture à ses théories et ses critiques, il est indispensable que des explications claires apparaissent.

Ceux qui ont choisi certains moyens d'intervention se trouvent souvent à la merci des interprétations les plus fantaisistes, surtout lorsque, « le spectaculaire » étant terminé, la situation devient pour eux plus difficile.

Donc, sans faire du triomphalisme et sans vouloir vivre sur un passé, nous ressentons la nécessité, à propos de faits que tout le monde connaît plus ou moins, de rappeler exactement ce que nous avons demandé, revendiqué et expliqué sous le sigle GARI.

Même s'il n'est pas question de perpétuer ce regroupement avec ce nom, on ne peut nier son existence à un moment précis ni son intervention dans le domaine qu'il avait choisi.

Donc dans la situation présente où de nombreux copains sont passibles de la Cour de Sécurité de l'État, et où la gauche démocratique commence à s'agiter pour des prisonniers en Espagne, nous voulons que nos motivations paraissent clairement pour ce qu'elles sont, comme nous les avons dites et pas de procès d'intention, et pas de fabulation...

À partir d'une certaine époque le sigle GARI disparaît, volontairement.

Cela n'empêche pas une lutte bien précise de continuer (par les mêmes ou par d'autres : voir l'enlèvement de Juan Carlos au musée Grévin revendiqué par un nouveau groupe : GAROT).

Cela n'empêche pas nos explications de continuer – qu'elles soient individuelles ou de groupes (nous n'avons pas la prétention d'avoir fait un *journal* unitaire très élargi, représentant un grand mouvement).

Il importe de savoir qui continue à lutter, qui s'organise et va s'organiser pour affronter maintenant la situation, difficile en France et encore plus en Espagne.

Ce qui importe, c'est que cela se fait.

## **Août-septembre**

Franco mourant... Les PC et socialistes préparent la relève. Plusieurs copains en taule.

Les GARI n'ont pas atteint tous leurs buts... S'organisant pour faire face à la situation, les groupes autonomes tiennent cependant à faire cesser le « spectaculaire » perpétué par le sigle.

Et à s'expliquer... et à faire comprendre que si ceux qui interviennent sont de plus en plus nombreux il n'y aura plus de spécialistes ni de terroristes.







**Panel 1 (Top Left):** CIEL / TUAN / MARE! / MARE!

**Panel 2 (Top Middle):** T'AS PAS VU... / VOUS ALLEZ PARTIR! / ON A SAUVÉ LA VIE DES / COMPAGNONS!

**Panel 3 (Top Right):** ÇA Y EST COMME- / SAIRE! ILS L'ONT / REPECHÉ...! / B... LA CHASSE EST / SUC CONCERNÉE! / DÉPENSÉE!

**Panel 4 (Second Row Left):** QUE VERRA VO / SUR TI NO / BUEEN PE DRON

**Panel 5 (Second Row Middle):** T'ENS ON / POURRAIT ALLER / EN VOYAGES / EN ESPAGNE

**Panel 6 (Second Row Right):** ET A MOUVRE DANS LES CUE- / MALS DE L'ONDE BANGHE L'ES- / TATION: EN ETROITE COLLE- / MATION: --LA BOLAQUE LES- / MUCLE DE PARS, LA GENDAR- / MERIE ET AUTRES SERVICES, / LA SAIGRE POLITIQUE SOCIA- / LE ESPRANDE, SCOTLAND IRON / INTERPOL ET D'AUTRES PO- / LICES GENDRENNES / S'APPRETIENT A LACHER SES / CUEBARRS... 3

**Panel 7 (Third Row Left):** T'AS PAS VU... / MARE! / MARE!

**Panel 8 (Third Row Middle):** ENCHAF!

**Panel 9 (Third Row Right):** LE 22 DE JU / TTY MARTIN / DUNSON / GONC ON / BOUS DE VAP- / CERNES, NE / ORIBLE SUD / FRANCE ET / LE LONG / C'EST LA / DE A SAU- / RER ENOY- / SAIT... 3

**Panel 10 (Fourth Row Left):** L'ESPION PUBLIC / POUR ESCAPER UN / POU PARIS DE / L'LEJAP ET DE LA / SERRÉS SUR LE / TURQUE DE L'ELI- / SHE, SAIT LE DE- / L'OPINEMENT DE / L'ATTITUDE SURVEZ / AVEC ENTINCH-SERS / ME ET PRON... 3

**Panel 11 (Fourth Row Middle):** GARCÉS A / GARCÉS / TRAIT / MIEUX!

**Panel 12 (Fourth Row Right):** ME NE LAISSÉZ PAS ENTRER / LES MARCHÉS DES POLICES / ESPAGNOLS QUI SONT A / PHEUS, NE POURRONT / ME TOUTER POUR FAIRE / CROIRE QUE NOUS / ÊTES DES BARRÉS... / US SERT CARBONIS DE / FAIRE LA... LE SANS / CURE POUR FAIRE / EST UN POLICE.







### **Criminels d'hier... Héros de demain...**

Calmez-vous, la presse démocratique est tributaire du rapport de force. Vous ne la persuaderez pas tant que vous n'aurez pas vaincu...

Les prisons espagnoles peuvent bien regorger de prisonniers (on ignore s'ils sont politiques : un prisonnier est forcément un coupable par rapport à un pouvoir que l'on reconnaît) comme en regorgeaient les prisons portugaises et les prisons grecques ; tant que la certitude n'est pas acquise, tant que Franco garde un souffle, on ignorera les prisons espagnoles. Qu'il crève et qu'il se produise seulement un simulacre de renversement de régime et de Démocratisation, alors, auréolés de gloire, le gangster et l'inconnu d'hier deviendront les victimes réhabilitées d'un régime oppressif. Alors se révéleront les dessous d'une célèbre et épouvantable police politique, alors seront conspués et soi-disant traqués d'horribles tortionnaires ayant commis des crimes révélés tout à coup. Représentants de l'ordre deviennent ennemis de la liberté et celui que l'on traitait de petit voyou devient miraculeusement courageux révolutionnaire...

Tiens, mais pourquoi la presse démocratique, si bien informée tout à coup, ignorait tout cela auparavant ? C'est bien une évidence que l'on ferme les yeux quand trop d'intérêts économiques et politiques sont en jeu et que les luttes entre gouvernements se cantonnent à un jeu qui ne met jamais en péril leurs autorités respectives. Du temps de Franco on ignore les applications fascistes de son régime parce que, de fait, c'est avec lui qu'il faut traiter ; dès qu'il disparaîtra c'est avec ses successeurs qu'il faudra traiter et pour cela il faudra leur faire plaisir, traduire leur « grand bouleversement politique » – peu importe dans quel sens celui-ci ira... La presse est là, qu'elle soit de droite ou de gauche, pour exprimer ce que les gouvernements respectifs ont intérêt à lui faire dire et d'autre part ce que tous les moutons « l'opinion publique » sont prêts à bêler en chœur.

Vous avez de la chance, journalistes de tous les *France-Soir* d'Europe, que tant d'imbéciles soient continuellement prêts à crier haro sur le baudet sans s'apercevoir que le baudet a changé, à s'indigner, si vous faites semblant de vous indigner, ou à faire fête à des Mikis Theodorakis, quand il est bon de sortir des photos d'exilés grecs, bref de suivre quotidiennement vos circonvolutions politico-circonstanciennes.

Retourneurs de vestes institutionnalisés et bergers aux troupeaux téléguidés, vous avez bien peu de mérite et bien peu de talent même, car vous n'exprimez pas le sens de la vie, vous ne faites qu'ajouter la ponctuation nécessaire à des discours et des rengaines qui reviennent cycliquement...

Ainsi, si dans quelques temps une junte démocratique célèbre en Espagne tous les exilés ayant fait preuve d'antifranquisme, la presse française s'en fera précipitam-

ment l'écho. Depuis la maladie de Franco, nous en sentons les prémices ; la même presse affecte à présent de distinguer politiques (c'est-à-dire forces potentielles susceptibles de prendre bientôt le pouvoir, et qu'il faut donc considérer comme de futurs interlocuteurs) et criminels (c'est-à-dire ceux qui n'acceptent pas la perspective d'une libéralisation postfranquiste, comme une solution révolutionnaire aux problèmes de l'exploitation et du fascisme). Les mêmes politiques ont pu en d'autres temps passer pour criminels et les mêmes criminels deviendront peut-être un jour des politiques... C'est selon l'opportunité...

Cela, si clair en principe, ne l'est pas réellement puisque ce système de discrimination et de jugements arbitraires non seulement draine une opinion publique mondiale, mais encore influence les révolutionnaires et les font hésiter, au nom de l'opportunité, sur l'accueil possible à telle ou telle action. Et c'est en cela que réside l'efficacité d'intoxication d'une presse prétendue libre qui, bien que probablement consciente du manque de consistance et de durabilité de ses arguments, peut se permettre de les avancer facilement, en vue d'un rendement immédiat...

– C'est ainsi que de se laisser impressionner par l'opinion qu'exprime le journal de Monsieur Tout-le-Monde ;

– et en faire dépendre sa tactique ou son action, c'est lui donner une importance et un pouvoir que ce journal n'aurait pas sans cela.

– C'est ainsi, par contre, que rendre responsables de ce qu'ils écrivent les journaux qui ne font soi-disant que transmettre des informations ou des opinions objectives est une bonne chose. La mise en accusation et l'attaque directe de ceux qui contribuent à fabriquer une opinion clarifient les choses à partir du moment où l'on fonctionne au service de quelqu'un ou de quelque chose, on prend l'entière responsabilité de ce rôle.

Démolir ce rôle et ne pas se laisser dominer par son emprise est essentiel pour survivre en tant qu'individu ou groupe responsable de ses actes.

L'action révolutionnaire ne peut en aucun cas être freinée par une intoxication qui à un moment donné la présente comme criminelle, excessive, folle etc. (cette intoxication est un moyen de défense, à la mesure du pouvoir qui l'utilise).



De même, elle ne saurait se considérer comme valorisée ou réhabilitée lorsque l'opportunité d'une situation renverse l'opinion dans un sens plus favorable. Par exemple, tous ceux qui pensent avoir lutté de façon révolutionnaire contre le franquisme sauront bien, le moment venu,

comprendre que, si un pouvoir démocratique leur passe de la pommade, ce n'est pas cela qui rend leur action valable, ce n'est pas plus intéressant que n'étaient inquiétantes les accusations précédentes ; la conclusion sera pour tous que l'ennemi a changé d'aspect et de tactique, et qu'il faut savoir l'attaquer aussi avec des moyens adéquats, probablement différents.

Il est assez complexe de saisir pourquoi ceux qui, se livrant d'un côté à l'apologie systématique d'actes violents (menés par des dépossédés pillage de Watts (1), du quartier Latin (2), révolte des ouvriers polonais (3), sabotages de Lordstown (4) de Péchiney (5) etc.) sont si critiques et si réticents par rapport aux événements qui ont lieu depuis le début de l'année et qui sont le fait de gens tout aussi dépossédés que les premiers.

Quels critères d'appréciation manquent ici (pour le GARI) qui ne manquaient pas dans les luttes citées plus haut ? Ou, formulé différemment, y a-t-il des éléments (fort critiquables) qui les opposent irréductiblement ?

A. Est-ce le caractère de masse, auquel est opposé le caractère minoritaire des interventions ?

B. Est-ce la *spontanéité* à laquelle s'oppose l'organisation formelle ?

C. Est-ce l'aspect de critique radicale auquel s'affronte la programmation idéologique et gestionnaire ?

Ce sont là autant de points qui pourraient expliquer pourquoi, de l'apologie récupératrice et systématique, on passe au silence ou à la critique hargneuse. Nous y répondons brièvement avant de chercher l'explication où, sans doute, elle se trouve réellement : la nature des regroupements qui se donnent comme fonction de formuler *le point de vue de l'histoire*.

#### A. Masse et minorité

Le concept populiste de *masse* est tout à fait différent de celui de classe qui introduit un contenu d'opposition au système bien plus déterminant. La *classe* est, quelle que soit son importance numérique, la fraction des dépossédés qui apparaissent sur le terrain du refus du capital. Elle n'existe pas en soi, elle devient, elle se fait.

En dehors de cette affirmation, les membres qui la composent se confondent avec la *masse*, le peuple, communauté régie par les intérêts du capitalisme et se mouvant dans la sphère de production et de reproduction de celui-ci. Cette communauté du capital peut tout à fait être classe ouvrière, sociologiquement, et être classe entièrement dévouée au système qui l'exploite après l'avoir créée classe du capital. Lorsqu'elle apparaît massivement au sein d'une *lutte* qui a pour objet la maintenance pure et simple, ou l'aménagement, de la condition ouvrière (défense de l'outil

de travail, du salariat, voire gestion ouvrière), elle est contre-révolutionnaire (les prolétaires qui la composent à ce moment-là font fi de tous leurs désirs profonds de vivre et se définissent comme agents de production (au même titre que les matières premières, ou les machines)

Il faut être abruti, démagogue ou profondément gêné aux entourmures pour s'en tenir là.

Si cinq prolétaires sur 10 000 qui vont en excursion en profitent pour étouffer le bureaucrate de leur quartier, ils sont minoritaires. Ils ont fait une action minoritaire (terroriste, désespérée). Ils auraient dû attendre – Quoi ? de n'être plus minoritaires ? Matérialistes, va !

Nous disons, nous, que les 9 995 premiers forment la classe du Capital, les seconds la classe révolutionnaire, que les premiers représentent et cautionnent les intérêts des minorités qui détiennent le Capital, et les cinq derniers ceux des intérêts objectifs des prolétaires.

« Ce n'est pas sérieux » (Marx, *Le Capital*, livre III, section 5)

## B. Spontanéité et racket politique

On parle par ailleurs de ce que le prolétariat est *amené à faire* quelle que soit l'idée qu'il se donne de lui-même, sous la contrainte non pas d'une Idée, mais sous celle de ses conditions objectives d'existence.

Effectivement, pas plus que les émeutiers de Watts, les ouvriers de Gdansk n'agissent contre la marchandise ou contre la bureaucratie communiste pour réaliser l'Idée qu'ils avaient de la société ; ce que l'on ne peut pas dire de l'extrême gauche. Cela ne signifie pas forcément qu'ils n'aient pas idée de ce qu'est la société, et qu'ils ne sachent pas l'importance de leur acte mais que cette conscience procède d'affrontements pratiques. Et puis auraient-ils eu une conscience très claire de l'enjeu la destruction menée – et cela se serait répercuté dans la préparation et l'aboutissement du soulèvement – en quoi le contenu de leur critique en acte aurait été autre sinon que le mouvement social aurait été plus avancé ?

La *spontanéité* de tels mouvements n'est pas une pure idée ; elle signifie seulement que les rapports pratiques, les contacts, bref l'organisation des tâches ne s'est pas figée et n'a pas prétendu subsister au-delà de ses objectifs, s'autonomiser de son contenu, devenant alors organisation politique (ni les saboteurs, ni les émeutiers, ni les hooligans, n'ont créé d'organisations d'émeutiers, de parti de hooligans, ou de ligue de saboteurs).

Cela ne signifie pas qu'ils ne se soient pas, à des moments donnés, rencontrés, regroupés organiquement, et, qu'ultérieurement ils n'aient pas conservé des contacts.

Toute une dialectique non formulée idéologiquement existe entre la pratique et la conscience, la spontanéité et l'organisation ; elle peut être précisée et affirmée sans qu'un iota y soit changé.

Cela est clair, d'accord, diront (peut-être) des révolutionnaires quelque peu dégagés de postulats idéologiques (léninistes et autres). Alors ?...

Alors à quel moment le GARI a-t-il prétendu être une organisation a priori, permanente, à stratégie terroriste ? La décision des prolétaires qui, choisissant un sigle, ne prétendaient pas à autre chose que de parler en leur nom propre (et non au nom d'une classe à ce moment-là inexistante), et faciliter certaines démarches liées à l'action envisagée, est-elle créée de rien, est-elle issue du néant ? La coercition du capital qu'ils subissent et par rapport auquel ils ont décidé de réagir à un moment donné sous une forme donnée existerait à Gdansk, pas en France ?



En Espagne, alors que s'organisait le chuchotement, mystificateur et frontiste, des manifestations de soutien, Puig Antich allait être garrotté. Les textes de l'ex-MIL auraient dû permettre que n'existent plus les prétextes qui servent généralement à ne pas choisir son camp. Cela ne fut pas.

Des dépossédés de toute part, trouvant que ce qui se passait était inacceptable (à la fois l'assassinat de Puig et l'attitude des *révolutionnaires*), décidèrent qu'il était nécessaire et possible de faire une pression directe contre le pouvoir espagnol, en agissant de façon à troubler les rapports politiques et économiques entre les zones française et espagnole du capital.

S'étant entendus clairement sur la prévision d'interventions sociales multiples du prolétariat, sur une vision globale commune des rackets politiques, sur le fait qu'il était indispensable de n'être pas démunis face au pouvoir, afin que, dans les conditions actuelle du mouvement social, ils ne soient pas plus qu'un rapport entre révolutionnaires sur la base d'un échange pratique, ils se regroupèrent sur un objectif précis.

Ce regroupement, ces accords, supposent une compréhension commune de la réalité, une autonomie très précise des démarches, c'est-à-dire une prise en charge réciproque et réelle de sa propre pratique. L'objet de l'accord réalisé, chacun continue la lutte à son niveau sur des lieux géographiques, sociaux, circonstanciés.

Au lieu de se masturber sur le GARI, nouvelle organisation que le spectacle peut et doit assimiler à une ETA et autres merdes paramilitaires, il serait bon de s'interro-

ger sur le sens d'une démarche, nullement opposée à la dynamique générale des mouvements prolétariens, et pourquoi soudain les charognards ne s'y reconnaissent plus.

Reprocherait-on aux GARI une critique formulée clairement, ou bien reprocherait-on précisément leur décision d'agir directement, en empiétant sur le week-end d'un Suarez ? Alors, qu'on le dise. Que l'on dise que l'on est opposé à tout prix à un acte de violence aussi calculé et historisé que celui-là !

Que l'on se dise non-violent alors !

« Ce n'est pas sérieux » (Marx, *Manuscrits de 1844*, p. 312)

### C. Destruction ou gestion du capitalisme

N'ayant aucun motif sérieux de vomir sur le GARI ou de faire comme s'il n'avait pas existé (nous ne parlons ici ni des léninistes, ni de la bourgeoisie qui peuvent avoir cette position), car ni son affirmation minoritaire, ni sa conscience politique, ni son organisation non formelle ne le séparent des manifestations du prolétariat dont l'importance est soulignée, quelle raison demeure ?

Les exemples cités non exhaustivement de luttes révolutionnaires se posent naturellement comme actes destructeurs des catégories économiques les mieux préservées du capital, outil de travail, travail (absentéisme) marchandise, de ses représentations politiques les plus coutumières (bureaucraties).

On peut fort bien dire à l'issue de 30 ans d'essor économique qui arrachèrent le capitalisme d'une crise mondiale pour le replonger dans une autre plus intense ce que n'est pas « le communisme ». Pour ne pas revenir à une analyse déjà développée par ailleurs, nous disons qu'étant un mode de production et d'autoreproduction le capital pose non seulement le prolétariat comme ensemble de dépossédés (dont l'être économique est le salariat) mais aussi les forces productrices comme machines à accumuler la plus-value. Prolétariat et forces productrices sont agents de production de plus-value créés, agencés pour cet objectif. Autour de ce cycle se structure tout un mode de vie (habitat, déplacements, loisirs) de relations. Il ne s'agit pas de gérer plus démocratiquement, ou d'autogérer le capital, mais de détruire les fondements sur lesquels il est construit.

Les actes de destruction (Lordstown 72, Fiat, Péchiney...), aussi limités soient-ils, manifestent tendanciellement un refus radical du *saint des saints* du capital et de la mythologie ouvrière (apologie du travail, du développement des forces productrices). Tout au moins posent-ils le problème réel.

La contre-révolution s'organise contre et souvent à l'intérieur de ce mouvement pour le rendre *constructif*, c'est-à-dire le présenter objectivement comme une alternative moderniste au mode de gestion présent.

Cela apparaît dans le fait que *la classe* en actes (définition en A) ne présente aucune justification extérieure à l'acte lui-même, voire aucune revendication réalisable (le patronat se demande pourquoi). À l'opposé, la gauche et l'extrême gauche (souvent confondues avec l'ancien mouvement ouvrier et les couches technocratiques) tissent immédiatement une trame idéologique qui propose de tout modifier sans rien changer : l'autogestion (à base de cogestion, de conseils ou de fédéralisme ; où s'oppose pour le pire l'ensemble des idéologies politiques, du léninisme à l'anarchisme).

Qu'en est-il du GARI ? Si apparaissent clairement, après diffusion de ces textes, à la fois la circonspection de ses objectifs, l'historisation précise de sa création, on ne peut plus lui reprocher de modeler un avenir social du capitalisme, même géré, plus rationnel et plus humain. À aucun moment il n'a vendu de salade programmatique. En cela aussi il se démarque du gauchisme, au même titre que le mouvement diffus qui tend vers le communisme.

Certes il y a des revendications précises et limitées qui montrent justement que l'on n'a affaire ni à un mouvement gestionnaire, ni à un parti dont il serait la *branche militaire*. Que les gens qui la composent aient en commun objectif une situation née de l'affaire Puig Antich ne signifie nullement qu'ils soient des libéraux antifranquistes. Au demeurant, il est inutile de développer ce point de l'antifascisme, car si les justifications doivent être données, ce sont aux impuissants d'expliquer et de s'expliquer, dans cette situation.

Là est certainement le problème réel que pose le GARI.

Les pharisiens ne veulent voir en lui que ce qui pourrait cautionner leur absence totale de clarté et de détermination. Parce que le GARI pose aussi leur problème, les prolétaires qui se sont retrouvés ponctuellement et ont fait naître le GARI n'ont aucune vision séparée du mouvement social, ils se refusent à l'activisme comme ils se refusent à la mise en spectacle (idéologie) de la réalité. Pratique et théorie sont des moments d'un même mouvement, le capitalisme pose la parcellisation de l'activité humaine comme fondement et voit le mouvement social au travers de son prisme (dirigeant-exécutant, travail-vie, légalité-terrorisme...) ; or il s'avère que les gauchistes ne sont pas prêts à voir autre chose que cela et projettent immédiatement leur vision séparée de la pratique sur celle des prolétaires du GARI.

S'ils avaient un minimum d'exigences vitales, affirmées aussi bien théoriquement que pratiquement, ils ne pourraient pas diviser ainsi un mouvement, comme on dispose sur les étagères d'un frigidaire les hors-d'œuvre, le plat de résistance ou le dessert.

Ce que pose le GARI, et la question qu'il pose ici, c'est ce que signifie ce que sont réellement ces groupes, étiquetés durables (de Négation à RI) (6) ou en voie de

décomposition qui ne s'interrogent que sur ce qui n'est pas eux-mêmes. Ils n'existent que par reflet.

C'est pour cela que le GARI, comme sujet de discussion, et objet idéologique, s'il le sera peut-être longtemps pour ces gars-là, ne le sera pas pour lui-même.

Il n'est plus le problème de ceux qui le composèrent.

---

### **Internationalisme policier**

Au temps où l'affaire Suarez faisait la une dans les journaux, ceux-ci, emportés par le feu de l'action, par le spectacle que leur donnaient les fins limiers des diverses polices, ont révélé combien fonctionnait à merveille la collaboration entre franquistes, démocrates français ou anglais pour une même répression. Mais une fois terminée la phase *intéressante* de l'affaire, la même pratique a continué, avec les mêmes acteurs tant en France et en Angleterre qu'en Espagne, et là le silence a été total.

Avril 74 : les policiers espagnols sont en France pour prévenir d'éventuelles réactions après le meurtre de Puig Antich et avant celui probable d'Oriol Solé. Leur travail : communiquer aux policiers français ce qu'ils savent des groupes révolutionnaires, faire arrêter et interroger certains individus susceptibles selon eux de « faire une action ».

Mai 74 : pendant l'enlèvement et la détention de Suarez, ils sont sur toutes les pistes, conjuguant leur flair à celui d'Ottavioli ; mais en vain ; de l'enlèvement et de la détention ils ne sauront jamais rien.

Juin 74 : « Coup de filet » combien limité ! (La fantaisie des inculpations montrera comment ils restent impuissants.) Les flics espagnols sont de tous les interrogatoires, enregistrements, photographies, échange de renseignements constitution de fichiers, émissions à la TV espagnole...

Bien sûr dans les articles de *L'Aurore*, de *France-Soir* etc., ces messieurs n'apparaissent qu'en filigrane, noyés dans le spectaculaire... La vedette appartient aux policiers français, aux exploits de l'anti-commando ou de la criminelle. Ces messieurs ont le sens des convenances, on sait se tenir chez les autres...

À des fins d'enquête sur d'autres camarades séjournant en Espagne, les policiers français se déplacent à Barcelone. Ce qui ne fait pas de bruit dans les milieux officiels, car il est difficile de justifier, même légalement, un tel déplacement. Munis d'une commission rogatoire nos flics interrogent des gens soupçonnés d'avoir participé à l'affaire Suarez. Finalement c'est la justice espagnole qui se charge de les inculper avec ses méthodes à elle, avec des chefs d'inculpation qui n'ont rien à voir avec

l'affaire précitée ; c'est quand même grâce à un magistrat français que Luis Andrés Edo, Luis Burro Molina, Juan Ferran Serafini et David Urbano Bermudez ont été inculpés d'association illicite et de propagande illégale. Bravo, messieurs, quand le fascisme a des difficultés, on n'hésite pas à lui donner un petit coup de pouce. Singulières méthodes que tout le monde dénoncera dans deux ou trois ans. On parlait pas ou peu de la PIDE lorsqu'elle sévissait, encore moins de ses relations avec les RG de notre chère démocratie ; peut-être manquait-il quelques preuves ? Mais quant aux relations qu'entretiennent les polices de France et d'Espagne, elles existent, nombreuses, et depuis longtemps.

Car ce n'est pas encore assez de se taire quand on assassine des prisonniers politiques, on veut même mettre la main à la pâte pour que d'autres soient emprisonnés, torturés, assassinés !

Il semble bien qu'entraîné par une longue habitude le gouvernement français ait fait là un excès de zèle incompatible avec la « démocratie respectueuse des libertés » dont il se réclame. Nos policiers « psychologues », « fins tireurs » et « coureurs à pied » n'ont pas vu le virage au bout de la ligne droite.

Juillet 74 : devant le silence de la presse après l'affaire, les GARI, après avoir relâché sain et sauf le banquier, rappellent au gouvernement espagnol qu'il doit tenir ses promesses.

Les actions du 15 et du 28-30 juillet sont dirigées contre des objectifs représentant le régime espagnol, que ce soit à Lourdes, à Paris, à Saint-Lary ou à Barcelone. « Vive émotion » de la presse bourgeoise et en même temps on sert à l'opinion une image édifiante du terrorisme en s'appuyant surtout sur des attentats fascistes tels que l'Italicus de Bologne ; il est difficile, voire gênant, de dénoncer les GARI sur leurs motivations politiques. À chacune de leurs interventions, ces groupes ont clairement expliqué contre qui ils se battaient et pourquoi, mais la presse a passé sous silence ou escamoté leurs explications pour épiloguer sur ce qui aurait pu se passer si... , sur le nombre de morts qu'il aurait pu y avoir, sur de soi-disantes victimes innocentes pèlerins ou coureurs cyclistes dont la lâcheté se mesure au nombre de grains de leur chapelet ou à la moyenne de l'étape. C'est très grave en effet de faire rater une messe ou de réveiller en sursaut tous ces héros simplement parce qu'on garrotte et on torture en Espagne.

Silence gêné pendant tout le mois d'août, malgré l'amalgame facile mettant en parallèle les dernières actions des GARI avec les attentats nationalistes et fascistes. L'efficacité des GARI ne se mesure pas au nombre de morts ou de blessés, mais plutôt à l'importance des perturbations des relations économiques et politiques



entre la France et l'Espagne. De telles relations cautionnent un fascisme décadent mais toujours aussi dangereux. Mais surtout pas de vagues ! Le tourisme bat son plein, tout ça c'est de la politique et le bon con moyen, attelé à sa caravane sur la route de Barcelone, ne saura jamais pourquoi il y a eu autant de bou-chons au Perthus et ailleurs.

Heureusement, l'actualité de la rentrée permet aussi bien au Caudillo qu'à Ponia de relancer le terrorisme, le vrai, celui qui leur permet de maintenir leur pouvoir et de jeter les révolutionnaires en pâture à une opinion chauffée par *L'Aurore* et *France-Soir*.

Teinté de noir ou de rouge, le couteau entre les dents ou la bombe à la main, voici la représentation du terrorisme pour la presse et ses lecteurs. Si l'on veut qualifier de terrorisme toutes les révoltes qui jalonnent l'histoire, qu'il s'agisse d'esclaves ou d'individus exploités à notre époque, peu nous importe ce qualificatif. Le seul vrai terrorisme est celui des galères, des camps de travail, des usines, de la violence dans la vie quotidienne, dans les écoles, dans l'information ; celui-là, Messieurs du pouvoir et de la presse, il vous appartient et vous le maintenez au nom de l'ordre et de la morale aussi bien à Madrid qu'à Paris. Des otages ? Vous aviez Furuya à La Haye et maintenant des prisonniers politiques que vous donnez en gage pour tranquilliser cette vieille charogne de Franco.

Vous pouvez lâcher vos chiens, tirer à vue dans la rue sur des gens désarmés et il n'est pas interdit de penser que les attentats fascistes comme celui du Drugstore Saint-Germain ne vous donnent un sérieux coup de main. Désormais il est fort à craindre que le même bruit se fasse entendre de Dunkerque à Gibraltar...

### **Fin septembre**

Petit à petit « le coup de filet extraordinaire » se réduit... et les inculpés de l'*Affaire Suarez* sont successivement mis en liberté provisoire. Cependant, le gouvernement français poursuit les copains arrêtés à Toulouse et dans le Pays Basque en Cour de Sûreté de l'État. Ceux-ci revendiquent leurs actes, et les expliquent.



Giscard, Ponia, Chirac (7), vous connaissez ce trio de démagogs, de réformateurs, de danseurs en rond, de prestidigitateurs de réformes, de bons sourires joviaux, de gens de droite faisant le jeu de la gauche ? Eh bien, qui l'aurait cru ? En pleine réforme sur les prisons, sur la justice, sur la liberté, le gouvernement se sert de la Cour de Sûreté de l'État pour combattre le GARI.

Pourquoi employer une cour où siègent des militaires ? Est-ce pour imiter le Chili, l'Ethiopie ou l'Espagne ?

Pourquoi se servir de la justice la plus expéditive, la plus dépendante, celle qui a été dépouillée des enjolivures de l'équité, de l'objectivité, celle qui juge et qui condamne les intentions politiques, celle qui réduit les acteurs d'un procès-comédie en tristes larbins, en pâles comparses d'une sale besogne, celle enfin qui salit les mains des exécuteurs des basses affaires d'État ?...

Parce que ce gouvernement de débandade et de crise économique, n'a pas confiance en sa justice traditionnelle, surtout quand il doit fournir des gages sérieux au gouvernement franquiste.

En 47, quand De Gaulle fermait les frontières entre la France et l'Espagne sous le prétexte que nos proches voisins étaient d'affreux collaborateurs d'Hitler ou de Mussolini, en les accusant des pires atrocités, le bon peuple criait bravo !... hurlait « Franco assassin ! » Mais depuis, de l'eau a coulé sous le pont d'Hendaye, des millions de touristes sont venus se dorser sur les plages de Catalogne ou de Saint-Sébastien, des usines Renault se sont installées outre-Pyrénées, des Mirages et autres armements sont venus renforcer le potentiel guerrier du sinistre Franco. Mais pourtant rien n'a changé au royaume de la Phalange. On assassine et on torture toujours avec la même application et la même constance.

Alors quoi ! C'est les échanges économiques entre l'Espagne et la France qui font oublier le fascisme espagnol ? C'est avec des devises qu'on ravale sa façade, que l'on se refait une autre image de marque. C'est l'argent qui fait oublier la mort des Delgado, Granados, Sabaté et tout dernièrement Puig Antich ? Valets, mercantiles de tous pays, votre union nous fait dégueuler !...

En 74 c'est l'Espagne qui entreferme ses frontières :

- en accusant la France de servir de base aux *commandos révolutionnaires* ;
- en exigeant des têtes, des exemples, se servant de n'importe quel prétexte : une bombe dans un restaurant, attentat revendiqué comme par hasard par personne.

Alors Giscard, Ponia, Chirac amènent en gage de bonne volonté quelques GARI pris « aux risques et périls » de la police française, des otages en échange de l'achat de Mirages ou de procédés SECAM.

Sans rire, le ministre de l'Intérieur en rajoute en affirmant que le terrorisme n'est pas couvert par l'asile politique. Mais alors, il faut le dire à Kissinger (8) qui organisa en Amérique avec son organisation terroriste CIA, le renversement d'Allende ou bien celui de Samson qui fit tomber Makarios (9) avec les suites que l'on connaît, ou bien le dire à Franco lui-même qui abrite le commando de l'Italicus et qui fournit l'Ordre Noir en armes ou bien recueille les rescapés de la PIDE qui préparent une revanche au Portugal.

Quant aux journalistes, chambre d'écho du pouvoir, il va falloir vous recycler, le sensationnel, le grandiloquent, c'est fini, ça ne marche plus, les gars ! On vous dit d'écrire et vous écrivez, en bons larbins abrutis que vous êtes, que le GARI est dans toute l'Europe, sous chaque lit, dans chaque armoire, qu'il est composé d'êtres extrêmement dangereux, d'assassins, que le chef est passé par ici, qu'il passera par là, que l'idéologie du GARI va du catholicisme jusqu'à l'anarchisme, que le GARI est composé de GAI que  $1 \text{ GAI} + 1 \text{ GAI} = 1 \text{ GARI}$  et que  $1 \text{ GARI} + 1 \text{ GARI} = \text{des GARI}$ . Votre arithmétique est stupide et vous ne connaissez rien à rien. Mais il faut écrire, c'est votre fonction, votre servitude, même si c'est faux, si c'est n'importe quoi, il faut écrire, esclaves ! Ponia vous le demande, Giscard l'exige. C'est curieux, vous oubliez très vite les morts d'un train en Italie, d'un drugstore, attentats voulus et parfois même revendiqués par des fascistes, mais vous vous étendez sur les explosions qui « auraient pu causer des victimes ».

Mais vous êtes payés par qui ? par Pinochet ou avec la caisse du troisième Reich, ou bien reste-t-il des fonds à l'OAS ?

Pour une fois, écoutez ! tas de besogneux, levez la tête de votre papier, on ne dira rien à Brigneau (10) ou à Amouroux (11) : grâce au GARI, vous allez pouvoir pondre un papier avec rien que la vérité vraie, et comme cela ne vous est encore jamais arrivé, il faut fêter ça, faites-le imprimer en gros caractères, en première page de vos *Minute*, *Parisien* ou autre *France-Soir*. Ecrivez que les membres des GARI sont des individus (pas des militants à ligne juste) qui n'ont pas accepté l'assassinat de Puig Antich, qu'ils ont enlevé Suarez pour sauver et faire sortir leurs camarades de prison ainsi que les prisonniers politiques ayant purgé en Espagne les trois quarts de leur peine, qu'ils ont demandé de l'argent pour pouvoir continuer à lutter contre le franquisme, et qu'ils ont par des explosions de toutes sortes gêné les relations économiques entre la France et l'Espagne parce que le gouvernement espagnol n'avait pas tenu toutes ses promesses faites au GARI.

Et, tant que vous y êtes, dites à Giscard, dites à Ponia, dites à Chirac que la Cour de Sûreté de l'État, c'est pas excellent, les juges militaires ça fait rétro, que s'allier avec Franco à l'heure actuelle c'est miser sur le mauvais cheval, et vouloir remplacer la République par un État français c'est démodé et ça ne résout pas les crises économiques.

Des réformes, que diable, il y a des cons pour y croire, et qu'on foute la paix aux GARI !!!

## **Octobre**

### **« Parmi les quatre dynamiteurs du GARI un comptable d'Hendaye et un instituteur de Ciboure »**

(titre du journal *Sud-Ouest* du 20 septembre 1974)

(...) Je vais te parler franchement, je suis tout à la fois révolté et peiné de par la réaction que cela provoque. Les gens sont comme des fourmis qui travaillent, comme des dingues, sans comprendre pourquoi. Si tu les déranges, elles ne savent plus où elles sont ; elles vont de tous les côtés, puis elles reprennent leur boulot, sans n'avoir toujours rien compris. On leur montre du doigt le sens de notre vie et ils regardent le doigt...

Nos actions n'ont jamais été un but ; voire même on s'en serait passé, tu peux me croire. Mais a-t-on fait la lumière du pourquoi on l'a fait ? Non ! On préfère regarder la télé au fond d'un fauteuil en avalant toutes les *conneries* sans en perdre aucune. Oui mais, me dira-t-on, ce sont des actions violentes, c'est du terrorisme ! Du terrorisme pour qui ? Tu sais bien que je suis incapable, tout aussi bien que Jean-Michel, de faire des victimes !

S'il n'y a pas eu de victimes, n'en déplaît à l'information bourgeoise, avide d'événements sensationnels, c'est bien parce que nous avons pris les dispositions nécessaires. Alors si l'on tient à nous taxer de terroristes que l'on se pose la question : à qui étaient destinés nos sabotages ?...

Il n'y a pas si longtemps, un compagnon a été assassiné au moyen du *garrot*. D'autres risquaient et risquent encore des peines très lourdes. Des gens qui se battent pour être libres. Mais j'ai souvent entendu dire : et pourquoi ne pas l'avoir fait de l'autre côté des Pyrénées ? Est ce que l'État français, de par sa complaisance, n'est pas pour quelque chose dans l'exécution de Puig Antich ? Est ce que l'État français, dans un contexte donné, n'hésiterait pas à utiliser la guillotine ?

Un État qui était, et qui est peut-être encore le troisième exportateur de matériel nucléaire. Un État qui, malgré les protestations de nombreux pays, n'hésite pas à faire des expériences nucléaires... loin de chez lui : une de ces bombes a une force destructrice combien de fois supérieure à celle d'Hiroshima et Nagasaki réunies ?

Qui est le terroriste ? – puérilité, simplicité d'esprit, peut-être ! – mais que les *démocrates* bien pensants sachent que ma conception naïve, ma conception d'homme du peuple, s'opposera toujours à leur intelligence apocalyptique. Désolé mais je ne mange pas de ce pain-là ! et je ne regrette pas le bien-être apparent, matérialiste et malsain de notre société bourgeoise.

Par-delà les barreaux de ma prison, je proclame tout haut avoir la conscience tranquille. Nos actions ne sont pas le fait de militants politiques ; nous ne prétendons pas être l'avant-garde des travailleurs ; nous n'entendons pas agir à la place de ceux-ci. La politique ne nous intéresse pas, parce qu'elle n'apporte aucune solution à nos problèmes de fond ; la politique ne résout rien parce qu'elle est profondément incrustée au système étatique et capitaliste, et que les problèmes d'injustice, d'inégalité et de contrainte demeurent. Ce qui change, ce ne sont que les structures de notre vie quotidienne *grâce* au progrès technique (télévision, voiture, etc.) avec, de temps en temps, quelques libertés que l'on nous octroie par la force des choses.



Bien sûr, nous avons une conception politique dans la mesure où nous pensons que les hommes peuvent, s'ils le veulent, construire une société libertaire et égalitaire. Mais ceci ne peut être l'objet d'un programme politique. Ceci ne peut être le fait que d'une dynamique où les individus luttent, dans une optique antiautoritaire pour l'anéantissement du système qui les aliène. Utopie ?... C'est possible, mais que l'on ne compte pas

sur moi pour cautionner, par mon inertie, la concrétisation d'une souveraineté étatique où les hommes ne sont encore que des sujets : j'entends être le maître de ma destinée, et ne veux point suivre le troupeau d'électeurs qui, par leur vote-démission, intronisent pour sept ans le représentant du capital français.

Notre action s'insère donc dans le cadre d'une solidarité agissante face à l'État qui nous opprime souvent d'une façon bien sournoise. Cette action a été le fait d'un comptable et d'un instituteur qui se sont révoltés au sein du peuple insouciant. Nous ne sommes pas des spécialistes, des dynamiteurs, et n'entendons pas l'être... Ces actes ne représentent qu'une infime partie de nos actions révolutionnaires qui s'intègrent intimement à notre vie quotidienne, que ce soit au travail, au foyer, dans nos loisirs etc.

Il ne s'agissait pas pour nous de faire du prosélytisme, de la démagogie. Notre comportement, nos conversations, nos conceptions, notre attitude vis-à-vis de la po-

pulation étaient tout naturellement révolutionnaires, dans la mesure où nous étions débarrassés de tout préjugé nous étions nous-mêmes.

Quand un jour je sortirai enfin de prison, j'ai l'intime conviction que moi, l'anarchiste, je n'aurai pas l'assentiment de ceux qui m'entourent, de ceux qui me connaissent ; mais je suis persuadé que l'on m'aura compris. Nos actions n'auront pas été vaines.

---

### **Les canards déchaînés**

Une fois de plus, la presse n'a pas failli à sa mission ; les journalistes en quête de sensationnel ont sacrifié la vérité, professionnellement, et apparemment sans trop de scrupules, pour le titre accrocheur et l'effet psychologique, donc commercial. Ils s'insèrent ainsi de fait dans une opération beaucoup plus vaste d'intoxication et de *dévitilisation* inhérente au système social actuel et nécessaire à sa reproduction, et à laquelle chacun de nous participe à divers degrés.

Le vendredi 20 septembre et les jours suivants, la voix anonyme, abstraite, de l'information a donné à ses lecteurs leur ration quotidienne de vie « fait-divertisée ».

Ayant eu l'insigne honneur d'être momifiés par les croque-morts du quotidien, nous venons apporter un complément d'*information* d'une voix subjective et partielle.

L'annonce de l'arrestation de 4 membres du GARI a été l'occasion d'un défilement journalistique (récits fantaisistes, faits souvent déformés, et même parfois absolument imaginaires). Mais le plus grave, à notre avis, c'est que les actes ont été présentés hors du contexte humain et social dans lequel ils ont été accomplis. Les journalistes ont *omis* les motivations de leurs auteurs. Car il y en a ; tout acte a un mobile, tout acte a une cause et un but, même s'ils ne sont pas exprimés. Nous n'avons pas manqué de les exprimer à plusieurs reprises. Nous ne faisons donc ici que nous répéter.

Ces actions ont été accomplies par des individus pour qui le *Capitalisme*, le *système*, l'*État*, l'*exploitation*, l'*oppression*, etc. sont autre chose que des mots dont on se grise : une réalité quotidienne qu'il nous faut subir, une réalité qui assassine brutalement en Espagne *fasciste* et ailleurs (Puig Antich est – provisoirement ? – le dernier triste exemple).

Une réalité qui tue lentement par le travail salarié, les loisirs organisés et l'abêtissement généralisé, en France *démocratique* et ailleurs. Une réalité qui *interne et juge* dans les pays dits *communistes* et ailleurs. Une réalité qu'il nous faut nécessairement combattre si l'on veut essayer de *vivre*.

Et ce ne sont pas les seuls mots, même les plus radicaux qui en viendront à bout. Ni les élections-illusions.

Ni les syndicats et les partis et groupuscules politiques depuis longtemps absorbés par le capital.

Seule l'action coordonnée de la majorité des individus prolétarisés, organisés de manière autonome, pas seulement dans les usines, mais aussi dans les champs, dans les villes et sur les lieux de loisirs, pas seulement contre *les autres*, mais aussi contre soi-même, ses habitudes, ses préjugés, seule cette action portera un coup réel. Mais cela ne peut justifier l'attente dans l'inertie d'un hypothétique *Grand Soir*.

– Cela ne peut justifier l'acceptation de l'exploitation et de l'oppression quotidiennes.

– Cela ne peut justifier l'acceptation du meurtre de camarades.

C'est pourquoi nous avons agi, par solidarité envers nos compagnons espagnols, car aucun argument *théorique* ne nous semblait assez convaincant pour les laisser mourir sans réagir. *Du terrorisme*, dira-t-on... Selon quels critères ? Et le garrot est-il autre chose qu'un *terrorisme légalisé* ? C'est en fonction de la violence barbare de l'État espagnol que nous avons choisi nos moyens.

Mais ces actions ne sont qu'une partie de notre combat global, et nous n'entendons pas privilégier dans l'absolu des moyens choisis et utilisés dans un contexte et dans un but bien précis. Nous ne sommes ni des « dynamiteurs » professionnels, ni des spécialistes de la guérilla, ni de quoi que ce soit d'ailleurs. Nous ne sommes ni des putchistes ni autre chose, et n'avons jamais pensé nous substituer à une réaction plus généralisée. Mais nous ne croyons pas à la génération spontanée ; et on ne coordonne pas l'inexistence...

Révolutions pièges à cons ?

La société n'existe que par les hommes qui la composent et les rapports qui se créent entre eux... Ni les hommes qui vivent, ni la société qu'ils font ne sont figés. La société a évolué et évoluera. Le capitalisme n'est qu'un moment historique, et les conditions favorables à un changement existent déjà.

C'est très bien de parler de possibilités révolutionnaires, d'automation, d'abolition du salariat, de destruction de la valeur, d'abolition de l'État, de suppression de l'opposition travail-loisirs, exécutant-dirigeant, intellectuel-manuel, etc. Très bien et très intéressant ! Et c'est vrai qu'il y a possibilité révolutionnaire si la volonté des hommes se manifeste, et nous en sommes conscients.

Mais il est aussi vrai que ce qui est révolutionnaire l'est par rapport à un passé révolu ou à une réalité existante tendant à l'être. Rien n'est révolutionnaire dans l'absolu. Il n'existe pas d'organisation sociale idéale et donc figée, il n'y a pas de paradis immuable.

La révolution en tant qu'avènement d'une société parfaite est pure utopie et nous ne militons pas pour cela. Cependant, la société est en mouvement, et il y a des possibilités de changement qui permettent une transformation vers ce que l'on appelle généralement *communisme* (ou *socialisme* ou *anarchisme*...). Tous ces termes étant galvaudés et ne pouvant, bien entendu, s'appliquer à quoi que ce soit d'existant.

Mais une autre société, pourquoi ?...

Car l'idée d'une autre société, si merveilleuse soit-elle, ne règle en rien nos propres problèmes, bien réels. Et même, cette autre société, même réelle ne réglerait pas tous nos problèmes. Là est l'essentiel...

Nous vivons dans cette société et, si nous aspirons à autre chose, c'est pour vivre différemment, vivre mieux, vivre réellement (et non avoir, consommer...). Le but n'est donc pas une société abstraite, une idée de société, mais la satisfaction de nos besoins. Mes besoins, mes problèmes sont à la fois personnels et sociaux...

C'est moi qui les ressens, mais ils sont également ceux de beaucoup d'autres individus. Et si je veux les résoudre réellement, je mets nécessairement en cause la société. Je ne peux résoudre tout seul et pour moi seul mes problèmes qui, par l'organisation sociale, universalisée, du capital, et de la généralisation du mode de vie, sont devenus des problèmes sociaux.

Mais je n'entends pas, par mon action, régler tous les problèmes. Je n'agis pas dans ce sens et n'entends pas devenir un spécialiste de la révolution, un missionnaire du paradis terrestre, un professionnel au service de *la cause*... La baguette magique n'existe pas. Certains – et c'est absurde – attendent de quelque chose ou de quelqu'un Dieu, Homme, Armée Rouge ou Révolution, qu'il résolve tous les problèmes, tous leurs problèmes...

Un jour... demain... Grand Soir... *lendemains qui chantent*...

En attendant, on se farcit le présent et on se sacrifie pour l'avenir qui ne vient jamais. Chacun a ses problèmes et doit s'y attaquer. Personne ne peut le faire à sa place. C'est ce que nous faisons. Nous ne nous attaquons à nos problèmes qu'en employant des moyens d'action variables suivant le problème et le contexte dans lequel il se pose.

Des amis qui crèvent par le garrot ou qui croupissent en prison, c'est aussi notre problème.

Ça ne règlera pas tous les autres, tous les vôtres, ni tous les nôtres. Et alors !

**« Dix-sept attentats et cinq hold-up à l'actif des membres du GARI transférés hier à Paris »** (titre du journal *Sud-Ouest* du 21 septembre 1974)

Que nous ressentions la nécessité d'exposer notre point de vue sur un problème considéré comme « tabou » par certains découle du fait même, c'est-à-dire de notre désir de transgresser *l'interdit* qui l'entoure, de cette sorte d'autocensure, consciente qui nous empêche d'aborder le problème dans sa réalité concrète. Cette politique de l'autruche nous est familière (ne serait-ce déjà qu'au niveau de nos petits problèmes quotidiens) et finit souvent par faire partie du jeu révolutionnaire. Ce jeu consiste, comme nous tous savons, à essayer de surmonter les obstacles ou les pièges dorés que le système sème sur notre route pour nous empêcher d'atteindre le but. Mais il arrive parfois que nous-mêmes soyons tentés de compliquer le jeu en voyant un mur infranchissable là où il n'y a qu'une simple barrière. Du masochisme ? Peut-être. Mais aussi et surtout la facilité, la sécurité que cela implique de ne pas aller plus loin, de ne pas faire le pas qui peut en entraîner d'autres.

Un exemple parmi d'autres, mais choisi délibérément : si l'on se place en tant que ce que l'on peut appeler communément *militant politique* et qu'on essaye de suivre une démarche tant soit peu logique tendant à assouvir un maximum de ses désirs politiques, de ses désirs tout court :

1) ou on essaie de s'assumer au sein d'une quelconque organisation politique, ce qui nous semble particulièrement contradictoire à l'assouvissement de ces désirs ;

2) ou bien on essaie de s'assumer pleinement, sans déléguer ses pouvoirs à qui que ce soit. Voilà, très schématiquement, la raison d'être des individus et donc des groupes autonomes.

S'il est admis que pour lutter contre le système il faut certains moyens, le problème n'est pas très difficile à discerner pour ce qui est de l'acquisition de ces moyens. Les problèmes pratiques qui se posent aux groupes autonomes sont pour la plupart liés au problème financier. Lorsqu'on n'est pas une organisation de masse ayant ses cotisants, son canard, son gala annuel et ses mécènes, et qu'on essaie donc de se démerder autonomement il n'y a pas 53 solutions :

– ou bien chaque individu apporte au groupe selon ses moyens, ce qui implique parfois des *sacrifices* à un autre niveau (boulot, sorties etc.) et l'apport financier sera le plus souvent insuffisant par rapport aux moyens à mettre en œuvre pour lutter *efficacement* contre le système. À moins d'avoir dans le groupe des militants de luxe (genre Edern-Hallier) (12) ce qui est quand même assez rare.

– ou bien on se dit que dans ce combat tous les coups sont permis et surtout ceux qui sont défendus par la morale et la loi (car n'oublions pas que la morale et la

loi ce sont ceux d'en face qui en sont les créateurs et les défenseurs) et à ce moment-là on ne doit pas hésiter à franchir le seuil de la *légalité* et à déloger de notre inconscient l'ange policier qui venait nous rappeler à l'ordre à chacune de nos mauvaises intentions. Le gendarme du quartier est souvent beaucoup moins fort que celui que l'on a dans la tête.

Arrivés donc à ce stade-là, l'imagination et l'initiative prennent le pouvoir de la récupération de matériel là où on peut le trouver : à celle du fric permettant l'acquisition *légale* de ce matériel en passant par l'exploitation des contradictions du système marchand, les possibilités sont immenses et à la mesure de l'imagination de chacun.

Si certaines de ces pratiques sont acceptées par le milieu *révolutionnaire*, d'autres sont en quelque sorte mises à l'écart pour ne pas dire rejetées. Il en est ainsi pour la récupération du fric. La problématique de l'expropriation est pourtant simple et ne comporte pas de compromis ; l'argent, on le prend où il se trouve : banques, postes, usines (payes) etc. ; c'est-à-dire, en général, dans les endroits où le capitalisme se manifeste le plus ostensiblement dans sa représentation marchande.

Que certains révolutionnaires trouvent cette pratique comme n'étant pas adaptée à leur stratégie, et se donnent d'autres moyens pour mener leur lutte, sans pour autant condamner ou isoler les autres formes d'action, cela se comprend fort bien et c'est là que l'imagination de chacun prend le pas ; mais que d'aucuns s'attachent, consciemment ou inconsciemment, à faire la séparation entre ces différentes pratiques, rejetant celles qu'ils jugent impropres à leur *révolution* ou en les ignorant pour éviter de se poser le problème, cela dénote un manque évident d'appréciation (ou de mauvaise foi) vis-à-vis de la problématique révolutionnaire.

Avant que le MIL ne représente un capital politique, c'est-à-dire avant qu'il ne soit récupérable politiquement, il était ignoré et rejeté par le mouvement révolutionnaire. Il a fallu que le régime fasciste espagnol les juge comme politiques pour qu'ils soient acceptés comme tels par les politicards gauchistes. Les théoriciens de la révolution qui se sont attachés à défendre ces camarades et à démontrer la nécessité qu'il y avait, en pays fasciste, pour un groupe comme le MIL, à faire des expropriations à main armée pour subvenir à leurs besoins, nous ont presque fait oublier, en le noyant dans le fatras des explications politiques, que Puig a été assassiné surtout pour avoir commis des hold-up, et que les camarades qui pourrissent encore en taule y sont pour les mêmes causes.

Ce genre de démonstrations nous paraissent partielles et unilatérales dans la mesure où, pour arriver à justifier une telle nécessité, elles s'appuient obligatoirement sur une conscience politique développée, qui doit passer nécessairement par

« l'approfondissement communiste du mouvement », « la critique radicale de l'économie politique » et autres jolies formules dans ce style. Alors, nous demandons-nous, quelle est la place dans le mouvement communiste de toute cette frange d'individus qui, sans avoir une conscience politique, arrivent à la même conclusion dans les faits et sans doute par des voies moins tortueuses que les politiques ?

La condamnation par l'ignorance ou le mépris non exprimé, est le plus souvent la position du mouvement révolutionnaire par rapport à ces marginaux qui refusent l'embrigadement de n'importe quel milieu (pègre ou politique). On les condamne donc en les ignorant, et ce faisant on fait le jeu du pouvoir en les amalgamant à la pègre instituée par celui-ci et se rattachant à lui. Cette forme de banditisme illégal, par rapport à la légalité établie par les bandits au pouvoir, trouve son acceptation dans le cadre du système : mêmes motivations (gravir les échelons de la hiérarchie sociale, investissement et renouvellement du capital...), mêmes structures (leur hiérarchie, leur justice, leur morale...) et surtout leur rôle dans le jeu politique traditionnel. L'impunité dont ils jouissent au niveau judiciaire (cas de Jo Attia, roi du non-lieu) (13) ne trouve son explication que dans l'utilisation que le pouvoir en fait lors des campagnes électorales, basses besognes politiques (affaire Ben Barka entre autres) (14), organisations genre SAC, etc.

À côté de ce milieu, officiel et officialisé, on trouve donc ce qu'on pourrait appeler le milieu sauvage où se débattent les loulous, zonards et autres marginaux qui se développent de plus en plus.

Cette nouvelle forme de banditisme exprime dans ses faits le véritable contenu de la révolte inconsciente qui pousse ces nouveaux bandits à choisir le moyen le plus rapide pour concrétiser leurs rêves. À l'opposé de la pègre traditionnelle ils ne cherchent pas, en général, à se faire une place au soleil dans le système.

Leurs motivations sont surtout instructives et n'ont d'autre but que d'assouvir des désirs immédiats que seul un gros apport financier peut leur permettre de réaliser.

Dans toutes leurs activités, on retrouve cet irrespect (refus) des lois (règles du jeu) du système :

- prolétarianisation du banditisme (tout le monde fait des hold-up) ;
- désorganisation (ce n'est plus la mafia, mais la bande et souvent le gang familial) ;
- jusqu'aboutisme, voire désespoir (on tue pour des sommes ridicules, on n'hésite pas à tirer sur des flics).



L'analyse simpliste qui consiste à ne voir dans ce nouvel aspect du banditisme que le côté *négatif* que nous propose le pouvoir (agissements de voyous), nous semble être une forme de négligence coupable qui permet d'esquiver le problème. Il n'en est pas de même pour le pouvoir, puisqu'il a compris le danger que représente (pour lui) la montée de ce *banditisme sauvage* (les agressions à main armée ont augmenté de 2 800 % au cours des dix dernières années, selon les sources de la police), de voir des individus, que rien ne portait apparemment à le faire, devenir des *casseurs* et des *braqueurs*. Donc pour enrayer ce *fléau* on change le fusil d'épaule, on sacque Marcellin (15) et son complot international (il y a longtemps que les gauchistes ne font plus peur, car se rattachant eux aussi directement au système, comme la pègre), et on fait venir Ponia qui est un libéral... et – pour cause : c'est lui qui s'occupe du code des libertés ! Il nous montre tout de suite ce dont il est capable avec ses opérations « coup de poing », et les fameuses brigades antigang et anti-commando (BAG et BAC) n'ont plus à redouter le chômage sous ses ordres. Composées de tueurs, de spécialistes de l'assassinat légal (il n'y a qu'à les voir, Broussard en tête), ces brigades nous ont déjà montré qu'un crime de temps à autre ne leur fait pas peur. Bien au contraire puisque des primes substantielles viennent sanctionner leurs agissements.

Là, ce ne sont plus les gauchistes qui éclairent le pouvoir mais plutôt le contraire. Pour une fois les rôles sont inversés. Ce serait donc si dangereux que ça ?

Le *banditisme sauvage* se pose donc comme un véritable phénomène social et ne peut être analysé que globalement, et en tant que tel, à l'instar de toutes les autres formes de révolte qui se concrétisent par le refus du système.

Bien sûr, il est tout aussi simpliste d'affirmer qu'attaquer des banques (moyen de survie en refusant de vendre sa force de travail pour un salaire), tirer sur les flics ou vivre en marge des lois, est un acte révolutionnaire, même et surtout s'il l'est effectivement en soi. La conscience révolutionnaire ne s'affirme pas qu'à travers la négation (réaction) partielle ou globale de l'ordre établi, mais aussi et surtout par l'affirmation de soi, par la globalité qu'implique le fait d'être, d'exister en tant qu'individu.

Vouloir que ces marginaux expriment une conscience révolutionnaire fait partie des obsessions des théoriciens de la révolution. Ces penseurs de l'avenir conjuguent au futur leurs frustrations présentes et enferment la révolution dans le dogme de leur incapacité à la vivre effectivement. Reprocher à ces marginaux de ne pas savoir ce qu'ils veulent revient à nier l'essence même de l'individu, c'est-à-dire sa fa-

culté d'évolution et de dépassement, c'est vouloir figer la révolution dans des clichés monolithiques. Car s'ils ne savent pas ce qu'ils cherchent, ils savent fort bien par contre ce qu'ils refusent et ne peuvent admettre : le travail comme une des formes suprêmes de la non-réalisation de l'individu en tant que cellule vivante (travail = homme machine).

Un tel phénomène ne peut donc être analysé que pour ce qu'il est, avec ses limites et ses dangers, et non pour ce qu'on voudrait qu'il soit. Faire l'apologie des *loulous* et des *zonards* est tout aussi illusoire et dangereux que reporter tous ses *espoirs révolutionnaires* sur le prétendu rôle historique de la classe ouvrière.

Étroitement lié au malaise existentiel qu'éprouvent les individus dans les sociétés d'aujourd'hui, il sert dans sa violence et ses excès de révélateur implacable des failles du système. (Ainsi les révoltes qui ont agité les prisons françaises cet été ne peuvent être comprises que comme étant étroitement liées à la nouvelle conscience de cette nouvelle classe de bandits.) Ce malaise existentiel qui ne fait que s'accroître jour après jour, amène l'individu à prendre conscience de sa condition d'objet, et à l'impossibilité de pouvoir effectuer un dépassement vers la conscience de l'humain – qui lui permettrait de se reconnaître et de s'assumer en tant qu'être totalement autonome – sans une remise en cause des valeurs de l'idéologie bourgeoise.

L'ennui engendré par la consommation effrénée de confort programmé ne trouve plus de compensation dans la contemplation de l'illusoire combat pour notre fausse survie. Ce nouveau milieu sauvage, sorte de *Lumpenproletariat* d'aujourd'hui, montre son désir de combattre l'ennui par une recherche constante de l'aventure, qui se traduit par la remise en cause du rôle de l'individu dans le système capitaliste. C'est dans cette optique que l'on peut interpréter leur jusqu'aboutisme et leur mépris des règles du jeu, car bien souvent le jeu n'en vaut pas la chandelle. Ainsi on a pu lire, par exemple, il y a quelque temps dans les journaux que deux jeunes chômeurs avaient écumé les réceptions des postes dans le Val-de-Marne : 15 postes en 4 mois. Quand ils furent arrêtés, on retrouva la presque totalité de l'argent soigneusement rangé dans une armoire. Leur seul *luxé* : une moto ! Ils risquent leur peau, bien souvent, moins pour satisfaire leurs besoins matériels que leur juste désir d'aventure, car ils ne peuvent être totalement inconscients du fait que ce genre d'actions entraîne inévitablement l'intervention des forces répressives du pouvoir, afin de faire respecter l'Ordre. Mais c'est justement de cet affrontement inégal avec les forces du pouvoir que naît la part d'aventure. Dans un tel contexte de misère, les combats les plus désespérés sont souvent les plus beaux, et notre survie psychologique dans la société actuelle passe par ces moments de vécu réel où l'individu se sent créateur et

acteur d'une situation qui peut lui permettre de dépasser son rôle de complice involontaire et passif de l'ennui généralisé, c'est-à-dire sa condition de robot.

### **Octobre... novembre**

Les GARI cessent délibérément de se manifester, mais la presse avide de sensationnel et de boucs émissaires leur attribue, toutes les actions clairement antifranquistes.

En réalité plusieurs groupes coordonnés ou totalement indépendants ont compris la nécessité de collaborer à la lutte.

Les GARI c'est fini, mais les policiers, les fins limiers, les Ponia, les Lecanuet, soupçonnent d'autres groupes mystérieux : des GAI, des GAL, des GARU, des GARA et surtout le GARROT ! Ces terroristes occasionnels, mais non moins redoutables, qui sortent subrepticement de l'ombre pour dévaster les musées français et supprimer la représentation espagnole jusqu'au mannequin en cire à figure de Juan Carlos.

Mais combien sont-ils, ces groupes autonomes divers, et jusqu'où vont-ils aller ?

### **Décembre**

Répression...

À tour de bras on arrête, on inculpe, on sépare les gens, on multiplie affaires et procès. Le gouvernement français se met au diapason des derniers sursauts du franquisme.

### **Notre terrorisme ?**

Nous définissons le terrorisme comme stratégie de la terreur mise en pratique par le capital, insidieusement ou spectaculairement, dans notre vie courante (texte suivant).

Nous le définissons aussi comme intervention précise de groupes soit d'extrême droite, soit putschistes, avec lesquels aucune confusion n'est possible. Elle consiste à frapper n'importe qui au sein de la population afin que celle-ci, paniquée, s'enfonce dans une soumission totale et se livre aux bons soins d'un pouvoir fort. Ainsi l'attentat de la gare de Milan (16) perpétré par le MSI en 1971, celui de l'Italicus et du Drugstore Saint-Germain cette année, voire ceux de l'IRA. Ils tuent pêle-mêle exploités et exploités, esclaves consentants et êtres humains.

Commis soit par l'extrême-droite soit par des groupes nationalistes, ils ont en filigrane l'abandon par le prolétariat de son autonomie révolutionnaire au profit d'une *combinazione* de palais.

Nous avons toujours insisté sur le fait que l'opposition réelle au capital ne pouvait être envisagée sur le modèle de l'oppression, que la créativité, l'indépendance de

l'esprit et des moyens mobilisés contre le système marchand étaient contradictoires avec la soumission, l'imitation et la démocratie. Nos moyens sont logiques avec nos finalités. C'est ainsi que nos objectifs furent précisément d'ordre économique et/ou idéologique et que nous les avons assumés en notre nom avec toute l'explication nécessaire. La répression impitoyable du capitalisme espagnol contre les gars du MIL, la collaboration claire du capitalisme français, l'insuffisance des pressions de l'extrême gauche, exigeaient une réponse qui fut à la hauteur de la situation. Notre stratégie a des expressions tactiques historiquement déterminées. Ni terreur ni stratégie de la tension, mais choix très clair d'un camp et « analyse concrète de notre situation concrète ».

S'il n'y eut aucune malheureuse victime, ce fut dans tous les cas un choix de notre part assumé à nos risques. Un *argument* consiste à dire « au lieu de la libération recherchée, vous obtenez un durcissement du régime ». Certes toute intervention du prolétariat autre que celle des élections amène une réaction violente de la bourgeoisie ou de la bureaucratie. Lapalissade. Mais, pire, c'est ne rien comprendre à la nature essentiellement répressive du capital. Dernièrement l'intervention de la police dans plusieurs villes pour liquider des conflits sociaux (ORTF et PTT) montre bien que *toute lutte* peut servir de prétexte pour mettre en branle un appareil répressif déjà fort au point.

Si fics de plus en plus nombreux il y a dans notre existence, ce n'est pas à cause des GARI and Cie. Mais parce que l'involution progressive de l'humanité vers la barbarie sous la domination du capital implique que son procès ait de plus en plus besoin de surveillance, de protection policière, pour s'accomplir normalement.

---

### **Variations sur la violence**

Dans un fracas épouvantable un échafaudage s'écroule, ensevelissant sous les décombres, comme après plusieurs bombardements, plusieurs morts. Et pendant ce temps-là, le représentant de la société Tartempion comptabilise son profit, le cul dans un fauteuil.

Dans un sifflement aigu, le train passe sur le corps d'un travailleur espagnol. Sanguinolent, la cage thoracique enfoncée, il succombe la truella à la main. Et pendant ce temps-là, le patron regarde au-delà du cadavre encore chaud, qui va remplacer le disparu : la production n'attend pas.

Un petit toussement discret, un filet de sang au coin des lèvres, le mineur vote en surface, les poumons silicosés, les yeux exorbités, la respiration pénible ; ce prolétaire regarde impuissant ses camarades aller chercher au fond dans le trou la même mort, la même pétrification qu'il a lui même contractée. Ce charbon, cette

même poussière assassine, est vendu à prix d'or pour la plus grande richesse des magnats de l'industrie.

Hier, en Espagne, dans un craquement de vertèbres, un révolutionnaire, qui avait osé toucher à l'argent d'un banquier, succombe. Pendant ce temps-là, dans ce même pays, ses camarades attendaient en prison leur condamnation à mort.

Si nous parlons de ces faits en insistant sur le côté spectaculaire, macabre ou morbide, c'est à dessein.

Tout d'abord, nous devons dire que ces faits-là ne sont pas tirés au hasard d'un journal ouvriériste groupusculaire. Mais que nous en avons été témoins dans notre vie quotidienne. Nous avons eu des rapports avec ce maçon, ce mineur, ce révolutionnaire, et pas seulement dans le travail salarié, mais aussi dans les distractions, à table, etc. dans beaucoup de moments de la vie courante ; et cela pour certains pendant des mois, des années. Nous avons eu des rapports affinitaires avec ces copains-là et avec bien d'autres.

On nous parle d'épicurisme, des joies de l'amour, de la jouissance, etc. ; d'accord, nous ne doutons pas des bienfaits de ces plaisirs-là ; on les oppose volontiers au terrorisme, à la bombe, aux attentats ! Très bien ! *France-Soir* et les autres présentent telle victime du terrorisme *assassin* ; très bien ! Les gauchistes bien-pensants vont jusqu'à se servir de la propagande de l'OAS pour montrer l'horreur des cadavres mutilés par l'explosion du plastic ; hier le FLN exhibait des photos de petite fille rendue aveugle par l'OAS. Nous ne jouons pas à ce jeu de compte-cadavres, nous n'avons aucune horreur à opposer à une autre horreur dans le sens d'une bataille pour la conquête du pouvoir ; cela ne peut être et ne sera jamais notre objectif.

Seulement voilà, quand le terrorisme du capital a tué, mutilé ou emprisonné notre compagnon, nous avons peu de goût à l'épicurisme ; la fête a un goût amer... Ceux qui restent se comptent, se cherchent, ont envie de faire quelque chose ; la rage s'accroche au ventre. Quand le capital nous sépare, intervient dans notre lit, dans notre nourriture, dans notre air, dans nos rapports quotidiens, partout, notre révolte s'accumule. Nos souvenirs de fêtes disparaissent pour laisser place à une critique destructrice. La soumission n'est pas de mise, la fête non plus quand on vient nous chercher au saut du lit pour nous tuer ou nous exploiter.

Quand nos proches sont exterminés, emprisonnés ou torturés, nous n'avons pas la tête à savoir s'il fait partie de la classe, si c'est le moment d'intervenir, si cela influencera le prolétariat, si notre révolte conduira à la révolution, au communisme, libertaire ou pas. Cela n'est pas et ne peut être le problème du moment qui nous préoccupe, c'est plus l'expérience quotidienne que la théorie qui nous guide dans notre choix, dans nos objectifs. Stirner (17), Marx, Bakounine (18), on connaît vaguement, on a lu ou pas ; ce

qu'on connaît très bien, c'est l'individu à fonction de maçon, l'individu mineur, l'individu qui a pillé des banques, ceux qui sont morts à côté de nous depuis 68. On connaît aussi ceux qui étaient avec nous et qui sont en prison. Enfin on essaie de se connaître un peu nous-mêmes à travers nos rapports, notre vie quotidienne.

On nous dit : « Mais lorsque la classe des exploités aura pris conscience, ce sera la révolution, la porte ouverte au paradis, communisme, socialisme, démocratie avancée. » Peut-être mais, en attendant, notre réalité ce n'est pas ça du tout ; nous ne voulons pas la mort d'autres compagnons ou leur emprisonnement pour réagir. On nous dit : « et la fête ? » ; on n'a pas le cœur à ça, ce dont on a envie, c'est de foutre en l'air à notre échelle et au plus haut si c'est possible, le système, le trust, la personne qui nous exploite.

On nous dit : le syndicat, le parti, la ligue, la masse, la classe ça existe. Cela ne nous intéresse pas, on n'a pas de pouvoir à prendre sur personne, nous n'avons pas envie de servir de troupe de manœuvre à qui que ce soit, pas même à la dictature du prolétariat.

Il est possible que la réalité quotidienne des nantis, des intellectuels, des ouvriers étudiants, ne soit pas la même que la nôtre ; nous comprenons fort bien que ces temps-ci on emprisonne peu les PDG, et que les accidents du travail soient assez rares chez les étudiants. Que tout ce beau monde, patron de gôche et intellectuel de gôche, n'ayant pas nos problèmes, soit après de nombreuses analyses porté sur la fête, le hippisme, les rapports transparents et le nombrilisme, nous le comprenons ; qu'ils veuillent garder tous les privilèges que donne la légalité en prenant pour alibi la sécurité, nous le comprenons.

Mais qu'ils s'indignent avec nous, qu'ils commencent à lutter partant en avant, le verbe haut et l'œil farouche et aussitôt que le choix entre leur confort et les inconvénients de la lutte se pose, ils partent la queue entre les jambes, en théorisant, après un repli stratégique fulgurant, sûrs qu'ils ne sont pas maso, eux, qu'ils ont le cassoulet sur le gaz, que ce qui les intéresse c'est l'amour, qu'ils sont innocents, qu'ils lisent Reich, que nous sommes des terroristes, des assassins en puissance, des autoritaires, des *machos*, des phalocrates, des méprisants, des sans-cœur, des inconscients, des militaires et autres injures, cela nous ne l'admettons pas.

Qu'après tout cela ils se précipitent en spectateurs sur leur strapontin légal, sur la place qui leur est réservée, assignée, afin de transformer notre affrontement avec le système en spectacle, nous ne l'admettons pas.

La lumière est éteinte, le cinéma commence ; les taste-révolutions apprécient. Noguères (19), ouvriers, sabotage, très bien ! 8 sur 10 ; Watts, la Pologne, parfait ! on en fera référence ; Lip (20), bon début, récupéré, on en fera une brochure ; affaire

Suarez, intéressant mais substitutionniste ; les GARI, terroristes, ils auraient pu faire des morts, ils sont coupés des masses, peu d'analyse ; Eva Forest (21), ça peut marcher. Tout cela nous emmerde profondément !

Oui cela nous emmerde que des copains avec qui on a eu des rapports étroits, les mêmes rages, les mêmes soucis d'autonomie, se désavouent eux-mêmes en abandonnant une certaine conception d'une lutte sous de faux prétextes. Nous n'avons jamais opposé des actions bonnes à des actions mauvaises, ni le courage à la peur ; notre mépris, puisqu'il s'agit de cela, ne s'est jamais exprimé à ce niveau-là ; la critique de nos actions, de nos comportements, on les supporte très bien, nous les recherchons même quelquefois, mais les procès d'intention, les faux-fuyants, des types qui nous laissent tomber au moment crucial, cela nous ne le supportons pas ; et quand nous disons que nous ne le supportons pas, cela se sent dans nos rapports avec eux, et s'entend quand nous leur parlons. À ces faux derches, les jaunes d'une certaine lutte qu'ils ont entamée puis laissée tomber, à ces gens qui n'ont rien fait, qui sont innocents, à ces *ce n'est pas moi Monsieur l'agent*, à ces conseillers de lutte au dernier moment, à ces démagogues ouvriéristes avides de grande grève, de grande manœuvre syndicale, nous leur disons MERDE mais nous ne leur en voulons pas. Ils ne savent pas ce qu'ils font, comme dirait notre concierge, mais s'ils pouvaient fermer leur gueule et lutter en silence, comme ils disent, sans faire de spectacle, sans journaux, sans sensationnel dans la rue, dans le bus, dans le métro et aussi dans la lune, ils nous foutraient la paix !

Quant à nous, une fois nos copains enterrés, ou assistés dans leurs prisons ou passés en procès, ou bien sortis de la clandestinité, nous continuons notre façon d'exister, de nous battre contre le capital pourvoyeur de mort, enfin quoi ! nous continuerons notre fête à notre manière.

Notre quotidien ce n'est pas la clandestinité, les faux papiers, la bombe et la cagoule sur le nez, mais nous ne refusons aucun moyen de critique. Pour nous défendre, nous ne privilégions aucun moyen, aucun système, mais nous n'en refusons aucun. Non nous ne croyons pas à la propagande par le fait, à la propagande tout court. Nous ne croyons pas à l'acte exemplaire, au détonateur de la révolte de masse etc. Nous nous contentons d'exister en groupe autonome, et si cette réalité fait du bruit, si on en parle dans les journaux, on n'y peut rien, nous ne vivons pas pour cela. Quand nous travaillons en silence, on nous traite d'épicier, d'aliéné, de contre-révolutionnaire. Quand nous nous révoltons, on nous traite de terroristes, d'assassins, de bandits. Mais au fait, qui a tué ? En six ans, le capital a tué cinq de nos copains, emprisonné et torturé une cinquantaine. Ce n'est pas vous qui n'avez pas la même réalité quotidienne, qui allez, bronzés et gras, vos journaux de plage sous le bras, nous dire ce que l'on aurait dû faire.

Votre lutte silencieuse, parlez-nous en, écrivez ce que vous avez fait, vos amours, votre fête ; opposez si cela vous intéresse votre pratique à la nôtre, très bien ; mais pourquoi vous ne parlez toujours que de la lutte des autres et quand il s'agit de vos fesses vous vous entourez d'un épais mystère où les mots « recherche de la jouissance », reviennent sans cesse ? Mais au fait, dans vos sacs, sur vos plages, dans vos petites autos, dans vos offices libérés, c'est clandestin votre pratique, ou vous ne planquez que le néant de vos carcasses vides de toute critique concrète ?

---

### **La politique et la mode**

ou « la gauche française à la pointe du combat... » novembre 1974

« Les révélations d'Eva Forest... », l'affaire Sastre » (22)...

Horreur, le franquisme est méchant ! Épouvante ! On torture en Espagne !!!  
Y aurait-il en perspective... des condamnations à mort ? Qu'on le sache vite, les frissons dureront plus longtemps...

Des pages dans *Le Monde*. Des pages dans *Libération*. Des pages partout, c'est bien parti..., affaire qui marche.

Le franquisme on ne connaissait pas ? on ne torturerait pas il y a quelques jours ou quelques mois ?

– Ah, mais ce n'était pas des femmes !

– Bien sûr, mais ce n'était pas des vrais « politiques » !

Ce coup-ci c'est sérieux, c'est des gens bien, des gens qui valent la peine, ce qui justifie qu'on s'en occupe...

Alors qu'est ce qu'on fait ???

La mort n'est sans doute pas la même pour tout le monde... la torture non plus : elle est bien plus douloureuse pour un militant, bien davantage pour un militant avocat, médecin ou écrivain... que pour un inconnu ; et pour une femme-militante alors !

Quelle horreur de torturer même des femmes ! et surtout si c'est une « femme-égale-de-l'homme » (une féministe quoi !) Au fait seraient-ils immunisés contre ça, les hommes ?

– Le MLF s'émeut et découvre le vilain franquisme entre deux avortements libérés.

– « Psychanalyse et politique » se mobilise (*Le quotidien des femmes* n° 1 spécial « lutte des femmes espagnoles » etc.

– II paraît qu'un « Comité Espagne » (existant en France depuis quelque temps déjà) aurait l'intention de s'agiter.

– Les PC, PS et démocrates divers se mettent doucement en branle (ça va être Burgos, en mieux). C'est donc pas du terrorisme ou de la violence ce qui leur est reproché à ces braves gens ?

Pourtant « La Puerta del Sol »... (c'est vrai, ils ne l'ont pas revendiqué l'ETA, mais en cas...), pourtant s'ils sont impliqués pour « Carrero Blanco » (il est mort Carrero, violemment !).

Mais ce n'est pas ça le problème : il y a une violence justifiée ! la violence pour quelque chose de concret, la lutte pour prendre le pouvoir, changer le gouvernement par exemple, ou tout au moins une fraction de pouvoir, comme les nationalistes...

C'est sérieux, ça va quelque part, il y a des vrais partis derrière, et ça peut justifier toutes sortes de moyens. C'est pas comme ceux qui ne veulent rien (que leur liberté), c'est pas comme ceux qui osent se servir de ces mêmes moyens sans permission, comme ça, comme s'ils avaient le droit et la capacité de juger...

Ce n'est pas comme ceux qui ont l'audace de refuser toute autorité (celle d'un État oppressif, d'accord de la refuser, mais celle de l'Ordre Révolutionnaire pour une société meilleure et sans classe, là c'est un peu fort !)...

Et même si on arrête les sarcasmes – ce qui est difficile car il est encore bien cuisant le souvenir de ceux que l'on a laissé garrotter avec une indifférence et un fatalisme écœurant – il y a quand même quelques problèmes à poser bien clairement :

– Nous, Eva Forest, on dit pas qu'on s'en fout parce qu'elle serait au PC ou à l'ETA, pas du tout, ou parce que c'est une femme, encore moins. On dit pas qu'il faut rien faire, sous prétexte qu'il y a des copains pour qui rien n'a été fait, ça serait trop facile, ou trop vengeur à mauvais escient...



– Ce qu'on dit : Eva Forest est arrêtée et torturée avec d'autres hommes et d'autres femmes torturés aussi. Ils sont inculpés avec les méthodes et les injustices que l'on connaît depuis longtemps et sur lesquelles on pousse des cris maintenant. Ce n'est pas pour rien que des copains, que l'on connaît ou que l'on ne connaît pas, subissent ce sort, et cela arrive sans cesse, et même à l'heure actuelle, en même temps que ceux de Madrid, mais on n'en parle pas.

On parle d'Eva, de son mari, et de tous ces gens, pas n'importe qui s'il vous plaît, susceptibles de faire palpiter le grand public...

Pourquoi ??? Dénonce-t-on des pratiques ?

Alors dénonçons-les pour tout le monde sinon défense de parti, défense de sexe, défense de classe, ce sont les mêmes œillères, les mêmes limites, le même faux combat pour une fausse liberté.

– Défense de parti : chacun les siens, car ils font partie de l'armée, ou du troupeau, qui chemine sûrement vers la prise de pouvoir.

– Défense de sexe c'est aussi grave ce que la répression peut faire à une femme qu'à un homme –mais pas plus–, c'est révoltant d'accorder plus d'importance aux hommes en prison qu'à leurs prétendues compagnes mais c'est bien ridicule, s'il est vrai que celles-ci, les femmes qui luttent, le font au même titre et pour les mêmes motivations, de se scandaliser davantage qu'elles puissent subir la répression, en vraies ennemies du pouvoir qu'elles sont. Si hommes et femmes veulent se battre en tant que tels, pour la suprématie des uns ou des autres, alors qu'ils s'occupent de leur cul et c'est tout... Car la lutte contre le franquisme par exemple (cas des emprisonnés de Madrid), contre le capitalisme, la lutte pour la liberté est une lutte globale de tous les individus – non pas asexués ! – mais ensemble et également.

– Défense de classe, de tous ceux qui s'émeuvent qu'une des leurs et quelques d'entre eux (les critères sont clairs) puissent subir le sort des voyous (ou des prolétaires) et même s'il n'y a pas une discrimination aussi avouée, la motivation qui surgit précisément pour les uns (non parce qu'on les connaît ou que ce sont des copains), alors qu'une morne résignation accompagnait les autres, est assez significative à cet égard.

Et partout (en France aussi on extorque quotidiennement des aveux par des moyens peu orthodoxes - même si ce n'est pas au même stade, à l'heure actuelle la voie est ouverte – et ce système fonctionne précisément pour des révolutionnaires arrêtés pour des actions antifranquistes –, seulement c'est moins exotique, un petit peu trop près, trop banal...).

Et tout le temps, non pas seulement au moment où cela entre dans le cadre d'une campagne dirigée et sécurisante, qui ne va engager à rien qu'à des promenades (seulement c'est fastidieux, pénible ; il faut toujours prendre ses responsabilités).

Quel est donc le but de cette nouvelle mobilisation ? L'efficacité ou le profit politicard ?

Si c'est, ce dont nous doutons, l'efficacité, interrogeons-nous : ou ce coup-ci manifs et pétitions vont suffire ou cela ne suffira pas.

Si cela suffit à sauver du garrot ces militants-là, tant mieux, mais cela sera quand même significatif et grave – l'histoire de ceux qui seront morts abandonnés entre deux sauvetages d'envergure, Burgos et peut-être demain Madrid, sera claire – elle n'en sera pas moins dégueulasse l'histoire des bons, ceux qui sont dans le rang – que l'on brandit comme drapeau, et celle des méchants, ceux qui inlassablement cherchent à s'en évader, sur qui l'on crache parce qu'on a peur, sera illustrée « en démocratie » – une fois de plus cependant il serait sûrement apaisant de poser a priori la réussite de telles démarches – cela n'est pas évident du tout en réalité – et si tant

de monde se mobilise à présent (aussi injuste que cela soit dans un contexte général), au moins que cela soit pour quelque chose.

Au moins ceux-là, puisqu'ils intéressent tout le monde, qu'on ne les laisse pas mourir ou pourrir en taule, en espérant hypocritement des indulgences ou une grâce de dernière minute.

Car dans l'éventualité probable (tout au moins possible comme chaque fois) où tracts, pétitions, défense démocratique et manifestations gauchistes ne seront pas plus que des boulettes de papier contre des chars d'assaut, le même problème que chacun prétend crucial se pose :

Eva Forest ou ses compagnons ne nous intéressent pas en tant que femme, écrivain ou nationalistes. Mais nous ne voulons pas, pas plus qu'avant, que des individus soient garrottés, torturés ou même condamnés (ni en Espagne ni ailleurs).

Pour leur défense à eux aussi, nous voulons lutter contre le pouvoir et beaucoup de révolutionnaires le veulent aussi, semble-t-il...

Alors la situation concrète, elle est claire :

– manif et pétitions, efficacité quasiment nulle, cela est prouvé et reconnu généralement, tout au moins quand on a affaire au franquisme ;

– on peut faire des brochures ?

– on peut faire pression ?

Oui mais chaque fois que quelqu'un a cherché à faire pression ça voulait dire terrorisme *desesperados*, dit-on...

Ça voulait dire aussi efficacité limitée paraît-il..., ça voulait dire action séparée des luttes sociales...

Alors ???

Alors, puisqu'on analyse tout ça, puisqu'on est motivé, puisqu'on veut être efficace, puisqu'on est au courant assez tôt, puisque ce qu'on veut c'est éviter l'action anarchiste désespérée, puisque cette fois on a le temps de se creuser les méninges assez tôt pour trouver la solution, de se préparer et de réussir...

Alors, au cas où, ce serait nécessaire...

Qu'est ce qu'on fait ???

GCA

## Professionnels de l'information et déformation professionnelle

Les moyens d'*information* sont des instruments redoutables. Ils ont le pouvoir d'abstraire un fait réel de son contexte humain et social, de le modeler, de le transformer, le déformer, l'amplifier, le réduire, le décomposer pour le reconstituer ensuite à leur guise.

Chaque journal a sa recette, mais au-delà des variantes, la cuisine est la même :  
– transformer le quotidien en événement extraordinaire ;  
– transformer le vécu en image spectaculaire ;  
– faire de l'homme un lecteur-spectateur passif en lui présentant des gens et des faits comme appartenant à une autre planète.

Qu'y a-t-il de commun entre l'histoire vécue en un lieu par des gens déterminés et sa reproduction *normalisée* destinée aux *fidèles lecteurs* ?

Peu de choses en général.

On vit sa propre histoire, on lit celle des autres.

Nous avons lu récemment les journaux, et y avons trouvé l'histoire de deux **autres** qui portaient notre nom.

« Quatre membres du GARI arrêtés » (les journaux)

Nous n'avons pu lire, et très rapidement, que trois journaux : *L'Aurore*, *Le Figaro* et *Sud-Ouest* du 20/09/74. C'est peu. Franchement, cela nous a suffi.

Que disaient-ils ? Ils *présentaient* les faits et les auteurs. Et qui aurait pu soupçonner les quelques... disons inexactitudes ?

Il était bien question de *z* attentats contre *z* voies ferrées (*Le Figaro* ou *L'Aurore*) avec des détails encore ! (imaginaires, puisqu'il y a eu en fait un attentat contre une voie ferrée). Le dynamitage de la voie ferrée « devait coïncider avec le passage du rapide » (*Sud-Ouest*). Messieurs les policiers, Messieurs les Juges, braves gens, puisque *Sud-Ouest* vous le dit. (Alors que les tracts et les précautions prises tant sur la route que sur la voie prouvent le contraire.)

L'un des prévenus aurait enseigné deux ans à Saint-Jean-de-Luz (trois en réalité) et aurait abandonné rapidement l'alphabétisation des étrangers (rapidement = après plus de deux ans) (*Sud-Ouest*).

L'autre aurait été interpellé par la Guardia civil à Irun alors qu'il distribuait des tracts et aurait été incarcéré 8 jours ! (*Sud-Ouest*). (Absolument imaginaire ! Pourquoi n'aurait-il pas été capturé par les cannibales au Sahel, alors qu'il distribuait des livres de cuisine aux victimes de la famine ?)

Le style était assez particulier. Les membres arrêtés étaient « importants » selon *Le Figaro* ou *L'Aurore*. L'un de ces deux journaux parlait de « palmarès » et

de « records ». Entre deux jeux olympiques, il faut se mettre quelque chose sous la dent ! Le régional *Sud-Ouest* voulait raffler toutes les médailles. Il intitulait un de ses articles : « La personnalité des dynamiteurs basques » (de quoi rendre jaloux des confrères plus spécialisés dans le genre puant) et déclarait l'un des « dynamiteurs » « amateur d'art martiaux » (*la terreur des faubourgs* en quelque sorte !). Parlant de l'autre : « Sous une façade agréable, voire placide, il cachait mal en privé l'intransigeance de son caractère et de ses préjugés notamment anticommunistes. »

« Il est gentil et attirant mais... méfiez vous... »

Pauvre petit journaliste besogneux ! Que ne faut-il pas faire pour gagner sa vie !

« En privé ! » De quels « intimes » avez-vous obtenu les « confidences » ? Des « préjugés » ! « notamment anticommunistes » ! Qu'est-ce que tout cela signifie ?

Son « intransigeance » et ses « préjugés », il les cachait tellement mal que tous ceux qui le connaissaient un peu les connaissaient, à commencer par les intéressés, en l'occurrence les membres du parti dit communiste. Il s'agit simplement d'appeler un chat un chat, un stalinien un stalinien, un parti politique une entreprise de récupération, un racket, qu'il se baptise ou non communiste. Et ceci étant dit sans aucune animosité envers qui que ce soit, même pas envers un éventuel *stalinien* nostalgique qui aurait participé à l'enquête de *Sud-Ouest*. C'est clair ! *Le communisme* (en quoi s'agit-il d'anticommunisme ?) est-il une marque déposée ou un monopole ?

Voilà ce que les journaux offrent à leurs fidèles lecteurs : des faits déformés ou imaginaires, des propos mensongers, des « casseurs » rocambolesques, incompréhensibles et inexcusables.

*Sud-Ouest*, décidément très en verve, pousse le cynisme jusqu'à se demander sur un ton faussement naïf : « Personne ne comprend comment ce garçon discret et instruit a ainsi pu basculer dans la violence gratuite. »

Personne ne comprend ? Mais vous vous le savez, Messieurs les journalistes de *Sud-Ouest*, du *Figaro*, de *L'Aurore* et d'ailleurs... Vous connaissez parfaitement nos mobiles (car vous avez lu des tracts distribués lors des attentats) mais dans vos articles vous n'y faites pas la moindre allusion.

Nous allons donc le faire pour vous.

Mais tout d'abord qu'est ce qu'un garçon « discret et instruit » ? Pensez vous que l'on naisse dans une boîte à épithètes avec une étiquette sur le dos et une vie toute tracée ?

Que doit être la vie d'un garçon « discret et instruit » ? Sommes-nous des automates ou des êtres humains ? Doit-on laisser crever les autres sans réagir quand on est discret et gentil ?

## **Car c'est bien de cela qu'il s'agit quand vous parlez de violence gratuite**

Ces attentats, nous ne les avons pas accomplis sans raison, ou pour le plaisir mais par solidarité envers des camarades espagnols menacés de mort (rappelez-vous Salvador Puig Antich) qui croupissent et crèvent en prison.

Des compagnons qui luttaiient non pour *remplacer* le régime franquiste par une junte *démocratico-socialo-monarcho-communiste*, non pour remplacer la droite et l'extrême droite par la gauche ou l'extrême gauche à la tête d'une même organisation sociale toujours exploiteuse et répressive, mais qui luttaiient pour vivre, s'attaquant nécessairement aux structures et aux institutions qui les en empêchaient (et pas seulement aux personnes qui n'en ont que provisoirement la responsabilité).

Pourquoi, diront certains, en ce cas ne pas avoir agi en Espagne ? Précisément parce que notre combat n'est pas *politique* mais bien plus total, global. Nous ne luttons pas seulement contre le franquisme contre le fascisme, qui ne sont que des formes du capital, mais contre le capital lui-même qui domine la France démocratique comme l'Espagne fasciste. Et si les attentats commis n'ont pas fait de victimes c'est que nous avons pris les précautions nécessaires. Nous agissions pour tenter de sauver des vies humaines non pour les tuer.

Tout cela messieurs les journalistes, vous le savez. Vous le savez mais vous ne l'écrivez pas. Pourquoi ?

Tout est fait à l'heure actuelle pour nous isoler de tout et de tous tant sur le plan physique (prison) que psychologique (intoxication, création de toute pièce d'une opinion publique).

Nous isoler pour balayer tout scrupule et mieux nous enterrer, car nous gênons.

Les *franquistes*, les *capitalistes*, comme ceux qui préfèrent parler d'antifranquisme, d'anticapitalisme ou de révolution alors que chacun de leurs gestes dément leurs paroles. Ceux qui font semblant de verser une larme quand on est en prison, ceux qui portent une gerbe quand on est mort et utilisent les cadavres pour redorer leur blason (voir Puig Antich). Et qui, lorsqu'on est en liberté, font tout pour que l'on y reste pas longtemps.

Désolé de troubler votre conscience camarades, mais nous existons...

Vous pouvez être fiers, messieurs les journalistes, vous êtes les plus actifs à travailler à cet isolement.

Nous ne sommes pas des Martiens fraîchement débarqués.

Nous ne sommes pas les individus troubles et doubles que votre triste rôle vous oblige à inventer, nous avons des activités, une famille (eh oui !), des amis.

Et cela constitue même l'essentiel de ce que vous appelez, en bons marchands d'étiquettes, notre carrière d'anarchiste !

Car nous ne luttons pas pour une cause abstraite, lointaine et hypothétique.

Nous ne luttons pas contre les autres ou seulement contre *quelque chose* d'extérieur, mais aussi contre nous-mêmes, car nous sommes dans cette société et cette société est aussi en nous.

Nous ne sommes ni les *bons* opposés aux *méchants*, ni les *pauvres* contre les *riches*, ni les *travailleurs* contre les *patrons*, ni les *révolutionnaires* contre les *réactionnaires*, et notre combat n'a rien d'une croisade.

Nous ne sommes ni l'avant-garde du *prolétariat* ni le parti révolutionnaire. Nous ne représentons que nous-mêmes. Nous sommes nous-mêmes rouages d'une société qui nous exploite et nous opprime et nous voulons vivre et comprendre.

Et l'essentiel de notre carrière c'est d'avoir tenté de VIVRE en essayant de changer dans notre vie quotidienne les rapports stéréotypés, hiérarchisés, artificiels entre individus.

Cela nous a conduits à une tentative de compréhension plus large de notre situation dans la société.

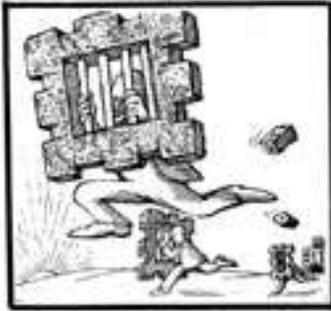
Cela nous a conduits à lutter contre tout ce qui nous aliène (le capital, son État tentaculaire, et tout ce qui lui est soumis : partis et groupuscules politiques, bureaucraties syndicales etc.).

Cela nous a également conduits à essayer réellement de secourir des amis menacés de mort en employant exceptionnellement des moyens particuliers correspondants à cette situation concrète. (et non dans l'intention de privilégier à l'avenir et dans l'absolu ce genre de méthode).

C'est ce seul dernier aspect du contexte bien plus général de notre vie et de notre action qu'on a bien voulu retenir ; et encore, sans l'expliquer, sans le montrer et en le déformant. Pourquoi ?

L'homme qui peut comprendre et agir se réfugiera-t-il plus ou moins consciemment derrière le personnage confortable de lecteur passif que vous lui avez confectionné par votre mensonge ? Certains oui, mais sûrement pas tous ; pauvres journalistes besogneux et bien-pensants. Pas tous.

**Les dynamiteurs basques**



D'accord, les GARI ce n'était pas l'ETA ou l'IRA, ce n'était pas un mouvement naissant qui cherchait à recruter sur la base de l'antifranquisme ou de la propagande par le fait.

D'accord donc, les GARI ça n'existe plus en tant que tel.

C'était comme on l'a dit et redit, un regroupement d'individus et groupes autonomes à un moment précis pour des actions précises, avant et après la mort de Salvador Puig.

Seulement, comme après « l'affaire Suarez », le prétendu coup de filet des flics, l'interprétation infâme du pouvoir – et de la presse – certaines situations sont à affronter avec efficacité et non pas avec le purisme facile de positions de principes.

En juillet, il a fallu montrer, non pas que nous voulions, avec les GARI créer une force *terroriste*, mais obtenir les résultats dont nous avons décidé : mettre le gouvernement espagnol au pied du mur, qu'il cède ou qu'il se dévoile, et dénoncer clairement, en agissant volontairement en Europe (notamment en France) et non pas en Espagne où tout est étouffé souvent (le linge sale se lave en famille, et de la façon que l'on connaît), la politique de collusion que pratiquent certaines démocraties...

Ce n'est pas la peine d'épiloguer là-dessus ; les prisonniers eux-mêmes qui ont revendiqué leurs actions politiques l'expliquent très bien.

À présent, nous avons en face aussi bien le gouvernement français que le gouvernement espagnol, car les pratiques commencent à se rejoindre (les opérations *coup de poing* avec l'intoxication de l'opinion publique sur la sécurité des bons citoyens ont bon dos !...).

À présent, des copains, qu'ils se déclarent responsables des actes qu'on leur impute ou qu'ils le refusent, sont tous emprisonnés par le pouvoir au nom de certaines démarches effectuées par les GARI.

S'il ne s'agit pas de se faire un drapeau avec le regroupement GARI, il n'est pas question non plus de renier un seul instant le sens général de sa démarche et les applications concrètes qu'ont pu faire ceux qui s'en sont réclamés et sont à présent accusés pour cela.

Donc si c'est attenter à la sûreté de l'État français que de lutter contre le fascisme, de dévoiler et de gêner les relations scandaleuses entre un gouvernement qui se veut libéral et le franquisme ;

– de faire éclater le scandale des représentations et des représentants (officiels, politiques, économiques, culturels ou sportifs...) espagnols à l'étranger ;

– de combattre pour sauver la vie, ou obtenir la libération de nos compagnons ; alors oui, nous avons tous voulu, et nous sommes tous d'accord pour attenter à la sûreté de l'État.

Il s'agit donc, GARI ou non, de défendre activement tous ceux qui ont lutté pour ces motifs ou sont accusés de l'avoir fait.

Il s'agit de lutter contre un pouvoir qui n'admet pas d'avoir en face la vision de sa propre déchéance et qui ne reconnaît pas que ceux qui l'ont combattu l'ont fait politiquement et au nom de la liberté ; quelque terrain ou quelque moyen qu'ils aient choisis.

Pour nous tous, ennemis de l'oppression et de l'autorité SOUS TOUTES LEURS FORMES, la lutte pour la vie continue.

Pour un copain garrotté, pour ceux qui risquaient de l'être, nous nous sommes révoltés et nous avons agi.

Pour avoir fait cela ou pour être d'accord avec cela, nous sommes séparés, rejetés, condamnés, enfermés pour certains.

– Nous continuerons donc à lutter partout et contre tout pouvoir.

– Nous n'admettrons pas d'être emprisonnés, séparés, que nos intentions soient dénaturées, que l'on essaie de déterminer encore parmi nous les bons et les mauvais, politiques et voyous (car nous avons toujours eu le même but) comme nous n'admettions pas d'être garrottés...

– Ceux qui sont en prison ne sont pas vaincus, ils sont sur un terrain de lutte où l'oppression est plus forte et plus claire, mais doit se combattre aussi, par tout le monde.

De l'intérieur, de l'extérieur, GARI ou pas GARI, espagnols ou pas, avec des moyens différents, notre volonté et nos motivations restent les mêmes.

Si les ennemis et les oppressions se multiplient, nous comptons que les individus et les groupes autonomes se développeront aussi, et pourront chacun ou ensemble participer à la lutte pour la vie et la liberté.



### **Février 1975 : texte d'un groupe ayant participé à la coordination « GARI »**

Nous ne voulons pas ici perpétuer un sigle, un moment de lutte. Ce serait faire le contraire de ce que nous pensons. Parce qu'une lutte n'a ni début ni fin, parce qu'une révolution n'a ni début ni fin à perdre : un sigle, une représentation, pour être vraiment un moyen de lutte; elle devient fin en soi, se veut un interlocuteur valable, et cela contre ceux qui refusent ses tactiques politiciennes, frontistes. Contre les prolétaires eux-mêmes, tous devenus provocateurs, délinquants.

*Couverture de la brochure, format 15 x 21*

Seulement nous voulons nous expliquer sur une démarche qui a souvent été mystifiée, aider ainsi à la compréhension d'une solidarité nécessaire aux inculpés, et tirer quelques conclusions générales des interventions de notre coordination.

Si l'on dit aujourd'hui : il sera toujours temps de réfléchir et d'organiser sa propre lutte, de prendre en main son devenir, cela veut dire qu'on laisse *l'histoire* juger de notre sort ; cela veut dire : il sera toujours trop tard. Alors aucune procession, pétition, aucune démocrasouille ne peut plus rien y changer. Il est possible de faire éclater cette torpeur, de montrer la double face du pouvoir, celle qui, lorsqu'on répète inlassablement « nous sommes victimes du pouvoir », nous répond « nous sommes victimes de notre torpeur, de nos vellétés, de notre acceptation ».

Il est possible de faire céder l'État par des moyens d'action directe sans figer ceux-ci dans une panacée universelle. C'est-à-dire refuser les sentiers battus, fixés éternellement, et laisser champ libre à cette imagination combative qui trouve les moyens adéquats au but poursuivi.

Enfin il est possible et nécessaire de parler en son propre nom, parce que le refus de l'exploitation, de la survie planifiée, n'a pas besoin de cautions, d'excuses, parce qu'à force de parler au nom de... ou plutôt à la place de... plus personne n'ose se présenter lui-même.

La presse n'a pu retenir des actions faites par nous tous que le spectaculaire, l'apparent. Ça fait *boum*. Et c'est cette vision des choses que la bourgeoisie impose au travers de ses médias.

Par ailleurs, nationalistes et léninistes de tout poil en ont une appréhension très peu différente. La violence est aussi pour eux l'affrontement entre armées bour-

geoises et groupes ou masses militarisées ; guerre de tranchée entre un pouvoir installé et un pouvoir qui désire prendre sa place. Cette conception implique un commandement militaire. Cette violence-là, si elle peut renverser un pouvoir, ne détruit nullement les rapports sociaux existants et le mode de production qui les fonde, l'économie capitaliste. Elle est une proposition de gestion différente de l'exploitation et, si elle se sert des bras du prolétariat, c'est pour mieux se servir de sa force de travail.

Pour nous ce qui importe avant tout, c'est qu'en tous lieux les prolétaires prennent leurs affaires en main, détruisent par eux-mêmes et pour eux-mêmes les chaînes qui les asservissent, salariat, économie de marché, refusent impitoyablement et traitent comme tels ceux qui voudraient leur en forger d'autres. Les moyens qu'ils se donnent, tous les moyens, leur indépendance pratique, organisationnelle, garantissent cette autonomie ; car si ils comptent sur les organisations politiques, les syndicats – et on sait que ceux-ci savent prendre le train en marche – pour les aider, ils sont finalement perdants.

C'est cela que craignent et les classes dominantes et les bureaucraties affirmées ou occultes. Voilà pourquoi ils développent les schémas et les alternatives calquées sur l'ordre existant. Voilà pourquoi ils veulent, malgré ce que nous avons toujours expliqué clairement, faire de nous une organisation militaire ou des *terroristes*.

Quant à nous, nos possibilités d'intervention sont aussi fonction du système que nous subissons. Et c'est pourquoi, même si les formes de lutte employées par le MIL et d'autres groupes en Espagne n'ont pas eu toujours les mêmes applications en Europe, elles relèvent certainement des mêmes motivations, des mêmes analyses de groupes autonomes qui, en Espagne comme ailleurs, ne se battent pas pour l'installation d'une social-démocratie, d'un régime libéral, voire même d'un socialisme à la portugaise, mais effectivement pour leur émancipation en tant qu'individus et une critique active de tout pouvoir de quelque nature qu'il soit sur leur vie propre. Nous ne croyons pas aux lendemains qui chantent de la démocratie en Espagne ; Carrillo succédant à Franco, c'est seulement un aménagement voulu par une évolution socio-économique. La pilule sera plus douce à avaler pour le prolétariat espagnol, le bâton un peu moins lourd, enrobé de quelques *libertés*, mais il restera dans sa condition d'exploité.

Les groupes qui pendant un temps déterminé sont intervenus sous le sigle GARI, partageaient profondément les mêmes analyses, la même critique, non seulement vis-à-vis de l'Espagne, mais vis-à-vis de l'ensemble de l'Europe capitaliste.

## **Mais intervenir comment ? Et pourquoi précisément ?**

### **Comment**

Manifestations ou *action directe* peuvent être semblables quant à leur volontarisme et à leur inefficacité ; être aussi séparées l'une que l'autre de la vie réelle des individus. On répète les processions comme on répète les cocktails contre les murs des commissariats, sans saisir précisément ce que l'on poursuit ; et en définitive, comme il faut à une bonne démocratie une opposition de gauche, il faut, au sérieux de l'établissement politique de l'extrême gauche, le piquant de quelques affrontements stériles.

Nous pensons au contraire que des actions précises peuvent intervenir favorablement si elles reposent sur un contexte clair : la situation et les objectifs poursuivis. À ce moment-là, elles fuient le cinéma politique comme la peste. Il s'agissait pour nous d'avoir un moyen de pression bien réel, en rappelant que la vie des camarades de Puig valait bien celle d'un banquier espagnol, alors que les procès se préparaient. Il s'agissait, face aux arrestations ultérieures, de souligner l'évidente responsabilité du gouvernement français venant en aide à Franco, envoyant des commissions rogatoires en Espagne, faisant rentrer les flics espagnols sur le territoire français, et de souligner l'arbitraire total des arrestations perpétrées.

### **Pourquoi**

Nous ne nous sommes pas fixé pour finalité d'intervenir systématiquement par solidarité. Notre propre réalité de prolétaires importe avant tout, et il n'est ni dans notre nature ni dans nos possibilités d'intervenir dans mille situations vis-à-vis desquelles nous sommes décontextés ; ni dans notre nature, parce qu'il y a mystification à s'oublier soi-même dans le soutien à ceux qui luttent (la lutte des autres suffit), ni dans nos possibilités car il y a des données qui nous échappent.

Proches de l'ex-MIL, amis de Puig, les camarades directement concernés firent appel, dans le cadre de démarches d'intervention entreprises par eux, à d'autres groupes autonomes. À la suite de cette rencontre, accord se fit pour que soient mises en commun nos capacités, nos moyens.

Cette rencontre ne se fit pas par hasard, les conflits divers qui soudent entre eux des individus, les conduisent aussi à reconnaître d'autres prolétaires qui ont les mêmes intérêts. Comme nous, refusant le faux dilemme organisation bureaucratique = impuissance, ces groupes s'étaient naturellement côtoyés et avaient affirmé la possibilité d'une coordination à définir concrètement.

Donc les GARI n'existent plus comme coordination de groupes. Demain une autre coordination se fera sur d'autres objectifs, ou sur les mêmes ; avec d'autres groupes autonomes ou avec les mêmes. D'autres sigles se feront jour puis disparaîtront. Pour nous la véritable constante c'est le groupe autonome, constitué de pro-

létaires réunis sur la base d'une affinité réelle, ayant l'habitude de vivre, de lutter, de discuter, de critiquer ensemble. Les accords provisoires contractés avec d'autres groupes sont pour nous une des conditions essentielles pour éviter le militantisme et la bureaucratie, pour éviter que des gens se déresponsabilisent individuellement et collectivement au sein d'une structure figée, sécurisante, qui les prend en charge. Nous connaissons trop le rôle des bureaux politiques, d'une organisation d'une fédération, d'un groupuscule, pour nous fier à une coordination permanente. Quand la base s'est donné une représentation permanente, parti, fédération, syndicat, coordination, la bureaucratie s'installe, des chefs délégués, permanents, se créent, secrétés par un appareil dont l'épaisseur inerte nécessite une division de tâches. Ces tâches deviennent spécialisation. Cette spécialisation devient hiérarchie de fait.

Finalement, quand les prolétaires délèguent leurs pouvoirs, même si le principe en est acquis, ils ne sont plus en mesure de révoquer qui que ce soit. Les assemblées générales n'y changeront rien. Ces assemblées de prolétaires dépossédés, bien qu'étant l'image suprême de la démocratie, sont en fait les hauts lieux de la manipulation de masse. Que l'on ne nous dise pas en dehors de l'organisation point de salut ; ne pas militer à l'intérieur d'un groupuscule, ce n'est pas forcément l'inorganisation totale, l'individualisme, le chaos... C'est refuser la vie végétative du militant qui part au Larzac, à Lip, à une manif sur le Vietnam, sur le Chili, sur Puig, parce qu'il en a reçu les consignes ; c'est refuser le chapelet qui s'égrène dans les rues, qui psalmodie pour ne pas avoir à intervenir réellement dans une situation donnée, qui organise le spectacle de l'impuissance, étendard en avant. C'est refuser ce qui est souvent une caution pour ceux qui, par ailleurs vidés de besoins subversifs, acceptent fort bien leur rôle social.

Les GARI coupables d'avoir tenté de substituer une autorité illégale à celle de l'État, des terroristes aveugles, une organisation dangereuse, et voilà pourquoi, le pouvoir rassuré, il n'y a plus qu'à cerner, arrêter, traiter, comme dit Ponia, et force restera à la loi... à la loi des exploités, des bourreaux, des défenseurs de l'ordre et de la Morale.

Simplement on n'empêchera jamais une clé à molette de partir dans la gueule d'un contremaître, comme ça, sans préavis, et sans déposer les statuts de lanceur de clé à molette. Notre révolte, elle est partout, il n'y a pas de spécialisations ni de problèmes spécifiques. Seulement, par souci d'efficacité des groupes peuvent s'organiser, assembler des idées et des moyens. C'est cette démarche qui a été à l'origine des GARI, c'est cette démarche qui peut se reproduire aujourd'hui. Nous n'intervenons pas uniquement en fonction des problèmes que nous fournit l'actualité politique et

sociale du moment, celle de l'information, des manœuvres politiques, mais surtout par rapport à des problèmes qui nous touchent, auxquels d'une manière ou d'une autre nous sommes directement confrontés. La difficulté c'est de ne pas se laisser enfermer dans le cadre de nos interventions, de devenir tour à tour antifranquistes, terroristes, gangsters, ou *prisonniers en lutte*. Mais nous devons aussi répondre là où le pouvoir nous attaque, dans le cadre qu'il nous impose, et avec un maximum d'efficacité.

Que l'on vive dans une démocratie en voie de fascisation ou dans une dictature fasciste en voie de libéralisation, les conditions d'exploitation y sont les mêmes ; tout n'est qu'une question de méthodes liées à des conditions d'évolution économiques et sociales. Schmidt, Franco, Ponia-Giscard, tous ont leurs prisonniers politiques, et chacun une façon originale de les traiter.

De là sont parties les actions des GARI et, si la répression a été si dure, autant en France qu'en Espagne, c'est aussi dû à l'impuissance du mouvement révolutionnaire dans son ensemble. Les difficultés sont davantage le fait de notre isolement que d'un manque d'analyses ou de maladresses pratiques. Encore une fois, il ne s'agit pas de privilégier des formes de lutte et d'organisation, mais de faire état des réelles motivations qui ont amené des groupes à agir comme ils l'ont fait. Ces motivations sont pour l'essentiel liées à la pratique de chaque groupe, de chaque individu, au niveau de sa vie quotidienne, d'interventions critiques dans tous les domaines et non au besoin d'assouvir de temps en temps des besoins d'action à caractère spectaculaire ou exemplaire.

Aujourd'hui, nos camarades emprisonnés le démontrent en continuant dans le domaine carcéral la même lutte qu'ils pouvaient mener soit dans leurs boulots respectifs, soit par rapport à des problèmes concrets de leur vie de tous les jours, soit encore par rapport à la répression en Espagne. À aucun moment ils n'ont réclamé d'être des prisonniers pas comme les autres, et la lutte qu'ils mènent à l'intérieur des murs ouvre aussi des perspectives aux autres prisonniers dont ils sont solidaires à partir du moment où ceux-ci expriment une révolte qui dépasse un simple aménagement des prisons mais va vers la destruction de celles-ci.

Aujourd'hui, dans sa dégénérescence rapide, le Capital avance simultanément toutes ses armes, démagogie et autoritarisme. Police partout ! Métro, rue, fac, usine en grève. Face aux dernières déclarations de Poniowski, la justice s'affirme comme indépendante du ministère de l'Intérieur et de l'exécutif en général ; mais elle inculpe nos amis devant une juridiction d'exception : la Cour de Sûreté de l'État, tribunal

politique. Cependant, et pour l'organisation de leur *défense* et pour leur jugement, elle les garde en juridiction correctionnelle et/ou criminelle. Cela veut dire que la justice se calque sur les intérêts de la besogne policière, qu'elle cherche à justifier une prolongation de la garde à vue de six jours, privilège de politique. Cela veut dire qu'elle poursuit par le biais des cours d'assises la répression la plus dure, privilège de droit commun.

Alors le problème n'est pas dans une étiquette ou dans une autre. Il est de lutter contre cette manipulation qui, puisque la Cour de Sûreté de l'État dépend directement du gouvernement, vient de lui. Il est maintenant pour nous, libertaires, anti-léninistes, de développer une mobilisation, un rapport de force qui facilite ce combat mené à l'intérieur de la prison par ces amis, combat qui s'unifie à celui de tous les prisonniers qui se manifestent actuellement. Nous avons vu qu'ils étaient tous solidaires.

Il est maintenant de ne plus accepter aussi facilement qu'en Espagne les militants du MIL soient condamnés à 60 ans de taule, qu'en Italie Marini (23) ait pris 12 ans, et qu'ici les amis risquent de mourir lentement 10 ou 15 années durant.

## Notes

- (1) Watts (États-Unis), quartier noir de Los Angeles, qui, en août 1965, à la suite d'une bavure policière va être le théâtre d'émeutes et de pillages de magasins ou de bâtiments publics. La répression sera sanglante : plus de 34 morts, plus d'un millier de blessés et plus 4 000 interpellations.
- (2) Quartier Latin à Paris où, pendant plusieurs mois, le samedi soir des magasins sont pillés et/ou des affrontements avec les forces de l'ordre ont lieu. Le samedi 9 mars 1974, à la suite d'une manifestation de 8 000 personnes pour dénoncer l'exécution de Salvador Puig Antich, des vitrines de banques sont brisées dans la soirée.
- (3) En Pologne sous dictature « communiste », le 17 décembre 1970, à l'annonce de la hausse des prix et de la baisse des salaires, les ouvriers et ouvrières des chantiers navals de la côte balte des villes de Gdansk et de Gdynia se mettent en grève. À Gdansk des bâtiments publics et des locaux du Parti Communiste polonais sont incendiés. De violents affrontements avec la milice et l'armée vont faire de nombreuses victimes (dont quelques miliciens), notamment à Gdynia où l'armée va occuper les chantiers navals et la milice mitrailler les manifestants, provoquant la mort de plus de 300 personnes (hommes, femmes et enfants) et des dizaines de blessés. Lire *Capitalisme et lutte de classes en Pologne 1970-1971* d'ICO, éditions Spartacus, mars 1975.
- (4) À Lordstown (Ohio), dans l'usine automobile de la Général Motors, à la suite de l'implantation d'une nouvelle chaîne de montage qui entraîne l'augmentation des cadences de production, la direction de l'usine va constater un fort absentéisme et de nombreux sabotages sur la chaîne la plus rapide du monde. En mars 1972, une grève est déclenchée par les ouvriers contre ces cadences infernales.
- (5) Péchiney : série de sabotages au sein de l'entreprise.
- (6) Groupes communistes d'obédience conseilliste. Négation : groupe et revue du même nom (1972-1974). RI : voir en fin d'ouvrage la section Sigles.
- (7) Chirac Jacques : Député en 1967, ministre de l'Agriculture sous Pompidou en 1972 et ministre de l'Intérieur de mars à avril 1974, Premier ministre sous Giscard d'Estaing de mai 1974 à août 1976, maire de Paris de 1977 à 1995, Premier ministre sous Mitterrand de mars 1986 à mai 1988, Président de la République de mai 1995 à mai 2007.
- (8) Kissinger Henry (1923...), à cette période Conseiller à la sécurité nationale américaine et Secrétaire d'État du gouvernement républicain du président Richard Nixon. Prix Nobel de la paix en 1973 pour « avoir contribué au cessez-le-feu qui mis fin » à la guerre au Vietnam, alors qu'il est ou sera l'un des responsables de l'organisation de divers coup d'États en Europe (Grèce, Chypre) ou en Amérique latine (Argentine, Bolivie, Brésil, Paraguay...), notamment celui du Chili. Le 11 septembre 1973, une partie de l'armée chilienne avec à sa tête le général Pinochet (1915-2006) prend le pouvoir par les armes, le président « socialiste » du Chili Salvador Allende (1908-1973) se suicide ou est exécuté. La dictature de Pinochet va durer de 1973 à 1990.

(9) Makarios III (1913-1977), archevêque de l'Église orthodoxe, président de la République de Chypre de 1960 à 1977, sauf de juillet à décembre 1974.

(10) Brigneau François (1919-), de son vrai nom Allot Emmanuel, ancien milicien, militant d'extrême droite, membre d'Ordre Nouveau, l'un des fondateurs du Front National (FN), journaliste dans divers journaux (*Minute, L'Aurore, National-Hebdo...*) écrivain et éditeur.

(11) Amouroux Henri (1920-2007), académicien, historien et journaliste politique de droite.

(12) Edern-Hallier Jean (1936-1997), écrivain.

(13) Attia Jo, de son vrai nom Attia Joseph Brahim, ancien résistant et membre du milieu des années 1940 et début 1970. Collaborateur des services secrets français, il fut impliqué en février 1963 dans l'affaire de l'enlèvement du colonel Argoud Antoine (1914-2004), un dirigeant de l'OAS, et dans l'enlèvement de Ben Barka (voir note suivante).

(14) Ben Barka (1920-1965), opposant marocain enlevé en octobre 1965 en plein centre de Paris par les services secrets marocains et français. L'enlèvement est à l'initiative des autorités marocaines avec la complicité des services secrets israéliens... Les conditions de son assassinat ne seront jamais éclaircies et son corps jamais retrouvé. En juin 1967 la cour d'assises de Paris condamnera à de faibles peines de prison quelques lampistes des services secrets français. Lire sur le sujet *Silence on tue, crimes et mensonges à l'Élysée*, Pascal Krop, Flammarion, 2001.

(15) Marcelin Raymond (1914-2006), ministre de l'Intérieur de juin 1968 à février 1974.

(16) Nous n'avons pas retrouvé d'information concernant cet attentat.

(17) Stirmer Max (1806-1856). D'origine allemande, son vrai nom est Johann Kaspar Schmidt. Théoricien de l'individualisme anarchiste. En 1844 paraît son livre *L'Unique et sa propriété* : « apologie du moi individuel comme valeur suprême, il pourfend tout ce qui peut aliéner sa soif de liberté et d'absolu : État, religion, parti et même révolution ».

(18) Bakounine Michel (1814-1876). Révolutionnaire russe, l'un des fondateurs du mouvement anarchiste international, homme d'action et théoricien. Auteur de nombreux ouvrages.

(19) Noguères Henri (1916-1990), président de la Ligue des droits de l'homme de 1975 à 1984.

(20) LIP, usine à Besançon (Doubs) qui fabrique des montres. En avril 1973, plus de 1 200 salariés s'opposent à la liquidation de l'entreprise, l'occupent, s'emparent du stock de montres et décrètent quelques semaines plus tard l'autogestion de la production. La production sera de courte durée ; par contre, des montres seront vendues au profit des ouvriers. En août la police évacue l'usine, provoquant des affrontements.

(21) Forest Eva (1928-2007), militante et auteur de divers ouvrages. En 1970, pendant le déroulement du procès de Burgos contre des militants d'ETA, elle crée à Madrid le Comité de solidarité avec Euskadi. En 1974, sous le pseudonyme de Julen Agirre, elle publie *Opération Ogro*, qui relate l'attentat contre l'amiral Carrero Blanco. Le 24 septembre de cette même année, elle est arrêtée et accusée de collaboration avec ETA. En prison, elle écrit *Journal et lettres de prison, et Témoignages de lutte et de résistance*. En 1977, à la suite de l'amnistie, elle sort de prison.

(22) Sastre Alfonso, auteur et metteur en scène de théâtre, compagnon d'Eva Forest. En 1974, accusé de collaboration avec l'ETA, il est incarcéré. Il est libéré en 1977 à la suite de l'amnistie.

(23) Marini Giovanni (1942-2001), militant anarchiste. En 1972, il est incarcéré pour avoir tué Carlo Falvella un militant d'extrême droite du MSI, lors d'un affrontement. Transféré de prison en prison, Marini s'implique dans les luttes au sein des prisons. Son procès s'ouvre le 28 février 1974. Condamné à 12 ans en première instance, sa peine sera réduite à 9 ans en appel en 1975. Il commence à écrire en prison des poèmes et publiera plusieurs ouvrages de poésie pendant sa détention et après sa libération.



### III - TEXTES ET BD DE PRISONNIERS (1974-1977)

Les membres où les supposés membres des GARI incarcérés vont basculer dans un univers que la plupart d'entre eux ne connaissent pas. Ils vont continuer la lutte sur des terrains qu'ils n'ont pas choisis, directement confrontés aux autorités politiques, aux administrations pénitentiaire et judiciaire. En France, en décembre 1974, ils sont dix à être prisonniers : José-Maria Condom Bofill et Pierre Roger sont à la prison Saint-Michel de Toulouse, Octavio Alberola Surinach à celle de Fresnes (Val-de-Marne), Michel Camilleri, Floréal Cuadrado, Raymond Delgado, Victor Manrique, Jean-Michel Martinez, Jean-Marc Rouillan et Mario Inès Torres sont à celle de la Santé (Paris). En Espagne, ils sont quatre, Luis Andrés Edo, David Urbano Bermudez, Luis Burro Molina et Juan Ferran incarcérés à Madrid. Tous les documents des prisonniers sont écrits à la main et sont sortis clandestinement des lieux de détention. Ceux reproduits dans ce chapitre seront diffusés à l'extérieur par les divers comités de solidarité aux prisonniers.

Documents reproduits :

– 1974 : « Lettre de prison » et « Ce n'est pas nous qui avons assassiné Puig Antich ».

– 1975 : « Lettre de la Santé », « Lettre de prison », « Après 43 jours de grève de la faim », « Solidarité », « Lettre de Roger Pierre incarcéré depuis le mois de juillet 1974 » et « Nouvelle grève de la faim des inculpés des GARI ».

– 1976 : « Lettre ouverte à un juge d'instruction apolitique et indépendant du pouvoir d'État ».

– 1977 : « Les détenus politiques de la Santé prennent position pour la lutte commune ». Ce texte est extrait du document *Il y a des prisonniers politiques en France*, produit par le Collectif de défense et de soutien des révolutionnaires détenus, Paris, avril 1977.

---

#### **Lettre de prison** (le 19 octobre 1974)

Incarcérés le 20 septembre à la Santé après six jours de garde à vue « très serrée » nous voilà donc, quatre anarchistes, à attendre d'être placés sous le régime des détenus politiques qui nous est dû depuis bientôt un mois et que nous ne cessons de réclamer en refusant toute déclaration au juge d'instruction tant que satisfaction n'aura pas été obtenue.

De quoi nous accuse-t-on ?

« Destruction d'édifices, de véhicules et d'objet mobilier par l'effet d'une substance explosive, complicité et tentative de complicité, détention et transport d'armes

et de munitions de guerre faits en relation avec une entreprise individuelle et collective consistant ou tendant à substituer une autorité illégale à l'autorité de l'État. »

Les faits, nous les reconnaissons. Nous avons décidé de harceler le régime franquiste où que nous nous trouvions, tout en dénonçant les complicités sournoises des soi-disant *démocraties* européennes et de leurs polices qui s'entraident, en défiant leurs propres lois, dans la répression des mouvements révolutionnaires qui n'ont pas hésité à choisir leur terrain de lutte entre l'illégalité et le bulletin de vote.

Et le régime de mettre sa Cour de Sûreté de l'État (CSE) en branle, tout en donnant le feu vert à sa police et à la presse pour mettre au point une campagne d'intoxication qui, tantôt en nous enrobant dans les faits divers, tantôt en beuglant au scandale, essaie de nous faire passer pour de dangereux gangsters avides de sang, pire encore *terroristes*, tout en se gardant bien de donner une explication au terme.

Pendant ce temps, le terrorisme légal, lui, continue :

– trafic d'armes avec la Hollande, Danemark, les marchands d'armes passent leurs vacances en tentant de vendre leurs engins semeurs de mort ;

– et ça continue, voilà déjà qu'on prépare les prochaines expériences nucléaires qui, nous promet-on, seront souterraines et sans risque ;

– et c'est pas fini, pour manœuvrer, ils m'ont aucun problème de frontières ; pas besoin de passeports pour exporter ses capitaux vers des zones de plus haute rentabilité.

Pas besoin de passeports pour que la police chasse, traque, torture, incarcère aux quatre coins de l'Europe les révolutionnaires les plus actifs. Elle n'hésite même pas à violer ses propres lois pour agir.

Alors que nous étions placés en garde à vue en Cour de Sûreté de l'État, nous avons été interrogés sur des commissions rogatoires n'ayant aucun rapport avec l'affaire en cours, et pour être bien sûr de nous charger au maximum ! La CSE se défait, en les renvoyant aux assises locales, de deux affaires liées de toute évidence à l'inculpation. Il s'agit de l'attentat du consulat d'Espagne à Toulouse et du hold-up de Montesquieu-Volvestre dont l'argent alla renflouer les caisses de solidarité à la résistance espagnole. Puis c'est la parade juridico-policrière de l'instruction avec ses guignolesques escortes reliant la Santé au Fort de l'Est (1), toutes sirènes dehors, les doigts crispés sur la gâchette. Ils doivent sentir leur fin pour tenter de se donner contenance de telle manière. Pendant combien de temps encore les démocrates de tous poils vont-ils clamer que « la France ce n'est pas l'Espagne », à l'heure où la France rampe devant les derniers soubresauts du franquisme dès qu'une ouverture économique est envisageable ?

Tous ceux qui défilaient sous le portrait de Puig Antich, la larme à l'œil, on présume qu'ils laisseront le silence se faire autour du procès de ceux qui ont refusé

de dresser leur compagnon au rang de martyr, mais de le garder présent parmi eux en intensifiant et en continuant le combat.

À tout révolutionnaire qui juge que le régime doit rendre des comptes clairement et rapidement, comme celui qui juge qu'il n'y a plus à discuter mais à agir, et vite, et à beaucoup d'autres encore, nous donnons rendez-vous dans la salle du tribunal le jour du procès.

Le combat continue.

**Mario Ines Torres** (prison de la Santé)

---

**Ce n'est pas nous qui avons assassiné Puig Antich** (octobre 1974)

Onze jours après notre arrestation, des « mesures » ont été prises contre le GARI et cela, non par la justice, mais par les autorités françaises : d'ores et déjà, avant même le début de l'instruction, le gouvernement français est bien décidé à fournir au gouvernement espagnol une nouvelle preuve de son entière collaboration. Ces « mesures » ne peuvent évidemment concerner que les membres actuellement emprisonnés (on peut déjà s'attendre à de très lourdes peines). Cette collaboration, le ministre de l'Intérieur la souligne en rappelant aux autorités espagnoles qu'elles peuvent d'ores et déjà engager une procédure d'extradition contre les ressortissants espagnols vivant en France. Nous n'en sommes pas encore aux *colis* emballés dans un tapis et « livrés » discrètement à la BPS (Brigade politico-sociale). Les dits *colis* étant de nationalité française en outre, puisque pour les révolutionnaires espagnols la voie légale d'extradition suffisante semble bien engagée ! Si cette extrémité n'a pas encore à ma connaissance été atteinte, on peut s'y attendre dorénavant ! Surtout lorsque l'on sait que des gens comme Susini (2) et ses acolytes sont relâchés de la prison de la Santé (18/09/74) et que, selon leurs propres mots, ils vont « reprendre du service » !

L'épouvantail que les groupes trotskistes agitaient au moment de l'affaire du Chili, à savoir « bientôt le stade », est à l'heure actuelle et sous certaines formes, déjà engagé. Je tiens seulement à rappeler que ce n'est pas en prenant des airs de vieilles filles offusquées, et en se faisant ficher dans des manifestations aussi bien humanistes que démagogiques, que les révolutionnaires de tous bords éviteront leur entrée dans ce même stade !

*Le Monde* du 27/09/74, sur l'Espagne : au Conseil de l'Europe, « l'assemblée se prononce pour une amnistie générale en Espagne ». Citation : « demandant au général Franco de déclarer une amnistie générale en faveur de toute personne emprisonnée ou exilée pour des raisons politiques ». Et cela après l'entrevue Ponia-ambassadeur, après les « pressions » faites sur le gouvernement français. De qui se moque-t-

ou au juste ? Et cette amnistie réclamée par le Conseil de l'Europe (dont fait partie la France) s'appliquerait-elle aux membres de l'ETA ou du GARI que le gouvernement français a virtuellement déjà *extradés* de son territoire, s'appliquerait-elle également à Oriol Solé, Pons Llobet et aux autres membres du MIL emprisonnés à Barcelone, ou bien le Conseil de l'Europe les considère-t-il, comme le pouvoir espagnol, comme de dangereux « gangsters » ?

Ce qui n'est pas sans rappeler un article d'il y a quelques jours d'un journal français nous traitant, nous (membres du GARI), de « dangereux gangsters ». Rappelons que les exigences du GARI depuis la première action (enlèvement de Suarez) sont beaucoup plus modestes que la demande du Conseil de l'Europe, puisqu'il s'agit pour le gouvernement espagnol de remettre à la frontière de leur choix les membres du MIL et de relâcher les prisonniers *politiques* ayant accompli les trois quarts de leur peine ! Exigences que le pouvoir espagnol qualifie d'« inacceptables ».

Il est logique donc d'attendre une réponse du pouvoir espagnol aux demandes du Conseil de l'Europe. Ces demandes seront sans doute « inacceptables » et le gouvernement d'Arias Navarro (Premier ministre espagnol) ne pourra manquer de noter que le Conseil de l'Europe se montre dans ses déclarations beaucoup plus dangereux et révolutionnaire que le GARI pour le sacro-saint « ordre établi » en Espagne !

À quand la prochaine déclaration guignolesque ?

– Étant virtuellement déjà condamnés par le gouvernement, l'instruction de notre procès n'est qu'une grossière comédie qui ne peut avoir pour but que de nous arracher des informations sur les groupes autonomes.

– Nous n'avons créé aucun rapport de force entre les différents gouvernements *démocratiques* (France, Belgique), fascistes (Espagne) et les groupes de combat. Ce rapport de force existe depuis des millénaires ; c'est celui exploitant-exploité, il n'a pas fini de suivre une évolution historique. Ce n'est pas nous qui avons assassiné Puig Antich, qui étouffons l'Espagne et le reste du monde pour le profit d'une société capitaliste (que ce soit un capitalisme de monopole privé ou d'État).

**Michel Camilleri, Mario Ines Torres** (prison de la Santé).

---

Dans un tract recto verso, le Comité « pour une Amnistie Générale » diffuse la Lettre de la Santé.

### **Un véritable statut juridique** (12 janvier 1975)

Quatre militants sympathisants des GARI (Groupes d'action révolutionnaires internationalistes), actuellement incarcérés à la prison de la Santé ont entamé une grève de la faim pour obtenir le statut de prisonniers politiques. Ils font partie des sept inculpés, reconnus ou présumés membres des GARI, ayant reconnu ou étant

soupçonnés d'avoir participé à certaines actions antifranquistes : Jean-Michel Martinez, Victor Manrique, Mario Inès, Michel Camilleri, Jean-Marc Rouillan, Raymond Delgado, Floréal Cuadrado.

Tous ces militants faisaient la grève de l'instruction (en refusant de répondre aux interrogatoires du juge), ils désiraient obtenir les droits qu'implique le statut de *politique* pour pouvoir se défendre à ce niveau.

Nous publions aujourd'hui une lettre des grévistes de la faim de la Santé dans laquelle ils s'expliquent sur ce qu'ils réclament. Dans la nuit du réveillon de Nouvel An, plusieurs prises de parole ont eu lieu au mégaphone à l'extérieur de la prison pour soutenir leur action.

### Comité « pour une Amnistie Générale »

.....

#### **Lettre de la Santé**

Après avoir vainement tenté d'obtenir le statut politique par la voie normale et par la grève de l'instruction, après avoir été victimes de la répression pénitentiaire quand nous avons refusé de subir de nouvelles brimades, nous sommes contraints de faire la grève de la faim, bien que nous soyons hostiles à ce mode d'action.

Mais c'est tout ce qu'il nous est possible de faire : la grève de la faim ou la soumission aux injustices et à l'arbitraire des autorités politiques, judiciaires et pénitentiaires.

Il va de soi pour nous :

- que les hommes ne peuvent vivre pleinement quand leur liberté est fortement entravée dans tous les systèmes politiques existants ;
- qu'il est absolument criminel d'enfermer un individu 22 heures sur 24 dans une cellule malsaine de 6 m<sup>2</sup> en leur refusant volontairement la satisfaction des besoins les plus élémentaires (air, nourriture saine, sexualité, contacts humains, etc.) ;
- que la délinquance et les délinquants sont produits par la société actuelle ;
- que tous les délinquants sont d'abord des hommes et qu'en tant que tels ils ont tous des besoins vitaux à satisfaire, quelles que soient leurs motivations (*politiques* ou *de droit commun*), la nature ou la gravité de leur délit.

Cependant, nous sommes conscients de la fonction de la Justice et de la prison qui consiste à contribuer au maintien du système politico-économico-social existant, basé sur l'exploitation et l'oppression.

Tant que subsistera ce système, les prisons existeront et les hommes seront considérés comme du bétail qui produit et qui consomme selon les exigences du capital, et que l'on enferme quand ils s'écartent du troupeau et refusent d'aller, tristement résignés, à l'abattoir.

Dans ce système, on distingue les détenus *de droit commun* des détenus *politiques*. En ce qui nous concerne, nous avons été incarcérés pour des raisons politiques et nous avons été traités d'une manière particulière :

- garde à vue de six jours (avec interrogatoire policier sans pouvoir bénéficier d'une assistance quelconque ou communiquer avec l'extérieur) ;
- tribunal d'exception (Cour de Sûreté de l'État).

Or, si l'on nous fait subir ce traitement spécial, on nous refuse les droits que cela implique au niveau de la détention.

C'est-à-dire que l'on nous refuse le droit de nous exprimer et de nous défendre politiquement.

C'est pour cela que nous réclamons un véritable statut politique applicable à tous les prisonniers politiques, conscients que nous pouvons, dans le cadre de notre action, exiger une reconsidération générale du régime de détention en France (ce qui n'empêche pas que nous soyons solidaires de tout mouvement de détenus *de droit commun* réclamant une amélioration des conditions de détention).

Par véritable statut politique, nous entendons :

- droit de réunion libre dans une salle spéciale pour tous les détenus politiques d'une même prison avec possibilité de prendre des repas en commun ;
- parler libre pour la famille et les amis quotidiennement ;
- droit de communiquer librement avec l'extérieur (abolition de la censure du courrier, correspondance secrète) ;
- droit d'assistance juridique durant la garde à vue ;

Nous réclamons en outre :

- le rapprochement dans l'immédiat, dans des cellules contiguës, de tous les individus inculpés dans des *affaires* concernant le GARI ;
- une amélioration et un contrôle radical de la nourriture ainsi qu'une amélioration du régime des promenades, le manque de vitamines et d'oxygénation provoquant chez tous les détenus des troubles aisément constatables.

---

Arrêtés et incarcérés à Barcelone, fin juin-début juillet 1974, sur commission rogatoire d'un magistrat français, Luis Andrés Edo, David Urbano Bermudez, Luis Burro Molina et Juan Ferran Serafini sont inculpés d'« association illégale et propagande illégale » mais surtout d'avoir à Barcelone tenu une conférence de presse qui revendiquait l'enlèvement par les GARI de Baltasar Suarez. Quelques jours avant leur procès à Madrid, une lettre signée par les quatre est diffusée. Document extrait du journal libertaire *IRL (Informations Rassemblées à Lyon)*, n° 7, été 1975.

**Lettre de prison** (Madrid, 13 février 1975)

« Le Tribunal d'Ordre Public créé exprès pour la répression politique nous poursuit pour le simple fait d'avoir, ou d'être suspectés d'avoir, des idées anarcho-syndicalistes. Ce procès, sans aucun doute, n'est pas un épisode isolé de la répression du mouvement libertaire. Dans l'espace de temps compris entre l'été 1973 et l'été 1974, une centaine de personnes ont été arrêtées en Catalogne, pour tenter de stopper la croissance de la tendance antiautoritaire. Dans la même période, un barbare avertissement lui a été donné avec l'assassinat de Salvador Puig Antich : en ce moment, l'État franquiste négocie, sans pudeur de leur part, avec les tendances autoritaires et réformistes de l'opposition la constitution d'un nouveau syndicat. Ils entendent substituer à la CNS (le Syndicat Vertical fasciste) une nouvelle Centrale Syndicale Unique dont la fonction sera d'empêcher la classe ouvrière dans les liens d'une nouvelle légalité. C'est dans ce contexte qu'on cherche à empêcher la renaissance de la CNT et de l'UGT, organisations historiques des travailleurs espagnols, en développant des manœuvres répressives contre toutes les tendances qui ne se plient pas à l'accord pour la constitution de cette Centrale Syndicale Unique.

Cette nouvelle CSU est considérée par les anarcho-syndicalistes comme le moyen le plus efficace pour maintenir les travailleurs soumis aux intérêts du capitalisme et de l'État. De plus, nous savons que la Centrale se transformera en un moyen de pression sur tous ceux qui souhaitent légaliser leur propre condition de clandestinité syndicale ; ils seront ainsi tolérés au mépris des aspirations révolutionnaires des travailleurs. Nous savons aussi que cette nouvelle situation tournera au bénéfice de groupes politiques dont l'objectif est d'atteindre à l'hégémonie sur la classe ouvrière à la faveur de leur propre jeu, le jeu parlementaire, qu'on entrevoit déjà dans l'État post-franquiste.

En aucun cas nous n'accepterons la manœuvre par laquelle on veut reléguer au second plan le rôle des autres organisations syndicales, avec l'excuse d'une « unité » démagogique et irréaliste. Nous dénonçons cette manœuvre parce que nous espérons que l'orientation organisationnelle et idéologique que prendront les futures organisations des travailleurs ne sera pas décidée dans les recoins et les souricières des soi-disant avant-gardes politiques, mais seulement par les travailleurs eux-mêmes, selon leur désir, et sans autre but.

Cette problématique, déterminante pour les signataires de ce document, contredit en plein les accusations de la police et des autorités judiciaires ; elle réduit à rien les fantaisies minutieuses auxquelles se sont livrées ces institutions pour justifier la répression contre ceux qui s'opposent aux tentatives pour endiguer le prolétariat dans de nouveaux canaux de participation et de consentement.

Les prochaines élections syndicales apparaissent clairement comme le tremplin de lancement de toutes les forces collaborationnistes qui s'acheminent vers la conquête de la nouvelle Centrale Syndicale Unique, en fait prolongement un peu modifié du Syndicat Vertical. L'abstention massive à cette participation électorale est la riposte la plus cohérente que peuvent adopter les travailleurs, et le premier pas vers la liberté syndicale. Profitons de ce procès pour lancer un appel à persévérer dans la lutte pour l'émancipation des travailleurs, sans menace autoritaire, et pour appeler à la solidarité internationale contre ce procès honteux. »

**Luis Andrés Edo, David Urbano Bermudez,  
Luis Burro Molina et Juan Ferran Serafini**

---

### **Fresnes** (14 février 1975)

Après 43 jours de grève de la faim au cours desquels nous avons subi toutes sortes de pressions pour nous saper le moral et nous affaiblir ; 43 jours pendant lesquels le gouvernement a tenté diverses manœuvres de démobilisation (en partie réussies) pour essayer d'enrayer les manifestations de solidarité que notre action avait déclenchées et qui se développaient de jour en jour ; après avoir essayé de se débarrasser de nous, en nous envoyant à l'hôpital de Fresnes, espérant pouvoir prolonger ainsi notre grève *ad vitam aeternam* en nous confiant à la responsabilité des médecins, lesquels pouvaient nous placer sous perfusion et nous garder en *survie* aussi longtemps que possible, croyant ainsi nous avoir à l'usure, à quoi nous répliquâmes en refusant le contrôle médical, après avoir dû accepter un compromis qui nous permettait, pour l'essentiel, d'obtenir nos revendications afin de ne pas mettre en danger nos vies face à l'intransigeance du gouvernement qui refusait de reconnaître l'évidence que nos inculpations révèlent, c'est-à-dire notre qualité de prisonniers politiques ; après ces 43 jours, nous eûmes donc, dans l'après-midi du vendredi 7, la notification officielle du ministère par laquelle on nous accordait, pour des raisons humanitaires et en raison de notre état de santé provoqué par la grève de la faim, les améliorations portant sur les points suivants :

- parler quotidien de 1 heure (hygiaphone) sauf le dimanche ;
- une nourriture améliorée ;
- droit de réunion entre nous, sans possibilité de le faire avec d'autres éventuels bénéficiaires de ce même droit, dans une salle spécialement aménagée, de 10 h 30 à 18 h 30 avec possibilité de prendre les repas en commun ;
- promenade quotidienne de 2 heures, l'après-midi (ceci dans le but de nous empêcher de communiquer avec le reste des détenus).

L'obtention de ces droits était, bien sûr, conditionnée par notre engagement à cesser la grève de la faim ainsi que celle de l'instruction.

Cette note ministérielle a comme particularité le fait qu'elle ne nous reconnaît pas le droit, officiellement, au régime spécial, car elle ne fait référence à aucun décret ni article de loi. Lorsque nous soulevâmes ce point, qui est beaucoup plus qu'un point de détail, car explicitement il reconnaît notre qualité de *politiques*, le représentant du ministère nous répondit très clairement qu'ils ne pouvaient nous accorder officiellement le régime spécial, car étant inculpés pour des *hold-up* et autres actions de banditisme, cela pourrait inciter les autres droits communs à demander à en bénéficier aussi. Nous demandâmes alors quelques heures de réflexion avant de signer, beaucoup plus pour les faire *chier* que pour nous concerter réellement, car notre décision était prise depuis que nous avons accepté le compromis, une semaine auparavant, par l'entremise de nos avocats, et la note ministérielle traduisait exactement la nature du compromis. Nous acceptâmes donc de signer, après vingt-quatre heures de réflexion mais, à ce moment-là, ce fut le représentant ministériel qui refusa en demandant d'attendre, pour le faire, la présence de nos avocats. Lorsque toutes les conditions furent réunies avec l'arrivée de M<sup>e</sup> Weil, le représentant ministériel essaya de profiter d'une situation qu'il croyait favorable pour nous demander, en plus de notre signature, une petite phrase par laquelle nous nous engageons à renoncer à toute autre revendication ultérieure et, notamment, à une application officielle du régime spécial. Nous lui répondîmes alors s'il ne voulait pas, par la même occasion, notre renoncement à nos droits de défense, et même de vie (à y être !), et nous signâmes purement et simplement sans écouter ses protestations.

Nous voilà donc, maintenant, en mesure de pouvoir tirer un bilan (provisoire) de cette phase de notre lutte commune. Victoire, échec, semi-victoire, semi-échec ? Toutes les interprétations sont permises, et leurs auteurs ne manqueraient sûrement pas d'arguments pour les justifier. Les juges de l'histoire sont toujours plus nombreux et plus convaincus de leur vérité que ceux qui la font réellement.

Il nous appartient, tout de même, d'essayer d'analyser les conséquences qui en découlent et, pour cela, nous ne pouvons que situer notre action dans la globalité de cette problématique. Ne voir dans notre grève de la faim que la recherche de *privileges* matériels ou la séparation d'avec les droits communs relèverait d'une mauvaise compréhension de notre réalité ou, tout simplement, du confusionnisme intéressé.

Lorsque, face à la répression du pouvoir, nous fûmes acculés à employer la grève de la faim comme seul moyen de défense et pour l'obtention de la reconnaissance de nos droits légitimes, nous étions conscients des limites de ce genre d'action et aussi des dangers qu'elle comporte. Danger physique pour nous, bien sûr, mais

aussi danger moral de par le *chantage* qu'une telle action exerce, non pas par rapport au pouvoir qu'on ne peut pas soupçonner d'être habité par des sentiments ne serait-ce qu'humanitaires, mais surtout par rapport à vous tous, déjà solidaires avec nous, et tous ceux qui étaient prêts à l'être. La grève de la faim ne peut se révéler positive comme moyen d'action que si elle est soutenue efficacement de l'extérieur, et les emprisonnés de la Fraction Armée Rouge (Baader, Meinhof et leurs camarades, entre autres) en ont fait la triste expérience à leurs dépens.

Pour ce qui est de l'aspect politique de nos revendications, nous dirons à tous ceux qui continueraient à nous reprocher notre côté élitiste par rapport aux autres *droits communs* que la demande du régime spécial n'implique pas la séparation de la désolidarisation d'avec tous les autres prisonniers, victimes comme nous du système, puisque le régime spécial n'est pas un droit spécifique aux seuls détenus *politiques*. Rien ne s'oppose dans la loi à ce que les prévenus de *droit commun* puissent aussi en bénéficier. Bien sûr, le pouvoir l'accorde plus souvent aux *politiques*, entretenant ainsi la séparation.

L'obtention du régime spécial et la reconnaissance du statut politique représentent pour nous la possibilité d'une vraie défense politique et, surtout, la prise en charge de toutes les affaires dont nous sommes inculpés par la même juridiction, c'est-à-dire la Cour de Sécurité de l'État, ce qui n'est pas le cas actuellement. Plus grave encore, il n'est pas exclu que la Cour de Sécurité se décharge en partie ou en totalité du dossier, ce qui nous amènerait devant les différentes Cours d'Assises des Régions où eurent lieu les actions pour lesquelles nous sommes inculpés, avec toutes les conséquences que cela implique ne serait-ce qu'au niveau des poursuites judiciaires.

Il est donc évident que, même si l'on se borne à considérer notre action dans le cadre bien précis de la reconnaissance du statut politique, nous ne pouvons aujourd'hui parler de victoire.

Mais il va de soi que pour nous cette action ne pouvait être un aboutissement en soi, mais une simple phase de notre lutte. Les quelques *privileges* que nous venons d'arracher au pouvoir giscardien représentent pour nous le tremplin qui va nous permettre de relancer notre offensive. Nous pouvons donc considérer l'obtention de ces quelques droits comme une progression dans notre lutte, qui ne peut être que globale, et trouvant son développement à l'extérieur.

Nous sommes entièrement conscients du fait que notre *chantage* de la grève de la faim nous a permis de mobiliser certaines forces de *gauche* non révolutionnaires, mais qui nous étaient et seront indispensables à notre soutien. Nous tenons donc à préciser que le soutien qu'ont pu ou peuvent nous apporter les partis politique de gauche est pour nous, dans son fond et sa forme, beaucoup plus clair que celui des

autres *révolutionnaires*. Nous estimons que dans notre situation nous devons profiter au maximum des possibilités et des contradictions que nous offre le système. Que le PS ou autres organisations politiques veuillent renforcer leur image de marque à nos dépens ne nous gêne pas, dans la mesure où nous ne sommes pas dupes de leur *racket*, et que notre combat continuera malgré eux et contre eux. Il est beaucoup plus important pour nous de pouvoir continuer notre lutte que de s'arrêter à des considérations *d'amour-propre* ou de *purisme révolutionnaire*, qui ne sont parfois que l'expression de nos limites.

Nous sommes, par contre, beaucoup plus critiques face au soutien de certains *révolutionnaires* pour qui nous ne représentons que la dose de bonne conscience qui leur permet d'assurer leur survie psychologique. Il nous est particulièrement pénible de constater, puisqu'à nos dépens, que ces révolutionnaires de principe, incapables de faire un choix dans leur vie, ont une nouvelle fois déguisé leur passivité en se solidarisant autour de la dépouille des victimes de ce qu'ils sont censés combattre. Ces apôtres de la révolution ne semblent se réveiller que lorsque l'odeur des cadavres vient leur chatouiller les narines. Il aurait suffi que l'un d'entre nous crève pour les voir tous dans la rue, en scandant en toute bonne conscience : « Lecanuet assassin ».

Il est assez significatif de constater qu'il ait fallu attendre les déclarations *officielles* de dissolution des GARI et les dernières arrestations pour voir commencer à se dessiner un mouvement de soutien, qui n'était que symbolique lors des premières arrestations (affaire Suarez). Il était, bien sûr, beaucoup plus dangereux de se solidariser, s'engager avec nous à l'époque (voir différentes arrestations de sympathisants) en essayant ne serait-ce que de comprendre nos vraies motivations. Ceux-là même qui ne voulaient voir dans nos actions que le reflet spectaculaire, et déformé que diffuse la presse, qui ne voyaient dans notre affrontement avec le pouvoir franquiste, par giscardisme interposé, que l'action désespérée de militants antifranquistes cherchant à se substituer au prolétariat espagnol, nous accordent aujourd'hui leur soutien en tant que victimes de la répression. Belle pensée chrétienne, en vérité !

Les balbutiements de l'histoire relèguent les théoriciens de l'attentisme, les *révolutionnaires* par procuration, au rôle écoeurant de fossoyeurs des luttes. À vouloir faire la révolution avec des cadavres, on finit par le devenir soi-même.

Il peut paraître quelque peu *facile* de dénoncer aujourd'hui ce que nous avons accepté implicitement depuis le début. Mais l'acceptation d'un large soutien qui nous a été et nous sera nécessaire dans notre lutte pour nous sortir d'ici n'implique pas, pour nous, que nous devions renoncer à nous exprimer. Nous trouvons donc nécessaire, et pour être d'accord avec nous-mêmes, de clarifier une situation qui nous

gêne, de par le rôle de victimes qui nous est dévolu. Nous tenons avant tout à pouvoir continuer à nous exprimer en tant que nous-mêmes, quelle que soit notre situation. L'individu ne peut être et s'assumer en tant que tel que dans la mesure où son pouvoir d'intervention n'est pas aliéné par les circonstances. Accepter passivement notre rôle de victimes de la répression serait cautionner le pouvoir giscardien qui a cru pouvoir limiter l'efficacité de notre lutte en nous enfermant physiquement.

La solidarité effective, pour nous, doit se concrétiser dans la pratique par une recherche constante des moyens qui doivent permettre à l'individu de développer ses capacités d'autonomie et d'intervention face aux structures aliénantes du pouvoir. C'est dans cette optique que nous devons continuer notre combat, et de cette globalité individuelle sortira notre détermination à abattre les murs qui nous séparent et qui vous séparent.

Nous disons donc à ceux qui veulent se poser en juges qu'il n'est pas dans notre intention de justifier leur rôle.

Nous n'avons pas, non plus, de message ni de recette révolutionnaire à vous apporter. Les GARI n'ont vécu qu'à travers notre seul désir de pouvoir intervenir efficacement sur une situation que nous trouvions inacceptable, en nous donnant pour cela les moyens nécessaires.

Nous n'avons jamais érigé en principe nos actions et nous n'avons donc pas de vérité à apporter aux masses ni à qui que ce soit. Notre seul catéchisme est dicté par notre désir de pouvoir intervenir efficacement sur notre propre vie, d'échapper au spectaculaire en essayant de contrôler une réalité qui nous opprime. Assumer sa révolte c'est inventer la révolution un peu plus chaque jour.

La *dissolution* des GARI ne fut pas la résultante d'un échec mais de notre désir d'approfondir notre recherche individuelle en la plaçant hors du cadre étroit dans lequel on voulait nous confiner.

Notre combat se doit d'être global et nous ne devons pas oublier tous ceux qui, comme nous, doivent affronter la triste réalité des prisons. Si le soutien s'est jusqu'ici cristallisé autour de nous, nous devons l'élargir le plus possible et surtout de ne pas oublier que la répression frappe durement en Espagne et que la saison des procès va bientôt s'ouvrir.

Entreprise individuelle et collective visant à supprimer l'État.

En l'occurrence :

**Michel Camilleri, Raymond Delgado, Victor Manrique,**

**Jean-Michel Martinez, Jean-Marc Rouillan, Mario Ines Torres**

---

Mars 1975 : Dans un tract recto verso « Le groupe d'entraide toulousain » diffuse ce texte de solidarité et la lettre de Pierre Roger.

## Solidarité

Depuis le 27 février, Pierre Roger, incarcéré à la prison Saint-Michel de Toulouse depuis le 29 juillet 1974, et depuis le 8 mars, José-Maria Condom Bofill, lui aussi incarcéré à Saint-Michel depuis le 16 octobre 1974, ont entamé une grève de la faim.

Pourquoi et qui sont-ils ?

Fin juillet 1974, à Toulouse, la police (SRPJ) opérait une vague d'arrestations et d'interrogatoires dans le milieu libertaire, à la suite de l'attentat au consulat d'Espagne.

Une seule arrestation a été maintenue : celle de Pierre Roger le 29 juillet, membre du GARI et accusé en particulier d'être co-auteur d'un hold-up le 5 avril dernier dans la région ! Son interrogatoire fut très brutal, la police lui extorqua des *aveux*, entre autres qu'un certain *Zapata* (surnom de Condom Bofill ?) aurait lui aussi participé au hold-up !

En septembre la police arrêta quatre membres du GARI, que le ministre de la Justice, sur ordre de Ponia, déférait devant la Cour de Sûreté de l'État. En décembre trois autres membres présumés du GARI étaient arrêtés et déferés eux aussi devant ce tribunal d'exception.

Entre-temps, la police arrêta un jeune Espagnol, soupçonné d'être le fameux *Zapata*. Confronté à Pierre Roger, ce dernier le mettait hors de cause. Mais le procureur, sur ordre du Pouvoir, rejetait la demande de mise en liberté provisoire.

De plus il dissocie le cas de Roger (poursuivi en correctionnelle ou assises ?) des autres inculpés du GARI, alors que le délit a les mêmes motivations politiques que ceux poursuivis en Cour de Sûreté de l'État, car si Roger était déferé en Cour de Sûreté, le délit devait être amnistié de droit et lui remis en liberté !

De même Condom Bofill crie son innocence et exige la liberté et un non-lieu. C'est pour protester contre cette situation d'injustice qu'ils continuent leur grève de la faim.

Les six autres inculpés du GARI, incarcérés à la Santé, ont dû faire 43 jours de grève de la faim (du 27 décembre au 7 février !) pour obtenir satisfaction sur les conditions de détention convenables, proches du régime spécial, surtout la liberté de réunion.

Nous devons exiger que justice soit rendue rapidement à nos camarades et la liberté immédiate pour Condom Bofill.

Nous ne devons pas attendre que leur santé devienne critique pour intervenir, déjà on peut, entre autres (écrire au ministre, au procureur, au directeur de la prison,

etc.), écrire directement aux deux grévistes. Adresse : Maison d'arrêt Saint-Michel, rue Saint-Michel, 31000 Toulouse, pour leur exprimer notre solidarité.

Le groupe d'entraide agira dans ce sens et continue son action pour exiger la liberté provisoire pour tous les inculpés du GARI.

.....

**Lettre de Roger Pierre, incarcéré depuis le mois de juillet 1974 à la prison Saint-Michel de Toulouse**

Quand on veut faire taire un révolté on l'appelle droit commun.

La différence entre un révolté et un révolutionnaire, c'est la dialectique ; or la liberté n'est pas dans les mots, elle est dans l'action :

– nos actions sont un combat contre la vie étroite, limitée par les conflits, les haines, les mensonges que vos lois, votre culture, votre fric ont instaurés et entretiennent au profit du capital ;

– nos actions sont un réflexe d'autodéfense contre la violence que vous entretenez dans les écoles, les usines, les commissariats et dans la rue...

– nos actions sont pour éviter que se renouvelle l'assassinat de camarades (les pétitions, manifs et autres regrets de pseudo-bonnes-consciences n'ont pas sauvé Salvador)...

– nos actions sont contre l'autorité de l'État, ce monument de mégalomanes qui veulent qu'on les suive, les imite, leur obéisse, accepte leur système et qui pour ça, suppriment toute initiative de l'individu et condamnent toute perception directe de la vie ;

– nos actions sont contre la fragmentation de la vie que vos traditions, votre système, votre morale de l'emploi ont créée afin de faciliter conditionnement et répression.

À cette servitude nous opposons une résistance ; si elle est violente c'est parce que le manque d'espace qui engendre cette agressivité, c'est vous qui l'entretenez au nom d'intérêts économiques, culturels et nationaux, en fait au profit des banquiers.

L'individu dans tout ça ?

**Roger Pierre** : victime de la fragmentation puisque isolé de ses camarades

---

**Nouvelle grève de la faim des inculpés des GARI** (prison de la Santé, le 29 novembre 1975)

Début septembre 1975, au moment des divers procès en Espagne, ayant entraîné les onze condamnations à mort, nous avons décidé une grève de l'instruction.

Au moment des cinq exécutions (3) à Barcelone, Madrid, Burgos, alors qu'une demande de mise en liberté nous concernant était rejetée sous prétexte que les faits qui nous étaient reprochés n'avaient pas de lien direct avec la terreur franquiste et pour soi-disant préserver l'ordre public, nous avons pris la décision d'arrêter définitivement l'instruction, en refusant de nous rendre au Fort de l'Est.

Alors qu'une nouvelle vague de répression avait lieu en Espagne, sous la réprobation humaniste de la quasi-totalité des États européens, à l'exception de la France, il devenait hors de question de nous soumettre plus longtemps aux interrogatoires d'une juridiction d'exception, soumise aux exigences d'une politique de bonne entente franco-franquiste.

Il y a quelque temps, un décret ministériel (23/10/1975) relatif aux conditions de détention des prévenus déferés devant la Cour de Sûreté de l'État, qualifiés de *détenus politiques*, était mis en application.

Il se trouve que ce nouveau décret laisse pleins pouvoirs au juge d'instruction et aux chefs d'établissements pénitentiaires, pour l'application des différentes modalités de ce régime. Ceci s'est traduit par un durcissement des conditions de détention, qui n'est pas le seul fait des détenus politiques, comme cela a été démontré spectaculairement dans le cas de Mesrine (4), dont une certaine presse s'est emparée, pour lancer une nouvelle campagne d'intoxication sur les *Prisons 3 Étoiles* et autres conneries à la mesure de leurs auteurs.

À l'heure actuelle, douze détenus politiques de diverses organisations ont entamé depuis le 22 novembre un mouvement de protestation se concrétisant par une grève de la faim et divers incidents ayant conduit certains détenus devant le ridicule Tribunal intérieur de la Prison de la Santé. Ce mouvement de protestation, dans cette situation de durcissement des conditions pénitentiaires, est étroitement lié à toutes actions pouvant être entreprises par l'ensemble de la population pénale, actions auxquelles nous nous associons individuellement,

Les nombreuses divergences politiques pouvant exister entre les détenus déferés en Cour de Sûreté de l'État (autonomistes bretons, internationalistes révolutionnaires) gèlent la possibilité de revendications plus larges.

Pour nous, en conclusion, le but essentiel de cette grève, au-delà des revendications communes, se trouve à travers un soutien élargi et, en considération des derniers événements politiques survenus en Espagne, d'imposer notre liberté immédiate.

Signé : **Michel Camilleri, Mario Ines Torres, Jean-Marc Rouillan**

## BD du dossier GARI

(21 planches), automne 1975

Tout le contenu (dessins, textes...) de la bande dessinée a été réalisé par des membres des GARI détenus à la prison de la Santé.



*Couverture*  
(BD format 21 x 29,7)



*Verso*

### Introduction de la bande dessinée

Cette bande dessinée n'est pas une nouvelle aventure de politique-fiction, elle décrit la pratique de groupes d'individus pendant l'année 1974.

Ces groupes se constituèrent pendant le procès de Salvador Puig Antich, son assassinat les détermina à ne plus jouer la mascarade des manifs bonne conscience et autres pétitions.

Ces groupes avaient dépassé le cadre étroit de l'antifascisme (les poubelles en sont pleines) contre l'État dans toutes ses variantes.

Leur « défaite » n'est que le reflet de l'état des forces révolutionnaires en cette époque.

Il est vrai que la mémoire est courte : l'actualité nous le confirme en Espagne, comme elle nous confirme notre propre oubli de leur condition de prisonnier ici.

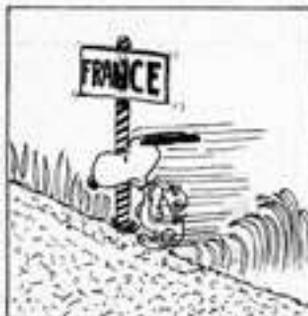
...LE "M.I.I." DEVAIT CONSTITUER MALGRÉ LE PETIT NOMBRE DE SES MILITANTS, AVANT SON DEMANTELEMENT PAR LA POLICE ESPAGNOLE EN SEPTEMBRE 1973, UNE DANGEREUSE ASSOCIATION DE MALFAITEURS...

CE



...L'EXECUTION LE 2 MARS 74 A BARCELONE D'UN DES MEMBRES LES PLUS ACTIFS DU "M.I.I.", FUGIFANTICH, DECLENCHEAIT UNE VIOLENTE CAMPAGNE DE PROTECTION DE LA PART DES "RESCAPES" DU MOUVEMENT QUI SOUBENT SE REFUGIENT EN FRANCE..... (RAPPORT DE POLICE... OCTOBRE 1974)

E



NOUS VERRONS PLUS LÔIN COMBIEN CE DÉTAIL EST FUTILE!

MALGRÉ TOUTS LES EFFORTS FOUAIS, ON N'ARIEN DU FAIRE POUR SAUVER PUIG-ANTICH CONDAMNÉ À MORT PAR LE FASCISME. LA FORCE D'INERTIE DE LA GOÛCHE N'A FAIT QU'ENTRAÎNER CET ASSASSINAT!



LE PROCUREUR DEMANDE LA PEINE DE MORT CONTRE 2 CAMARADES, NOUS NE LES LAISSERONS PAS ENTRE LES MAINS DU BOMBARDEUR!!!



ET VOICI GARRI-GARRI LANCANT UN APPEL INTERNATIONAL DE SOLIDARITÉ ACTIVE EN VUE D'UNE RIPOSTE CONTRE LA PROGRESSION DE LA REPRESSION EN ESPAGNE!



APRÈS DE NOMBREUSES INTERVENTIONS INTERNATIONALES, ON C'EST FAIT DES COPAINS PARTOUT!





L'HEURE EST GRAVE, À BARCELONE, PLUSIEURS PROCÈS CONTRE DES ANARCHISTES SONT EN COURS. DIVERS ACCUSÉS RISQUENT LA PEINE DE MORT. PUIG-ANTICH A ÉTÉ ASSASSINÉ DANS UN MOR DE SILENCE BÂTI PAR LES PRIS PRÉTENDUS DÉMOCRATES!!



MOUS NE LES LAISSERONS PAS AGIR AINSI AVEC NOS AUTRES CAMARADES! MAIS IL NE SUFFIT PAS DE DÉMONSTRER, CES CAMES QUI SE PRÉPARENT; IL FAUT RUSSI LES COMBATTRE!



EN TANT QU'ANARCHISTES NOUS NOUS DEVONS D'EMPLOYER TOUS LES MOYENS NECESSAIRES POUR LES SAUVER!



DES MESURES INTERRESSANTES ONT ÉTÉ PRISES AU COURS DE CETTE RÉUNION. LES RÉSULTATS NE SAURONT TARDER!

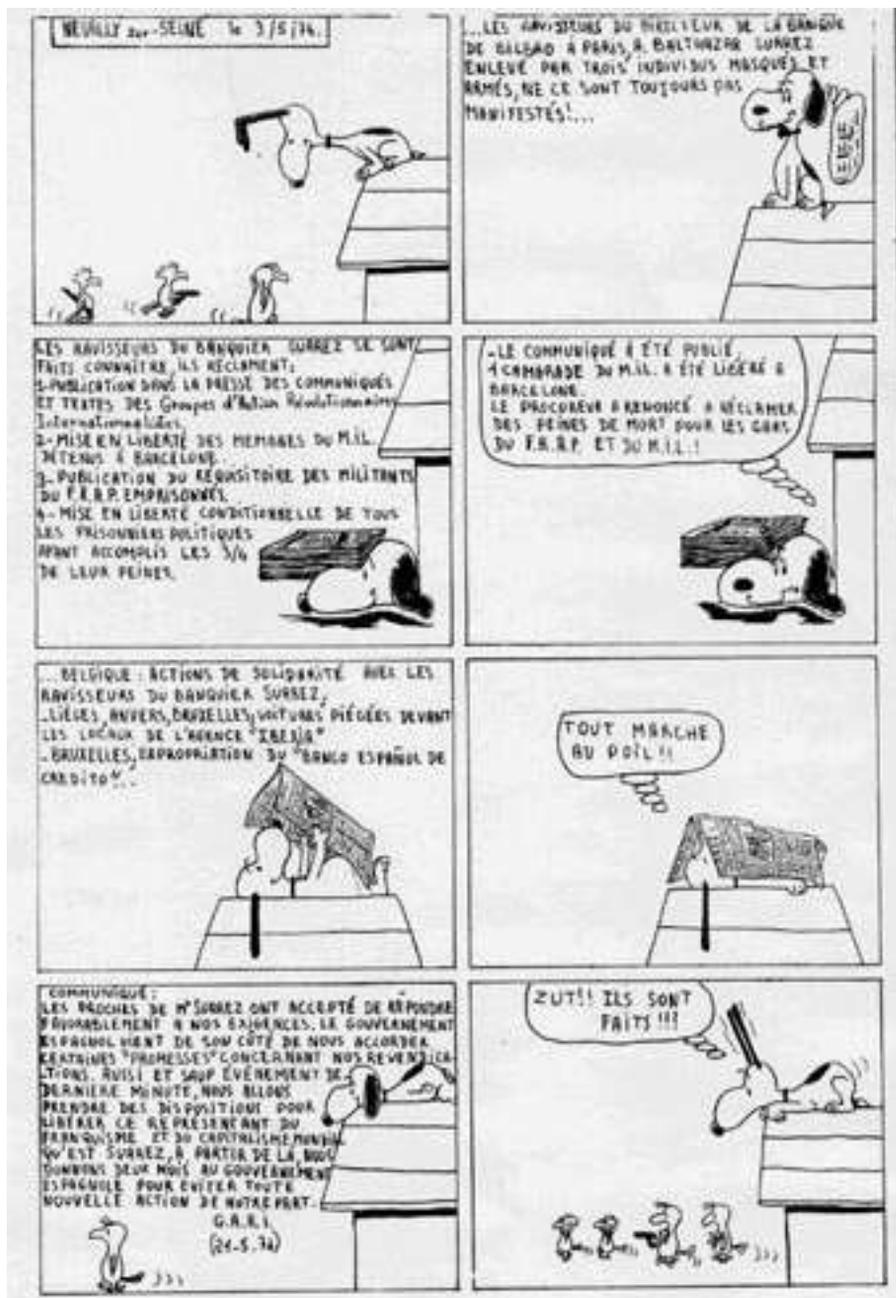


... TROIS INDIVIDUS MASQUÉS FONT INRUPTION DANS UNE SUCURSALLE DE LA BANQUE "COURTIS" DE MONTESQUIEU-VOLVESTRE (35) ET S'EMPARANT DE LA CRISE...

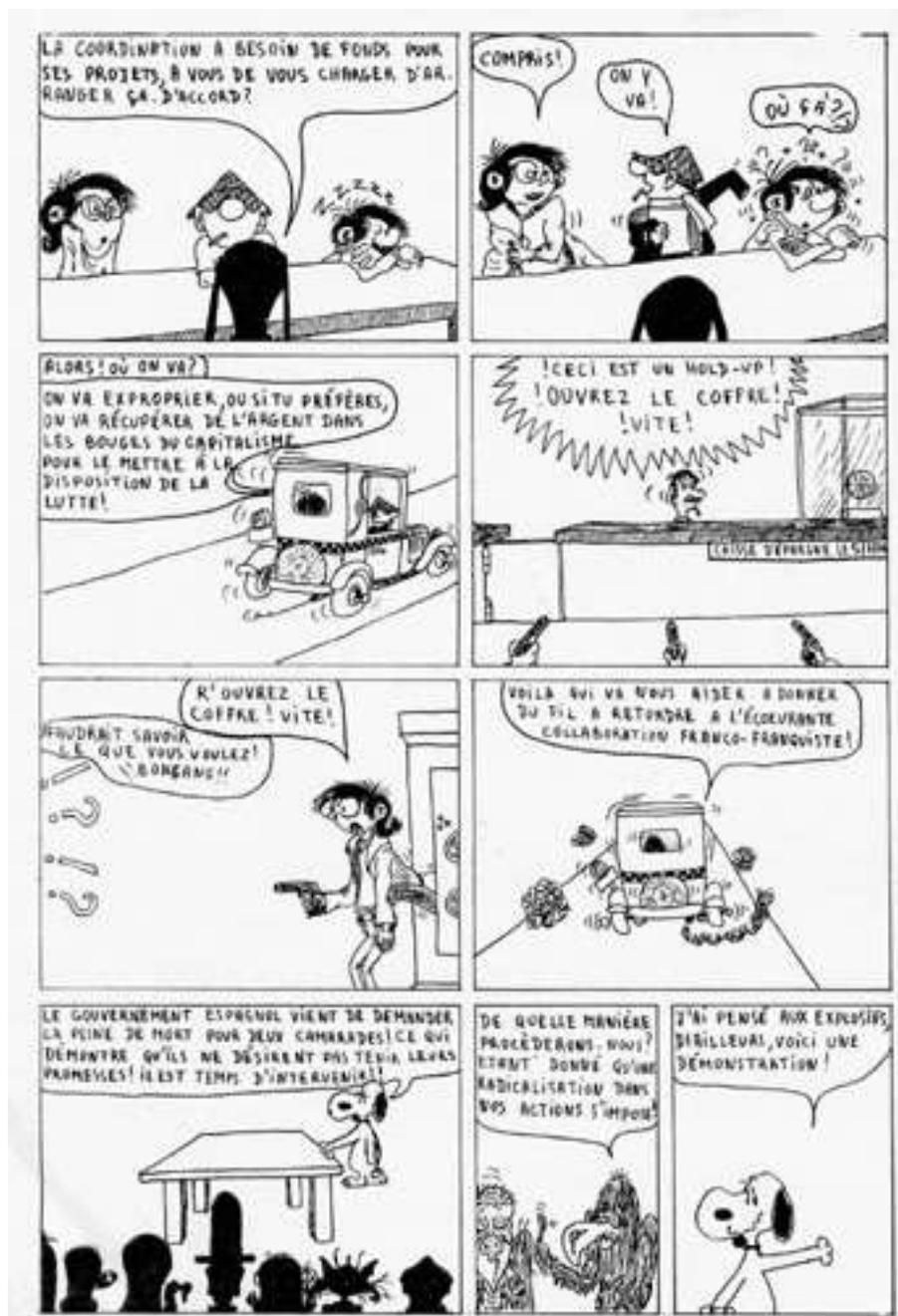


LE PROCESSUS EST ENCLERHÉ!!

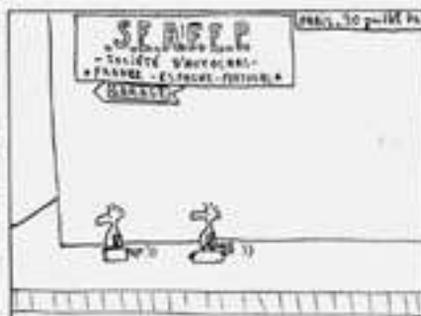
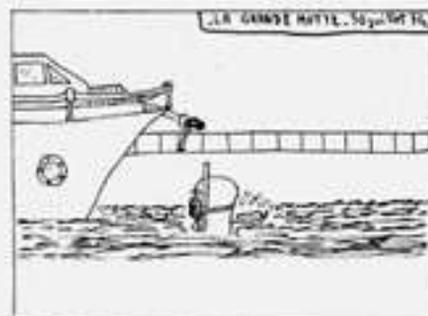


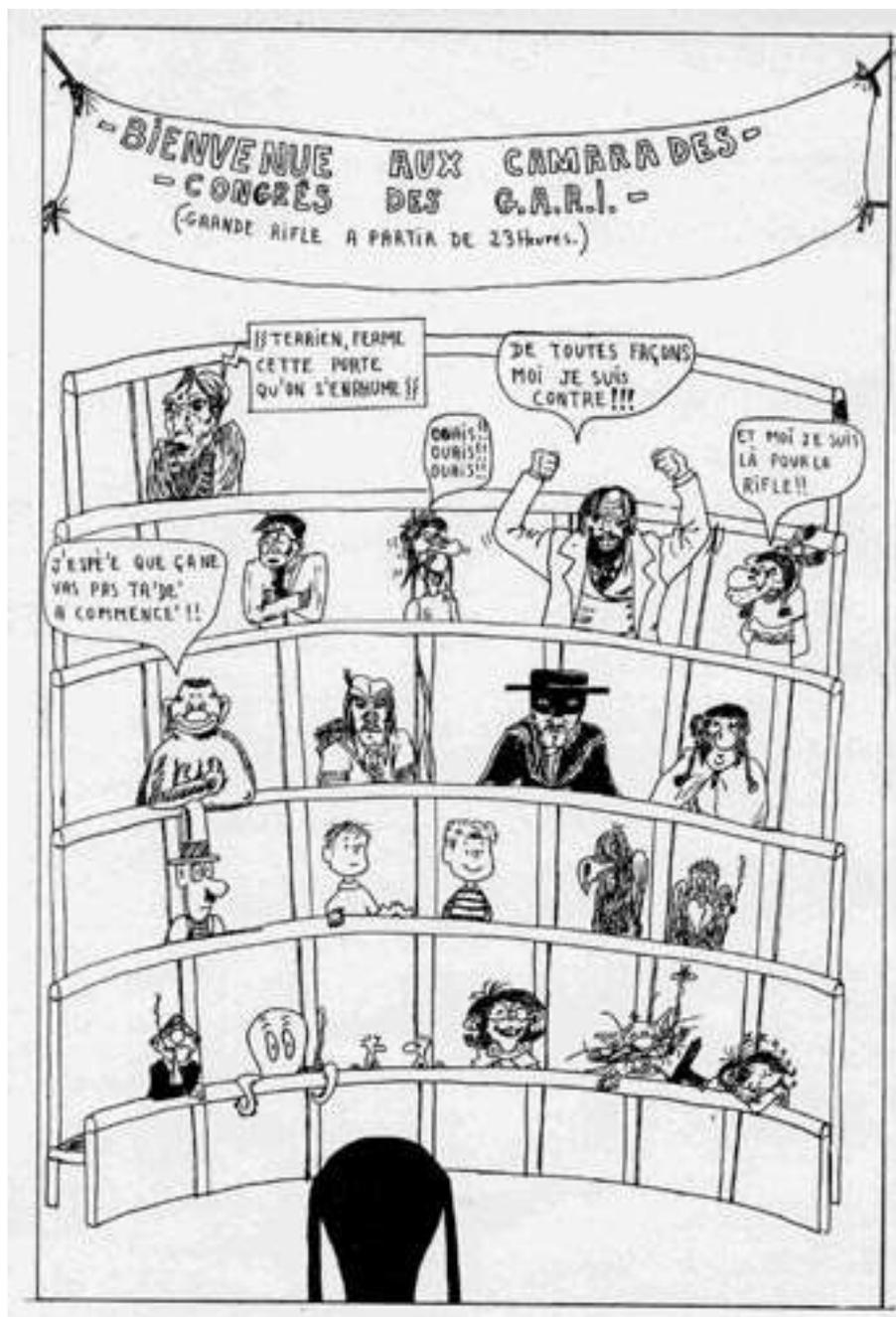






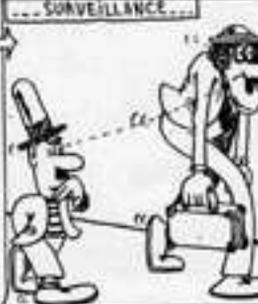


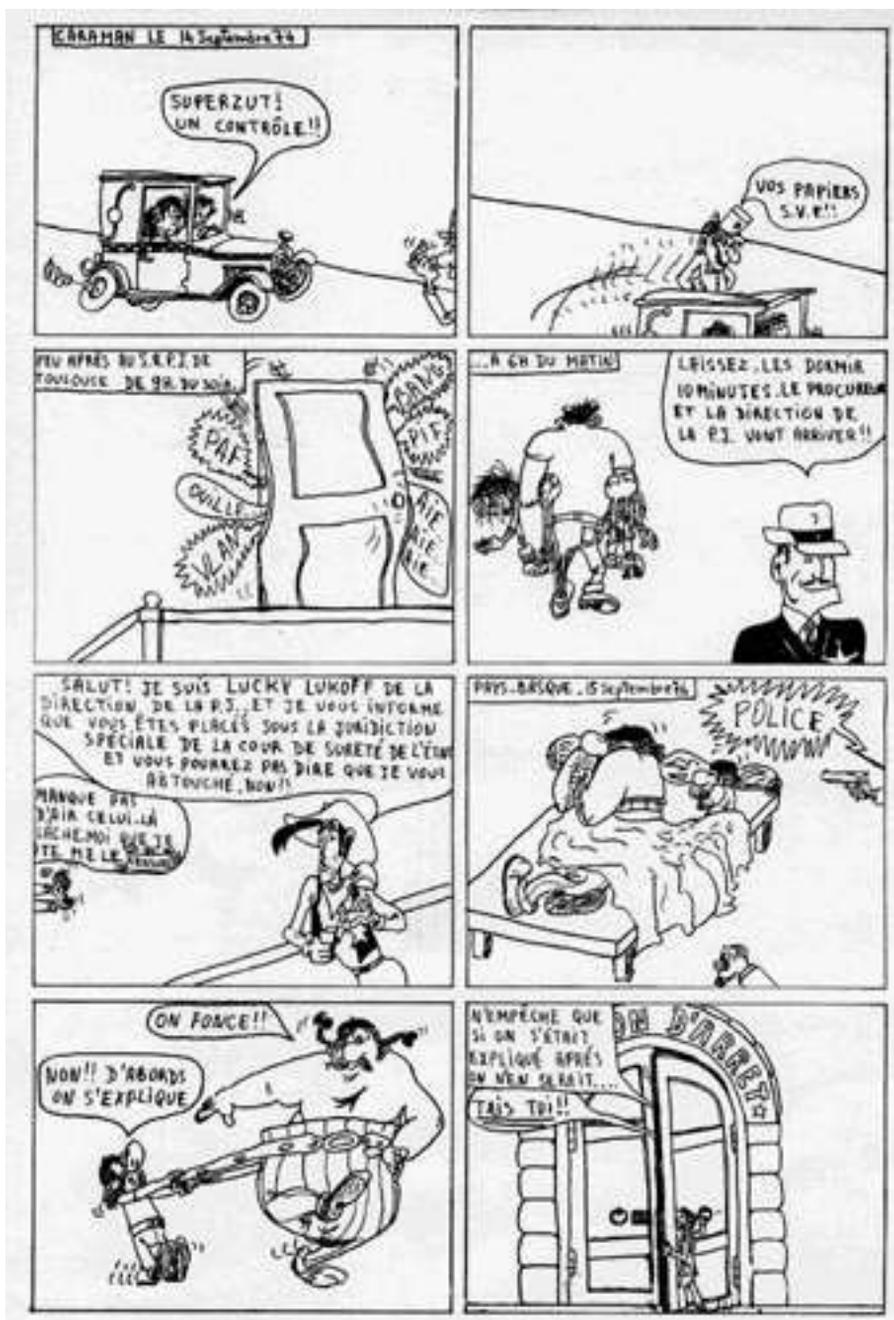




<p>CAMARADE, LE PRESENT CONGRÈS N'A PAS POUR BUT DE REORGANISER LES C.A.T. MAIS DE SURMONTER CE SÛCLE. DE TOUT, IL EST POSSIBLE QUE CETTE COORDINATION CONTINUE AVEC QUELQUES AMÉLIORATIONS NOTABLES.</p>  <p>207 74</p>	<p>POUR CELA NOUS DEVONS SAVOIR SI LES GROUPERS ICI PRÉSENTS VOULENT ET PEUVENT SURMONTER LES DIVERGENCES ENTRE LES TENDANCES "ACTIVISTES" ET "POLITIQUES".</p> 	<p>DE TOUTES FAÇONS MOI JE SUIS CONTRE!</p> 
<p>LES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES DONT PRINCIPALEMENT LE FAIT DE NOTRE ISOLEMENT QUI D'UN CÔTÉ, MANQUE D'ARRIVÉE OU DE MAIN D'ŒUVRE PRATIQUES, IL NE S'AGIT PAS DE FAIRE DES FORMES D'ACTION ET D'ORGANISATION MAIS DE FAIRE ÉTALE DES RÉELLES MOTIVATIONS QUI SONT AMENÉES DES GROUPERS A AGIR? VOUS PERTEZ-VOUS?</p> 	<p>ON DEURAIT VOLER LES RICHES POUR DONNER AUX POUVRES TOUT EN FOMENTANT DES FOYERS DE GUERRILLA DANS LES BOIS.</p> 	<p>HÉHÉ TU L'HAB!! NOUS NE SOMMES NI "AVANT GARDE" DU PROLÉTAIRAT, NI LE PARTI "RÉVOLUTIONNAIRE" NOUS NE REPRÉSENTONS QUE NOUS MÊMES! NOUS SOMMES NOUS MÊMES!!!</p> 
<p>VOUS N'AVEZ PAS À NOUS JUSTIFIER DANS UN MONDE INJUSTE, FIABLE, NOUS PRIONS NOTER AU PASSAGE QUE NOTRE BUT EST UNIQUEMENT DE DÉNER LES ÉCHANGES ÉCONOMIQUES TRANSCÉPANDS D'UNE FAÇON PARTIELLE, IL A L'ŒUVRE DE L'ESPRON, CHEACHE À REVOLVER SON IMAGE POUR S'INTÉGRER AU MARCHÉ COMMUN...</p> 	<p>... ET RENFORCER LE POUVOIR ÉCONOMIQUE DE LA BOURGEOISIE AFFAIBLIE PAR LA SOTTISE DE SES CANDÉS NOSTALGIQUES. NOUS NOUSONS UNIQUEMENT EN INDIVIDUS AUTONOMES CONSCIENTS DE LEUR FORCE SUBJECTIVE, EMPLOYANT LA VIOLENCE RÉVOLUTIONNAIRE FAIRE AU TERRORISME QUOTIDIEN DES ÉTATS.</p> 	<p>... EN S'ATTACHANT AUX RAPPORTS SOCIAUX, PERSONNES QUE SEULES LES PROLÉTAIRES PEUVENT EN FINIR AVEC LE SYSTÈME PAR LA GRÈVE INSURRECTIONNELLE, LA REVOLTE ARMÉE, L'APPROPRIATION DES MOYENS DE PRODUCTION, EN EN FAISANT AVEC LES CLASSES ET LE CAPITAL.</p> 
<p>C'EST SURTOUT DE CET AFFRONTÉMENT INÉVITABLE AVEC LES FORCES DU POUVOIR QUE NAÎT LA PART D'AVENTURE, DANS UN TEL CONTEXTE DE MISÈRE, LES COMBATS LES PLUS DÉSPÉRÉS SONT SOUVENT LES PLUS BRAVES, NOTRE SURVIE PSYCHOLOGIQUE DANS LA SOCIÉTÉ ACTUELLE PASSE PAR DES MOMENTS DE VÉCU RÉEL.</p> 	<p>D'OU "L'HONNORABLE" INDIVIDU NE SEUT CRÉATEUR ET NON HONNÊTE "MODÈSTE" ACTEUR D'UNE SITUATION QUI PEUT LUI FAIRE METTRE DE DÉPASSER SON RÔLE "VIL" DE COMPLICITÉ INVOLONTAIRE ET PASSIF DE "L'EXÉCRABLE" EMPLOI GÉNÉRALISÉ!!!</p> 	<p>C'EST À DIRE SA CONDITION DE ROBOT!!!</p> 



<p>LES GROUPES ONT ACCEPTÉ L'UNID-DISSOLUTION DES G.A.R.I. CHACUN CONTINUERA À MENNER LES ACTIONS QU'IL DESIRE SANS AVOIR À TENIR COMPTE DES AUTRES GROUPES, AUCUN MOUV. N'AVANT PÛ ÊTRE OBTENU SUR CE POINT.</p>	<p>LES GROUPES AYANT PRÉFÉRÉ NE PAS SURMONTER LEURS DIFFÉRENCES, LE CHEMIN DE LA RÉVOLUTION EST SUFFISAMMENT LARGE POUR QUE CHACUN TROUVE LA PLACE QUI LUI CONVIENT LE MEILLEUR.</p>	<p>L'AUTRE POINT D'ACCORD EST L'ENTRAÏDE AU NIVEAU MATÉRIEL ET ÉMOTIONNEL. ET DE JOUR EN JOUR DES ACTIONS JONT EN COURSE POUR ÉVITER LES ATTAQUES DE LA RÉPRESSION.</p>
		
<p>--- EXPROPRIATIONS ---</p> <p>TE, TU ME TIENS LE SAC UNE MINUTE, SI??</p> 		<p>ENTRAÏNEMENT</p> 
<p>RENSEIGNEMENTS...</p> <p>POSSIBLE??</p> 	<p>--- SURVEILLANCE ---</p> 	
<p>RENCONTRES INTERMINABLES! SANS TOUTEFOIS ÊTRE S'ACCORDER AVEC LEUR PRATIQUE LÉNINISTE NOUS SOMMES SOLIDAIRES DES MEMBRES DE LA BANDE ABA. DEV. FACE A LA RÉPRESSION POLICIERE EN ALLEMAGNE!</p>	<p>L'ORGANISATION DES TÂCHES A L'AIR BIEN EN BONNE VUE.</p>	
		



NOUS, GELUFT, TOUTE D'INSTRUCTION  
 A LA COUR DE SVALETTE DE L'ETAT,  
 JE VOUS INCULPE DE DESTRUCTION  
 D'EDIFICES MONUMENTAUX ET INNO-  
 BILIAIRES, OUA... OUA... OUA... FAITS  
 EN RELATION AVEC UNE ENTRE-  
 PRISE INDIVIDUELLE OU COLLEC-  
 TIVE TENDANT A SUBSTITUER  
 UNE AUTORITE ILLÉGALE A  
 L'AUTORITE DE L'ETAT,  
 QU'AVEZ A DECLARER  
 LA DESSUS?

VOUS NE VOUS REPOUNDRON  
 QUE LORSQUE NOUS SERONS  
 PIACES SOUS UN REGIME  
 SPECIAL DE DETENUS  
 POLITIQUES!!!!

OUAIS ET TOC!!  
 NON MAIS DES  
 FOIS?!

MAIS COMPRENDREZ VOS MOTIFS  
 QUI VOUS ANIMENT, MAG LA  
 FRAAAIT EFFECTUER VOS  
 ACTIONS EN ESPAGNE, ICI  
 NOUS SOMMES EN DEMOCRATIE,  
 ET NOUS PRENDRONS TOUT  
 LES MOYENS NECESSAIRES POUR AR-  
 RÊTER VOS PECTER.



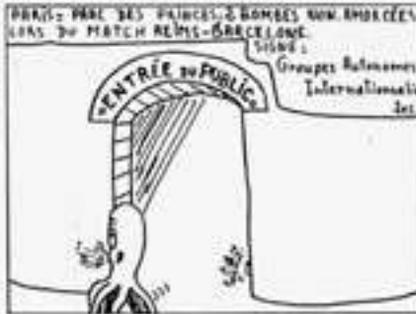
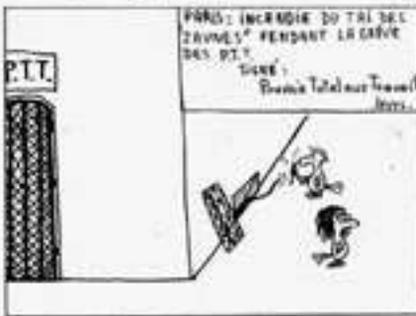
LES REPRÉSENTANTS AV-  
 ANS D'UNE JUSTICE POPULAIRE  
 ONT PRATIQUE UNE JUSTICE  
 BERCHOU. PUIS ENVAI QUE CHACUN  
 DES DEMOCRATES, IL FAUT QUE  
 LES REPRÉSENTANTS REFUSANT  
 DE SE METTRE SUR LE TERRAIN  
 DE LA JUSTICE QU'ELLE QUELLE  
 FAIT.



POURQUOI NE PAS S'EN ALLER EN ESPAGNE  
 VOUS ETRE EN UN REGIME  
 SPECIAL SOUS LE REGIME DES  
 MILITANTS DU P.S.U., A CE DROIT  
 VOUS AVEZ DE FAITES PRESOMP-  
 TIONS QUE VOUS AVEZ PARTICIPE  
 A UN MOUVEMENT? VOUS N'AVEZ PAS  
 FAITS?? POURQUOI LES  
 CHARGES SONT ACCRUES?



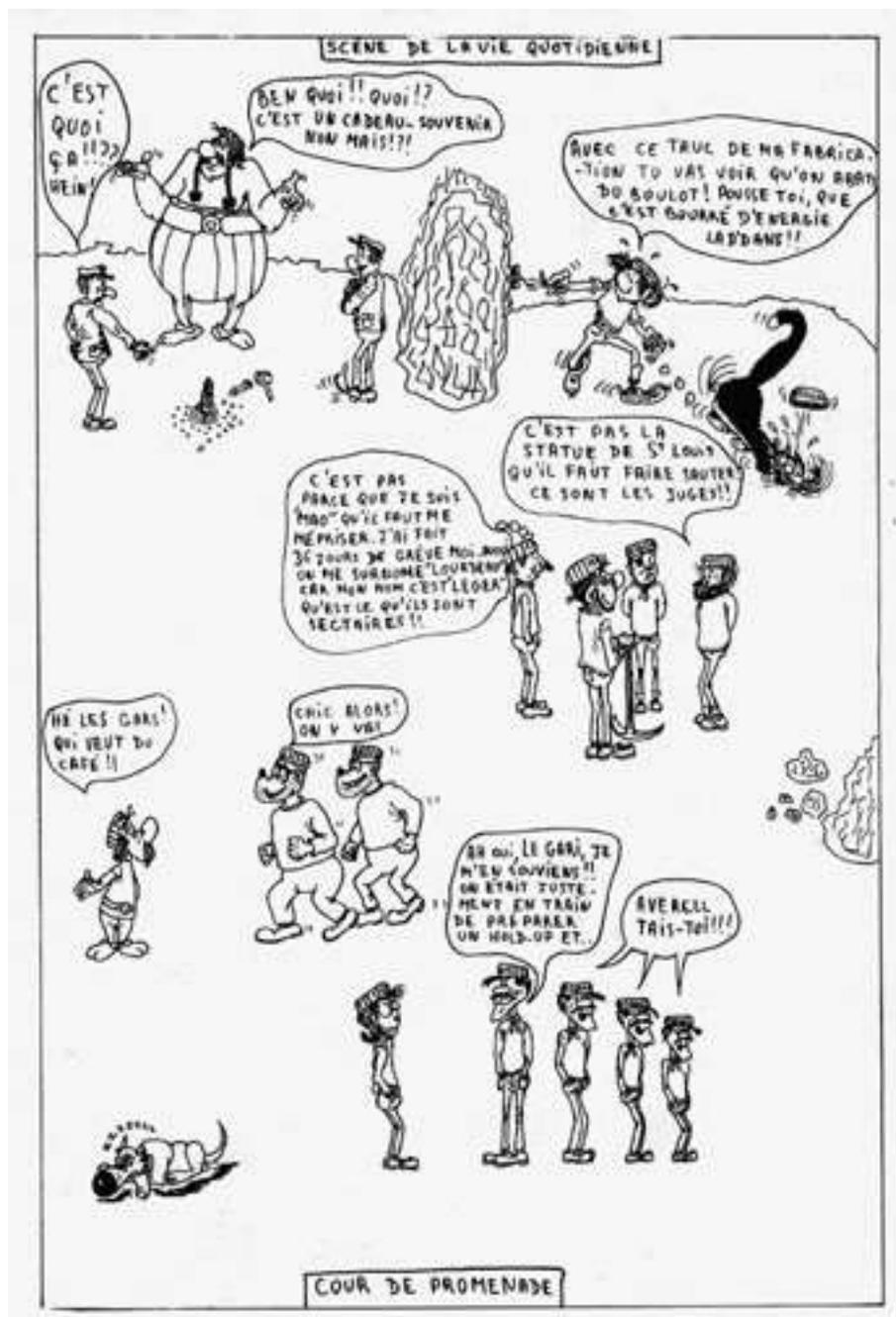
CE SERA FAIT DE VOS RELATIONS  
 AVEC A CERTAIN DROIT REFUGIE  
 POLITIQUE EST SUFFISANT  
 EN CONSÉQUENCE, VOUS ETES  
 INCULPE DANS LE CADRE  
 DE LA C.S.E. DE LA C.S.E.  
 OUA...

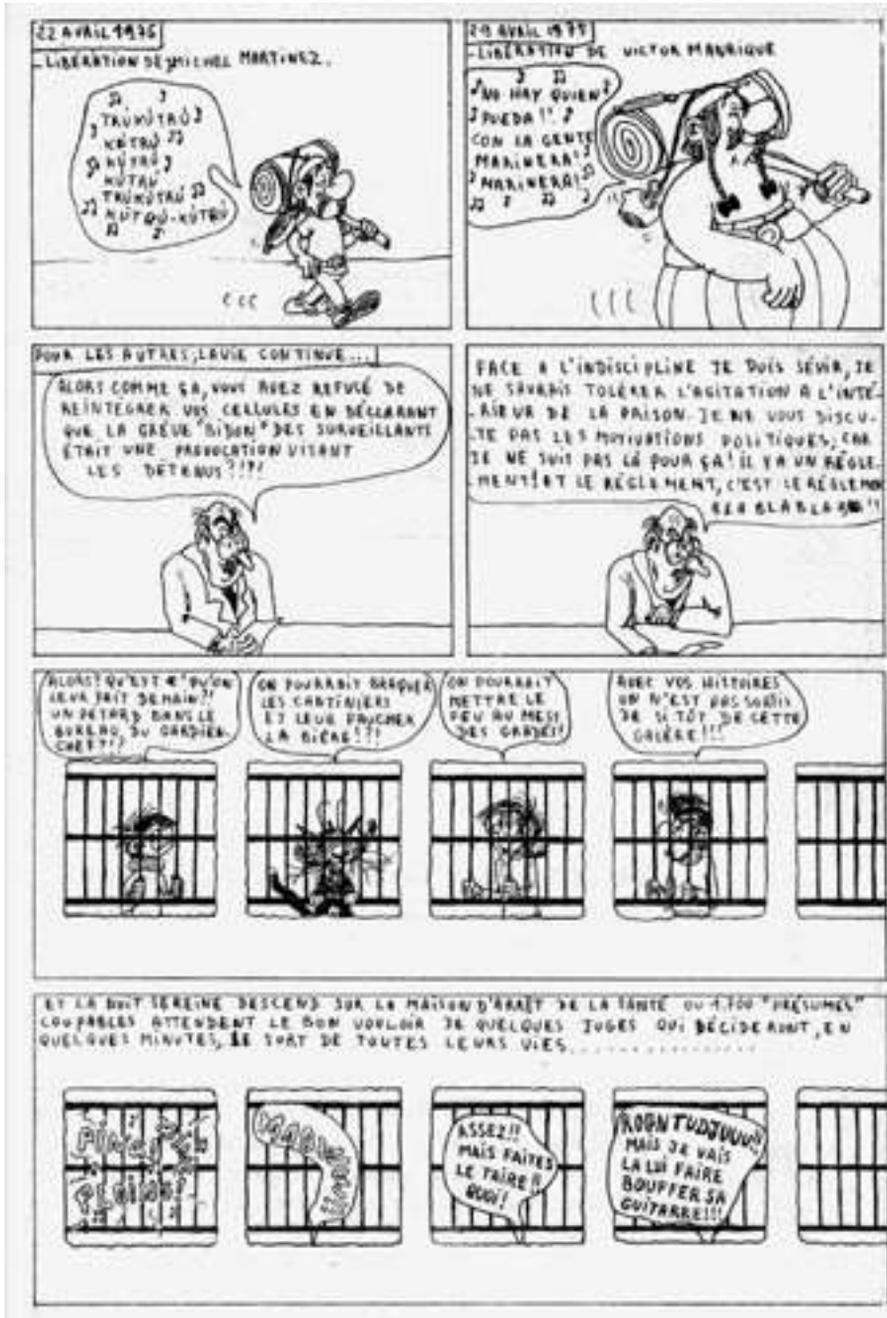














**PIERRE ROGER** alias « TONTON », 23 ans, moniteur d'éducation Physique. Arrêté le 29-7-1934 par le S.R.P.I. de Toulouse, brutalement tabassé par les officiers de police: QUÉS, MOLINIER, GUTHIERES, et autres... Inculpé par le juge BENSUSSAN pour l'expropriation de MONTESQUIEU-VOLVES. -TRE: 40 jours de grève de la faim, statut politique refusé. - Affaire rattachée à la C.S.E. en juin 75, et libéré le 3 juillet 1975.



**CAMILLERI MICHEL** alias « RATA-PINARD », 33 ans, serrurier. Arrêté par les glorieux gendarmes de CARAMAN (S) le 4-9-1934. Pris en charge par le S.R.P.I. de Toulouse, tabassé un peu, torturé, passionné, etc... par QUÉS, MOLINIER and C°. Déféré en Cours de Sécurité de l'Etat, inculpé d'atteintes, vols qualifiés, entre prise individuelle ou collective tendant... gagner, etc. Différentes inculpations en prison et conventionnelles à PARIS, TOULOUSE, CARCASSONE. 43 jours de grève de la faim. Actuellement incarcéré à la SANTÉ : 476156 - 4/76.



**INES-TORRES MARIO** alias « PIPA », 21 ans, bûcheron, réfugié politique espagnol. Arrêté le 4-9-1934 par les toujours glorieux gendarmes de CARAMAN. Amené au S.R.P.I. de Toulouse, tabassé, repassé, etc... par en vos têtes. Après 6 jours, déféré en C.S.E., mêmes inculpations que CAMILLERI. 43 jours de grève de la faim. Actuellement à la SANTÉ : 476157 - 4/76.



**MARRIQUE VICTOR** alias « MINCA VA PIQUE », 28 ans, chef comptable à BEHOUE (44). Arrêté le 15-9-1934, transféré au S.R.P.I. de BORDEAUX, 6 jours de garde à vue, déféré en C.S.E., inculpé de destruction d'édifices, entreprise etc... 43 jours de grève de la faim. Mis en liberté provisoire le 28-4-1975, après 7 mois de détention préventive.



**MARTINEZ JEAN-MICHEL** alias « TRUKOTRO », 29 ans, instituteur à St JEAN de LUZ. Arrêté le 15-9-1934, transféré au S.R.P.I. de BORDEAUX. 6 jours de garde à vue, déféré en C.S.E. Mêmes inculpations que MARRIQUE. 43 jours de grève de la faim. Mis en liberté provisoire le 28-4-1975, après 7 mois de détention préventive.



**CONDON-BOFILL JOSÉ.MARIA** alias «ZAPATA», chauffeur-livreur à Paris, 24 ans, réfugié politique espagnol, arrêté à PARIS le 14 octobre 74 lors du procès de militants du M.I.L. Tabassé par les mêmes (venus spécialement de Toulouse pour la circonstance!). Inculpé de l'expropriation de Montesquieu-Vivestre - Relâché, après 6 mois de détention dont 30 jours de grève de la faim.



**DELGADO RAYMOND** alias «ROGNTUDJU», 25 ans, peintre à Paris. Arrêté le 5 décembre 74, 5 jours de garde à vue au "Quai d'Orléans". Déféré en C.S.E. et devant différents juges parisiens, 43 jours de grève de la faim. Incarcéré à la Santé: 177 402 - 1/35

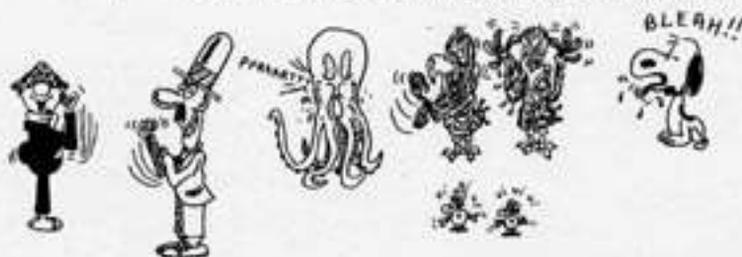


**ROUILLAN JEAN.MARC** alias «SEBAS», 23 ans, arrêté le 5 décembre 1974 sous l'identité de "Dominique Moran", 5 jours de garde à vue, inculpé par la C.S.E. d'attentats, vols qualifiés, entreprise qui a gagné, déféré devant divers juges parisiens, devant le tribunal militaire de BORDAUX pour insoumission. 43 jours de grève de la faim, incarcéré à la Santé: 177 406 - 1/45.



**CUADRADO FLOREAL** 28 ans, dessinateur à Paris, arrêté le 5 décembre 74 jours de garde à vue, déféré en C.S.E., libéré après un mois de détention à la Santé.

TOUS LES "X" QU'IL EST FORTEMENT CONSEILLÉ DE RENCONTRER DEHORS EN VUE DE SOUTIEN FOUAIE PROCÈS, ENVOIENT LEUR BONJOUR A TOUS LES MAGISTRATS, FLICS, DIRECTEURS DE PRISON ET A TOUS LES SUPPORTERS DE L'HEUREUSE COLLABORATION FRANCO-ESPAGNOLE !!!



## **Lettre ouverte à un juge d'instruction apolitique et indépendant du pouvoir d'État**

(13 mai 1976)

« Les gouvernants érigent en lois ce qui leur sert. Le droit n'est pas autre chose que l'intérêt du plus puissant. Seuls les déments et les débiles croient aux lois : l'homme illustre connaît leur peu de valeur. » (Platon)

Monsieur Pia,

Quelques réflexions inspirées par les premières rencontres au Palais de Justice de Paris entre un juge apolitique et indépendant et trois membres des GARI (Grupos de Accion Revolucionaria Internacionalista) inculpés pour des actions révolutionnaires contre l'État franquiste sur le territoire français.

Demande : M. le juge, pourquoi refusez-vous de consigner sur les procès verbaux d'interrogatoires toute explication sur nos motivations politiques. La relation entre l'idéologie révolutionnaire qui nous anime et les faits instruits est une relation de cause à effet.

Réponse : « Je n'ai pas de temps à perdre, vous vous êtes expliqués longuement sur vos motivations politiques devant la Cour de Sûreté de l'État, il y en a trois pages. »

Merci M. le juge de bien vouloir nous accorder trois pages d'explication politiques sur un dossier qui en compte cinq à six mille... Nous nous sommes effectivement longuement expliqués au cours de nos vingt mois d'incarcération ; longuement expliqués... sur les faits. La procédure de la Cour de Sûreté de l'État consistant en une instruction détaillée des faits, suivie d'une explication politique sur « l'entreprise individuelle ou collective consistant, ou tendant à substituer une autorité illégale à l'autorité de l'État » ; mais cette analyse politique ne se déroule qu'à la fin de l'instruction. Or la CSE s'est déclarée incompétente sans avoir procédé à un interrogatoire politique, et vous nous dites, M. Pia, que les trois pages de « politique » qui se trouvent dans le dossier sont suffisantes ? Allons, M. le juge, soyons sérieux. Comment peut-on en trois pages prétendre expliquer l'évolution et l'intervention d'un mouvement révolutionnaire dont les racines doivent être recherchées il y a plusieurs décennies dans la péninsule Ibérique. Nous vous laissons la responsabilité de mettre en doute l'expérience des juges instructeurs MM. Gallut et Seguin en ce qui concerne l'instruction des faits, instruction qui fut clôturée par eux un mois avant le dessaisissement de la CSE. Il est vrai que, juge apolitique et indépendant du pouvoir politico-policier, vous ne vous intéressez qu'à ce qui intéresse une politique de répression toujours plus certaine : c'est-à-dire à des faits (expropriations, destruction de symboles, d'appareils permettant une collaboration et sa continuation entre deux États

policiers, collaboration apolitique bien entendu) hors de leur contexte global. Vous vous intéressez à la couleur des caleçons et à la marque de nos fixe-chaussettes, vous ignorez par contre volontiers la réalité quotidienne de tout un peuple soumis par la botte du fascisme. Vous faites partie de la famille des *non-interventionnistes* apolitiques et indépendants qui, en 1936-1939, ont préféré ignorer l'assassinat d'un peuple par les nazis et fascistes de tous calibres. Ces *non-interventionnistes* apolitiques et indépendants du conflit, comme il se doit, ont fini par livrer les combattants antifascistes espagnols aux troupes nazis, après les avoir rassemblés dans les camps de concentration d'Argelès, Le Vernet, Noé et autres terres d'asile... L'histoire a clairement démontré le rôle de l'apolitisme dans la montée du fascisme.

Vous qui avez le courage de votre indépendance, qui refusez d'être influencé par des considérations d'ordre politique, vous nous inculpez pour des actions révolutionnaires contre le régime franquiste, commises sur le territoire belge. Les frontières ne vous font pas peur, bravo. Qu'en est-il de votre indépendance quand il est de notoriété publique que des mandats d'arrêts internationaux sont lancés contre certains d'entre nous par des juges militaires de Barcelone non moins indépendants (voir *Le Monde* du 11.12.73) ; que nos noms furent cités à plusieurs reprises. Nous reconnaissons avoir participé à de nombreuses actions révolutionnaires sur le territoire espagnol en tant que membres des « Grupos Autonomes de Combate del Movimiento Iberico de Liberación », et notamment les actions ayant entraîné la condamnation et l'exécution de notre camarade Salvador Puig Antich. Quelle est la nuance pour un juge apolitique entre des faits commis en Belgique et d'autres en Espagne. Le pouvoir vous déclare incompetent pour l'Espagne, mais facilite votre *indépendance* pour la Belgique ? Votre indépendance ne se réalise que dans les limites accordées par le pouvoir à ceux qui ont décidé de le servir.

« ... S'ensuit-il que je repousse toute autorité ? Loin de moi cette pensée. Lorsqu'il s'agit de bottes, j'en réfère à l'autorité du cordonnier. » (Michel Bakounine)

« ... Côté gouvernés, le pouvoir abêtit dans toute la mesure où il établit un clivage entre éléments actifs et des individus à peu près passifs, dont l'obéissance devient simple exécution mécanique. » (Emmanuel Mounier)

Dans cette mesure, votre *apolitisme* comme celui de la justice en général, ne fait aucun doute et on peut déclarer que les juges sont à la politique ce que les pilotes des B 52 sont au crime organisé : des instruments à la bonne conscience, convaincus de leur bon droit ; et pourquoi ne le seraient-ils pas, puisqu'ils œuvrent pour l'institution légale ? Puisqu'ils œuvrent en garants de la société occidentale chrétienne, pour employer une expression un peu désuète, en garants du pouvoir étatique pour

employer un langage plus direct. Que cette société soit bureaucratisée, cybernétisée, hiérarchisée, policée, giscardisée ne les concerne, pas. Ils sont de toute évidence incapables d'en saisir la subtilité des rouages qui les entraînent. Les ouvriers travaillent, les étudiants n'étudient pas toujours, les policiers matraquent, les truands truandent et les juges jugent... Tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes : la politique n'existe pas, la loi est la même pour tous, même pour les juges ; la preuve : ils en usent.

Je suis, il est, vous êtes, nous sommes tous apolitiques. « ...Bravo... » (la foule 1976).

La politique est-elle une affaire de spécialistes ? C'est bien en effet ce que le pouvoir tente d'institutionnaliser depuis qu'il existe. Aux uns la spécialité de produire, de souffrir et de se taire, aux autres la spécialité de gouverner.

« Ce n'est pas si simple pour autant. » (Engels, 1866)

« Bon sang, mais c'est bien sûr... » (Camilleri, Ines Torres, Roullan – 1976)

Si la *politique* consiste en une course d'obstacles jusqu'à l'obtention du pouvoir d'État, si la *politique* ne consiste qu'en l'électoratisme et en toutes les basses manœuvres qui accompagnent un concours dont le prix est la mainmise sur les institutions étatiques, nous n'en sommes pas. Et comme vous, M. le juge, nous pouvons nous honorer d'*apolitisme*.

« ... Tous les anarchistes sont des fous. » (Mme Aveling, fille de K. Marx)

« L'avocat général m'a violemment reproché d'avoir renoncé à plusieurs positions brillantes pour devenir un apôtre de l'anarchie. Ce n'est pas lui qui renoncerait à ses prébendes pour une idée. » (Sébastien Faure)

Notre idée n'est pas celle des technocrates qui clament partout qu'il faut *dédramatiser* une situation qu'ils ont eux-mêmes créée, qui décident de ce qui est *politique* et de ce qui ne doit plus l'être ; cette notion changeant au gré des intérêts dirigistes et manipulateurs de l'appareil étatique.

Si vous lisez les quotidiens espagnols, vous ne pourriez ignorer les notes officielles du ministère de l'Intérieur madrilène qui relatent les rencontres entre M. Poniatoski et son homologue espagnol Fraga Iribarne, au cours desquelles se discutent régulièrement les chemins que doit suivre la justice dans notre affaire. Nous ne vous rappellerons pas non plus les interventions en août 1975 de M. Poniatoski qui déclarait devant les journalistes : « Tant que je serai ministre de l'Intérieur, les terroristes espagnols du GARI, resteront en prison... »

« ... Dès mes vingt ans, je faisais dérailler les trains... » (J. Lecanuet – France Inter, le 2 mai 1976 à 19 heures)

Comment vous, juge apolitique, indépendant, pouvez-vous accepter l'instruction d'une affaire dont vous « ne niez pas le caractère politique » mais que vous refusez néanmoins d'instruire sur ce plan-là ? Vous prétendez « n'avoir pas de temps à perdre », dans notre propre intérêt... Depuis quand les juges se soucient-ils du *temps* des détenus ? Seriez-vous un humaniste ? Si vous n'observez notre affaire que du point de vue des faits, pourquoi vous en tenir là : inculpez-nous donc d'association de malfaiteurs... Pour des révolutionnaires, il n'y aurait là rien de nouveau, Louise Michel et les Communistes ont connu pire...

Quant à assimiler des combattants antifranquistes à des malfaiteurs... il y a des deux côtés des Pyrénées des millions de malfaiteurs qui sauront apprécier votre geste à sa juste valeur.

Merci de votre attention, M. le juge.

**Camilleri Michel** – 176156-1.16, **Ines Torres Mario** – 176157-1.14, **Rouillan Jean-Marc** – 177404 -1.15

Imprimerie Spéciale – 42 rue de la Santé. Dépôt légal 20.09.1974

---

### **Les détenus politiques de la Santé prennent position pour la lutte commune** (début 1977)

La situation politique en France\*

\* (Le capital est international, la répression aussi. Il est donc clair que l'internationalisation de la lutte est vitale. Cependant nous nous en tiendrons ici à ce qui se passe sur le territoire soumis au contrôle de l'État français.)

Le mouvement populaire, revivifié depuis mai 68, posant des problèmes radicaux tels que conditions de vie, conditions et finalité du travail dans le monde capitaliste... se développe vigoureusement, jusqu'à maintenant.

Ce mouvement populaire va probablement s'investir, momentanément, dans le vote pour le Programme commun, dans l'espoir d'avoir les coudées plus franches au cours des luttes incessantes qui se poursuivront contre l'exploitation capitaliste.

En face de ce mouvement populaire, le pouvoir actuel joue ses dernières cartes démocratiques. Il tente de maintenir un semblant de fonctionnement institutionnel, qu'il doit juger, pour le moment encore, plus économique que des affrontements qui pourraient se dérouler en dehors du cadre institutionnel.

Mais depuis un certain temps déjà les écarts ou bavures par rapport aux propres lois du système se multiplient de manière accélérée.

Les travailleurs en font quotidiennement les frais, au cours de la guerre sans merci que le Capital mène contre eux.

En leur sein, les éléments révolutionnaires sont eux aussi durement harcelés. Ce n'est pas un hasard, dans la mesure où ils cristallisent partiellement un certain nombre d'aspirations populaires vers des changements profonds.

### **La justice au service des agressions politiques du pouvoir**

Le Pouvoir, pour tenter de réprimer ces éléments révolutionnaires, jongle avec plusieurs juridictions assises et correctionnelles (droit commun), Cour de Sécurité d'État (politique), Tribunal Permanent des Forces Armées (militaire). C'est le pouvoir qui décide quelle juridiction est la plus productive du point de vue répressif.

La CSE, qui est officiellement la seule juridiction politique, a vu sa totale dépendance à l'égard du Pouvoir dénoncée par son ex-procureur Jonquères faisant preuve, pour la circonstance, d'un étonnant opportunisme, quand on sait avec quel acharnement il dirigeait la répression politique en France.

Quelques exemples de jongleries :

– La CSE et le non-lieu : elle met un an, pour se rendre compte que l'activité des soldats et de leurs amis civils ne sont pas un délit.

– La CSE dissocie les cas : le Corse Cacciari (5) est condamné beaucoup plus durement que Simeoni (6) dans le cadre de la même affaire.

– La CSE ajoute des inculpations en cours d'instruction : c'est le cas pour le libertaire breton J.-C. Denis (7) en détention préventive depuis le 16 octobre 1975.

– La CSE peut se décharger d'une affaire au profit d'une autre juridiction. Saisie du dossier GARI en juillet 1974, la CSE s'aperçoit qu'elle est incompétente en mars 1976. Les GARI étaient pourtant, depuis le début, clairement réputés mener des actions internationalistes, comme leur nom l'indique (Groupes d'action révolutionnaires internationalistes). Et au bout de près de deux ans d'instruction, la CSE découvre qu'une action internationaliste ne peut être considérée comme portant atteinte à la sûreté de l'État français, mais à celle d'un État étranger ! Pour les détenus Camilleri, Ines Torres, Rouillan, qui venaient de passer un an et demi de prison préventive, l'instruction allait désormais recommencer dans le cadre, cette fois, du droit commun en vue des assises. La nouvelle instruction a été terminée en janvier 1977. Cela fait au total deux ans et demi qu'ils sont en préventive.

– La CSE ne prend pas en charge toutes les affaires politiques : c'est le cas des militants du FRI (Gailhac, Évelyne Barge, Lascoux, Mumber) (8), le cas des libertaires landais (9) Guidon, Bottier, Fabas, Ruselle, le cas des Réunionnais Poudroux et Marvilliers, tous en droit commun.

Il est vrai que la CSE aurait bien du travail, si elle voulait s'occuper de tout ce qui est en fait politique.

Car, n'est-ce pas dans le fond à la politique sociale du Pouvoir qu'incombe la responsabilité initiale du surpeuplement des prisons ? Est-ce un hasard politique et social si plus de 80 % des détenus de droit commun sont issus des milieux populaires les plus défavorisés ? Est-ce un hasard politique et social si un voleur de mobylette, un tant soit peu récidiviste, arrive à être frappé d'une peine d'emprisonnement sensiblement égale à celle d'un détourné de millions de francs (anciens, quand ce ne sont pas des nouveaux).

De fait le problème de la CSE pose le problème de la justice, le problème de la justice pose le problème de la société.

Au-delà de l'arbre de la CSE il y a le maquis judiciaire, qui n'est que le dispositif de protection avancée de la jungle capitaliste.

Si le Pouvoir est plus que jamais crispé, c'est qu'il ne peut faire autrement.

Son incapacité à résoudre ses contradictions internes et la forte et continuelle poussée du mouvement populaire réduisent singulièrement ses possibilités de manœuvres « démocratiques ».

### **Pour la lutte commune**

Devant cette situation nous, détenus politiques de la Santé :

– estimant que nos origines politiques différentes ne sauraient être prétexte à division ;

– respectant mutuellement nos pratiques passées, nos différences actuelles et nos orientations futures ;

– unis dans notre lutte contre le capital ;

– réunis par le même ennemi ;

Appelons tous nos camarades incarcérés au développement d'une lutte commune contre le Pouvoir.

Ce que nous exigeons :

– la cessation des contrôles judiciaires ;

– la libération et l'amnistie, dès maintenant, de tous les détenus politiques (reconnus ou non comme tels par le Pouvoir) ;

– la disparition de la CSE en tant que symbole du pouvoir capitaliste.

Un soutien large est déterminant. Nous demandons aux camarades, compagnons et amis qui sont dehors de tenir compte de cette nécessité.

**Camilleri Michel, Denis Jean-Charles, Ines Torres Mario, Olivier André (10), Rouillan Jean-Marc**

## Notes

(1) Fort de l'Est : fort militaire, situé à Saint-Denis près de Paris, où siégeait la Cour de Sûreté de l'État et où se déroulait l'instruction.

(2) Susini Jean-Jacques (1933-), militant d'extrême droite, l'un des fondateurs de l'OAS, condamné deux fois à mort pour son appartenance à cette organisation et avoir été l'inspirateur d'un attentat manqué contre le Président de la République Charles de Gaulle. Amnistié en 1968, il est réincarcéré en 1970 pour sa complicité dans un hold-up et, fin 1972, il est accusé d'avoir organisé l'enlèvement et la disparition du colonel Raymond Jean Gorel, ex-trésorier de l'OAS. Il est une nouvelle fois amnistié avant son jugement par une loi votée, à la suite de l'élection de François Mitterrand. Il deviendra par la suite membre du Front National.

(3) Le 26 septembre Franco statue sur la condamnation à mort de neuf hommes et deux femmes, membres du FRAP et de ETA. Le dictateur, en fin de vie, ordonne pour le lendemain l'exécution de cinq personnes. Le 27 septembre 1975 à l'aube, José Luis Sanchez Bravo, Humberto Francisco Baena Alonso, Ramon Garcia Sanz, membres du FRAP, ainsi qu'Angel Otaegui Etxeberria et Juan Parades Manot dit Txiki sont fusillés.

(4) Mesrine Jacques (1936-1979), bandit populaire, auteurs de hold-up et de plusieurs évasions de prison. Le 2 novembre 1979, à Paris, Porte de Clignancourt, il est abattu par la police.

(5) Cacciari Serge, militant nationaliste corse. Il est condamné à dix ans de prison pour avoir tiré et blessé mortellement un membre des CRS (Compagnie républicaine de sécurité), en 1975, à Bastia lors d'une manifestation en solidarité avec les occupants de la cave vinicole d'Aléria (Corse).

(6) Simeoni Edmond, militant nationaliste corse, condamné (juin 1976) à cinq ans de prison dont deux avec sursis. En août 1975, avec d'autres militants corses, il avait participé à l'occupation d'une cave vinicole à Aléria (Corse) et lors d'une fusillade deux gendarmes avaient été tués.

(7) Denis Jean-Charles (1955-2002), agriculteur, militant libertaire, est incarcéré pour avoir tiré contre la permanence d'un député du Finistère. En 1977, pour cet acte, il est condamné à trois ans de prison. À Vannes (Morbihan), dans la nuit du 8 au 9 avril 2002, il a une altercation avec les occupants d'une voiture. Ces derniers se réfugient dans le commissariat, poursuivis par Jean-Charles qui est armé d'une kalachnikov et d'un revolver Smith et Wesson. Dans le poste Jean-Charles fait usage de sa kalachnikov, un policier est abattu et lui est blessé par balle à une épaule. Hospitalisé et incarcéré à la prison de Ploemeur, Jean-Charles va se suicider le 17 juillet.

(8) Front Révolutionnaire International, groupe qui a revendiqué deux attentats commis à Paris en 1976, l'un contre un commissariat de quartier et l'autre contre une succursale de la banque Rothschild. En décembre 1978, la cour d'Assises va condamner Jean-François Gailhac à sept ans de prison ferme, Évelyne Barge et Jean-François Lascoux à six ans ferme, Bernard Mumber à cinq ans ferme.

(9) Arrêtés en avril 1977 incarcérés pour un vol d'explosif et pour des attentats contre des véhicules militaires et un car de tourisme espagnol.

(10) André Olivier : militant d'obédience marxiste-léniniste, membre de l'ex GP, incarcéré pour « détention de secret militaire », il effectuera quatre mois de prison. Il est de nouveau arrêté le 28 mars 1986 pour ses activités au sein de L'Affiche rouge et d'Action Directe (version lyonnaise), organisations de lutte armée responsables d'attentats et d'assassinats. Il a été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité assortie d'une peine de sûreté de 18 ans.



## **IV - SUR LA SOLIDARITÉ AUX EMPRISONNÉS**

En France, de mai 1974 à mars 1977 vingt et une personnes membres (ou supposées membres) des GARI vont être incarcérées. La durée des détentions va s'étendre de quelques semaines pour certain-e-s, à près de trois ans derrière les barreaux pour d'autres. Au fil du temps et des circonstances, menés par des libertaires, des Comités de soutien aux emprisonnés plus ou moins éphémères vont surgir dans diverses villes de France, à Bayonne, Grenoble, Hendaye, Lille, Montauban, Montpellier, Paris, Pau, Perpignan, Toulouse... Paris et Toulouse vont être les plaques tournantes de la solidarité. Paris parce que c'est déjà un carrefour de rencontres au sein du mouvement révolutionnaire et parce que c'est le lieu de détention de la plupart des inculpés, mais aussi celui de l'instruction judiciaire, des décisions politiques... Toulouse parce que dans cette ville le mouvement libertaire autonome est très présent et va être touché par l'incarcération de sept personnes, avec pour trois d'entre elles une longue détention. Comme à Paris, divers Comités vont y naître, avec la particularité, pour l'un d'entre eux, d'être mené en partie par les familles de quatre des inculpés. Ces familles vont soutenir leur fils jusqu'à la libération des derniers en mai 1977, pour des raisons affectives bien sûr, mais aussi sur des bases politiques. Démocrates, socialistes (PS), libertaires ou anarcho-syndicalistes (CNT) étaient les diverses sensibilités politiques des familles. Ce Comité était complété par quelques éléments de la mouvance libertaire autonome. D'après les échos, la fusion entre toutes ces tendances n'a jamais été évidente, mais l'objectif commun était la libération de tous.

Diffusion de tracts, brochures, bombages, autocollants, affiches, conférences de presse, communiqués de presse, manifestations, meetings, galas, récolte de fonds pour les prisonniers, articles dans la presse libertaire ou bourgeoise, des dizaines de réunions au sein des Comités, sans compter les diverses actions humoristiques, incendiaires ou explosives. Des milliers de gestes vont venir soutenir et accompagner les emprisonnés dans leur combat et durant les diverses épreuves qu'ils vont subir. Nous avons reproduit ici les faits, les actes de solidarité qui ont jalonné ces années (que nous avons retrouvé en consultant les archives du CRAS), pour rappeler concrètement que les emprisonnés n'étaient pas isolés et sans soutien extérieur.

Nous ne relaterons pas en détail dans cette chronologie le travail des divers services de police et de l'appareil judiciaire pour freiner la solidarité aux GARI emprisonnés. Car il est évident que tout combat mené, clandestin ou ouvert, illégal ou légal, qui gêne l'État peut engendrer – et dans ce cas précis a entraîné – des interpellations, des perquisitions, des mises en garde à vue, des écoutes téléphoniques, des

filatures, des tentatives d'intimidation, des courriers subtilisés ou ouverts avant le destinataire, des amendes et des gardes à vue pour un collage ou un bombage...

## □ 1974

Après les incarcérations, en mai 1974, de onze personnes supposées membres des GARI, les premiers comités de solidarité en soutien aux prisonniers vont rapidement se former notamment à Paris et Toulouse. À la fin du mois de juin, le « Comité de défense des inculpés de l'affaire Suarez » de Paris adresse un communiqué à la presse. Communiqué qui fait le point sur la situation judiciaire des prisonniers. Il sera publié dans *Tribune Socialiste*, semaine du 29 au 5 juillet, dans *Le Monde Libertaire* de juillet 1974 et dans d'autres revues.

« Onze personnes sont actuellement emprisonnées sous divers chefs d'inculpation liés à l'affaire Suarez : les hommes à Fresnes et à la Santé, les femmes à Fleury-Mérogis. Après la publicité initiale donnée à l'enlèvement et aux arrestations, le silence s'est fait dans la presse sur le développement de cette affaire. En fait, ce silence semble rejoindre l'embarras de la police qui, un mois après les arrestations, n'a toujours versé au dossier de l'instruction aucune preuve matérielle de la culpabilité des onze dans l'enlèvement de Suarez.

Une fois de plus, le pouvoir semble avoir été avant tout soucieux de trouver des coupables à jeter en pâture à une *opinion publique* soigneusement mise en condition. Ces coupables une fois trouvés – c'est facile, on suit pendant quelques semaines des réfugiés politiques espagnols connus, et on les arrête avec ceux qu'ils fréquentent, on est sûr de ne pas tomber trop loin du but –, il reste à la police à trouver une explication plausible à ces arrestations. Au besoin, on fera appel à des méthodes *efficaces* et éprouvées pour amener certains d'entre eux à avouer ce qu'on voudra. Après, le tissu des présomptions suffira à emporter la conviction des juges. Ce mécanisme est classique, l'examen des faits ne montre que trop clairement comment il a fonctionné cette fois.

*Un épais mystère.* Ce titre de *L'Aurore* du 24 mai résume bien l'affaire de l'enlèvement de Baltasar Suarez, le mois dernier, et les arrestations qui ont suivi sa libération, tels que ces événements paraissent au travers des commentaires de la presse et des services de police.

Pourtant, le 22 mai, tout semble clair : la police et la presse unanimes nous affirment que les neuf personnes arrêtées sont « les ravisseurs de Baltasar Suarez ». Il ne manque pas un détail ; d'ailleurs « ils étaient suivis pas à pas par les policiers » (*L'Humanité*, 24 mai). Ce qui vaut à la police de recevoir l'hommage de l'opinion publique soulagée : « Un beau coup de filet » (*Le Parisien Libéré*,

23 mai). Le Directeur de la PJ parisienne explique avec suffisance que « les ravisseurs de M. Suarez étaient connus de la police avant même qu'ils agissent » (*France-Soir*, 24 mai). Et les commentateurs de conclure : « Noyautés par la police, les groupes anarchistes espagnols risquent d'éclater » (*France-Soir*, 25 mai).

Mais deux jours suffisent pour voir « le commando des ravisseurs » (*France-Soir*, 25 mai) se transmuter en « de piètres comparses » (*L'Aurore*, 25-26 mai). Une opération de police qui a couvert la moitié de la France et qui, nous assure-t-on, a commencé dès le mois d'avril, sous la direction du commissaire Ottavio, à la tête de la Brigade Criminelle, a aussi servi à fabriquer des titres à la une plus qu'à établir des preuves. Et, comme le fait remarquer *L'Aurore* dès le 24 mai (!) « si des policiers avaient effectivement identifié et situé les ravisseurs, auraient-ils laissé (...) C. M. Vadrot rencontrer le banquier avant eux ? »

Que reproche-t-on aux inculpés ? Pour cinq d'entre eux (Octavio Alberola Surinach, Ariane Gransac Sadori, Jean-Helen Weir arrêtés à Avignon ; Georges Rivière et Annie Plazen, arrêtés à Toulouse), le recel de sommes d'argent importantes : 2 500 000 F en devises retrouvées à Avignon, 680 000 F à Peyriac (Aude) chez des amis de Rivière. Les cinq premiers déclarent qu'ils ne savaient pas ce que contenaient les sacs que d'autres leur avaient confiés. Quant aux amis de Rivière, Pierre Guibert et Danièle Haas, ils sont apparemment coupables d'avoir laissé des amis entrer chez eux.

Mais surtout, ces trois millions, « la rançon récupérée » (*L'Humanité*, 23 mai), d'où viennent-ils ? « Personne ne veut admettre les avoir déboursés » (*L'Aurore*, 24 mai). Et voilà sept personnes inculpées du recel de sommes dont on n'apporte pas un début de preuve qu'elles aient été volées ou extorquées à qui que ce soit. Mais les enquêteurs et les magistrats n'ont pas froid aux yeux, puisque ce même chef d'inculpation sert contre Anne et Lucio Urtubia Jimenez, arrêtés à Paris, chez qui on n'a toujours rien trouvé de suspect, sinon qu'ils « semblent être au centre de cette affaire » (*France-Soir*, 24 mai).

Toutes ces contradictions ne sont que le reflet d'une contradiction plus profonde : pour mieux réprimer et étouffer une action politique, on veut insister sur le côté « sordide », de « pur gangstérisme » (*France-Soir*, 6 mai) de l'affaire. La famille et les collaborateurs de Suarez insistent sur son « apolitisme », les autorités font croire que les ravisseurs n'ont pas fait connaître leurs revendications politiques. « Néanmoins, remarque *L'Humanité* du 6 mai, la présence de policiers espagnols, spécialistes des affaires politiques, aux côtés des enquêteurs français semblerait démentir cette version du crime crapuleux. »

Avant que l'Agence France-Presse n'ait reçu le premier communiqué des Groupes d'Action Révolutionnaires Internationalistes (GARI) revendiquant l'enlèvement, nous savons en effet, par les soins de la Direction Générale de la Sûreté de Madrid, qu'il s'agit là d'un coup du groupe anarchiste Primero de Mayo (*Journal du Dimanche*, 5 mai). Et la presse donne la chasse à Octavio Alberola, « un dangereux desperado » (*France-Soir*, 24 mai), « un homme que les gouvernements préfèrent voir de l'autre côté de leurs frontières, parce qu'on peut toujours le soupçonner d'avoir un mauvais coup en tête » (*L'Aurore*, 6 mai).

Arrêté en France et expulsé le 19 avril, Alberola Surinach était revenu — sans demander la permission des autorités, qui ont vu là l'occasion d'offrir au gouvernement franquiste un gage de bonne volonté. Alberola Surinach avait eu, par le passé, l'occasion de rencontrer Lucio Urtubia Jimenez, un réfugié politique espagnol comme lui : on fait des Urtubia Jimenez ses « agents de liaison » et des receleurs. De même, Chantal et Arnaud Chastel ont eu le tort de connaître les Urtubia Jimenez, ce qui permet de les accuser d'avoir prêté leur appartement pour la séquestration de Suarez, sur la foi d'un numéro de téléphone et d'un témoignage rocambolesque du banquier, qui reconnaît la rampe « au toucher » et... les bruits de la rue !

Preuves contradictoires pour les sept premiers accusés, inexistantes pour les quatre autres — tels sont les faits saillants de l'affaire Suarez. Quant à la volonté systématique de donner à une affaire politique des allures de fait divers, elle ne saurait surprendre. D'abord parce qu'une telle politique minimise les risques de voir la gauche française — éternelle et sentimentale antifranquiste — prendre la défense des accusés, et dénoncer ainsi la collaboration de plus en plus étroite entre les autorités françaises et espagnoles.

Ensuite, parce qu'il est bien naturel qu'un régime fondé tout entier sur le culte de l'argent et de ses fidèles défenseurs, la loi et l'ordre, réprime avec la même vigueur le banditisme, le terrorisme et la subversion dans tous les domaines. Il est significatif que M. Lecanuet, symbole de la *nouvelle majorité présidentielle élargie*, ait cru bon d'inaugurer ses fonctions de Garde des Sceaux en déclarant qu'il souhaitait « une justice ferme mais humaine. En particulier, je serai sans faiblesse pour tout ce qui touche à la drogue, à la violence, à la séquestration et aux prises d'otages » (*Le Monde*, 12 juin).

Ces militants libertaires français, ou espagnols réfugiés en France, ont dû à cette seule qualité d'être arrêtés dans le cadre de cette affaire. D'autres ont reçu de curieuses visites qui s'apparentent en fait à de véritables perquisitions

clandestines : la Sûreté espagnole n'a pas seulement visité le « somptueux appartement » des Suarez.

Il est temps de dénoncer la répression que les polices française et espagnole font peser sur les milieux libertaires français, de dénoncer la manœuvre politique qui veut offrir Alberola Surinach et les autres camarades emprisonnés en victimes de l'entente cordiale avec le régime des assassins de Puig Antich et de tant de militants ouvriers, d'exiger enfin que cesse la mascarade d'une instruction judiciaire truquée et que la liberté soit rendue à nos onze camarades. »

Comité de défense des inculpés

**Nuit du 12-13 juillet : Colomiers et Toulouse** (Haute-Garonne), des slogans antifranquistes sont bombés sur les carrosseries des véhicules du Tour de France cycliste. Un communiqué adressé à *La Dépêche du Midi* et signé « un groupe de révolutionnaires » revendique les inscriptions et précise qu'il a profité du passage du Tour pour attirer l'attention sur la situation en Espagne : grèves à Barcelone, diverses arrestations et le prochain procès de membres de l'ex-MIL. Il dénonce également les arrestations arbitraires après la libération du banquier Suarez et réclame la libération des prisonniers, et il assure qu'il fera tout pour combattre les régimes capitalistes français et espagnol. En post-scriptum le groupe déclare qu'il n'est pas responsable des attentats en Andorre revendiqués par les GARI et commis dans la nuit du 14 au 15 juillet.

### **Révoltes dans les prisons de France**

Les mois de juillet et d'août sont marqués par de nombreuses mutineries dans plus de trente prisons (maisons d'arrêts ou centrales). Le rétablissement de l'ordre mené par les CRS ou les gardes mobiles va être d'une extrême brutalité et se solder par la mort au moins de huit prisonniers et des dizaines de blessés. « [...] Les révoltes de 1971 à 1972 avaient débouché sur des mouvements de revendications collectives qui arrivent à maturité en 1973. Le refus de négocier, de la part de l'Administration pénitentiaire, débouche, en 1974, sur une vague de révoltes violentes et désespérées qui s'achève par la réforme de 1975, introduisant un nouveau mode de gestion de la pénalité. » (1). Dans la nuit du 25 au 26 juillet, alors que les prisonniers ébranlent la machine pénitentiaire, la solidarité active s'exprimera à l'extérieur, à Paris, par le dépôt de charges explosives dans les locaux du syndicat CGT pénitentiaire et devant la Direction de l'administration pénitentiaire. Un groupe qui s'intitule « Les Damnés de la terre » revendique les actions et dans un communiqué explique « que les attentats ne sont qu'une première réponse aux massacres légaux dans les prisons :

Patrick Mirval à Fleury-Mérogis et maintenant Clairvaux et Nîmes, sans parler des “suicides” ». Le groupe ajoute : « Nous voulons que le gouvernement sache que nos luttes ne se limiteront plus au cadre étroit de l'Administration pénitentiaire où nos camarades sont massacrés par les forces de répression lorsqu'ils se révoltent à mains nues contre les pourritures des prisons. Nos luttes seront désormais appuyées de l'extérieur d'une façon continue qui ira en s'amplifiant et jusqu'à la destruction de toutes les prisons... »

En France, de juillet au mois de décembre neuf nouvelles personnes sont incarcérées et certaines inculpées de divers actes revendiqués par les GARI.

**23 septembre :** « L'ambassadeur d'Espagne à Paris a été reçu par M. Michel Poniatowski. Le ministre d'État a informé le diplomate des mesures prises par les autorités françaises contre l'organisation terroriste GARI, responsable, entre autres actions, de l'enlèvement d'un banquier espagnol, M. Suarez. M. Poniatowski a, en outre, rappelé qu'il appartenait au gouvernement espagnol de mettre en œuvre une procédure d'extradition à l'égard de ses ressortissants vivant en France et contre lesquels il souhaite engager des poursuites judiciaires. » (*Le Monde*, 25 septembre 1974)

**Nuit du 2 au 3 novembre : Paris,** au musée Grévin, le GAROT (Groupe d'Action Révolutionnaire Occasionnellement Terroriste) enlève le mannequin en cire du prince Juan Carlos, des journaux reçoivent des doigts, les oreilles et l'AFP la tête, le 8 no-



Affiche 45 x 63, Toulouse, novembre 1974



Affiche 45 x 57, Toulouse, novembre 1974

vembre. Le GAROT dans ses divers communiqués remis aux médias revendique « l'enlèvement de Don Juan Carlos prince des Asturies » :

« Sa présence permanente et son sens excessif du spectacle nous étaient intolérables, nous l'avons donc retiré de la circulation. Le gouvernement qu'il serait amené à mettre en place, peut-être demain ou après-demain ne serait sans doute pas une dictature à la Franco mais nous savons par avance que, comme tout État, il serait notre ennemi.

Nous réclamons au gouvernement espagnol tous nos camarades qu'il garde en ses prisons, et particulièrement Luis Burro Molina, Luis Andrés Edo, David Urbano Bermudez, Juan-Ferran-Serafini, Oriol Solé Sugranyes, Pons Llobet et leurs compagnons

Nous demandons au gouvernement français la liberté pour Octavio Alberola, Ariane Gransac Sadori, Jean-Helen Weir toujours détenus sans preuve à la suite de l'enlèvement du banquier Suarez. La liberté pour Michel Camilleri, Mario Ines Torres, Victor Manrique, Jean-Michel Martinez, Pierre Roger, tous arrêtés pour avoir voulu aider à la libération des prisonniers en Espagne, et par-delà du peuple espagnol. Franco recevra bientôt la tête de Juan Carlos.

PS : Ne renvoyez pas le gardien du musée Grévin... il est sourd.

Fin novembre, des onze personnes incarcérées en mai 1974, seul reste Octavio Alberola prisonnier à la prison de Fresnes (Val-de-Marne).

**21 décembre : Paris**, à la Mutualité, *Gala de solidarité avec les libertaires emprisonnés en France et en Espagne*. Artistes présents : Karaxu, Léo Champion, Carlos Andreou, Marc Sullivan, Evariste, Henri Gougaud et Georges Moustaki. Gala organisé par le Comité de soutien aux GARI avec la participation de divers groupes comme Coordination Anarchiste (CA), le Groupe d'entraide Anarchiste internationale, des libertaires ou le Comité Espagne libre (CEL). Deux mille personnes vont remplir la salle, plusieurs personnes prendront la parole (avocats, membres du Comité d'Action des Prisonniers...). L'argent récolté a été versé à divers avocats et aux prisonniers des GARI détenus en France et en Espagne.



Affiche 45 x 62, janvier 1975

**22 décembre : Montauban** (Tarn-et-Garonne), réunion publique d'information à la Maison du Peuple organisée par le Groupe d'entraide aux détenus politiques.

**27 décembre : Paris**, sept membres des GARI prisonniers à la prison de la Santé commencent une grève de la faim. Ils sont tous inculpés devant une juridiction politique, la Cour de Sûreté de l'État. Après avoir mené une grève de l'instruction, ils entament cette nouvelle action pour obtenir le régime spécial accordé aux prisonniers politiques et des droits de défense conséquents. Ce régime spécial, refusé aux GARI, a été accordé jusqu'ici à toutes les personnes détenues dans ce cadre juridique, notamment aux membres de l'OAS, du FLN algérien

ou du Front de libération de la Bretagne. Diverses actions de solidarité pour appuyer leurs revendications seront menées à l'extérieur. Le régime pénitentiaire spécial ne leur sera accordé par le ministère de la Justice que le 7 février 1975, après 43 jours de grève de la faim.

**31 décembre 1974-1er janvier 1975 : Paris**, dans des textes laissés sur place, un groupe de soutien revendique l'animation (message diffusé à l'aide d'un magnétophone et de haut-parleurs) devant les murs de la prison de la Santé où sont prisonniers des membres des GARI. Le feu d'artifice pour des raisons techniques n'a pas fonctionné mais est évoqué dans le communiqué :

« **An 1974-1975, zéro heure**

Dans un feu d'artifice éclairant de ses feux les murs et les grilles de la Santé, une voix s'élève, impressionnante, expliquant le soutien aux camarades appartenant ou présumés appartenir aux GARI, affirmant qu'à la première minute, à la première seconde de l'année 75 le combat continue.

Pour tous, la *Bonne Année* de l'État, ce sont les coups de clef dans la gueule et c'est le mitard. La *Bonne Année* de l'État, c'est d'écraser tous ceux qui disent non à sa domination et à son terrorisme légal. Pour nos camarades appartenant ou présumés appartenir aux GARI.

– Parce qu'ils ont refusé qu'on assassine Puig Antich en Espagne.

– Parce qu'ils ont dénoncé le fascisme et l'hypocrisie des gouvernements qui ne parlent du *Peuple* que lorsqu'il s'agit de l'écraser, c'est de les traîner devant

une juridiction politique : la Cour de Sûreté de l'État, mais c'est de leur refuser la défense qui y correspond la défense politique ; c'est de leur refuser les droits juridiques dont ils ont besoin pour s'exprimer, pour se défendre, pour être ensemble afin de continuer leur lutte. Ces copains, comme d'autres, ont refusé et refusent comme ils le peuvent d'être les chiens de quiconque, battus et caressés tour à tour. C'est pourquoi, après la grève de l'instruction, ils ont entrepris maintenant la grève de la faim, afin d'obtenir le statut politique, c'est-à-dire le droit à la parole. Tous, nous devons les appuyer dans leur lutte contre un État de plus en plus autoritaire et une administration de plus en plus répressive, une administration qui veut faire régner son ordre, que chacun subit et que chacun doit combattre. Michel, Mario, Jean-Marc, Floréal, Raymond, Victor, Jean-Michel, David, Luis, Juan, Octavio, nous sommes là, avec vous, pour que dindes et marrons leur soient lourds à l'estomac et pour que leur année soit la plus mauvaise possible. Nous sommes là, proches de vous, activement, afin que vous soyez tous de plus en plus pesants à leur tranquillité déjà menacée ; afin que le plus vite possible nous puissions rire, chanter, vivre et combattre côte à côte. »

## □ 1975

**6 janvier : Paris**, place du Trocadéro dans l'après-midi, explosion d'un gros pétard au musée de la Marine où se tient une exposition d'art espagnol. Par l'intermédiaire de tracts laissés sur place, l'action est revendiquée par « Les marins de Kronstadt » (2) en solidarité avec les grévistes de la faim des GARI. « Marins » qui dénoncent :

« ... la vraie nature de la "démocratie française" qui n'hésite pas à collaborer ouvertement avec les pays fascistes (Espagne, Chili, Iran, Afrique du Sud) dans tous les domaines, soit économique, militaire, culturel, politique ou policier. Cette entente frappe tous ceux qui osent troubler ces fiançailles multiples et idylliques, ceux qui ont osé mettre en question l'idée de "démocratie française" et qui parlent de méthodes fascistes apprises par le gouvernement et ses larbins à force d'avoir des mauvaises fréquentations. C'est ainsi que pour se faire bien voir de son client outre-Pyrénées il se met au diapason franquiste en employant le tribunal d'exception de la Cour de Sûreté de l'État (méthode chère à ses voisins) devant lequel il veut traduire 7 inculpés reconnus ou présumés membres des GARI soupçonnés de certaines actions antifranquiste. Il en profite en même temps pour régler ses propres affaires de colonisation, en s'attaquant à des Guyanais et aux autonomistes bretons. Pour dénoncer cette grossière manœuvre et maintenir les camarades emprisonnés on a décidé de

donner un peu d'éclat à la morne et triste coopération culturelle qui est représentée au musée de la Marine, sous le nom de "marine espagnole". »



Affiche 45 x 63, Toulouse 1975

Puig Antich et Heinz Chez » qui déclare que :

« L'action a été menée en solidarité avec les grévistes de la faim de la Santé. Nous continuerons à agir tant qu'ils n'auront pas obtenu un véritable statut de détenus politiques. »

**11 janvier : Paris**, par un communiqué, Jean Lecanuet informait les avocats, les médias... que le régime pénitentiaire spécial est refusé aux prisonniers des GARI.

**15 janvier : Paris**, vers 14 heures, attentat à l'explosif au Palais de Justice contre la statue de saint Louis. Dans la galerie Saint-Louis, une charge de faible puissance est placée derrière la tête de la statue et des voix anonymes préviennent les autorités et les médias de diverses explosions imminentes au sein du Palais de Justice. Habitues à recevoir des alertes à la bombe qui ne sont pas suivies d'effets les autorités ne font pas évacuer le palais de justice. Heureusement, la galerie est vide ce qui permet à la tête de la statue d'exploser en toute intimité. Une heure plus tard, le ministre de la Justice passe inévitablement par la galerie Saint-Louis pour se rendre à la Cour de cassation assister à la cérémonie d'ouverture de la nouvelle année judiciaire. L'action est revendiquée par le GALUT (Groupe Autonome Libertaire des Usagers des Tribunaux), faisant référence au nom Gallut du juge d'instruction de la Cour de Sûreté de d'État qui instruit le dossier GARI.

Dans un communiqué remis aux médias le GALUT écrit :

« Après le refus de Lecanuet du statut politique pour les inculpés du GARI, nous GALUT, nous nous voyons dans l'obligation de répondre par les moyens appropriés à cette intrusion manifeste de l'exécutif dans le judiciaire. En détruisant l'effigie de saint Louis, image historique de la *justice* d'État, nous adressons une ferme mise en demeure au gouvernement, complice du franquisme, de rendre immédiatement aux camarades inculpés les possibilités de se défendre politiquement. »

Dans la soirée, le Comité Espagne Libre, qui est partie prenante du soutien aux grévistes de la faim, fait parvenir un communiqué à l'AFP qui se désolidarise de l'action menée au Palais de Justice : « Suite à l'affaire du Palais de Justice du 15 janvier, le Comité Espagne Libre, qui repose pour son action sur les opinions syndicaliste, libertaire, socialiste, démocratique et libérale, et qui apporte – et continuera d'apporter – sa solidarité active à tous les militants et détenus antifranquistes quels qu'ils soient, considère que ce genre d'actions, qu'elles soient le fait de provocateurs ou de militants politiques, ne sauraient mener qu'à de tragiques impasses ; qu'à l'heure où en Espagne la lutte pour la liberté est entrée dans sa phase décisive, seule peut être réaliste et efficace, face au pouvoir franquiste, une stratégie de masse, syndicaliste. » Ce communiqué sera publié par *Le Figaro* du 16 et *Libération* du 17 janvier.

Le lendemain matin, à la recherche des dynamiteurs, la police procède à une série d'interpellation musclée dans les milieux libertaires espagnols.

**18 janvier : Toulouse**, vers 13 heures devant la prison Saint-Michel, à l'appel du Comité d'action des prisonniers (CAP), du Groupe d'entraide aux GARI, du collectif toulousain pour l'Espagne et du Mouvement d'action judiciaire (MAJ), « une cinquantaine de personnes expriment leur soutien aux GARI et à l'ensemble des prisonniers » (*La Dépêche du Midi* du 19 janvier 1975).

**21 janvier : Albi (Tarn)**, vers 14 heures à proximité du palais de justice, Jean-Claude Driant et Dominique Monti, membres d'un groupe autonome libertaire qui transportaient dans leur véhicule des explosifs, sont gravement blessés par l'explosion prématurée de la faible charge de dynamite. Dans la nuit devait avoir lieu, dans le sud de la France, une série d'attentats visant des bâtiments liés à l'institution judiciaire, en solidarité avec les grévistes de la faim. À la suite de l'accident d'Albi, les actions sont annulées. Les deux blessés hospitalisés seront mis en détention. Ils bénéficieront là aussi d'un soutien extérieur et seront condamnés en juillet 1975 par le tribunal d'Albi à un an de prison dont six mois avec sursis.



Affiche 30 x 43, 1975

**25 janvier : Toulouse**, meeting et gala de solidarité à la salle des fêtes de la cité universitaire de Chapou, organisé par le Groupe d'entraide. Cette soirée rassemble près de cinq cents personnes.

**29 janvier : Toulouse**, 17 heures, à l'appel du Groupe d'entraide, du MAJ et d'un collectif toulousain pour la libération des prisonniers espagnols, une marche pacifique a lieu entre la prison Saint-Michel et le palais de justice. Près de trois cents personnes manifestent en solidarité avec les six grévistes de la faim de Paris et ceux prisonniers à Toulouse, Pierre Roger et José-Maria Condom Bofill. Place du Salin à l'arrivée des manifestants, une conférence de presse

doit avoir lieu, mais les forces de l'ordre font barrage et chargent violemment les personnes présentes. Bilan : quelques interpellations et vingt-cinq personnes plus ou moins blessées, dont cinq policiers. Dans la nuit, des cocktails Molotov sont lancés simultanément sur le commissariat de la rue Rémusat et sur le commissariat central du Rempart-Saint-Étienne. Les actes sont revendiqués par un groupe anonyme qui dénonce les violences policières et qui apporte sa solidarité aux grévistes de la faim.

**31 janvier : Paris**, au trentième jour de grève de la faim, le ministère de la Justice publie son refus d'accorder tout régime spécial aux membres des GARI. L'état de santé des grévistes s'étant aggravé, ils sont transférés à l'hôpital des prisons de Fresnes (Val-de-Marne).



Affiche 30 x 42, Dijon, février 1975

**7 février : Paris**, dans un communiqué le ministre de la Justice informe que le régime spécial ne peut être accordé, sauf circonstances exceptionnelles, lorsque les personnes poursuivies ou condamnées pour des faits criminels ou ayant transporté des armes, explosifs... ce qui est le cas des GARI. Mais que pour des motifs strictement humanitaires un régime de détention amélioré a été appliqué aux membres des GARI et que ces derniers ont cessé leur grève de la faim.

**13 février : Paris**, dans la soirée, au 44 rue de Rennes, meeting de soutien aux inculpés des GARI organisé par le Comité de défense, Coordination Anarchiste, Marge (3) et l'Organisation Révolutionnaire Anarchiste.

**Le 27 février : Toulouse**, à la prison Saint-Michel, Pierre Roger, prisonnier toujours considéré comme droit commun, entame une nouvelle grève de la faim, qu'il va mener jusqu'au 28 mars, pour exiger que son affaire soit associée à celles de ses compagnons prisonniers à Paris et instruites par la Cour de Sécurité de l'État. L'expropriation pour laquelle il est emprisonné fait partie des actions revendiquées par les GARI. José-Maria Condom Bofill, arrêté le 14 octobre 1974 et inculpé pour cette expropriation, crie depuis son innocence. Le 8 mars il entame une grève de la faim qu'il va mener pendant trente jours pour exiger sa libération. Il est mis en liberté provisoire le 15 avril 1975.

Courant mars, en solidarité avec les grévistes de la faim détenus à Toulouse, Michel Camilleri, Jean-Marc Rouillan et Mario Ines Torres décident une nouvelle grève de l'instruction qui consiste à ne pas répondre aux questions du juge ou à refuser d'aller à ses convocations.

**3 mars : Lisbonne**, un cortège très combatif se dirige vers l'ambassade espagnole et en passant les vitres de la compagnie Iberia sont détruites. C'est une manifestation organisée par les groupes anarcho-syndicalistes pour protester contre le régime fasciste de Franco et contre la condamnation des quatre compagnons : Luis Andrés Edo, Luis Burro Molina, Juan Ferran Serafini et David Urbano Bermudez. En février 1975 à Barcelone, les trois premiers ont été condamnés à cinq ans de prison et le dernier à trois ans..

Un an après les premières arrestations de membres des GARI, le Groupe d'Entraide toulousain dresse un bref bilan de la situation en ce début de juin :

**« Franco... Encore et toujours lui !!!**

Un an après le prétendu démantèlement de l'organisation *terroriste* GARI et l'arrestation d'une vingtaine de personnes, il ne reste plus que cinq inculpés en prison. Le pouvoir a dû reculer progressivement, pris entre ses contradictions et les actions de solidarité des Groupes d'Entraide. Notre action, sans être spectaculaire, porte ses fruits : la plupart des inculpés sont en liberté et le pouvoir a dû reconnaître le caractère politique de toutes les actions poursuivies puisqu'elles sont toutes prises en compte par la Cour de Sécurité de l'État. Maintenant s'il décide effectivement de tenir le procès, il montrera sa volonté répressive, gage de bonne entente avec le régime franquiste.

Le Groupe d'Entraide continue son action pour la libération définitive et complète de tous les inculpés. Si le procès doit se tenir, nous en ferons le procès de la collusion du régime *démocratique* français avec le régime fasciste de Franco. En France comme en Espagne, les tribunaux politiques d'exception (Cour de Sûreté de l'État et Tribunal Militaire) sont des moyens *juridiques* pour réprimer plus durement toute opposition révolutionnaire.

Aujourd'hui nous n'oublions pas la démarche première des GARI qui se sont constitués pour exprimer une solidarité active aux prisonniers politiques espagnols en général, et en particulier aux condamnés de l'ex-MIL après l'assassinat de Puig Antich. Le franquisme, bien qu'agonisant, survit au milieu de nombreuses contradictions internes et, face aux cris de liberté des travailleurs et des peuples hispaniques, n'a, pour toute réponse, qu'une répression toujours plus sanglante, à l'image de celle de 1939 !

Une fois de plus l'état d'exception est proclamé en Euskadi-Sud ; la répression policière étant insuffisante le pouvoir utilise ses groupes fascistes (dirigés par des policiers !) et les envoie *nettoyer* Euskadi-Nord, avec la complicité tacite de la police française. La liste déjà longue des prisonniers politiques atteint des milliers d'opposants de tous bords. La torture devient méthode quotidienne de procédure d'instruction pour faire avouer n'importe quoi.

Contre tout cela, le Groupe d'Entraide, tout en continuant à défendre les détenus du GARI en France, estime important d'exprimer sa solidarité envers toutes les victimes du franquisme.

Pour nous il ne peut y avoir de *trêve estivale*, période des coups bas criminels, mais au contraire une plus forte mobilisation pour en finir avec ce régime sanglant et pour qu'enfin l'Espagne retrouve le chemin de la Liberté.

Un Tribunal militaire doit juger cet été, en Espagne, une quinzaine de libertaires, la plupart accusés d'être membres d'une pseudo-organisation terroriste dite *OLLA*.

Le Groupe d'Entraide appelle à participer à la manifestation antifranquiste du 11 juin.

Solidarité financière : Ines, C.C.P. 558-95 Toulouse. Contact : Librairie Votre Livre, 14 rue de l'Étoile, Toulouse

Imp. Spéc. Groupe d'Entraide, 7 juin 1975

**21 avril : Pau** (Pyrénées-Atlantiques), gala de solidarité donné par le chanteur François Béranger en faveur des prisonniers des GARI. Plusieurs centaines de personnes assistent au concert.

**Mai ou novembre : Paris**, à Auteuil, lors d'une course de haies, une fusée d'artifice est lancée depuis l'extérieur de l'hippodrome au passage des chevaux. L'objectif est de perturber la course. L'action est revendiquée par le GALOP (Groupe Autonome Libertaire Occasionnellement Pariieur) en solidarité avec les prisonniers des GARI.

**29 novembre : Paris**, gala de solidarité avec les libertaires emprisonnés en France et en Espagne. Artistes présents : Alain Bert et les Epsy'Band, Jacques Debronc-kart, Evariste, Henri Gougaud, Jacques Higelin, Olivia, Serge Utge-Royo, Carlos Andreou, Anne Vanderlove. Soirée organisée par le Comité de soutien aux inculpés des GARI.

## □ 1976



Affiche 40 x 52, 1976

L'instruction étant pratiquement terminée, les procès des GARI étaient envisagés dans le courant de l'année, mais la mort de Franco et l'orientation *démocratique* du régime espagnole changent la donne. L'État français et ses dirigeants politiques, gênés de condamner des antifranquistes décident de dépolitiser « l'affaire des GARI ». Début mars, après dix-huit mois d'instruction menée par les juges Gallut et Seguin, la Cour de Sûreté de l'État, pour se dessaisir du dossier, rend une ordonnance d'incompétence : « (...) Les faits imputés ne portant pas atteinte à la sûreté de l'État français, mais à la sécurité d'un État étranger (...) » et renvoie le dossier GARI au tribunal de grande instance de Paris. Le dossier est confié au juge Guy Pia, qui reprend l'instruction à zéro. La manœuvre politico-judiciaire étant de gagner du temps et de repousser les procès à une date qu'ils décideront. C'est dans le cadre de cette nouvelle instruction que le 31 mars Bernard Réglat de l'imprimerie 34 est interpellé à Toulouse et incarcéré.



Affiche 59 x 80, Toulouse 1976

caserne de la CRS 27. L'objectif n'était pas de faire des victimes, ni même de tuer le ministre de l'Intérieur comme l'affirmeront les médias, mais de répondre modestement à la violence étatique. Au début du mois, la CRS 27 venait de s'illustrer en réprimant violemment les manifestations virulentes des vigneronns de l'Hérault et de l'Aude. Le 4 mars, un viticulteur de l'Aude, Émile Pouytès, et un commandant de la CRS 27, Joël Le Goff, étaient morts au cours d'un affrontement armé entre viticulteurs et forces de l'ordre. Le 9 mars, dans cette caserne, M. Poniatowski, ministre de l'Intérieur, assistait aux obsèques de l'officier. Le lendemain, après la découverte des corps de Robert et Diego, vingt-trois personnes étaient interpellées dans les milieux libertaires.

**20-21 avril : Paris**, dans la nuit, explosion au restaurant de la tour Eiffel ; « Les mystérieux artificiers cosmopolites téléguidés » revendiquent l'action ainsi qu'une série d'attentats commis dans les jours ou semaines précédentes.

Le journal *Libération* du 22 avril 1976 publie leur communiqué :

« L'État français détient en otage des révolutionnaires du GARI. Leur crime ? Avoir voulu attirer l'attention de l'opinion internationale sur la répression féroce qui frappe les militants en Espagne. Et le seul moyen efficace de le faire dans ce monde de collaboration entre tous les pouvoirs était l'action directe.

Les autres otages de l'État français sont des Corses et des Bretons qui continuent à être considérés comme des politiques alors que la Cour de Sécurité se dessaisait des dossiers du GARI et les envoie devant une cour d'assises. Le

gouvernement utilise donc sa Cour de Sûreté quand ça l'intéresse : elle lui permet six jours de garde à vue et une juridiction militaire. Maintenant, un jury d'assises lui permet de punir sévèrement des hold-up. L'État libère les inculpés de "Justice pied-noir" (4) et garde les autres.

La solidarité révolutionnaire va jouer jusqu'à l'amnistie pour tous les détenus politiques. Nous répondrons coup pour coup aux exactions des fascistes, guérilleros du Christ-Roi (5)... les amis du SAC et de l'État.

Nous revendiquons la destruction de la librairie d'extrême droite *La Pensée moderne* et l'incendie des locaux royalistes de l'Action française, ceux de la CFT, les attentats contre les palais de justice de Versailles, Bobigny et les actions de la nuit dernière (tour Eiffel).

Nous appelons tous les groupes autonomes, tous les militants révolutionnaires ou autonomistes à passer à l'action directe pour libérer les prisonniers politiques.

À Robert Touati et Juan Escribano (les deux jeunes gens retrouvés déshiquetés sur le campus de Toulouse le mois passé).

MAC (T) Les Mystérieux Artificiers Cosmopolites Téléguidés.

**23 avril : Paris**, à 5 h 30 boulevard Haussmann, une charge explosive de forte puissance endommage gravement une succursale de la banque espagnole *Banco Pastor*, dont les intérêts sont très importants en France. L'action est revendiquée dans l'après-midi par le commando Oriol Solé.

Communiqué extrait de *Libération* du 24/25 avril 1976 :

« Nous ne cherchons pas à venger Puig Antich et Heinz Chez, ni les cinq militants basques exécutés à Madrid le 27-9-75, ni les camarades Robert Touati et Juan Escribano, morts accidentellement en mars dernier, ni l'anarchiste catalan Oriol Solé tué au début du mois par les gardes frontières franco-espagnols. Txiki, l'une des dernières victimes de Franco, disait à la veille de sa mort : "Demain je serai mort, ne cherchez pas à me venger, ne pleurez pas, je ne serai plus sur cette terre, je suis le vent de la liberté." »

Notre action ne s'arrêtera qu'après la libération des révolutionnaires du GARI détenus en otages par l'État français, la fin de la collaboration entre la police française, le SAC, la guardia civil et les guérilleros du Christ Roi, et la défaite du fascisme en Europe. »



Affiche 45 x 63, 1976

**9 mai : « Toulouse : Le GARI stoppe et badigeonne le Nice-Bayonne », titre *La Dépêche du Midi*.**

La veille en fin d'après-midi, dans le quartier des Demoiselles, le train Nice-Bayonne, qui à l'approche de la gare Matabiau roulait au ralenti, est stoppé par des pétards SNCF. Pétards posés par des mains anonymes sur les rails à intervalles réguliers. Le conducteur du train entendant les trois explosions successives est obligé, suivant le règlement, de réduire sa vitesse au minimum et de s'arrêter à la hauteur d'un drapeau rouge. Mais aujourd'hui, le drapeau est tenu par un compagnon déguisé en cheminot. Des fourrés surgissent une trentaine de personnes qui tracent des slogans sur les wagons et qui distribuent un tract aux voyageurs en faveur de cinq libertaires prisonniers.

Contrairement au titre de *La Dépêche*, il est évident que le GARI n'est pas responsable de cette action, il s'est autodissous depuis le mois de septembre 1974. Mais divers médias français *influencés* par la police politique vont souvent et pendant plusieurs années lui attribuer des actions menées.

Ci-joint le texte de revendication diffusé aux voyageurs, extrait de *Front Libertaire* de mai 1976 :

**« Tchou-tchou, la locomotive s'arrête ou Cinq libertaires toulousains dans les prisons du libéral Giscard**

Arrêter un train pour nous expliquer peut paraître dérisoire et hors de propos. Mais on connaît les mécanismes de l'information, la façon dont sont passés sous silence tous les événements importants au profit des faits divers spectaculaires, la façon dont la grande presse déforme, minimise, récupère toutes les formes de lutte et de révolte ; les motivations de tels actes apparaissent plus clairement. Messieurs les journalistes, voici du spectaculaire ! À vous d'informer avec toutes les explications en mains. Ce n'est plus le manque de données qui peut vous amener à écrire des erreurs, on vous fournit l'alibi fait divers pour justifier votre éventuel intérêt. Alors, au travail...

Le capital modernise son appareil légaliste pour réprimer, légitimer l'arbitraire, instaurer la délation comme pratique courante, épier, immatriculer systématiquement tout individu, anesthésier toute contestation.

Les démocraties européennes ne cessent de coopérer dans la recherche de nouvelles structures répressives pour le maintien de l'ordre :

– lois antiterroristes en Angleterre ;

– lois d'urgence en RFA, qui ne laissent même plus un faux-semblant de démocratie ;

– la France, ayant quelques longueurs de retard dans la chasse aux sorcières, régénère son appareil juridico-policié à coups de lois liberticides, d'arrestations arbitraires. C'est dans cette ambiance, destinée à criminaliser les délits politiques, que les GARI passent de la Cour de Sécurité de l'État aux Assises.

Depuis 19 mois, trois camarades des GARI, Mario Ines Torres, Michel Camilleri, Jean-Marc Rouillan, sont incarcérés à la prison de la Santé. Leur crime, c'est d'avoir voulu empêcher que leurs camarades Oriol Solé et Pons Llobet soient garrottés par le gouvernement espagnol. C'est d'être intervenus pratiquement contre la violence fasciste qui venait d'assassiner leur camarade Salvador Puig Antich, en s'attaquant aux relations économiques franco-espagnoles.

Pour les GARI, la Cour de Sécurité de l'État permettait des interventions rapides, droit de perquisition n'importe où et n'importe quand, arrestations de militants pour simple délit d'opinion, six jours de garde à vue, tout cela sans possibilité de recours... Elle permettait aussi à cette époque de faire plaisir au régime franquiste en lui neutralisant ses opposants, tout en favorisant pour la France ses ventes de matériel militaire. Échange de bons procédés entre pays voisins, du style : tu m'achètes ma soupe, je te calme tes opposants.

Mais pour la France, grande marchande de liberté d'expression, continuer à se faire remarquer en gardant des prisonniers politiques devenait gênant. Le dossier GARI passa donc du tiroir Cour de Sécurité de l'État à celui cour d'assises. L'image de marque est sauvée, l'affaire est dépolitisée, et les trois anarchistes vont en prendre plein la gueule sans que personne ne s'indigne.

Le nouveau juge d'assises, Pia, entièrement manipulé par le ministre de l'Intérieur, reprenait au début toute l'instruction, en séparant les faits reprochés pour alourdir au maximum les condamnations.

Parallèlement à cette manœuvre politico-juridique destinée à cacher les véritables motivations des trois libertaires des GARI, une campagne de presse était orchestrée par Ponia après la mort de deux camarades sur le campus de Ranguel. Comme d'habitude, la mort de deux copains sert aux journaux à vendre leurs mensonges et traîner dans la boue les milieux libertaires.

Les flics se servirent du prétexte pour arrêter et fiché de nombreux anarchistes (pistolet dans le dos et menottes aux poings pour essayer de leur mettre

sur le dos la mort du CRS Le Goff (tué à Montredon), pour inculper une jeune libertaire, Sylvie Porté (6), dont le crime est d'avoir été l'amie d'une des deux victimes. Depuis près de deux mois, elle est incarcérée à la prison Saint-Michel à Toulouse, sans autre motif...

Cette campagne n'était pas terminée que Bernard Réglat, de l'imprimerie 34, était arrêté par la SRPJ de Toulouse à la suite d'un article du *Monde* qui le déclarait en fuite. Comme dans le cas de Sylvie, les flics se servirent de certaines astuces commodes du code pénal, obscures pour le commun des mortels, mais dont l'efficacité s'est concrétisée chaque fois par une semaine d'isolement, sans possibilité de contacter un avocat... Bernard attend à la Santé, comme Sylvie à Saint-Michel, comme les trois des GARI, comme des milliers d'autres dans les prisons, dans les asiles ou dans les bagnes, qu'importent les noms qu'on leur donne et sous lesquels ils se cachent. Mais si eux à l'intérieur n'ont que la possibilité d'attendre, nous à l'extérieur pouvons faire beaucoup pour eux, en expliquant leurs véritables motivations politiques, les magouilles par lesquelles le pouvoir veut faire taire ceux qui refusent l'exploitation, ceux qui refusent d'être des moutons, d'être enchaînés toute leur vie à l'aliénation quotidienne. »

Toulouse le 8 mai 76

**13 mai : Toulouse**, au centre ville dans la soirée, des poches en plastique contenant un liquide rouge (souvent du sang provenant des abattoirs) sont lancées sur les façades de plusieurs banques, ainsi que contre le siège du journal de *La Dépêche du Midi* rue Bayard. Au Mirail, dans la nuit, une agence de la Société Générale est saccagée. Les actes sont revendiqués en solidarité avec les libertaires emprisonnés (les GARI, Bernard Réglat et Sylvie Porté).

**14 mai : Caen, Paris, Toulouse**, « Après les armes, après le rire ! Armons notre rire !!! » les GARI-Boules-Dingues revendiquent cette journée ballons. À Paris, sur les toits de la gare de l'Est, sous le pont du métro Jean-Jaurès, le long des panneaux publicitaires à Barbès, en haut d'immeubles à Montparnasse, le long de la rue Soufflot, sur la fontaine Saint-Michel... sont accrochés des dizaines de gros ballons de couleur porteurs de slogans ainsi que des banderoles demandant la libération des libertaires emprisonnés. D'un pont du quartier latin dominant la Seine 500 ballons sont lâchés. Des actions similaires sont entreprises à Caen et Toulouse.

Un tract est également diffusé :

« (...) Dans la surenchère de la répression il faut trouver des plus marginaux à réprimer, alors on repense à ces GARI prisonniers depuis bientôt deux ans



*Affiche 40 x 60, Toulouse  
1976*

et que tout le monde oublie. Ils ont terminé leur rôle de monnaie d'échange avec Franco (contrats économiques importants : procédé Secam, mirages, chars AMX... centrales nucléaires...).

Voilà pourquoi on retrouve aujourd'hui nos camarades aux Assises afin de dépolitiser l'affaire en les amalgamant aux droits communs. Mais pour nous, les droits communs expriment souvent une révolte proche de la nôtre. Le pouvoir veut assimiler opposition politique et banditisme, soit : politisons le banditisme !!!

Le pouvoir va peut-être relancer l'économie en faisant construire des prisons pour y mettre les chômeurs en excédent. Nous y aurons bientôt notre place. Dans un régime aussi dingue, tous les insurgés de la volonté de vivre sont en liberté provisoire (...)

### Gariboulesdingues

**26-27 juin : Tresseres** (Pyrénées-Orientales), à la veille de l'ouverture de l'autoroute B9 Perpignan-Le Perthus, dans la nuit, une très violente explosion creuse un cratère de deux mètres de profondeur sur cinq mètres de diamètre sur la voie de droite qui mène à la frontière espagnole. L'action est revendiquée par un appel anonyme :

« L'autoroute a été construite sur le dos des travailleurs. Dix ouvriers sont morts pour sa construction (7). L'autoroute symbolise l'Europe de la répression. Rien n'a changé en Espagne. Des prisonniers politiques sont toujours dans les geôles. En France également les GARI sont maintenus en geôle... »

**Juillet : Paris**, le parquet, malgré le refus du juge d'instruction Guy Pia, ordonne la mise en liberté provisoire de Bernard Réglat.

**23 août : Montpellier**, à l'aide de cocktails Molotov deux cars espagnols sont incendiés. Le lendemain, un correspondant anonyme va revendiquer au nom du Groupe d'Information Révolutionnaire (GIR) la destruction des deux bus, ainsi que d'autres attentats commis dans la ville, contre la Banque de France le 20 mai dernier, la prison et le siège du Centre démocrate le 29 mai et le consulat d'Espagne le 12 juillet. Le GIR précise que ces actions ont été menées pour rappeler que trois membres du GARI sont toujours prisonniers et qu'il exige leur libération immédiate.

**Fin septembre : Versailles,** tentative d'attentat au domicile de Guy Pia, juge d'instruction des GARI. Une charge explosive qui n'a pas fonctionné (ou volontairement désamorcée ?) a été découverte devant la porte. D'après *L'Aurore* du 01.10 un communiqué reçu à l'Agence France-Presse informe que l'action est en relation avec les trois membres des GARI emprisonnés. Le magistrat s'est déjà plaint d'avoir reçu des lettres de menaces.

**27 au 29 octobre : Paris,** visite officielle du roi d'Espagne Juan Carlos. L'Espagne est en pleine *Transición* et si, dans les sphères dirigeantes, il n'est pas envisagé de restaurer la République, en décembre 1978 sera votée une nouvelle Constitution faisant de l'Espagne une monarchie constitutionnelle démocratique... Mais nous sommes en 1976 et les lois fondamentales du franquisme instaurées en 1939 restent toujours en vigueur. Depuis que Juan Carlos a remplacé Franco, les grèves sont toujours brutalement réprimées, la torture dans les commissariats ou casernes de la Guardia civil est toujours pratiquée, trente-deux ouvriers ou étudiants ont été assassinés par les forces de l'ordre. Si un *Indulto* et une amnistie ont été décrétés pour de nombreux prisonniers surtout politiques, il en reste encore en prison (8), sans compter les exilés qui ne peuvent revenir.

De plus, ce roi n'est pas blanc comme neige. Le 23 juillet 1969 Juan Carlos de Borbón, désigné officiellement comme son successeur et comme futur roi d'Espagne par Franco, a prêté serment et fidélité aux lois fondamentales du franquisme et aux principes du Mouvement national, devant les Cortes (Parlement espagnol) et les caméras de télévision : « Je reçois de votre Excellence, chef de l'État et généralissime Franco, la légitimité politique surgie du 18 juillet 1936 (...), ma main ne tremblera pas en défendant les principes du Mouvement national, sur lesquels je viens de jurer. » En octobre 1975, quelques semaines après les exécutions de cinq militants du FRAP et de l'ETA, Juan Carlos est intronisé chef d'État par un Franco agonisant. Le 22 novembre il prête serment devant les Cortes en tant que Roi. C'est donc le successeur du dictateur qui est reçu à Paris.

Pour les deux États les enjeux économiques sont importants. En Espagne, si les États-Unis dominant, la France est à la deuxième place parmi les investisseurs étrangers. Sur le territoire espagnol, près de huit cents entreprises françaises se sont installées sous Franco et pas des moindres : des filiales de Saint-Gobain, de Pechiney, de Rhône-Poulenc, de la CGE, les constructeurs automobiles comme Renault ou Citroën et les investissements ne s'arrêtent pas là, par exemple sur le plan militaire :

« (...) l'Espagne est un client de longue date des industriels de l'armement (...) Outre la construction sous licence par un arsenal, près de Séville, de chars de com-

bat AMX-30, l'Espagne a obtenu de la France la livraison précédemment de quatre sous-marins de 1 000 tonnes assemblés à Carthagène, de roquettes, de 18 hélicoptères Alouette II et III, d'automitrailleuses (...), de 36 chasseurs bombardiers Mirage III-E et quinze Mirages F-1 (...) En juillet dernier l'Espagne a conclu l'achat de neuf Mirages F1 supplémentaires et a acquis quatre hélicoptères de manœuvre Puma (...) Des négociations sur d'autres types d'armements sont en cours (...) la France a accepté d'apporter à la modernisation de la flotte sous-marine espagnole, puisque l'Espagne construira sous licence quatre sous-marins d'attaque (...), de construire sous licence, comme le fait déjà le Portugal, des hélicoptères de manœuvre Puma conçu par la SNIAS. » (*Le Monde* du 27 octobre 1976)

Pour éviter que ce séjour soit troublé par quelques opposants, une rafle est organisée par l'État giscardien. Le 25 octobre, trente et un militants espagnols sont interpellés sur le territoire, des membres supposés de l'ETA et douze libertaires, dont Octavio Alberola et Lucio Urtubia inculpés dans le dossier GARI. Ils sont déportés le 26 octobre sur deux îles, à L'Île-d'Yeu en Vendée pour les Basques et à Belle-Île-en-Mer dans le département du Morbihan pour les libertaires (9). Gardés par les forces de l'ordre, ils vont y rester quatre jours pendant tout le séjour de Juan Carlos à Paris. D'autre part, pendant ce séjour, près d'une quarantaine de Basques espagnols résidant dans la région parisienne et dans les Pyrénées-Atlantiques ont été obligés de se présenter deux fois par jour au commissariat de leur lieu de résidence.

Le 27 octobre, à Paris, à l'appel d'organisations d'extrême gauche (LCR, l'OCR, la GOP...), malgré un service d'ordre imposant qui va tenter d'empêcher tout rassemblement, 5 000 personnes vont manifester aux cris de « Juan Carlos assassin ! Giscard/Ponia Complices ! ». Les partis de gauche espagnols (PCE, PSOE) et la gauche française (PCF, PS et MRG) qui prônent la réconciliation nationale en Espagne ne se joindront à aucune manifestation et se contenteront de communiqués adressés au Roi réclamant « l'arrêt des poursuites contre les opposants, l'établissement de toute les libertés démocratiques, l'amnistie complète et le retour sans condition des exilés ».

Pour *animer* ce séjour, divers attentats vont être commis dans la région parisienne et à Toulouse contre des entreprises ou des banques françaises en relation avec des firmes espagnoles, contre un palais de justice et contre Interpol.

– Dans la nuit du 24 au 25, à l'aide d'explosifs trois entreprises sont endommagées : la société Rivex à Paris, la société BOA à Boulogne (Hauts-de-Seine) et les établissements Jacques Rumps et Cie à Pierrefitte (Seine-Saint-Denis). Les dégâts sont importants, les explosions sont revendiquées par « les commandos Puig Antich – Oriol Solé » qui dénoncent les relations économiques entre ces deux pays et qui apportent leur solidarité aux emprisonnés des GARI.

– Dans la nuit du 25 au 26 à Paris ce sont deux banques, le Crédit Lyonnais et un établissement espagnol qui subissent le souffle de l’explosion.

– Dans la soirée du 27 à Toulouse, c’est encore le palais de justice qui reçoit, sur l’une de ses portes, trois cocktails Molotov. Les jets sont revendiqués par la « Solidarité révolutionnaire internationale » qui apporte son soutien aux prisonniers du GARI et aux deux cent cinquante détenus politiques en Espagne qui n’ont pas bénéficié de l’amnistie. (*La Dépêche* du 29 octobre 1976)

– Dans la nuit du 28 au 29 à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine), c’est le siège d’Interpol (Organisation internationale de police criminelle), à laquelle adhèrent cent vingt pays, qui est touché par une forte charge d’explosifs. L’action est revendiquée par un « Groupe de déportés espagnols » qui dénonce les déportations à Belle-Île et qui explique : « Interpol doit trinquer à cause de l’appui que cette organisation apporte au gouvernement espagnol dans la répression contre les opposants au régime. » (*Le Monde* du 29 octobre 1976)

## □ 1977



Affiche 40 x 60, Toulouse, mai 1977

**1er janvier : Toulouse**, dans la nuit, jet de cocktails Molotov contre le palais de justice et contre la façade du Banco Español rue Bayard. Un correspondant anonyme revendique auprès de *La Dépêche du Midi* les actes en solidarité avec les emprisonnés des GARI.

**10 janvier : Paris**, le juge Guy Pia dont le travail a consisté à dépolitiser l’affaire a terminé l’instruction et envoie le dossier au parquet dans les mains du Procureur général, qui attendra la décision du pouvoir politique pour fixer les dates d’un éventuel procès.

**14 janvier : Montpellier**, dans la nuit, un vasistas mal fermé et c’est un cocktail Molotov qui est jeté à l’intérieur de la Banque nationale de Paris (BNP). Le

Groupe d’Information Révolutionnaire (GIR) revendique l’action, ainsi que celle menée contre la façade du palais de justice le 14 octobre dernier, pour attirer l’attention sur le sort des membres des GARI incarcérés. Le GIR est à l’origine de diverses actions qu’il a revendiquées en août 1976 (voir chronologie).

### **Libération des derniers prisonniers GARI**

Le juge Guy Pia décède le 25 mars. Il est remplacé dans le dossier GARI par le juge Louis Chavanac. Le 14 avril les avocats Marie-Christine Etelin et Henri Leclerc déposent une demande de mise en liberté des trois membres des GARI. Le 24 avril, le juge Chavanac la refuse aux motifs que « (...) les faits sont graves et multiples qu'il s'agit de faits criminels, que la procédure est en cours de règlement (...) ». Les avocats font appel de cette décision à la chambre d'accusation. Cette dernière rend un arrêté infirmant la décision du juge Chavanac et décide d'accorder la liberté provisoire. Le 25 mai, Michel Camilleri, Jean-Marc Rouillan et Mario Ines Torres sont mis en liberté provisoire et placés sous contrôle judiciaire. Ils doivent résider à Toulouse et pointer régulièrement au commissariat.

À la même période en Espagne, une coordination de groupes libertaires avait prévu des actions explosives ou incendiaires sur des entreprises françaises pour exiger la libération des membres des GARI. Mais à la suite de la mise en liberté des trois, les interventions furent annulées.

## Notes

(1) Extrait de *Liberté sur paroles – Contribution à l’histoire du Comité d’Action des prisonniers* de Christophe Soulié, Editions Analis, 1995.

(2) En mars 1921, c’est l’insurrection menée par les ouvriers et les marins (militaires) du Soviet de Cronstadt, ville garnison à proximité de Pétrograd, située sur l’île de Kotlin dans le Golfe de Finlande. Ils se sont prononcés pour le « pouvoir aux Soviets » ou pour les « élections libres des soviets, liberté de parole et de presse pour les ouvriers et paysans, les anarchistes, les socialistes révolutionnaires de gauche » et refusent eux aussi de se soumettre aux ordres du Parti communiste russe dirigé par Lénine. Le 7 mars, la révolte jugée contre-révolutionnaire par les bolcheviques est matée au canon par l’Armée Rouge conduite par Léon Trotski...

(3) Marge (1974-1979), « mouvement » d’obédience libertaire, qui va publier un journal du même nom. La plupart des seize numéros qui vont être édités auront pour thème : délinquance, prison, toxicomanie, homosexualité, psychiatrie femmes, littérature... Lire de Jacques Lesage de La Haye (membre de Marge) *La Mort de l’asile – Histoire de l’antipsychiatrie*, Éditions Libertaires et du Monde Libertaire, mars 2006.

(4) Justice pied-noir : groupe d’extrême droite, formé par des nostalgiques de l’Algérie française, qui au cours de l’année 1975 est à l’origine, dans le département du Var, d’une série d’attentats commis contre des bâtiments publics.

(5) Dans les années 1970-1980 au Pays Basque français, des attentats et des assassinats sont revendiqués à l’aide de sigles divers : ATE (AntiTerrorismo ETA), Guerilleros del Cristo Rey, Triple A (Alianza Anticomunista Apostolica), Frente Nacional Español, BVE (Batallón Vasco Español)... et GAL (voir sigle). Ces « groupes », composés de militaires et policiers espagnols, de mercenaires, d’ex-membres de l’OAS et du milieu, ont été créés par l’État espagnol. Les cibles ont été des militants basques, pour la plupart membres de l’ETA. À l’étude des faits, il est évident que tous ces crimes n’ont pu être perpétrés sans la collaboration de hauts fonctionnaires, de magistrats et de certains services (police, armée...) de l’État français avec ceux de l’État espagnol.

(6) Inculpée de transport d’explosifs, Sylvie Porté sera condamnée par le tribunal de grande instance de Toulouse, le 21 juin 1976, à dix mois de prison dont sept avec sursis.

(7) Le 25 mars 1975, à proximité du Perthus, sur le territoire de la commune de L’Écluse, à la suite de l’effondrement d’une grue sur une plateforme où ils se trouvent, neuf ouvriers sont projetés dans le vide. Marqués par la mort de leur camarade, les ouvriers du chantier stoppent les travaux et dénoncent les méthodes et les cadences de travail et l’insuffisance des conditions de sécurité. Sur le même secteur, le 6 mai 1975, un autre ouvrier tombait d’une pile d’un viaduc.

(8) Les deux lois d’amnistie du 30 juillet 1976 et du 14 octobre 1977 vont concerner les politiques. Les prisonniers sociaux (communs) ne bénéficieront d’aucune amnistie, ce qui provoquera des révoltes et une situation incontrôlable dans de nombreuses prisons espagnoles en 1977-1978.

(9) En 1980, un film (mélange de fiction et d’interviews de « déportés ») va relater cet événement : *Vacances Royales* de Gabriel Auer.

## V - AU SUJET D'UNE INFILTRATION, D'UNE CONFÉRENCE DE PRESSE...

Nous avons souhaité dans cet entretien avec Octavio Alberola Surinach revenir sur quelques épisodes publics de l'histoire des GARI. Octavio a été présenté par les médias espagnols comme l'instigateur de l'enlèvement du banquier Suarez, on peut constater à la lecture de ce document qu'il n'en n'est rien. À notre connaissance, Octavio était le membre des GARI le plus ancien dans le combat contre la dictature franquiste. Il était impliqué depuis la fin des années 1950 dans cette lutte, et plus précisément dans l'action armée contre la dictature depuis le début des années 1960. Il est celui qui a reconnu et dénoncé après son arrestation en mai 1974 la présence dans le réseau « Primero de Mayo » d'un indicateur de police. « Réseau » qui était chargé de revendiquer l'enlèvement de Baltasar Suarez en Espagne et de la réception de la rançon. Indicateur qui, après la libération du banquier Suarez, est à l'origine en mai et juin 1974 de l'arrestation de libertaires en France et en Espagne. Octavio était le représentant de ce réseau lors des réunions de la coordination, et donc au plus proche de ces épisodes.

À la suite de diverses correspondances (entre les années 2000 et 2012) avec Octavio nous avons reconstitué brièvement son histoire politique, les circonstances qui l'ont amené à faire partie de la coordination de groupes autonomes qui vont enlever Baltasar Suarez et abordé quelques phases de cette année 1974. Octavio n'a refusé aucune des questions posées, cela ne veut pas dire que toutes ses réponses soient limpides et partagées par tous les acteurs.

Octavio Alberola Surinach est né en 1928 en Espagne à Alayor (île de Menorca). Son père José Alberola Navarro (1895-1967), instituteur de l'école « L'Escuela Moderna » fondée par Francisco Ferrer Guardia (1), était membre de la CNT, collaborateur de la presse libertaire et administrateur du journal *Solidaridad Obrera*. Au début des années 1930 José est incarcéré avec de nombreux militants libertaires. Après le soulèvement des militaires fascistes le 18 juillet 1936 et pendant la période révolutionnaire, José est conseiller culturel au Conseil Régional de défense d'Aragon. À la suite de la victoire des franquistes en février 1939, au milieu de l'année Octavio suit sa famille qui s'exile au Mexique (2). En 1950, étudiant à l'Université de Mexico en génie civil, sciences et philosophie, Octavio est arrêté avec quatre autres personnes et incarcéré pendant un mois à Mexico pour ses activités en tant que réfugié au sein des jeunesses libertaires mexicaines. Au Mexique, il devient membre de la FIJJL et de la CNT. Au début des années 1960 il est en Europe et il s'intègre à la lutte clandestine. En 1962, au sein du DI (Défense intérieur) il est le représentant de la FIJJL.

Il mène à partir de ce moment avec la FIJL ou avec les GARI diverses actions contre la dictature jusqu'à la mort de Franco en 1975.

**Question :** Que penses-tu de l'agitation ou lutte armée que mènent certains groupes en Europe au début des années 1970 ? As-tu des contacts avec certains d'entre eux ?

**Octavio :** Au moment où certains groupes européens, se réclamant vaguement d'un idéal prolétaire plus ou moins internationaliste, prônent la lutte armée, je dénonce la répression qui s'abat brutalement contre eux, comme je dénonce aussi leurs prétentions révolutionnaires élitistes. Car, si je considère que l'on doit être solidaire avec tous ceux qui souffrent de l'exploitation et de la domination, et plus encore avec ceux qui sont persécutés et réprimés pour lutter contre le système qui exploite et domine, je considère aussi que l'on ne peut pas se substituer à eux, et les libérer à travers une avant-garde. Donc, même si j'ai participé à des actions de solidarité contre la brutale répression dont ils étaient victimes, je n'avais pas de contact direct avec eux.

**Q :** Alors que règne la démocratie, est-ce que tu penses qu'utiliser les armes est justifié ?

**Octavio :** Pour moi, le problème ne se pose pas de cette manière-là ; car, même lorsque règne la « démocratie » parlementaire et que les droits d'association et d'expression sont respectés, il y a des injustices. Donc, on doit les dénoncer et les combattre... Bien sûr, si les victimes de ces injustices passent à l'action directe, je ne les condamnerai pas. Mais lutter pour que, dans un régime démocratique, cessent les injustices, c'est une autre chose ; car le problème majeur c'est la prise de conscience collective pour changer la société. Je considère que la lutte armée est justifiée quand le pouvoir que l'on veut abattre s'impose et se maintient par les armes, sans laisser les peuples se manifester. C'est alors que la violence peut être révolutionnaire, libératrice, et ressentie comme telle par les peuples opprimés.

**Q :** En Espagne, au cours de la période 1960-début 1970, quels sont les groupes qui ont ce type de pratique ?

**Octavio :** Après la mort, en 1960, du dernier des frères Sabaté (3) et les actions entre 1959-1960 de l'éphémère Directoire Révolutionnaire Ibérique de Libération (DRIL) et jusqu'à 1973 (le MIL), outre les nationalistes de l'ETA et les libertaires, il n'y a pas d'autres groupes qui participent à la lutte armée. Au début de 1962, le Front de Libération Populaire (FLP) parlait d'un processus de lutte armée, mais il a disparu après les arrestations de juin de cette même année.

**Q :** Dans quel pays vivais-tu en 1973 ?

**Octavio :** Je *résidais* en Belgique, car après mon arrestation en février 1968 à Bruxelles et mes cinq mois de prison, j'y suis resté assigné à résidence de juillet 1968 à mai 1974. Je travaillais dans un institut médico-psycho-pédagogique en tant qu'éducateur. Je venais de temps en temps clandestinement en France pour rencontrer mes camarades.

**Q :** À quel moment as-tu entendu parler de l'activité du MIL ?

**Octavio :** Je ne m'en souviens pas avec exactitude, mais je crois que c'était avant les arrestations de septembre 1973, et par le biais des « informations » qui nous provenaient de nos camarades d'Espagne.

**Q :** Comment prends-tu contact avec les groupes autonomes français (dont certains vont participer aux GARI) ?

**Octavio :** J'avais des *contacts* avec ces groupes autonomes français à travers mes camarades espagnols de la FIJL qui militaient dans la mouvance anarchiste française, car je continuais en Belgique à collaborer avec eux dans les activités de propagande anarchiste et de solidarité envers les prisonniers politiques en Espagne.

**Q :** Quand décides-tu d'apporter une solidarité concrète aux emprisonnés du MIL ? Pourquoi le groupe de Toulouse composé d'ex-MIL fait-il appel à toi ?

**Octavio :** Dès que le groupe de Puig Antich a été arrêté, mes camarades espagnols (en particulier ceux de Toulouse) m'ont informé de la gravité de la situation et plus tard m'ont demandé si j'étais disposé à venir en France clandestinement pour participer à l'organisation d'une action de solidarité pour sauver Puig Antich et ses camarades. J'ai répondu affirmativement et je suis venu... En novembre ou décembre 73, j'ai fait la *connaissance* de Sébas (J.-M. Rouillan), de Cricri (J.-C. Torres) et de quelques autres membres de ce groupe, car ils m'ont été présentés comme militants actifs et décidés à faire des actions de solidarité en faveur des antifranquistes et libertaires emprisonnés. Ce qu'ils me dirent à l'époque (et qu'aurait pu confirmer le camarade Marcelino Boticario (4), c'est qu'ils croyaient que je pouvais réunir encore les camarades et les moyens pour faire une action de cette importance. Donc, pas seulement parce que j'avais de l'expérience pratique, mais surtout parce qu'ils pensaient que je pourrais arriver à organiser l'enlèvement rapidement, car la situation en Espagne nous obligeait à agir très rapidement.

**Q :** Ta participation à cette action est individuelle ou tu représentes un collectif ? Le « groupe » Primero de Mayo existe-t-il encore à ce moment-là ?

**Octavio :** Ma participation a été individuelle, je ne représentais aucun collectif ; j'étais

un électron libre, mais je pouvais compter avec l'aide de camarades ayant participé aux actions du groupe *Primero de Mayo*, qui n'existait plus de manière formelle.

**Q :** Le premier enlèvement envisagé en janvier 1974 n'a pu se faire à cause des arrestations à Paris. Le projet n'est pas abandonné, il est repris par une nouvelle coordination. Outre le groupe composé d'ex-MIL, qui forme politiquement cette coordination GARI ?

**Octavio :** Que je sache, les autres groupes impliqués ne sont pas des groupes issus d'une organisation ou d'une structure organisée. Il s'agit de militants sensibilisés contre la répression franquiste.

En ce début 1974, au moment où se constitue la coordination, la plupart des membres qui la composent ne savent rien ou ont peu d'éléments sur l'activité de la FIJL et du réseau « *Primero de Mayo* » en France et en Europe au cours des années 1960. En dehors de ceux du réseau « *Primero de Mayo* », les groupes de la coordination se sont formés dans le prolongement de Mai 1968 et aucun document d'information susceptible d'informer les nouveaux militants ne circule sur la période de la FIJL. À part les Toulousains qui vont participer au MIL et un ou deux membres proches des idées anarcho-syndicalistes, pour les autres la situation en Espagne n'est pas une priorité et la critique des organisations mêmes, libertaires ou anarchistes, ne favorisent pas les relations. L'un des acteurs de la coordination, fils d'Espagnols, le confirme : « Nous fréquentions un peu plus que d'autres les milieux espagnols, nous n'avions pas connaissance des activités de la FIJL, car nous ne nous intéressions pas particulièrement au problème espagnol et privilégions avant tout le combat en France. De plus, pour nous, la FIJL faisait partie des "vieilleries" organisationnelles (CNT, FAI, FA, ORA...) que nous rejetions. Ce n'est qu'après 1974 qu'on a eu des contacts avec eux. »

**Q :** Lorsque tu donnes ton accord pour cette action, tu es connu de nombreuses polices en Europe pour tes activités au sein de la FIJL, tu es accusé par l'État espagnol d'être à l'origine d'actions explosives sur son territoire et notamment de diverses affaires d'enlèvements (Italie en 1966, Belgique en 1968 et Paris en 1970). Sitôt le banquier Suarez enlevé, ton nom est déjà cité dans les médias. De fait, le risque était multiplié pour toi, mais aussi pour les autres participants. Pourquoi t'es-tu engagé physiquement dans cette histoire ? Pourquoi ne t'es-tu pas contenté d'être simplement un conseiller ?

**Octavio :** Oui, je le savais et eux aussi, et nous en avons parlé longuement ; mais il y avait urgence... Donc, finalement j'ai accepté, car j'ai compris qu'ils manquaient

d'expérience pour ce genre d'action. La suite m'a montré qu'il fallait m'impliquer à fond pour qu'elle aboutisse. Et même si j'avais été arrêté avant de la réaliser, tous étions d'accord que mon arrestation servirait pour alerter l'opinion publique sur le sort de nos camarades qui risquaient le même sort que Salvador. Par sécurité, j'ai exigé de n'avoir aucun contact avec les groupes qui ont réalisé l'enlèvement.

**Q :** Comment la personnalité enlevée en mai 1974 a été choisie ? Quels étaient les objectifs de cette action ? À quoi devait servir la rançon demandée ?

**Octavio :** Étant donné les circonstances du moment (peu de temps pour agir et les difficultés matérielles et de tous ordres pour organiser une action de ce type), les personnalités choisies l'étaient en fonction de ces circonstances-là. L'objectif était d'obliger la presse à s'occuper sérieusement de nos camarades emprisonnés en Espagne afin de mobiliser l'opinion publique en leur faveur et obliger le gouvernement franquiste à faire marche arrière... La demande de rançon devait servir à continuer les actions de solidarité en faveur des prisonniers du régime franquiste.

**Q :** Est-ce que l'exécution de Baltasar Suarez avait été envisagée si aucune revendication n'avait abouti ?

**Octavio :** Non, à aucun moment n'avait été envisagée une décision de cet ordre-là. Nous ne l'aurions jamais fait, car notre objectif et notre éthique étaient contre ce type de comportements propre aux autoritaires. Comportements qui, en plus d'être inefficaces, desservent la cause. Tuer un homme froidement, ce sera toujours un crime ! Une autre chose est tuer pour défendre sa vie, dans la lutte contre les forces de la répression.

**Q :** Sans entrer dans les détails, quelle était l'ambiance au sein des GARI avant ton arrestation ?

**Octavio :** Les rapports au cœur des GARI ne furent pas toujours relaxes, mais c'est le résultat aussi des circonstances. Même chez les *anars*, les *libertaires* et les *antiautoritaires*, ce n'est pas toujours la fraternité et le rejet du pouvoir. Nous sommes encore très intoxiqués par le virus (lié à l'éducation) autoritaire. Il ne faut pas oublier que ce n'est pas facile de s'enlever de la tête toutes les merdes autoritaires qui nous ont été transmises par la société dans laquelle nous vivons, même si nous la *refusons*. Donc, il faut en tenir compte et relativiser l'incohérence de certains camarades et même la nôtre. Chez les GARI comme dans d'autres groupes, ce n'était pas toujours l'anarchie parfaite. Mais l'important c'était et c'est, je le crois, d'essayer de dépasser les contradictions et d'apporter notre solidarité à ceux qui en avaient un besoin urgent.

### **À propos d'infiltrations policières au sein des GARI**

Si certains journaux comme *France-Soir* (articles de Roger Colombani), *L'Aurore* (articles de Jacques Lesinge), ou *L'Indépendant* de Perpignan... au cours et après l'affaire Suarez ont écrit n'importe quoi, le pompon revient au journal *Libération*. Un journal créé au printemps 1973 principalement par des membres de la GP (Gauche Prolétarienne), mais qui va s'ouvrir à d'autres courants (des antiautoritaires vont y participer). Ce quotidien qui veut rendre la parole au peuple, aux lecteurs, et se tenir au plus proche des luttes sociales, ne va jamais publier un seul communiqué des GARI pendant la détention de Baltasar Suarez. Il va s'illustrer par contre le 28 mai en publiant l'article « Affaire Suarez : Des barbouzes dans le commando » signé PC. À la suite de cet article complètement loufoque divers documents seront envoyés au journal *Libération*, un communiqué des GARI ainsi que le texte « Il faut hurler avec les loups » signé Groupe Autonome de Résistance à l'Intoxication. Deux documents que ne publiera pas le journal (lire en annexe page 242 l'article de *Libération*, ainsi que les deux textes censurés). Si fin mai les GARI rejettent l'idée d'une infiltration policière, ce n'est plus le cas courant juin 1974. Parmi les membres supposés des GARI arrêtés, l'un d'entre eux, Octavio Alberola Surinach, incarcéré à la prison de Fresnes, dénonce Inocencio Martínez comme collaborateur de la police espagnole et responsable des arrestations dès la libération du banquier.

Au cours de l'instruction, les incarcérés du réseau « Primero de Mayo » apprendront que dès l'enlèvement du banquier, le 3 mai, les services spéciaux de la direction des Renseignements Généraux avaient confirmé aux enquêteurs de la Brigade Criminelle l'implication du groupe « Premier Mai ». Ils découvrent qu'à la suite d'un « renseignement » parvenu aux enquêteurs ils étaient surveillés et filés, dès le 5 mai pour les uns et le 11 mai pour d'autres. Après la libération de Suarez, la presse et notamment les journaux *ABC*, *Le Monde* et *France-Soir* publieront quelques informations contenues dans les dossiers d'instruction franco-espagnols :

« Selon le quotidien *ABC* la police française avait été avertie par la police espagnole de la présence à Paris d'Octavio Alberola Surinach, l'un des leaders du groupe anarchiste « Primero de Mayo ». Selon *ABC* le nom de M. Baltasar Suarez figurait sur une liste de possibles victimes d'un enlèvement établie par des Espagnols résidant en France et saisie par la police française sur l'un des amis d'Octavio Alberola Surinach. » (*Le Monde* du 7 mai 1974)

« ... Quelques mois avant l'enlèvement du directeur de la Banque de Bilbao les autorités espagnoles avaient averti la brigade criminelle que des anarchistes avaient formé le projet d'enlever en France des personnalités qu'ils accusaient de collaborer étroitement avec le régime du général Franco... Les Espagnols avaient égale-

ment fourni les identités des militants susceptibles d'être mêlés à ces rapt : Octavio Alberola Surinach, 46 ans, et Inocencio Martínez, 48 ans. » (*France-Soir* du 13 juin 1974)

**Q :** Nous sommes en avril 1974, deux semaines avant l'enlèvement de Baltasar Suarez, et d'après les articles de presse et documents de cette période, tu as été interpellé le 17 avril 1974 (5), et expulsé de France deux jours plus tard. Dans quelles conditions as-tu été intercepté par la police française ? Par hasard ? Tu étais seul ?

**Octavio :** En effet, deux semaines avant l'enlèvement j'ai été interpellé à Paris à la sortie du métro Rambuteau par la police politique, les Renseignement Généraux, car ils avaient été informés que j'étais rentré clandestinement en France (à cette époque j'étais assigné à résidence en Belgique). Contrairement à ce qui a été écrit, j'étais seul et, à ce moment-là, j'ai pensé que j'avais été repéré autour des bureaux de la compagnie espagnole Iberia. Ils m'ont emmené dans un cachot du Palais de Justice (la Souricière), après m'avoir fait signer un arrêté d'expulsion du territoire français qui datait de 1968, au moment où j'avais été arrêté en Belgique, mais qu'ils ne m'avaient pas communiqué. Le but de cet arrêté était de m'empêcher de circuler légalement en France. Ils voulaient me garder en m'accusant d'entrée illégale, mais le problème pour eux était que j'avais sur moi un passeport mexicain périmé mais à mon nom... De plus, ma compagne, voyant que je n'arrivais pas au rendez-vous, a alerté mon avocat Maître Dechezelles, qui a pu confirmer que j'étais arrêté... Alors, ils ont informé *Le Monde* qui a publié une note annonçant mon arrestation à Paris. À l'époque, Chirac était ministre de l'Intérieur et, comme il devait y avoir les élections présidentielles en France, il a hésité à me garder emprisonné, et après deux jours de négociations avec les autorités belges (qui ne voulaient plus me recevoir), Chirac a décidé de m'envoyer avec les RG à la frontière belge pour négocier avec un commissaire belge de la frontière mon *expulsion* vers la Belgique. Celui-ci a accepté finalement que les gendarmes français me déposent la nuit dans un petit poste de frontière où les douaniers n'étaient pas au courant... et ne savaient pas quoi faire... Ils ont téléphoné à leur chef (le commissaire belge en question) qui leur a dit de me laisser entrer en Belgique. Ils m'ont emmené avec leur camionnette jusqu'à Mons où j'ai téléphoné à mon avocat belge qui m'a dit de me cacher, car le ministre de Justice belge lui avait dit que, si je revenais, je serais arrêté pour n'avoir pas respecté mon assignation à résidence. Alors, j'ai décidé de retourner clandestinement en France avec l'aide de mes copains libertaires espagnols qui résidaient près de Valenciennes et à travers lesquels je revenais très souvent en France.

**Q :** Un compagnon ayant participé à la coordination GARI nous a écrit : « Lors de l'arrestation d'Octavio à Paris, au métro Rambuteau, il était avec un autre camarade, Germinal Clémente Perez (6). Germinal faisait partie du groupe des Espagnols. J'ai discuté avec lui de cet épisode, c'était en 1975. Selon lui, les flics étaient au courant de l'affaire. Plus encore, ils savaient que la cible était le directeur d'Iberia. Comme on le voit, les informations dont ils disposaient étaient précises. La question est : pourquoi les flics ont-ils donné cette information alors qu'ils pouvaient réaliser une belle opération ? Selon Germinal, ce que les flics lui ont laissé entendre c'était que les jours de Franco étaient comptés et qu'il en était de même pour le franquisme. L'Espagne entrerait alors dans une nouvelle phase de son histoire et ils voulaient s'éviter une affaire merdique pour eux. Ce raisonnement démontrait une certaine finesse politique... Germinal à la suite de son interpellation et aux informations qui étaient en possession des flics, se retire de l'affaire. Persuadé qu'il y avait une taupe parmi nous... »

Ces interpellations de toi et de Germinal sont confirmées dans le document *Extrait des minutes du greffe de la cour d'appel de Paris* du 24 avril 1979 du dossier de l'instruction judiciaire. Connaissais-tu Germinal Clémente ? Germinal devait participer à l'opération de l'enlèvement ? As-tu les raisons de son retrait pour cette action ?

**Octavio :** Je ne connaissais pratiquement pas Germinal. Je l'avais vu deux ou trois fois..., mais je crois me rappeler qu'on m'avait donné son adresse au cas où il me serait nécessaire de me cacher... à Paris. Sa participation à l'enlèvement n'était pas directe, et encore moins après son interpellation...

**Q :** Confirmes-tu que tu étais seul lorsque tu as été interpellé en avril 1974 ? As-tu eu connaissance de l'interpellation de Germinal au métro Rambuteau ou ailleurs dans Paris ?

**Octavio :** En effet, on a été arrêté le même jour, mais j'étais seul lors de mon arrestation. J'ai nié le connaître. J'ai eu connaissance de son interpellation à mon retour en France...

**Q :** As-tu eu l'occasion de discuter par la suite avec Germinal de son interpellation ?

**Octavio :** Non.

**Q :** Lors de ton audition, as-tu senti que les flics étaient au courant que l'enlèvement d'une personnalité espagnole était envisagé ?

**Octavio :** J'ai compris qu'ils étaient seulement à ma recherche... Nous avons cru alors que c'était la police belge qui les avait prévenus de ma disparition de Belgique.

**Q :** D'après un dossier d'instruction judiciaire et divers médias (*Le Monde...*), lors d'une interpellation en avril 1974 une liste de personnalités espagnoles sur laquelle figurait le nom de Suarez aurait été saisie. Confirmez-vous ce fait ?

**Octavio :** À l'époque, seul *Le Monde* a fait état de mon interpellation et rien n'est dit sur Suarez. C'est après notre arrestation à la suite de la libération de Suarez que cette question d'une liste avec le nom de Suarez a été soulevée dans la presse. C'est une interprétation des journalistes informés plus ou moins par la police. Je n'avais aucune liste de personnalités lors de mon interpellation.

**Q :** Comment expliques-tu les déclarations de Baltasar Suarez au journal *ABC* disant qu'il avait été prévenu d'un éventuel enlèvement ?

« J'avais été averti que je pouvais être l'objet d'une séquestration, j'avais pris quelques précautions. Ainsi les 17, 18, 19 et 20 avril, je ne suis pas sorti de chez moi par exemple. Passé le premier mai, nous pensions que le danger était conjuré. » (*ABC* du 25 mai 1974)

**Octavio :** À l'époque nous ne savions rien de cela, mais maintenant on peut affirmer que, par le biais de leur informateur Martínez, la police espagnole savait qu'un enlèvement était projeté, mais ne savait pas qui exactement et d'ailleurs précisément nous non plus. Comme Suarez, diverses personnalités espagnoles avaient dû être prévenues par l'Ambassade, puisque, lors de diverses surveillances, des camarades se sont aperçus de l'absence de deux d'entre elles. Mais c'est après mon interpellation au mois d'avril que nous avons décidé de choisir Suarez, car je croyais que j'avais été repéré près des bureaux d'Iberia et le directeur était l'un de nos objectifs.

**Q :** Concernant Inocencio Martínez que tu dénonces comme collaborateur : à partir de quel moment est-il au courant de l'enlèvement de Suarez ? avant la séquestration ? pendant ? Pour la revendication à Barcelone de l'enlèvement, est-ce lui qui fait le contact avec Luis Andrés Edo et le groupe qui s'en charge ?

**Octavio :** Il faut aborder les circonstances des arrestations de mai 1974, après la libération de Suarez. À l'époque, et plus encore maintenant, la question d'infiltrations policières au sein de la coordination GARI a été éclaircie et s'est limitée à Inocencio Martínez. Mais il n'était pas un des membres de la coordination. Il ne connaissait aucun des membres du GARI, sauf moi. Lors de mon interpellation en avril 1974, Martínez savait que j'étais à Paris pour préparer une action. J'ai compris plus tard, après mon arrestation à Avignon, que c'était à travers lui que les flics français avaient été informés de ma présence à Paris et du lieu (autour du métro Rambuteau) où ils pouvaient me trouver... Martínez a appris par la presse et après son enlèvement que la cible était Suarez. Il a participé à la récupération de la rançon quand

je l'ai contacté par téléphone à son domicile depuis la Bretagne pour le prévenir de mon arrivée dans sa région d'Alès. Il ne devait pas aller à Barcelone et encore moins pour la revendication. En plus, en principe, il ne devait pas à ce moment-là avoir de contact avec Edo.

**Q :** Inocencio Martínez vivait à Alès. Quand est-il venu s'installer en France ? Était-il marié, célibataire ? Avait-il des enfants ? Il travaillait ?

**Octavio :** La date exacte de sa venue, nous ne la savons pas, mais avant 1960. Il était marié et nous connaissions sa compagne, sa mère et ses filles. La plus petite était alors à l'université et elle était un peu gauchiste.

Il était soudeur dans un atelier de mécanique, mais il était souvent en congé maladie et il semble qu'il avait une pension d'invalidité.

**Q :** Depuis quand fréquentait-il les milieux libertaires espagnols ? Comment est-il entré en contact avec vous ? Était-il membre de la FIJL ?

**Octavio :** Il a commencé à fréquenter les milieux libertaires espagnols en 1963 (7), après l'exécution de Granados et Delgado, car il vivait avec sa famille dans le même immeuble que la famille Granados à Alès. Il a contacté alors les copains de la FIJL dont Vicente Marti (8) d'Avignon pour être le contact avec la famille Granados. Ce qui est sûr, c'est qu'avant de participer à une action armée, Inocencio avait participé depuis les derniers mois de 1963 jusqu'à 1966 avec les copains libertaires (FIJL) d'Avignon et de Perpignan à l'organisation et au passage de la propagande en Espagne et les copains lui faisaient totalement confiance. En 1966, il a assisté à l'assemblée des Jeunesses libertaires à Paris, il m'a dit qu'il était disposé à participer à des actions en Espagne et que nous pourrions compter sur lui.

**Q :** À partir de quel moment tu (vous) as été persuadé que votre arrestation était due à Martínez et qu'il collaborait avec la police espagnole ?

**Octavio :** Moi et Ariane Gransac, nous avons été sûrs que c'était lui le responsable tout de suite après notre arrestation à Avignon. Nous avons su que la police ne l'avait pas arrêté, malgré le fait qu'il avait été avec nous jusqu'à quelques heures avant notre arrestation. Ce qui a été confirmé quelques semaines après, quand notre avocat a découvert dans les documents de l'instruction un télégramme envoyé par le commissaire Broussard précisant qu'en fonction des instructions reçues de Paris il ne s'occupait plus de Martínez et il mettait tous les agents (200 dans la région) pour nous arrêter, ainsi que les copains de Toulouse qui étaient venus à Avignon nous voir. Il était évident que la police espagnole avait demandé à la police française de couvrir son indicateur. Ce fait nous a permis, lors de notre procès en 1981, de dénoncer une nouvelle fois la complicité entre les autorités françaises et les franquistes.

Dans l'affaire des GARI, il ne faut pas oublier que les groupes qui ont fait l'action de Suarez n'ont été ni découverts ni arrêtés. Donc, il est très probable que, si je n'avais pas appelé Martínez, il n'y aurait pas eu d'arrestations. Sauf celles de Lucio Urtubia et de sa femme, qui étaient filés à Paris avant notre arrestation, et celles des époux Chastel, qui n'avaient rien à voir avec l'enlèvement et qui ont été arrêtés seulement parce qu'ils étaient les propriétaires de l'appartement où la police a prétendu que Suarez y avait été retenu. Appartement où Lucio avait fait des travaux.

**Q :** Concernant les arrestations de Barcelone, fin juin 1974, liées à la conférence de presse du 7 mai 1974, dans les médias de l'époque et dans votre livre *L'Anarchisme espagnol* (9), il est écrit qu'elles sont dues au juge français qui instruit l'affaire Suarez. Le juge français connaissait les auteurs de la conférence ?

**Octavio :** Quelques jours après mon arrestation, quand j'ai pu parler pour la première fois avec mon avocat (Yves Dechezelles), je lui ai fait part de ma conviction que, d'après les circonstances de nos arrestations, Martínez ne pouvait s'échapper et que s'il avait pu le faire c'est qu'il était un collaborateur et qu'il fallait prévenir Edo à Barcelone. Quelques jours après avoir fait la commission, l'avocat m'a dit qu'Alicia Mur (membre de la FIJL) avait passé le message à Luis et qu'il lui avait dit que c'était une élucubration, car il avait vu Martínez à Barcelone et que rien ne s'était passé... Mais quelques jours après Edo a été arrêté avec des camarades pour la conférence de presse. On peut en déduire que là aussi Martínez est à l'origine des arrestations de Barcelone. Le juge français, informé par la police espagnole, n'a fait que collaborer avec l'État franquiste et, en envoyant les commissions rogatoires, il a permis les arrestations.

**Q :** Martínez a quitté précipitamment la France, la police retrouvera son véhicule à Lyon. Savez-vous s'il est retourné en Espagne ? Et avez-vous eu des nouvelles de lui après mai 1974 ?

**Octavio :** Nous avons rencontré une de ses filles en 2002 ou 2003 et elle nous a dit, à Edo et à moi, lors de notre rencontre de Barcelone, qu'il avait quitté la France pour l'Espagne tout suite après notre arrestation à Avignon et qu'elles et leur mère l'ont rejoint en Espagne quelques mois après... En 1974, Edo nous avait fait savoir qu'il l'avait rencontré à Barcelone, après la libération du banquier. Inocencio était en contact avec le groupe d'Edo, de France, il leur portait depuis plusieurs années de la propagande. Martínez est parti se cacher en Espagne, non pas pour fuir les polices françaises ou espagnoles mais pour se cacher des libertaires. Après, nous n'avons eu des nouvelles sur lui que lors de la rencontre avec ses filles.

**Q :** La petite fille de Martínez à la recherche du « passé anarchiste » de son grand père vous aurait rencontré par hasard ?

**Octavio :** En effet, la rencontre avec les filles de Martínez en 2002 ou 2003 a été possible, car la petite-fille de Martínez, étudiante d'histoire à l'université autonome de Barcelone, cherchant des informations sur les GARI pour faire sa thèse, s'est présentée à la librairie de la CNT (qui n'était plus affiliée à cette organisation) à Barcelone et elle a rencontré par hasard Luis Andrés, qui lui a demandé pourquoi elle voulait faire son travail sur les GARI. Elle lui a dit que son grand-père, décédé, était anarchiste et qu'il avait été lié aux GARI. Luis lui a demandé le nom... et quand il a su qu'il s'agissait d'Inocencio, il lui a dit qu'elle revienne quelques jours plus tard avec sa mère et qu'elles pourraient me rencontrer. Donc elles sont venues chez Luis et, après qu'elles nous eurent annoncé la mort d'Inocencio par suite de problèmes respiratoires, je lui ai promis de l'aider à faire sa thèse sur les GARI sans rien lui dire sur son grand-père. Mais j'ai parlé à part avec sa mère et je lui ai dit qui était son père, mais que je n'avais pas voulu le dire devant sa fille qui semblait croire que son grand-père avait été un anarchiste.

La fille d'Inocencio est restée très affectée et m'a dit qu'elle allait en parler avec sa sœur pour éclaircir l'histoire... L'autre fille d'Inocencio est venue me voir à Paris et, en se remémorant certains faits, elle a commencé à se rendre à l'évidence... que son père nous avait trahis... pour de l'argent, car peu après son installation à Mollet del Vallès, près de Barcelone, il avait acheté un bar et il l'avait justifié en leur disant que c'était la Banque de Bilbao qui lui avait fait un prêt !!! Elles ont été encore plus loin pour savoir la vérité. Sans lui dire qu'elles cherchaient à savoir la vérité, elles ont rencontré à Madrid le flic (on peut lire son nom dans le bouquin (10) du journaliste espagnol Carlos Fonseca) qui était celui qui le faisait travailler comme mouchard et il leur a expliqué qu'Inocencio s'était offert pour informer la police sur nos activités et qu'il lui avait donné de l'argent et un pistolet. C'était le pistolet qu'Inocencio avait en Espagne et qu'elles avaient vu.

**Q :** Après les arrestations de Madrid et notamment celles de 1968 en Belgique et de 1970 à Paris, des compagnons de la FILJ comme Salvador Gurucharri, Tomás Ibáñez, Alicia Mur et d'autres en étaient arrivés, en se basant sur des faits précis, à affirmer que Martínez était un collaborateur de la police espagnole. Est-ce que toi et Edo et d'autres avez été informés par ces compagnons que Martínez était un confident et un infiltré ? Si c'est le cas pourquoi ne pas en avoir tenu compte ? Toi et Edo vous aviez une confiance absolue envers Martínez ?

**Octavio :** Jamais, jusqu'à notre arrestation en 1974, on ne nous a fait part de telles convictions. Je vous rappelle qu'en 1973 il continuait à amener de la propagande de la FIJL de Perpignan à Barcelone. Nous n'avions pas une confiance absolue en Mar-

ténez, car il venait de l'émigration économique, mais nous ne pouvions pas douter par principe. La situation ne permettait pas de se poser trop de questions à ce sujet, sauf si c'était pour tout arrêter et rester chez soi.

**Q :** Martínez est-il un flic infiltré ou un militant « coincé » par la police ?

**Octavio :** Entre nous il n'y a pas un vrai consensus à ce sujet. Mais tout porte à croire qu'il a été ou bien coincé par la police ou qu'il l'a fait pour de l'argent. À ce sujet, on peut lire dans le livre de Carlos Fonseca la version qu'il a obtenue d'un ancien commissaire de la police franquiste qui, à l'époque de l'arrestation et de l'exécution de Granados et Delgado, était dans l'équipe de protection de Franco. Selon ce commissaire, Martínez avait offert, par une lettre envoyée depuis Alès, au ministère de l'Intérieur franquiste sa collaboration avant même que Granados parte en Espagne... Mais nous ne savons pas si ce commissaire donne cette version pour couvrir un autre collaborateur, Jacinto Guerrero Lucas, qui était alors membre de la FIJL et qui a été à l'origine du voyage à Madrid de Joaquín Delgado pour rencontrer Granados. En 1985, Guerrero Lucas est réapparu publiquement comme assesseur au ministère de l'Intérieur espagnol pour la guerre sale menée par le GAL. En 1963, Guerrero Lucas était déjà un informateur de la police et, pour moi, c'est lui qui a provoqué l'arrestation de Delgado et Granados.

**Q :** Ce n'est qu'après les arrestations de 1974 que Luis Andrés Edo reconnaît qu'Inocencio Martínez est un indicateur de police. Il le confirme dans un article paru en décembre 2005 dans *Solidaridad Obrera* (11) dans lequel il affirme qu'il est responsable de l'arrestation de Delgado et Granados, et en 2006 dans *La CNT en la encrucijada* (12) il l'accuse d'être à l'origine des arrestations de Madrid en 1966. Est-il responsable d'autres arrestations (13) ?

**Octavio :** Nous en avons parlé avec Edo, mais nous n'avons pas eu la preuve que Martínez soit le responsable des arrestations de Delgado et Granados. Et même Edo, qui est tombé avec Alicia Mur et trois autres personnes dans l'échec de l'enlèvement prévu à Madrid en 1966, où tout le groupe avait été arrêté sauf Inocencio Martínez, n'avait pas cru à l'époque à sa responsabilité. Bien que maintenant, avec le recul, on peut le penser... C'est une des possibilités. Mais, il y a le doute et on se demande si ce n'est pas à ce moment-là que la police franquiste l'a coincé, car il était prévu qu'il rentre en France le jour avant les arrestations. Il y a un autre fait : en 1968, j'ai été arrêté à Bruxelles en possession d'une arme quand nous étions en train de préparer l'enlèvement de l'ambassadeur d'Espagne près la Communauté européenne, Alberto Ullastres ; là aussi Martínez a réussi, une nouvelle fois, à ne pas être arrêté et à fuir. Mais ce n'est qu'après les arrestations de mai 1974, que nous avons eu la certitude que c'était un collaborateur.

## Sur la conférence de presse à Barcelone

Pour orienter l'enquête policière sur la piste espagnole, la coordination avait accepté que l'enlèvement de Baltasar Suarez soit revendiqué en Espagne. C'est le réseau « Primero de Mayo » qui s'en chargea. Le rapt est revendiqué à l'AFP de Madrid et notamment lors d'une conférence de presse à Barcelone au nom des GARI, par un groupe qui souhaite la reconstruction du mouvement anarcho-syndicalisme en Espagne. Cette orientation politique donnée aux GARI sera reprise par l'ensemble des médias. Ce fait sera mal vécu, autant par les membres du MIL incarcérés que par divers groupes des GARI qui y verront une manipulation, une utilisation, une tentative de récupération et un détournement de leur lutte. Mais il faut relativiser cette colère, car, lors des diverses assemblées de la coordination, il n'a jamais été exigé que tous les textes ou prises de paroles signés GARI soient soumis avant diffusion à toutes les composantes de la coordination. La proximité politique entre la plupart des groupes avait de fait créé une certaine confiance. Les vieux briscards du réseau « Primero de Mayo » ont su profiter de cette erreur de jeunesse et contourner l'obstacle pour y placer leur programme.

**Q :** Pour en venir à cette conférence de presse qui s'est tenue le 7 mai 1974 à Barcelone, le groupe d'Edo ne se revendique pas des GARI. Il se présente comme membre d'un « noyau libertaire qui travaille pour la reconstruction du mouvement anarcho-syndicaliste. Nous avons l'engagement de nos responsabilités, pour expliquer et revendiquer le rapt réalisé par les GARI ». Cette conférence a été répercutée par la presse bourgeoise en Europe et a donné une coloration anarcho-syndicaliste aux GARI. C'est étonnant, car la majorité des courants qui ont formé les GARI étaient sur des positions critiques vis-à-vis des bureaucraties syndicales (CNT ou autres) ou opposés au syndicalisme.

**Octavio :** Le ou les GARI n'était qu'un sigle (en plus, c'est moi qui l'ai proposé peu de temps avant l'enlèvement du banquier) pour revendiquer l'action. Après notre arrestation en mai 1974, certains camarades ont continué à l'utiliser et même, après, à le dissoudre ! On a été d'accord au sein des GARI pour que l'action soit revendiquée à Barcelone par le *groupe* d'Edo pour des raisons tactiques et tous savaient que ce *groupe*-là était formé par des militants proches de la FIJL et de la CNT, et que cette *coloration* pouvait être efficace pour orienter dans une autre direction les recherches policières que celles des groupes autonomes français.

**Q :** Est-ce que les membres des GARI savaient comment allait se dérouler cette conférence de presse ? Avaient-ils pris connaissance et débattu du texte du « Comité Libertario Anti-represivo » ? Étais-tu toi-même au courant de ce texte qu'Edo a rendu public ?

**Octavio :** Nous savions seulement qu'ils allaient la faire à Barcelone au nom de ce *groupe* et dans ces moments-là on n'a pas le temps de débattre beaucoup, on se met d'accord sur les grandes lignes. C'est tout ! Je n'étais pas au courant du texte, pour moi l'important à ce moment-là c'était que l'action puisse être revendiquée à Barcelone. Ce qui me préoccupait beaucoup, c'était la réussite de l'action : la solidarité pour les emprisonnés ! Et même aujourd'hui je crois que c'est cela l'important : que des militants de « tendances » différentes se soient mis d'accord pour faire une action de solidarité envers d'autres militants sans nécessairement partager le même sens de la lutte.

**Q :** Au sein des GARI, il n'y avait donc pas de tendance anarcho-syndicaliste ? Comment toi par exemple tu te définissais ? et Edo ?

**Octavio :** Parler d'une tendance anarcho-syndicaliste dans les GARI, c'est du délire pur. Tant Edo, qui revendiqua l'enlèvement à Barcelone, que moi, nous étions très mal vus par les bureaucraties syndicales de la CNT. Nous avons réagi exclusivement par solidarité et à aucun moment nous avons pensé faire du GARI un groupe ou un mouvement. À ce moment-là, ce qui nous préoccupait c'était la solidarité ! On était, plus que des groupes autonomes, des individualités autonomes. Lorsqu'ils sont venus me chercher pour organiser une « action de solidarité », j'étais assigné à résidence en Belgique et la solidarité visait les persécutés et pas seulement le MIL. Chacun se définissait plus ou moins libertaire ou antiautoritaire, mais pas lié à une organisation. Edo se définissait comme anarcho-syndicaliste, mais il a agi par solidarité. Mais c'est vrai que l'objectif du groupe Edo était de dénoncer la répression franquiste et dans le même temps de démontrer que l'anarcho-syndicalisme était présent en Espagne.

### **L'après Suarez**

**Q :** Après votre arrestation en mai 1974, étais-tu au courant de la série d'attentats qui devaient avoir lieu en juillet ? Qu'elle était ta (votre) position ? Comment as-tu vécu les choses ?

**Octavio :** Oui j'en avais été informé, et nous avons décidé d'en laisser l'opportunité aux copains qui n'avaient pas été repérés. Mais nous n'étions pas d'accord pour que le sigle GARI soit utilisé.

**Q :** En février 1975, tu es mis en liberté provisoire, pourquoi n'es-tu pas expulsé de France comme en avril 1974 ?

**Octavio :** C'est simple : j'étais accusé d'avoir commis un délit grave en France et donc ils voulaient me (nous) juger en France. C'est seulement après notre jugement en 1981 et la victoire de Mitterrand que j'ai pu obtenir (grâce à l'intervention de

Régis Debray (14) auprès de Gaston Deferre, ministre de l'Intérieur) que mon arrêté d'expulsion soit levé et que je puisse avoir des papiers normaux pour sortir de France et voyager, puisque Franco était mort depuis 1975 et que j'étais amnistié en Espagne (loi d'amnistie d'octobre 1977).

**Q :** Ton activité politique a toujours été clandestine ? Est-ce que ton regard est tourné seulement vers l'Espagne ?

**Octavio :** Mon activité politique a été à certains moments clandestine et à d'autres moments ouverte... L'activité que j'ai menée a dépendu des conditions politiques générales du pays où je me trouvais et de la lutte pour laquelle je me suis engagé. Par exemple : au Mexique, dans les années 1956-1959, j'ai eu une activité légale (avec les anarchistes mexicains du journal *Regeneración*, comme au sein des mouvements étudiants et avec les Cubains qui dénonçaient la dictature de Batista) et aussi illégale (actions d'aide aux guérilleros cubains, guatémaltèques, etc.). J'ai été toujours engagé dans la lutte contre la dictature franquiste, mais j'ai été toujours solidaire de tous ceux qui luttaiient contre les dictatures et le système capitaliste. À partir de la mort de Franco, et jusqu'à notre jugement en cour d'assises en 1981, je me suis contenté d'aider mes camarades à la reconstitution du mouvement libertaire en Espagne, mais j'ai participé à certaines des activités des mouvements anarchistes français, anglais, italien, etc., et aussi aux activités de solidarité avec les Latino-Américains qui luttaiient contre des dictatures (Argentine, Chili, Uruguay, Brésil, Bolivie, Cuba, etc.). À partir de 1990 et pendant plus de dix ans, j'ai été un des animateurs de l'émission *Tribune latino-américaine* sur les ondes de *Radio Libertaire* à Paris.

**Q :** Nous sommes en 2009, mènes-tu toujours des combats ?

**Octavio :** Depuis longtemps, je collabore activement avec les camarades libertaires latino-américains et, en particulier, avec les camarades cubains du Mouvement Libertaire Cubain. Avec d'autres camarades français et espagnols, nous avons créé le Groupe d'aide aux libertaires et syndicalistes indépendants à Cuba (GALSIC) et nous publions le bulletin *Cuba libertaria*. Depuis 1995, avec plusieurs camarades espagnols, nous avons organisé des campagnes pour la réhabilitation de nos camarades Joaquín Delgado et Francisco Granados exécutés en 1963 et je viens de sortir un bouquin *Miedo a la Memoria* (15) sur le processus de récupération de la mémoire historique en Espagne ; car nous continuons à dénoncer la Loi approuvée en 2007 en Espagne pour *réhabiliter* les victimes de la répression franquiste. Tout ceci m'oblige à donner des *charlas* (conférences) et à écrire des articles, etc. Je participe aussi à l'Université Populaire à Perpignan et aux activités des libertaires perpignanais et des camarades de la CNT de ce département.

## Notes

(1) Ferrer y Guardia Francisco (1859-1909). Libre penseur, militant et pédagogue libertaire. À Barcelone en 1901, il ouvre « *L'Escuela Moderna* », une école laïque et rationaliste libérée de l'emprise de l'Église, de l'État, des dogmes et des superstitions. Il crée une maison d'édition qui publie des ouvrages sur la pensée scientifique et la philosophie moderne ainsi que des journaux et revues. Rendu « responsable » d'une insurrection à Barcelone, il est arrêté le 31 août 1909. Il est jugé le 9 octobre 1909 par un tribunal militaire qui le condamne à mort, après une parodie de procès. Le 13 octobre il est fusillé dans les fossés de Montjuich, malgré les protestations qui affluent du monde entier.

(2) À Mexico le 1<sup>er</sup> mai 1967, José Alberola Navarro est découvert dans son appartement, attaché à une chaise et étranglé. Des voisins déclarèrent qu'ils avaient vu sortir un groupe de quatre hommes. Des militants de la FIJL soupçonneront la police franquiste, à la recherche d'informations, d'être à l'origine de cet acte. Jusqu'à aujourd'hui les auteurs ou commanditaires de cet assassinat sont restés inconnus.

(3) Le plus connu des frères Sabaté Llopart est Francisco (1915-1960), dit « El Quico », né à L'Hospitalet de Llobregat, près de Barcelone. Membre de la Federación anarquista ibérica (FAI), il combat sur le front d'Aragon dans la colonne Los Aguiluchos (les aiglons) pour tenter de stopper l'avancée des troupes fascistes. En 1939, comme des milliers de combattants espagnols, il se réfugie en France où il connaît les camps de concentration. Il rejoint la résistance contre l'occupant nazi. Dès 1945, à partir de la France, avec d'autres compagnons membres du Mouvement Libertaire Espagnol, il mène un combat de propagande et de guérilla contre la dictature franquiste. Le 5 janvier 1960, il est abattu près de Barcelone à San Celoni par la Guardia civil. À 39 ans, son frère José est blessé mortellement au cours d'un affrontement armé à Barcelone, le 17 octobre 1949. Son autre frère, Manuel, est condamné à mort à 23 ans et fusillé à Barcelone au Campo de la Bota le 24 février 1950.

(4) Marcelino Boticario Sierra (1921 – 2007), membre du MLE (Mouvement libertaire espagnole). En 1960 il était le secrétaire de la Fédération Locale CNT réunifiée de Toulouse et le secrétaire de la commission de relations de la FIJL. Il était partisan de l'action directe et soutenait le projet de Défense intérieure (DI), participant à sa première réunion en mars 1962. En 1963 il était assigné à résidence à Toulouse par décision de justice. En 1965, il adhérait à la tendance qui allait regrouper autour du journal *Frente Libertario* (1969-1977) les opposants à la direction de la CNT en exil. Marcelino est décédé à Toulouse.

(5) *Le Monde*, 21-22 avril 1974.

(6) Germinal Clément Pérez, fils de réfugiés espagnols membres de la CNT, militant libertaire, s'est suicidé le 27 février 1983.

(7) En 2010, dans leur ouvrage *Insurgencia, las juventudes libertarias en lucha contra el franquismo*, les auteurs Salvador Gurucharri et Tomás Ibáñez écrivent que c'est dès 1960 que Martínez fréquente les milieux libertaires.

(8) Vicente Martí (1926-2006) est né à Madrid d'un père militant anarchiste. En 1948, il fuit la dictature franquiste en compagnie de sa famille et rejoint son père en France à Avignon. C'est

dans les milieux de l'exil libertaire espagnol qu'il s'est formé à l'anarchisme. Au début des années 1960, membre de la FIJL, il participe à des actions clandestines contre le régime franquiste : maquillage de véhicules pour transport d'armes ou journaux, actions explosives contre les intérêts touristiques de l'Espagne. Son engagement n'a pas été exclusivement tourné vers l'Espagne. Sur ses lieux de travail (ouvrier tourneur), il a été un syndicaliste actif. Entre 1961 et 1976, Vicente a participé activement à l'organisation de campings libertaires dans diverses régions du sud de la France. Il a raconté ses souvenirs dans un livre intitulé *La Saveur des patates douces*, éditions Atelier de création libertaire, 1998.

(9) *L'Anarchisme espagnol, action révolutionnaire internationale 1961-1975*, Octavio Alberola et Ariane Gransac, éditions Christian Bourgois, 1976.

(10) *Le Garrot pour deux innocents, l'affaire Delgado-Granados*, Carlos Fonseca. Traduit en français et édité par les éditions de la CNT de la rue des Vignoles en 2003. Lire dans l'annexe page 247 des extraits de ce livre sur ce sujet.

(11) Journal d'une des CNT espagnole.

(12) *La CNT en la encrucijada – Aventuras de un heterodoxo*, Luis Andrés Edo, ediciones Flor del viento, Barcelone, 2006.

(13) Après divers recoupements (livres, entretiens, nous pouvons confirmer qu'Inocencio Martínez, né en Espagne en 1923, est soupçonné ou responsable dans les arrestations suivantes : soupçonné dans celle d'Antonio Borrego, accusé de l'attentat du 12 décembre 1962 contre la maison du gouverneur militaire de Valencia et condamné à 20 ans de prison et dans celles de Joaquín Delgado et Francisco Granados à Madrid en juillet 1963 (garrottés en août 1963).

Responsable :

– dans celles, en Espagne en octobre 1966, de Luis Andrés Edo, Alfredo Herrera, Alicia Mur, Antonio Cañete Rodriguez et Jesús Andrés Rodriguez Piney, membres de la FILJ (l'organisation envisageait l'enlèvement de personnalités américaines, dont celle du commandant en chef des forces américaines en Espagne). En juillet 1967 à Madrid, le TOP condamnait pour détention d'armes Luis Andrés Edo à neuf ans et six mois de prison, Alicia Mur à trois ans et six mois, Antonio Cañete Rodriguez et Jesús Andrés Rodriguez Piney à trois ans et trois mois, et Alfredo Herrera à trois mois.

– dans celles, à Bruxelles, d'Octavio Alberola et Ariane Gransac le 8 février 1968, alors que se préparait l'enlèvement d'Alberto Ullastres, ambassadeur d'Espagne auprès de la Communauté européenne. Fin avril, Octavio Alberola est condamné pour entrée illégale en Belgique et port d'arme à un mois de prison et un mois avec sursis et fait l'objet d'un arrêté d'expulsion. Arrêté qui va prolonger son séjour en prison jusqu'au 8 juillet.

– dans celles, à Paris, de Juan García Macareno, José Cabal Riera et José Cañizares Varela le 3 mars 1970, qui s'apprêtaient à enlever Emilio Garrigues, ambassadeur d'Espagne auprès de l'UNESCO. Les trois, membre d'un collectif anarchiste de Madrid et réfugiés en France, seront incarcérés pendant quelques mois.

– dans celle, à Paris, d'Octavio Alberola en avril 1974, et celles de mai 1974 à la suite de la libération du banquier Suarez.

– dans celles, à Barcelone, de Luis Andrés Edo, Luis Burro Molina, Juan Ferran Serafini et David Urbano Bermudez en juin 1974 ; tous les quatre membres du Comité Libertario Anti-represivo, qui a tenu la conférence de presse clandestine du 7 mai à Barcelone (revendiquant l'enlèvement de Suarez).

(14) Debray Régis, en 1965, membre de l'Union des Étudiants Communistes, il rejoint la guérilla en Bolivie. Il est incarcéré de 1967 à 1971. De retour en France en 1973, il va rejoindre la gauche républicaine. Auteur de nombreux ouvrages.

(15) *Miedo a la Memoria, historia de la ley de reconciliación y concordia*, Octavio Alberola Surinach et Felix Villagrasa, ediciones Flor del viento, Barcelona, 2008.

## **Annexe**

Dans cette annexe vous trouverez l'article « Affaire Suarez : Des barbouzes dans le commando » extrait du journal *Libération* du 28 mai 1974. À la suite de cet article, divers textes ou lettres seront envoyés au journal. *Libération* ne publiera rien. Nous en avons sélectionné deux : le « Communiqué envoyé au journal *Libération* » signé des GARI qui sera publié dans la brochure *L'État et la révolution* (tome 3, Dublin, 1974) et « Il faut hurler avec les loups » signé RAT qui paraîtra en juin 1974 dans le mensuel *Le Journal* et dans la brochure *M. Suarez votre (argent) enlèvement nous intéressent !!*

Sur la collaboration d'Inocencio Martínez avec la police espagnole, nous reproduisons des extraits du livre de Carlos Fonseca, *Le Garrot pour deux innocents, l'affaire Delgado-Granados*.

---

### **Affaire Suarez : Des barbouzes dans le commando**

Le 3 mai dernier, le directeur de la Banque de Bilbao à Paris était enlevé à son domicile par trois hommes masqués et armés. Dix-neuf jours après, Baltasar Suarez, le directeur, était relâché dans le Bois de Vincennes après qu'une rançon a été versée au groupe ayant revendiqué l'enlèvement, le GARI (Groupe d'Action Révolutionnaire Internationaliste). Le jour même de la libération, des arrestations étaient effectuées par la police. À ce jour, neuf personnes ont été écrouées par le juge d'instruction Alain Bernard après avoir été inculpées de recel qualifié.

Mais derrière cette affaire se profile le spectre de l'infiltration des policiers ou autres barbouzes dans le groupe anarchiste. Et aujourd'hui nous sommes à même de donner quelques détails sur ces infiltrations. Plus, nous donnerons prochainement d'autres informations.

#### L'internationale des barbouzes

Dans ses numéros des 22 et 23 janvier, *Libération* dénonçait les activités d'une agence de barbouzes qui recrutait à Alicante et à Zurich, sous la direction du docteur Gerhard Harmut von Schubert. Ce dernier est une figure bien connue du monde du renseignement : ancien spécialiste du ministère nazi de la propagande du docteur Goebbels, devenu après la guerre l'adjoint du professeur Johannes von Leers, alias Omar Amin von Leers, qui sévit en Argentine, puis après la chute de Perón, en Égypte et en Irak, le docteur von Schubert est un expert de la guerre secrète. Las de jouer les mercenaires, notre homme décide de se mettre à son compte et fonde à Alicante, en Espagne, le *Paladin Group*, une phalange barbouzarde qui regroupe des spécialistes parfaitement qualifiés dans de nombreux domaines et prêts à exécuter n'importe quelle mission, sans limites géographiques mais moyennant une substantielle rétribution. Les clients successifs du groupe Paladin ont été, entre autres, le colonel Agamemnon, de la KYP, les services spéciaux de la Grèce, le groupe industriel britannique Cadbury's, le trust ouest-allemand Rheinmetall et le gouvernement sud-vietnamien. Fort des succès rencontrés, le docteur von Schubert signe un contrat avec les services espagnols, contrat portant sur la *récupération* des chefs et militants basques réfugiés à l'étranger. Immédia-

tement – nous sommes en janvier 1974 – le *Docteur Miracle* se met au travail et recrute des groupes d'action. Deux axes de tir : l'infiltration des groupes antifranquistes et la neutralisation de leurs éléments les plus durs. Neutralisation, c'est-à-dire enlèvement, mise à l'ombre ou élimination physique pure et simple.

Un réseau bien structuré

Les bases d'action de von Schubert sont nombreuses : Bruxelles, 33 rue du Congrès ; Genève, 81 avenue Louis Casai ; Zurich, Rennweg 42/44 ; Londres, 119 Oxford Street et bien sûr Paris, dans des bureaux loués 15 avenue Victor-Hugo. Le camouflage du groupe ? Une société spécialisée dans le commerce des armes, la Woridarmaco, dont le PDG est évidemment von Schubert. Le recrutement est aisé par ces temps difficiles pour mercenaires et barbouzes, il suffit d'offrir un salaire de base de 6 000 F plus les primes. Et les primes dans ce métier...

Cette fois-ci, le style a changé et les jeunes gens chevelus sont les bienvenus. Certes, on ne leur confiera aucune mission *action* mais on les spécialisera dans l'infiltration et le renseignement. Les hommes de von Schubert ne dépendent que de lui et travaillent sur le système de la troïka qui est un classique, un classique qui a fait ses preuves. Pas de fuite possible, les renseignements remontent la pyramide et au sommet, c'est le *Docteur Miracle* qui les négocie avec le gouvernement espagnol. Celui-ci n'a plus qu'à les transmettre, officieusement mais efficacement, aux services français qui interviennent à point nommé et recueillent une gloire facile.

Et toujours la Porsche blanche !

Il est curieux de constater que dans les jours qui ont précédé l'arrestation à Clichy (Seine-Saint-Denis) d'Anne et Lucio Urtubia Jimenez, deux frères comparses de l'enlèvement du banquier, une Porsche blanche 911, immatriculée dans le canton du Tessin, en Suisse, stationnait des heures à proximité du domicile du Basque et de son épouse. Nous avons déjà signalé ce véhicule, dans notre numéro du 13 janvier 1974, comme étant celui d'un agent recruteur de von Schubert, Paolo Barzel, ex-terroriste au Tyrol du Sud. Curieux, non ?

Tout est bizarre, la présence à Avignon de Jean-Vincent Martini, un Belge de 32 ans, figure bien connue des milieux mercenaires et barbouzes de Bruxelles et de Vienne. Martini, qui circule à bord d'un crabe Mercedes immatriculé en Italie, à Gènes plus exactement, a passé plus de douze jours dans la région avignonnaise en compagnie de deux jeunes gens et d'une jeune femme non identifiés. Or, Martini est un homme de von Schubert. Assez curieux, n'est-ce pas ?

Si les principaux auteurs de ce rapt combien bizarre sont encore en liberté, ce n'est peut-être pas pour rien. Les hommes du groupe Paladin sont rompus à tous les types de provocation et ne font pas la fine bouche sur le choix des moyens, encore moins maintenant, appuyés comme ils le sont par le vieillard sanglant de Madrid. Vendredi dernier, à Paris, à deux pas des Invalides, un homme d'une trentaine d'années, veston de bonne coupe, moustache et collier de barbe, proposait des Thompson à un groupe de jeunes gens. Proposait ou plutôt bradait, car les prix étaient dérisoires et la livraison immédiate. Circulant dans une BMW 2800 gris

métallisé, immatriculée en Suisse avec une plaque touristique, il s'agissait d'Hannut Bragard, un militant allemand d'extrême droite, recyclé au sein du groupe Paladin et employé par la Woridarmaco. Pour quels *combats*, pour quelles provocations ?

PC\* (*Libération* du 28 mai 1974)

#### Note des auteurs

\*PC : alias Patrice Chairoff mais de son vrai nom Yvan Calzi. Politiquement, il vient de l'extrême droite, journaliste pendant quelques temps au journal *Libération*. Le contenu de son article n'a jamais été étayé ou relayé par la suite et pour cause. À partir de 1975, il est l'auteur de divers ouvrages ayant pour thèmes les barbouzes, les milieux d'extrême droite et leurs liens.

---

#### Communiqué envoyé au journal *Libération* (30 mai)

Le GARI, pour faire suite à l'article paru dans *Libération* du 28 mai prouvant l'infiltration de *Barbouzes* dans le groupe qui enlevait Suarez, demande à avoir le droit de réponse afin de démentir l'imagination débordante de certains journalistes qui auraient, à notre avis, tout aussi bien leur place dans *Le Parisien Libéré* avec le public qui leur convient.

Tout d'abord nous voulons rappeler que, dès les premiers jours du rapt du banquier espagnol et pendant toute la durée de sa détention, nous avons envoyé à *Libération* ainsi qu'à l'ensemble de la presse des déclarations expliquant clairement nos positions politiques et notre but.

Que la *Presse bourgeoise* ait fait un blocus total sur ces informations pour se livrer à des élucubrations visant à déformer le sens de notre action n'a rien d'étonnant. Elle a comme d'habitude joué son rôle, comme on a pu le constater à nouveau lors des récentes arrestations, et repris intégralement la propagande policière. *Libération* a bien reçu tous nos textes et n'en a passé aucun.

Pour quelle raison ?

Nous demandons par conséquent à ceux qui ont bloqué tout soutien à notre action, s'ils en ont l'honnêteté, de répondre de leur attitude devant les lecteurs du journal, nos buts politiques étant parfaitement clairs (et même la presse bourgeoise a été obligée de le reconnaître).

Est-ce ainsi que *Libération* (ou ceux qui en détiennent les rênes) entend apporter son soutien aux militants du MIL emprisonnés en Espagne qui, jusqu'avant notre intervention, risquaient encore la peine de mort ?

Votre silence total est identique à celui que vous aviez avant l'exécution de Puig Antich, alors que vous refusiez déjà de passer les communiqués du MIL.

C'est sans doute ce que vous appelez « Tout faire pour sauver Puig Antich avant qu'il ne soit trop tard. »

Puig Antich n'a eu droit à la première page de votre journal que le jour de son exécution. C'est une belle consolation et on peut juger, dans la pratique, de votre sens de la solidarité.

Quant aux preuves de la *prétendue* infiltration du GARI par des *barbouzes anciens nazis*, elles ne sont pas, loin s'en faut, évidentes ! Nous n'y porterions aucun intérêt si elles ne venaient s'ajouter au blocus systématique de nos informations au sein de votre journal. Ce

n'est sans doute pas la meilleure façon de lutter contre la collaboration des polices françaises et espagnoles, et contre *la chasse aux sorcières* déclenchée par Ottavioli, que de publier une information aussi grave, sans preuves réelles, et d'empêcher une organisation en lutte de s'exprimer. La police française a appliqué la technique systématique de filature de tous les militants espagnols connus, aidés par les indications de la police de Madrid, espérant remonter au lieu de séquestration du banquier.

La vague d'arrestations succédant à la libération de Suarez avait pour but de faire croire à un succès de l'enquête et à l'efficacité des filatures. *La chasse aux sorcières* déclenchée par Ottavioli ne fait que commencer et de nombreux suspects seront sûrement arrêtés, permettant sans doute d'emprisonner des militants révolutionnaires gênants et de faire n'importe quelle perquisition. L'occasion est trop belle et aujourd'hui être révolutionnaire est déjà un délit, voire une preuve de culpabilité.

À celui qui a signé cet article délirant, nous conseillons d'écrire des romans d'espionnage ou bien d'enquêter sérieusement sur les informations qu'il passe, avant de publier n'importe quelle saloperie.

Nous ne pouvons pas le rencontrer personnellement dans l'état actuel des choses, mais il faut qu'il sache, ainsi que ceux qui se réfèrent à son article, que ceux qui luttent au sein des GARI n'aiment pas se faire traiter de *barbouzes* par des journalistes foireux en quête de sensationnel !

Nous demandons à la direction du journal, si elle en a l'honnêteté, de faire publier intégralement notre communiqué en bonne place et de répondre devant ses lecteurs de sa légèreté concernant certaines informations et de la censure exercée sur nos précédents communiqués.

**GARI**

Suarez : n° de permis de conduire 1120374

---

## **Il faut hurler avec les loups**

(Izvestias de Cronstadt, 14 mars 1921)

Félicitation, camarades.

Comme le disait *Libération* du 24 mai : « Il est de notre devoir d'apporter notre soutien aux militants inculpés du rapt de Suarez ainsi qu'à ceux qui sont encore en fuite. » L'enlèvement de Suarez pose solidement et concrètement le problème de la lutte contre la classe dirigeante de notre pays, en soulignant que le capital, pas plus que le fascisme, ne connaît de frontières.

Oui, camarades, une ligne claire est tracée entre ceux qui soutiennent l'État et ceux qui l'attaquent. C'est donc avec intérêt que nous avons vu comment se manifestait votre solidarité : deux entrefilets, et le 29 mai un premier article conséquent. Une semaine après l'inculpation de 10 personnes, parmi lesquelles des militants anarchistes connus, *Libération* découvrait le pot aux roses :

Mais c'est bien sûr... « Des barbouzes dans le commando » !

Élémentaire, my dear Watson... Si vous aimez frissonner à la lecture des échecs sanglants de l'IRA, du FPLP ou des Tupamaros, vous ne perdez pas de vue qu'il s'agit d'organisations authentiquement révolutionnaires, et donc en aucun cas pénétrées par la moindre barbouze. Par contre, quand l'affrontement déborde dans votre propre jardin, vous comprenez immédiatement que l'ennemi, comme le dit Jacques Nobécourt (*Le Monde* du 30 mai), c'est *l'anarchisme fasciste*.

Oui, camarades, comme vous dites, « tout est bizarre » dans votre article du 29 mai. Chapeau pour l'enquête, qui prouve au moins que vous avez pénétré avec aisance les cercles les plus secrets de la hiérarchie fasciste internationale. Votre connaissance intime des négociations engagées par le gouvernement franquiste donne tout son poids à votre affirmation que Lucio Urtubia Jimenez est « un frêle comparse de l'enlèvement » – un bon point pour les flics, ils ont visé juste. De même, votre (?) enquêteur a vu qu'une Porsche blanche fasciste rôdait longuement autour du repaire des Urtubia Jimenez – à moins que le conducteur ne lui ait fait son rapport ? Assez curieux, n'est-ce pas ?

Si les principaux auteurs de cet article combien bizarre sont encore en liberté, ce n'est peut-être pas pour rien. Le jour même où vos colonnes publiaient cette merde digne des plus beaux délires de *L'Humanité*-Guépéou sur les gauchistes-Marcellin, hitléro-trotskistes et autres chimères, la police dévoilait qu'elle interrogeait depuis 48 heures celui qui devenait le maillon suivant de la chaîne...

Votre entreprise de délation policière vient à point pour isoler les révolutionnaires que traque désormais le pouvoir. Les milieux libertaires sauront juger à sa juste valeur votre prise de position à l'heure où ils sont une fois de plus exposés à la répression. Un journal qui a soutenu inconditionnellement les plus beaux fiascos de la soi-disant Nouvelle Résistance Populaire a trouvé qu'il valait mieux changer d'air...

Il y a un an qu'était lancé le grand cri : « Oui, un quotidien démocratique peut paraître ». Eh bien, c'est gagné : avec les autres roquets de la presse *démocratique*, *Libé* veut maintenant hurler avec les loups.

Il est vrai que les communiqués des ravisseurs de Suarez n'ont jamais prétendu *donner la parole au peuple*. Il y a là de quoi gêner ceux qui, à *Libération*, ont depuis longtemps pris le parti de prêter leur propre parole à un peuple aux mains rudes et à l'âme fruste, sorti droit de leur imagination. Il y a chez ces gens-là – qui ne sont pas nos camarades – une volonté trop évidente de pouvoir : quand la réalité ne colle pas au schéma qu'on veut lui fixer, on gomme, on déforme et, quand ça ne suffit plus, on se rabat sur la calomnie. Ici, la calomnie est signée *PC*. Tout un programme,

Groupe Autonome de Résistance à l'Intoxication.

(pcc : Comité de Défense des Inculpés de l'Affaire Suarez.)

---

**Concernant la collaboration d'Inocencio Martínez avec la police espagnole** dans le livre *Le Garrot pour deux innocents, l'affaire Delgado-Granados*, Editions CNT région parisienne, septembre 2003, l'auteur de l'ouvrage Carlos Fonseca écrit :

« ... Un important responsable de la police de l'époque, le commissaire Julián Oter del Valle, âgé de soixante-dix-huit ans et qui était, en 1963, le secrétaire particulier de Vicente Reguengo, le chef de la Social, donne une version différente des faits. Le 31 juillet 1963, jour de l'arrestation de Delgado et Granados, il se trouvait de service pour les vacances d'été du Caudillo à La Corogne et à Saint-Sébastien. Vers la fin du mois d'août, il quitte Saint-Sébastien pour Madrid afin de préparer un voyage en France, à Alès, où il doit retrouver un de ses mouchards dans les milieux libertaires, connu sous le nom de code de *Heredia*. Ce collaborateur lui a demandé par lettre un rendez-vous urgent après l'exécution des deux anarchistes, ce qui éveille les soupçons de ses supérieurs.

« Je contrôlais alors tout le réseau d'informateurs que la police avait dans les organisations antifascistes de l'exil. J'ai participé à une réunion à Madrid où étaient présents Carlos Arias Navarro, directeur général de la Sûreté, son sous-directeur, José de Diego López, le chef supérieur de la police de Madrid, le lieutenant-colonel de la garde civile Manuel González López, et le chef du service de renseignements, Eduardo Blanco, également lieutenant-colonel. Il s'agissait de savoir si je devais y aller ou non, vu qu'il y avait le risque que ce soit un piège et qu'ils essaient de me tuer pour venger l'exécution de leurs camarades. »

*Heredia* est le nom de code utilisé pour identifier Inocencio Martínez, l'ami et voisin de Francisco Granados à Alès, et la personne que sa femme alla trouver, en pleurs, pour lui annoncer l'arrestation de son mari. Selon le témoignage d'Oter del Valle, Inocencio avait offert, une année avant, de collaborer avec la Social, assurant qu'il disposait d'informations sur les milieux libertaires de l'exil.

« Malgré les doutes et les réticences qu'a suscités le rendez-vous, je me suis rendu en France et, lorsque je l'ai rencontré, il m'a demandé si j'avais reçu la lettre et pourquoi nous avions tant tardé à arrêter Granados, poursuit Oter del Valle. Moi, je n'avais pas reçu la lettre dont il me parlait, qui m'est parvenue beaucoup plus tard, dans laquelle il me prévenait du voyage imminent de Granados à Madrid pour participer à un attentat et où il me fournissait le numéro d'immatriculation de sa Renault *Frégate*. Sa délation n'a pas servi à leur arrestation, bien que lui ait pensé le contraire, et il craignait que son nom puisse filtrer et qu'il soit victime d'un attentat organisé par ses camarades. Je l'ai rassuré et lui ai remis un pistolet, et il a continué à collaborer avec nous pendant des années. Il n'a jamais connu ma véritable identité, seulement mon nom de code : *Orozco*. »

Julián Oter affirme de façon catégorique que : « les arrestations de Delgado et Granados ont été absolument accidentelles. On les a arrêtés, comme le disent les procès-verbaux, alors qu'ils ennuyaient des étrangères aux abords du Palacio de Oriente », bien qu'il reconnaisse ne pas être intervenu directement dans l'enquête.

Son collègue, le lieutenant-colonel Eduardo Blanco, chef du service de renseignements, affirme, en revanche, le contraire :

« Moi je n'ai pas participé directement à l'affaire Delgado-Granados, mais mon impression est que Guerrero Lucas a été impliqué dans leur arrestation. Tous deux ont laissé entendre dans leurs déclarations qu'ils avaient été vendus. »

Et Oter del Valle ajoute quelques renseignements supplémentaires sur Guerrero Lucas, le principal suspect aux yeux de ses camarades libertaires :

« Il a été mon collaborateur, mais pas à l'époque, seulement à son retour en Espagne à la fin des années 70. J'étais alors chef du commissariat de Mediodia et, là, un camarade me l'a présenté. Il s'est intéressé à mon passage à la Social et s'est offert à me mettre en contact avec des policiers français pour échanger des informations. Je m'y suis rendu à deux reprises avec lui pour m'entretenir avec des membres des Renseignements généraux, les services secrets français. Je lui ai aussi délivré un document dans lequel j'affirmais qu'il était mon collaborateur et demandais qu'au cas où il rencontrerait des problèmes avec un corps de police on se mette en contact avec moi. J'ai toujours eu le sentiment qu'il était plus un informateur des Français que le nôtre et, peu à peu, je l'ai laissé tomber. »

... Après l'exécution de Granados, il a été chargé de remettre à la femme de celui-ci l'argent recueilli pour lui venir en aide parmi les camarades de l'exil. À partir de ce moment-là, il a proposé de faire passer de la propagande des Jeunesses libertaires en Espagne et, en 1966, il est entré en contact avec Octavio Alberola Surinach.

« Cette année-là, il a assisté à l'assemblée des Jeunesses libertaires à Paris, il m'a dit qu'il était disposé à participer à des actions en Espagne et que nous pourrions compter sur lui, raconte Alberola Surinach. La même année, il a participé à la tentative d'enlèvement du chef militaire des forces américaines en Espagne, au cours de laquelle les camarades Luis Andrés Edo et Alicia Mur ont été arrêtés, alors que lui parvenait à s'échapper. L'année suivante, j'ai moi-même été arrêté quand nous étions en train de préparer l'enlèvement de l'ambassadeur d'Espagne près la Communauté européenne, Alberto Ullastres, et il a réussi, une nouvelle fois, à ne pas être arrêté et à fuir. Malgré toutes ces circonstances, je n'ai rien soupçonné jusqu'à ce que je sois arrêté de nouveau en 1974 après avoir passé plusieurs jours avec lui à préparer un autre enlèvement. C'est alors que j'ai découvert qu'il était un informateur et je l'ai dénoncé publiquement... »

## VI - PROPOS DE PROTAGONISTES AYANT PARTICIPÉ À CES ÉVÉNEMENTS

Dans ce chapitre le regard de trois protagonistes. Celui d'un ex-MIL et ceux de deux membres de la coordination.

Le premier, José Luis Pons Llobet dit Queso, son surnom au MIL. Il était incarcéré à la Modelo de Barcelone en compagnie d'Oriol Solé Sugranyes (Oriol), Santiago Soler Amigo (Santi) et Francisco Javier Garriga Paituvi (El Secretario) au moment de l'enlèvement du banquier à Paris. Les GARI en échange de Suarez exigeait leur libération ainsi que celle de Maria Angustias Mateos Fernández (Quesita) détenue à la Trinidad (prison des femmes). Il nous a accordé un entretien dans lequel nous revenons sur l'année 1974.

Le deuxième, Michel, revient lors d'une interview sur la période 1970/1980. Il était membre de l'un des groupes toulousain. Groupe qui avait choisi comme stratégie l'action armée, qui conduira certains de ses membres à la création en 1978 de l'organisation Action Directe, d'autres refusant ce schéma organisationnel, idéologique et comme seule forme de lutte.

Le troisième, Truk', est membre d'un autre groupe ; il revient sur son cheminement politique tout en le dépassant et approfondit la réflexion sur la mémoire qui réécrit l'histoire, sur les maux des mots... avec ce texte intitulé « Il n'y a pas de mots justes il y a juste des mots ».

---

### Interview de José Luis Pons Llobet (Queso), août 2012

**Question :** Après votre arrestation en septembre 1973, toi et Oriol vous avez été emprisonnés à Gérone, à Lerida. Quand êtes-vous arrivés à la Modelo ?

**Queso :** Nous arrivâmes à la Modelo fin octobre. Nous fûmes transférés de la prison de Lerida, où nous avons passé deux semaines pour comparaître devant le Tribunal militaire de Lerida, qui nous inculpa pour le hold-up de la Caisse d'Épargne de Bellver, ville faisant partie de la province de Lerida.

À Gérone, les autorités militaires nous inculpèrent pour insulte et résistance à force armée. Pourquoi à Gérone ? Parce que nous fûmes arrêtés et détenus par la Garde Civile dans la commune de Alp, province de Gérone.

À Barcelone, nous y avons été après la détention de Puig Antich, quand le Capitanat Général ordonna la jonction des affaires, l'instruction étant menée par le Tribunal militaire permanent n° 3 de Barcelone.

Nos déplacements furent donc dictés par les diverses juridictions territoriales, jusqu'à notre arrivée à la Modelo.

**Q :** Après la condamnation à mort et l'exécution de Puig Antich, est-ce que toi et Oriol vous pensiez subir la même peine ? Comment as-tu vécu cette période ?

**Queso :** Non, à aucun moment, parce que dans les faits qui nous étaient imputés on ne déplorait aucun mort ni blessé.

Je me souviens que nous avons durant cette période un excellent moral, Oriol et moi, très concentrés sur l'aspect politique et idéologique, et sur les possibilités d'évasion à partir de l'intérieur de la prison.

**Q :** En mai 1974, tu es détenu à la prison Modelo comme les trois autres (Santi, El Secretario, Oriol). Êtes-vous dans la même cellule, dans la même galerie ? Autrement, avez-vous des contacts lors de la promenade ou par d'autres moyens ?

**Queso :** En mai 74, à la Modelo, Oriol et moi étions détenus dans la 5<sup>e</sup> galería (division), dans des cellules individuelles, nous étions quotidiennement en contact pendant les heures de promenade, dans la cour, et durant toutes les activités communes à l'intérieur de la division.

Depuis le mois de février, avec Santi, qui était à l'infirmerie, et le Secrétaire, qui avait été transféré à la 4<sup>e</sup> division, nous avons une relation réduite au minimum, du fait que nos mouvements étaient sévèrement restreints.

**Q :** Début mai, en échange du banquier Suarez, les GARI exige votre libération ainsi que celle de Quesita. Comment apprends-tu cette information ?

**Queso :** Nous avons été mis au courant par la famille, au cours des visites en prison. La famille nous informait des nouvelles parues dans la presse, et des exigences pour la libération de B. Suarez. Les avocats aussi nous tenaient au courant.

**Q :** À la suite de l'enlèvement y a-t-il eu un durcissement dans tes conditions de détention et celles des autres (Santi, El Secretario, Oriol, Quesita) ?

**Queso :** Aucune mesure restrictive spectaculaire ne fut prise contre Oriol et moi. Pour les autres, je ne sais pas.

**Q :** As-tu pu discuter avec les autres (Santi, El Secretario, Oriol, Quesita) de la demande des GARI ? Étiez-vous en contacts pendant la durée de l'enlèvement ?

**Queso :** Uniquement avec Oriol et deux camarades de la OLLA qui avaient été incarcérés en avril en possession de mines anti-tanks d'origine suisses, et qui furent détenus également à la 5<sup>e</sup> division.

**Q :** Comment as-tu réagi à cette action ? Tu étais d'accord pour être libéré en échange du banquier ? Et les autres ?

**Queso :** D'après les informations partielles et confuses dont nous disposions, nous percevions la séquestration de Baltazar Suarez plus comme une action armée d'agi-

tation et de propagande que comme une opération réellement destinée à obtenir notre libération. Un acte de fraternité et de solidarité révolutionnaire.

À aucun moment nous n'avons envisagé sérieusement la possibilité d'être libérés en échange de Suarez. Ceci dit, si cela avait été possible, Oriol et moi aurions accepté naturellement et sans hésitation.

**Q** : Les autorités (judiciaires, politiques...) sont venues vous voir pour en discuter ?

**Queso** : Elles ne se sont jamais manifestées, ne se sont jamais adressées à nous. Pas davantage les surveillants n'ont fait le moindre commentaire.

**Q** : Après la libération du banquier y a-t-il eu un durcissement dans tes conditions de détention et celles des autres ?

**Queso** : Non. Ni pendant ni après la séquestration nos conditions de détention n'ont changé. Je ne pense pas que cela affecta non plus la situation des autres compagnons.

**Q** : Est-ce que tu penses que l'action des GARI et la mobilisation en Europe a influencé les autorités (politiques), le *fiscal*, pour la sentence de votre procès de juillet 74 ?

**Queso** : Non. Je ne crois pas que les actions des GARI, avec lesquelles nous étions absolument d'accord, influèrent d'une manière quelconque. Le procureur dans sa réquisition et le tribunal dans la sentence se contentèrent d'appliquer strictement le code de justice militaire.

Par contre, elles agissaient sur notre humeur et nous aidaient à maintenir moral et combativité.

Si j'affirme que les actions des GARI et des Comités de soutien n'influencèrent pas le verdict du Conseil de guerre, je ne pense pas pour autant qu'elles ne servirent à rien. Tout au contraire ; elles eurent une grande importance dans la dénonciation en Europe de la dictature de Franco, et de l'existence de prisonniers politiques, tribunaux militaires, condamnations à mort, etc. en 1974, trente-cinq ans après sa victoire militaire. Je suis persuadé que par leur répercussion médiatique, les actions de dénonciation et les actes de sabotage contribuèrent de façon notable à discréditer internationalement le gouvernement espagnol et ses institutions, qui, deux mois à peine auparavant, avaient mené à terme l'exécution de notre camarade Salvador Puig Antich.

**Q** : À la suite de tes réponses, une contradiction apparaît. La contradiction est que les Comités de soutien en France affichaient que vous pouviez être condamnés à mort, alors que vous autres à la Modelo n'y pensiez même pas. As-tu une opinion à propos de cette différence d'appréciation ? As-tu plus ou moins une explication ?

**Queso :** Je crois que ce serait aux membres des Comités de soutien de répondre à cette question, eux qui ont impulsé la campagne de solidarité. Je le dis avec les plus grands respect et affection, et ma reconnaissance pour leur courage et leur générosité. Dès le début de mois de mai de 1974, la réquisition du procureur était connue. S'attendre à une condamnation à mort du tribunal après que s'était tenu le Conseil de guerre n'avait aucun sens.

Pourquoi ? À cause de l'expérience de nombreux autres procès antérieurs contre des militants de l'ETA et d'autres organisations, conclus par des condamnations très proches des nôtres, suite à des accusations similaires.

Jamais personne ne nous fit part de préoccupations relatives à une possible demande de peine de mort. Ni les avocats, ni les camarades accusés d'appartenir à la OLLA emprisonnés à la Modelo pour leurs actions armées de solidarité envers le MIL. Ni Luis Andres Edo et David Urbano, détenus dans le cadre de l'affaire Suarez.

Si ma mémoire ne me trahit pas, je crois avoir lu la première référence à de possibles condamnations à mort au 2<sup>e</sup> Conseil de guerre dans le livre de Telésforo Tajuelo sur le MIL et les GARI, édité par Ruedo Iberico. Même après ma sortie de prison, je n'avais pas connaissance de l'affiche éditée en France par les Comités de soutien qui mettait en garde contre le danger de nouvelles peines de mort.

J'ignore quelles étaient les sources d'information des Comités de soutien en France. À certaines occasions, la nécessité de mobiliser pour « raisons humanitaires » ou la volonté de rassembler dans la protestation le plus grand nombre d'individus ou de secteurs sociaux fait que l'on « exagère » les conditions de la répression. Personnellement je considère que c'est une énorme erreur stratégique, mais peut-être que cela explique le brouillage de l'information qu'ils recevaient. C'est une hypothèse. Je ne peux pas répondre pour des actions de propagande politique dont je ne savais rien et auxquelles je n'ai pas participé.

---

**Interview de Michel Camilleri,** réalisée par Jean-Manuel Escarnot en novembre 2011 à l'occasion de la publication du livre *De mémoire (3) La courte saison des Gari : Toulouse 1974* de Jann-Marc Rouillan, éditions Agone, 2011.

**Libé Toulouse :** Pourquoi avez-vous choisi la lutte armée ?

**Michel :** 37 ans après, faut-il rappeler qu'en 1974 l'Espagne de Franco vivait sous une dictature militaire ? Pour moi, il s'agissait plus de propagande armée. L'objectif de nos actions (attentats, enlèvements, braquages) n'était pas de faire des victimes, mais d'attirer l'attention sur la situation des prisonniers politiques condamnés à mort en Espagne par le régime de Franco. Nous savions que le cadre légal ne les em-

pêcherait pas. À ce moment-là, l'urgence des condamnations à mort de camarades emprisonnés en Espagne l'imposait.

La lutte armée est un moyen d'arriver à un résultat. Ce n'est pas un but. Les armes et les explosifs étaient les outils. Nous n'avons jamais fantasmé là-dessus.

La forte mobilisation partout en Europe n'avait pas empêché l'exécution de Salvador Puig-Antich, militant du Mouvement Ibérique de libération (MIL) exécuté le 2 mars 1974. En janvier 1974, quatre membres d'un groupe qui préparait des attentats contre des avions au sol et sans passagers de la compagnie espagnole Iberia étaient arrêtés à Paris. Cette opération aurait-elle pu empêcher l'exécution de Salvador ? Je n'en sais rien. En tout cas, après cet échec et l'exécution de Puig Antich il était évident d'intensifier nos actions.

**L :** Que répondez-vous à ceux qui considéraient que votre engagement était mortifère ?

**Michel :** À eux, rien du tout ! Les GARI n'ont tué personne. Ils se sont battus contre un régime qui, lui, était mortifère. Nous ne sommes pas entrés en religion pour devenir des moines soldats. Beaucoup d'entre nous avaient à peine plus de 20 ans. Notre lutte était faite de partage d'amitiés et de rires. Il y avait des moments de tension. Mais il y avait aussi des moments de rigolade. Comme la vie, c'était une aventure de tous les instants. Il ne s'agit pas seulement de ceux qui un jour ont fait le choix des armes. Les grandes grèves, les manifestations servent aussi à se réapproprier sa propre vie. Je me méfie tout autant de ceux qui idéalisent la lutte armée. Il y avait dans notre entourage de l'époque des gens qui en parlaient beaucoup plus qu'ils n'y participaient.

**L :** « La courte saison des Gari » s'est déroulée pendant l'année 1974. En quoi cette époque a-t-elle influencé votre engagement politique ?

**Michel :** Toulouse en 1970 est une grande métropole et ce qu'on y vivait ressemblait à ce qui se passait ailleurs. Il y avait de nombreuses luttes sociales, des grèves lycéennes, une grande richesse militante. L'ensemble de la société était plus politisé qu'aujourd'hui. La consommation à outrance n'avait pas encore lessivé les esprits. Nous n'avions pas des centaines d'« amis » sur Facebook mais de nombreux copains que l'on côtoyait dans les manif et les concerts.

Beaucoup de chose se passait sur le mode de l'anticonformisme et de la rigolade. Je ne sais pas si nous étions raisonnables mais nous étions vivants. Nous étions les enfants d'une époque qui n'était ni triste ni morose. Nous avions aussi en tête les récits de nos aînés résistants. C'était aussi le moment de la guerre du Vietnam. Aux États-Unis, c'était aussi l'époque des luttes des Black Panthers et des Weathermen. L'épopée cubaine était encore toute proche.

La particularité de Toulouse était aussi d'être la deuxième capitale de l'Espagne. Celle des exilés opposés au régime de Franco. On baignait là-dedans. Alors, pour beaucoup d'entre nous, l'engagement était une évidence.

**L :** Paradoxalement, certains exilés républicains espagnols étaient opposés à vos actions...

**Michel :** Je me souviens surtout du large soutien et des témoignages de sympathie. Mais plus tard, après la mort de Franco et notre sortie de prison, pendant la période dite de *Transición* en Espagne, au nom de la négociation en cours, certains parmi les exilés espagnols ont estimé que ce n'était plus le moment de recourir à la violence. Pour ces derniers, nous sommes peut-être devenus gênants. Nous dérangions leur confort d'opposants institutionnalisés.

**L :** Pour la police et l'État vous étiez des terroristes...

**Michel :** Pour la police, nous étions d'abord un gibier qu'il fallait arrêter très vite. L'État nous présentait comme des terroristes professionnels. Les autorités avaient tout intérêt à dire cela. Il faut bien que le pouvoir désigne la révolte de façon négative. Aujourd'hui, la régression est telle que l'on entend même parler de prises d'otages lors de certaines grèves.

Le mot terrorisme évoque bien évidemment des attentats sanglants. Pour ma part je n'ai pas le sentiment d'avoir été un terroriste. Nous prenions beaucoup de précautions et de risques pour nous-mêmes dans la préparation et les repérages pour éviter qu'il y ait des victimes. Il y a pourtant eu des blessés. Cela ne nous a pas réjouis, mais nous savions que cela pouvait arriver.

**L :** Aujourd'hui quelles sont les luttes qui vous paraissent justes ?

**Michel :** Celles qui résistent et combattent face à un système économique et politique basé sur le déni de la vie. Le pouvoir explique au prolétariat pressé comme un citron que c'est inévitable, que c'est la faute à la crise et à l'indispensable compétitivité. Ce discours semble de moins en moins convaincant. Le mouvement des Indignés partout dans le monde en est un signe. L'indignation est peut-être le prélude à la conscience...

**L :** Quid de la transmission de votre expérience militante ?

**Michel :** Je me méfie de la supposée transmission d'une expérience militante aux générations suivantes. Les vieux exilés espagnols ne sont pas venus nous tirer par la manche pour poursuivre leur combat. Nous sommes allés les chercher et nous nous sommes forgés notre propre expérience. Nous avons voulu mettre un grain de sable dans le système, c'était déjà pas mal. Pour ma part je ne regrette rien.

Texte de Truk', août 2012

## il n'y a pas de mots justes il y a juste des mots

### aujourd'hui

« La remémoration n'est pas une réactivation d'innombrables traces inanimées et fragmentaires. C'est une reconstruction ou construction imaginative [...]

Aussi, le souvenir n'est que rarement fidèle, même dans son expression le plus élémentaire, où ce qui est répété a été appris par cœur, et peu importe qu'il en soit ainsi. »

F. C. Bartlett, *Remembering*

Le sens de la chronologie, la mémoire des dates, tout ça... c'est pas pour moi. Et la mémoire, c'est peu dire que ce livre me la rafraîchit, il me fait découvrir des événements auxquels j'aurais participé.

Un doute qui date. *Tu étais là tel jour tu as fait ci et ça...* à l'époque déjà, aux policiers sûrs d'eux je dis vous devez faire erreur, ils brandissent les preuves, *c'est écrit là*. Preuves de papier : des mots pour attester de la réalité.

Pour certains *c'était écrit*, pour d'autres ce le sera. Quelle que soit sa place dans le temps, l'écriture toujours. De l'importance des mots. L'importance qu'on leur accorde.

À l'époque des faits – un peu avant, un peu après – certaines choses m'arrivent en lien avec eux. Livrées telles qu'elles s'emmêlent dans la mémoire, désordre, imprécision, réécriture, elles s'ajouteront au reste, complément d'un *supplétif*.

Le terme est ambigu. Son intervention reste secondaire, le *supplétif* vient en appoint. Dans le même temps, *suppléer* selon le Robert consiste à compléter ce qui est insuffisant, apporter ce qui manque. Un appoint prétentieux.

Distinguer relève du parti pris : le secondaire n'est qu'un point de vue sur le principal et vice versa. *Supplétif* est venu comme ça pour dire l'implication *déterminée* dans des GARI déjà constitués. L'essentiel était *décidé*, je l'étais aussi. GARI ou quoi que ce soit, on prend toujours le monde en marche.

Donc ces choses les voilà, telles qu'elles reviennent à ma mémoire et la mémoire on sait ce que c'est, elle ne restitue rien, donne la vague idée d'un parfum qu'on aurait humé sans savoir ou presque.

## avant

« Regardez donc dans cette U.R.S.S. comme le pèze s'est vite requinqué ! Comme l'argent a retrouvé tout de suite toute sa tyrannie ! et au cube encore ! Pourvu qu'on le flatte Popu prend tout ! avale tout ! Il est devenu là-bas hideux de prétention, de suffisance, à mesure qu'on le faisait descendre plus profond dans la mouscaille, qu'on l'isolait davantage ! [...] Et plus il se rend malheureux, plus il devient crâneur ! Depuis la fin des croyances, les chefs exaltent tous ses défauts, tous ses sadismes, et le tiennent plus que par ses vices : la vanité, l'ambition, la guerre, la Mort en un mot. [...] On le fait crever par la misère, par son amour-propre aussi ! Vanité d'abord ! La prétention tue comme le reste ! Mieux que le reste ! [...] La grande prétention au bonheur, voilà l'énorme imposture ! C'est elle qui complique toute la vie ! Qui rend les gens si venimeux, crapules, imbuables. Y a pas de bonheur dans l'existence, y a que des malheurs plus ou moins grands, plus ou moins tardifs, éclatants, secrets, différés, sournois. »

Louis-Ferdinand Céline, *Mea culpa*, 1936 (après un voyage en Russie)

Révolution-déshumanisation. 1789 : suppression des unités de longueurs liées au corps (pouce, pied, toise) ; légalisation du *mètre*, étalon non humain universel.

De moins en moins concret, le mètre passe de la dix-millionième partie d'un quart de méridien terrestre (1668) à la distance que parcourt la lumière dans le vide en 1/299 792 458 seconde (1983). Du statique au dynamique. Distance et temps.

Prendre ses distances avec le passé. Se surprendre à marmonner dans la manif une *Internationale* qu'on connaît mal. Combien d'autres avant nous l'ont fait. Changer le monde reviendrait-il à répéter qu'on va le changer ?

Prendre ses distances avec soi. Cette impression puérule de se sentir partout en reportage. Jusqu'à ce qu'au-delà des mots la vie ramène à la réalité. Au présent.

Et dans le présent le passé. Un passé plus ou moins assoupi, à l'image d'une *nature morte*, *still-life* ou *vie silencieuse*. On a les moyens de la faire parler.

1973. P. est lycéen. Nous lui passons une ronéo pour son mouvement. Il croit comprendre que nous sommes un groupe anarchiste et s'étonne, mais c'est vieux, ça ! Pour lui ça n'existait que dans les livres d'histoire.

Bilbao franquiste avec V. Livraison de revues et bouquins à des camarades espagnols en manque. Ils déballet à la hâte, virent aussitôt l'arsenal anar traditionnel pour ne conserver qu'ultra-gauche et situs ou assimilés.

Perquisition. Un flic épiluche le dictionnaire en 10 volumes. Au 7<sup>e</sup> s'arrête net, appelle son chef. Ils se regardent, hochent la tête, putain non mais tu as vu ça. Me dévisagent accusateurs, tirent du Larousse encyclopédique une feuille gribouillée à la page de Karl Marx, trois notes compromettantes sur le philosophe.

Effrayés au seul nom de Marx. Comme un vampire devant un crucifix. Ou comme un *anarchiste orthodoxe*.

L'irrespect joyeux de certains anarchistes envers Marx, sa lecture en dilettante – qui se *délecte*... tout est bon pour nourrir mon anticommunisme primaire -primordial ?

Carte à jour de cotisation, médaille de guerre dans un tiroir à côté d'un vieux dictionnaire, mots croisés, mercredi réunion de cellule, lit *L'Huma*, diffuse *L'Huma-Dimanche*, fait grève, trouve les femmes belles, les Arabes menteurs, distribue tracts, colle affiches, tire au flanc, fait signer, collecte, bombe les murs, n'entre jamais dans une église, n'aime pas les socialos, n'a jamais lu une ligne de Marx ni aucun livre, mon père l'ouvrier était-il communiste ?

Communiste anarchiste ou quoi que soit d'autre comme on est gaucher ? Par hasard ? Ou bien le devenir et alors par quel biais ? Lectures, expérience, volonté ? Ces questions ont-elles même un sens ?

Enfant quand je demande *L'Humanité* le marchand me la donne avec cette invariable rime, *le journal qui dit la vérité*.

Adolescent, distribuer *L'Huma-Dimanche* avec lui : mon père est CDH\*.

\* Comité de Défense de *L'Humanité*, le *Tupperware* des communistes. On dit pour simplifier qu'on est CDH, en fait on en est membre, chargé de diffuser *L'Huma-Dimanche* dans sa ville ou dans son quartier. Concrètement, mon père et moi enfourchons Solex et vélo pour aller chercher le samedi le colis de journaux à la gare, on en fait des paquets qu'on apporte à chaque « sous-diffuseur », on en garde un pour nous qu'on distribue directement.

À quatorze ans lui proposer de le rejoindre au PC, il décline. Je verrai ça plus tard, j'ai bien le temps.

Un engagement sentimental. Réhabiliter le père. Son combat a foiré, le reprendre en le remettant sur les rails. Toujours un appoint prétentieux.

Monuments aux morts, Bayonne. Drôle de cérémonie à la mémoire de Puig Antich. Sur fond de bénitier, gauche et extrême gauche à la manœuvre. Notre ami F. s'empare de la gerbe. La balance dans la gueule du stalinien qui l'a déposée. Échauffourée.

Tout hommage est morbide. Celui d'une gauche et d'une extrême gauche honorant en martyr le révolutionnaire qu'elles ont laissé mourir est indécent. Présents pour dénoncer la mascarade, nous sans le dire nous considérant comme les seuls ayants droit légitimes ; conjuguant fièrement morale et politique.

Rencontre inattendue : J., l'accent espagnol, vit depuis peu dans la région, dit avoir connu Puig en tapotant ses cuisses, pour l'occasion porte ses pantalons.

On appelle *libre arbitre* ce qui ni plus ni moins relève de l'atavisme ou de la tradition. Ainsi l'adhésion à telle ou telle chapelle.

En Mauritanie, la plupart des gens ne concevaient pas qu'on ait du monde une autre version que celle du Coran. Les plus libéraux admettent que l'étranger, moi en l'occurrence, si ce n'est au Coran se soumette au *Livre*, un *texte fondateur* quel qu'il soit mais nécessairement.

Dans la France des années 70 les militants sont moins tolérants. D'autant plus sectaires que leurs Textes à eux en ont pris un coup, plus tellement fondateurs.

Aujourd'hui étonné au souvenir d'une lecture enthousiaste, *La Révolution inconnue* de Voline. Les soviets sans Tintin. Versus Lénine et Trotski.

J'en parle à mon père. Réserve et scepticisme. Depuis qu'il a quitté le Parti il doute *ouvertement* de tout. Tout ce dont il doutait avant en secret. *Anarchiste* ? À son oreille le mot sonne suspect.

R. me dit tout naturellement ah ton père était *stalinien* ! quand plus ou moins nous nous confions. Sans imaginer ma surprise. R. est mon premier contact avec un groupe des GARI.

Nous ici, un petit groupe. Quinze à vingt copains ou amis. Soirées, projets de vie communautaire. Affiches et tracts, brochures, interventions. Musique. Travail fixe ou petits boulots. Combines et larcins.

Les rugbymen ont la 3<sup>e</sup> mi-temps pour célébrer le mythe de la fraternité, les anarchistes pratiquent le culte du *groupe affinitaire*.

Dans le groupe il y a C. Un soir de réunion, en attendant que les gauchistes viennent et ouvrent leur local, C. fouille dans la poubelle du commerçant voisin, on s'occupe comme on peut. En tire un échantillonneur de papiers peints. Les gauchistes arrivent. C. se plante à l'entrée, distribue au passage un échantillon comme on tend un

tract. Les autres tournent, retournent dans tous les sens un papier peint qui n'en a aucun. Regard noir. Ça commence mal, c'est sûr.

Nous perdus dans le fatras des groupuscules. Des gauchistes indifférenciés, pas faciles à identifier. Tous cependant ont en commun de triturer les textes et la réalité : ils seront forcément *prolétaires*, le bon camp, celui des élus.

Pour eux c'est plus simple : on est les *anars*, les *inorganisés*.

Je me souviens de ce refrain, sur l'air de *La digue du cul* :

*La Ligue et le Psu quand il y a des magouilles là on les voit partout, etc.*

*La Ligue et le Psu quand il y a les CRS là on ne les voit plus, etc.*

Le geste fait mentir la chanson, la grâce gomme les clivages. Souvenir du saut périlleux de G. sur le capot d'une voiture en marche. Sous nos acclamations son salut négligent aux CRS bloqués de l'autre côté de l'avenue. Le geste ferait *presque* mentir la chanson : G. n'est pas à la *Ligue* mais à *Révolution*.

Le même G. plus tard publiquement me reproche d'avoir glandouillé en Afrique – farniente, boys, mousmées... – pendant que lui trimait ici à la Révolution. Comme d'habitude il exagère : quelle Révolution ?

Pour certains d'entre nous lectures ultra-gauche et situs. Critique du militantisme.

Du bovarysme en politique. Étrangeté des militants proches, proximité avec un MIL lointain. Rêvé à notre image, l'image que je me fais de nous. Ouverts. Ou confus, c'est selon. Ouverts aux courants d'air idéologiques. Que l'activisme titille.

Le monde en changeant rarement se conforme à nos vœux. Heureusement les textes et un passé bien ordonné constituent des repères rassurants.

Pas assez. Quoi qu'on fasse il bouge et nous avec lui. Alors nous rêvons de changer le monde. Rêve fou, produit de cette angoisse de mort qui en soumet d'autres à Dieu. Pré-tentions à la baisse, nous nous contenterions parfois d'accompagner son changement.

## **pendant**

« Tout acte exige l'oubli comme la vie des êtres organiques exige non seulement la lumière mais aussi l'obscurité. Un homme qui ne voudrait rien voir qu'historiquement serait pareil à celui qu'on forcerait à s'abstenir de sommeil ou à l'animal qui ne devrait vivre que de ruminer et de ruminer sans fin. »

Nietzsche, *Secondes considérations intempestives*

« Dans certaines cultures, il est considéré comme particulièrement efficace de manger directement l'ordonnance, plutôt que d'ingérer les produits prescrits. Ce qui donne certaines indications sur la façon dont une prescription vient toucher au corps. »

Patricia Janody, *Psychother 4, Croyances et preuves en psychothérapie*

Gai savoir, allègre oubli, parfois nous remisons notre sermon : il ne s'agit plus de *changer le monde*, simplement d'y vivre.

Oubliées prescriptions et autres indications : utiliser sa tête avant de s'agiter, consulter la notice, vérifier la conformité, s'assurer du vent de l'Histoire, se méfier des contre-révolutions...

*Assez d'actes des mots*, lit-on en 68 sur un mur du Quartier latin...

Des GARI déplorant que leurs communiqués ne soient pas repris par la presse. *Tout acte exige l'oubli...* Tu as beau courir, camarade, les vieux textes fissa te rattrapent.

Encore et toujours ce monde qui change, indifférent à nos intentions. Le rapport de force nous est défavorable. Négocier ? Comment le faire sinon en exprimant des *exigences*.

Le communiqué, aveu de faiblesse autant que revendication morale, montre d'un certain *cran* – vain ou pas, chacun appréciera.

À trop parler vite on sort du cadre, tombe dans le flou. Vite on bombe le torse, déjà nos mots ont dépassé nos actes. Parfois le communiqué donne l'impression de rattraper l'acte comme on rattrape le coup.

Traduire *politiquement* le souffle ? Quel communiqué pour dire *un pas venant dans la nuit, un cri, l'éboulement d'une pierre dans les broussailles, l'impression que fait une maison vide ? ...rien n'a été gardé du réel que ce qui convient à notre repos.*

## **après**

« L'Histoire me sera indulgente, car j'ai l'intention de l'écrire. »

Winston Churchill

Bordeaux-Paris en Caravelle, menottes dissimulées sous un imper et l'injonction des flics, toi tu fais pas le con. Je fais seulement glisser l'imperméable. L'hôtesse, coup d'œil sur les bracelets, sur moi son sourire, son plus beau regard. Toi l'hôtesse quand tu mourras, quand le croque-mort t'emportera...

La fouille

Le gardien, *remplissant le formulaire de M.* : Emploi ?

M. : Sans emploi.

Le maton : Religion ?

M. : Athée.

Le maton : Marié ?

M. : Non.

Le maton : Une veste ?

M. : Niet.

Le maton, *perplexe* : Ben mon vieux... pas d'emploi, pas de femme, pas de veste, pas de religion... t'as pas grand chose, toi...

*Anarchiste* : rien à perdre hormis son idéologie.

Installation à la Santé. L'auxi me donne avec l'accent allemand quelques tuyaux sur les usages ici, trois objets réglementaires, un morceau de miroir brisé. Les nouvelles vont vite, tu es anarchiste toi. Je lui dis non. Alors tu es quoi ? Je suis rien du tout. Rien du tout ! il s'esclaffe et me lance, alors tu es un vrai anarchiste ! Chassez l'étiquette elle recolle au galop. Le maton a refermé la porte.

Quantité de cartes postales éditées par le Comité de soutien nous arrivent avec ce message : *dehors comme dedans, même prison !*

On a vite attrapé le sens de la nuance, ici. *On pense au petit café du matin, on devient futile*, dit Gabin dans *Mélodie en sous-sol*.

Inversé, le message serait plus conforme : *dedans comme dehors, même prison !* Ils ont enfreint la loi, les usagers de la zonzone ne sont pas pour autant réfractaires à l'ordre. On retrouve ici les mêmes opinions politiques qu'à l'extérieur, tiercé et réussite sociale la même morale. Des *pointeurs* mis à l'index par les *révolutionnaires* y compris. On apprécierait plus de fermeté. La peine de mort ? Et pourquoi pas.

*Politiques-droits communs*, une frontière ténue ? Ça dépend pour qui. Le Code pénal ne distingue pas, certain maton oui qui s'épanche, à la faveur d'un transfert. Sa mutation traîne en longueur, il demande un papier, un stylo, glisse un mot dans ma poche avec son nom dedans, son vœu d'affectation, explique à ses collègues avec les *politiques* on sait jamais, si ça se trouve dans six mois il est ministre.

Des *droits communs* souvent sceptiques. L'acte enrobé au boniment, c'est pas leur truc. Y voient en vrac idéalisme naïfs, enfantillages, mélange des genres. Une aberration. Comme une intrusion.

Un codétenu m'en désigne un autre, ce type était là des années plus tôt, politique\* comme toi, aujourd'hui il revient pour son propre compte, un jour tu feras pareil.

\*Il était OAS (OAS ou GARI pour mon codétenu c'est kif-kif).

Ses mots comme une manière d'encouragement : moi aussi je peux progresser.

Des *politiques* il y en a d'autres. Dans la rotonde un jour croiser Mitterrand venu soutenir des nationalistes guyanais. Quelques jours après le maton débarque. Paquetage ! Nos cellules contiguës obtenues à grand mal sont pour les Guyanais, désormais. En attendant la dispersion, cellule d'attente. Refus de la quitter. Lacrymogènes, échange de coups. Tribunal interne, mitard.

Une frontière ténue ? Contradictions, ambiguïtés, tactique et fond... le texte est laborieux pour justifier notre demande de statut politique.

Qui de nous dit grève de la faim ? On a commencé, il faut continuer. Jusqu'à ce statut dit *régime spécial* par le ministère. Pour une fois que le mot correspond à la chose : plus de 40 jours de jeûne, on peut parler de *régime spécial* (quelques heures par jour dans une salle commune et l'éternel conflit entre actes et mots : faire la vaisselle ou discuter *exploitation* pendant qu'un autre se la cogne à ta place, il faut choisir – nous qui rejoignons les origines de la division du travail).

Devenir conseiller en un soir. La veille de notre rencontre avec le juge Gallut, de la Cour de Sécurité de l'État, qui de nous décrète on n'est pas reconnu *politique* sans l'idéologie ad hoc ? Coup d'œil sur les derniers bouquins reçus pas encore lus : bédé, Miguel Angel Asturias, *Les Conseils ouvriers* d'Anton Pannekoek. Le lendemain devant le juge je fais un conseiller approximatif.

Un autre jour. Colère du juge Gallut qui exhibe en tremblotant un papier douteux. Comment a-t-on pu lui adresser ça, un mot collectif incompréhensible\*, signé d'un gribouillis qui *ne veut rien dire* ? Irresponsables, on ne comprend donc pas ? Toutes les pièces sont versées au dossier, c'est du sérieux, de l'officiel !

Des textes qui ne veulent rien dire, un pseudonyme confus... ce n'est ni la première ni la dernière fois que ça nous arrive.

\* Peut-être pour l'informer de notre grève de l'instruction.

Plus important, notre discours de circonstance. Nier face aux policiers jusqu'à ce que l'évidence nous démente. Devant le juge reconnaître ici, nier là. Revendications et dénis tactiques. Enfin, on essaie.

On a commencé il faut continuer. Plus on parle, plus on s'éloigne des faits. Devant le juge, éviter soigneusement de les évoquer. C'est le monde à l'envers. Lui veut nous y

ramener, nous de l'intention\* en veux-tu en voilà. Conseilliste ou quoi que ce soit, de l'idéologie plausible, acceptable.

\* Dans l'art conceptuel toute production compte pour du beurre, on juge l'intention pas le résultat. L'acte conséquence accessoire de l'intention ? C'est la charrue avant les bœufs : l'intention vient toujours après, ce discours structuré qui prétend mettre l'acte à sa place.

### **procès, processus, procession**

« Quand on peut user de violence, il n'est nul besoin de procès. »

Thucydide

Étonnement partagé. Lui aussi attend sa fille devant la maternelle, l'un des inspecteurs qui brandissaient les preuves, à Bordeaux. Les enfants s'amuse sérieusement. Apprendre à jouer et puis continuer dans la cour des grands.

Ex-acteur des éditions *Mayo 37* que nous avons connu dans la culotte de Puig, J. lit et relit *Le Mouvement communiste* de Barrot, dit il faut apprendre ça par cœur.

Procès en vue. À Paris, certains ont un carnet d'adresse. Avocats, personnalités, tous seront répartis d'après de supposées *affinités* avec les inculpés.

Dans mon lot Henri Leclerc, avocat, intelligence vive, le pétillant Daniel Guérin, historien, militant libertaire, de retour d'une cure de rajeunissement roumaine, un Miguel Abensour bienveillant, philosophe politique soucieux de la réalité de notre anti-léninisme, Jean Cassou, poète, esthète, résistant, exilé dans l'âge et dans un coin d'appartement d'un familier, Pierre Vidal-Naquet, historien au bureau encombré, sa femme de la cuisine qui se plaint du désordre, Claude Bourdet, *Témoignage Chrétien*, journal *Octobre*, l'*Observateur*, ancien résistant...

Autre son de cloche, Pierre Guillaume, *La Vieille Taupe\**, et chez Guillaume Robert Faurisson, fier d'avoir débusqué dans la longue liste des victimes de la Shoah une Simone Veil ministre de Giscard et bien vivante.

Coup de fil surprise. Une belle voix chaude. Simone Signoret. Elle et Montand sollicités pour témoigner. Ne connaît pas les faits, ne nous connaît pas. Quel témoignage, elle ne voit pas. Moi non plus. Clap de fin.

Jean-Paul Dollé, écrivain, ancien des *Cahiers de Mai*, j'ai fait sa connaissance par ailleurs. Une moussaka, pas mal de verres et l'interminable lecture. Il aime lire à ses visiteurs la dernière matrice de son futur roman. Une interminable lettre de lui sera lue au procès.

Évidemment mon pote Darizcuren, ouvrier à Turboméca.

Quand il apprend que nous sommes en contact avec Guillaume pour le procès, Vidal-Naquet dit c'est lui ou moi. Ils ont collaboré au *Comité Vérité pour les révolutionnaires espagnols (défense des emprisonnés du MIL)*, brouillés depuis la publication de Faurisson par *La Vieille Taupe*\*.

\**La Vieille Taupe* est de 1965 à 1972 une librairie ultra-gauche. En 1979, Pierre Guillaume, l'un des fondateurs, reprend le nom de *La Vieille taupe* pour une maison d'édition qui publie Rassiner, Faurisson, etc. (d'autres ex-membres s'en démarquent). Vidal-Naquet pourfendra Faurisson, Guillaume et le négationnisme.

Moi lecture de Rassiner, Vidal-Naquet, Faurisson et d'autres. Avis mitigé. Intérêt critique mais réel pour la manière dont Guillaume s'empare du sujet, refus de l'évacuer pour des raisons morales. D'un autre côté l'haleine de Faurisson.

Néanmoins d'accord sur ce point : le procès ne servira pas de tribune à d'autres. Ce sera donc Vidal-Naquet, helléniste éminent, de drôles de chaussettes et la grosse cote auprès des démocrates.

Procès, stratégie et célébrités. Ajuster les faits mais à quel discours ? révolutionnaire ? démocratiquement correct ? l'antifranquisme à la rescousse ?

L'acquittement vaudra bien une messe.

### **maintenant**

« La chronologie est falsifiante.

Elle consiste à ranger des éléments-événements par avant et après sur une ligne pourvue de sens.

Or nous n'avons *d'avant et après qu'une* notion qui exige un *Même fourni par l'instant.* »

Paul Valéry, *Les Principes d'an-archie pure et appliquée* (Gallimard)

Les faits sont les faits. Leur vérité n'est pas dans leur historique ni dans les justifications après coup, analyses et commentaires, pas davantage dans lesdits éléments collés bout à bout. La vérité des faits est dans les faits eux-mêmes.

L'Histoire s'invente après les faits.

Leur évocation, juxtaposition, choix, présentation sous forme de récit, rapport... tout lien logique ou chronologique qui leur donne cohérence et continuité est un parti pris.

Ici rappel circonstancié, témoignages et communiqués : l'impression naïve pour qui lit de toucher à la vérité.

On écrit comme on est. Mais on c'est *qui*, c'est *quoi* ? L'amnésie curieusement épargne la mémoire sémantique (structures, mots, concepts, généralités), pas la mémoire épisodique (faits personnellement vécus).

L'expérience propre ? Tout concernant l'individu dont on fait grand cas ? Tout ça disparu. Reste l'impersonnel, le commun.

On croit s'inventer une identité, on s'identifie. L'improbable existence du courant historique dont on se réclame tient à une cohérence bidon, bricolée après coup.

Déterminismes et autres pulsions ? Sous le tapis du libre arbitre et hop ! j'écris ton nom *Liberté*. La bête domptée, *le sujet* qui met dans ce souk un peu d'ordre, etc. Tu parles...

L'étiquette est une fiction. Un écran au réel. Cela dit, j'aime assez *anarchiste*. Le mot. Moins cet emploi qui le réduit à un mouvement social dans une période donnée. Fiction pour fiction, préférer l'anarchiste qui prend ses libertés avec l'histoire et l'idéologie. Un mot avec un son, une esthétique et des usages désordonnés, voire incohérents.

Frivolité des opinions. Des années après retrouver J. (les culottes de Puig, *Le Mouvement communiste*) avec qui on partage désormais la passion du Tour de France. Mais déjà le clash idéologique : lui plutôt Hinault, moi franchement Merckx.

### **tu causes tu causes**

« Je songeais que, finalement, dans la perspective même d'écrire, ne pas écrire est au moins aussi important qu'écrire. »

Jean-Philippe Toussaint, *La Télévision*, éditions de Minuit

Toute l'écriture est de la cochonnerie, dit Artaud. Certains textes pourtant parlent vrai, notices et modes d'emploi, définitions, contrats, règles de jeu, écrits techniques et leur domaine strict, précision, lexique ad hoc. Moins propices à l'interprétation ils constituent un objet *presque* clos.

Qui des phrases ou des phases de la Lune a plus d'influence sur les actes ? Un texte changerait le monde ? À peine s'il modifie sa représentation.

Dans son interview à *Libération* Michel parle de *propagande armée*. La formule rappelle cette propagande par le fait qui au XIX<sup>e</sup> faisait la part belle à la pédagogie. La Révolution, affaire d'éducation, s'apprendrait *mot à mot* avant de se faire ?

Communiqués, textes à la pelle... à croire qu'on agit dans le seul objectif d'être lu. *Les écrits restent*. Ah laisser une trace... Angoisse de mort ou angoisse d'être ?

## des actes

« L'acte est vierge, même répété. »

René Char

Pris isolément les faits ne sont rien, les faits sont tout. Partie d'un ensemble indistinct qui circonscrit, concentre et contient cet ensemble.

Des faits comme des champignons, soudaine émergence d'un enchevêtrement diffus, ramifié dans l'espace, dans le temps, et qui pourtant se cristallise, se simplifie en eux pour s'y lire plus ou moins clairement.

Intelligence immédiate de l'action. Qui décidait quoi et de quelle manière ? Opacité, clandestinité, pouvoir et groupes informels... on peut *démocratiquement* ergoter. Une décision n'est pas une affaire personnelle mais le point de concours de multiples facteurs. La question n'est pas qui l'a prise mais est-elle adéquate. Appropriée à la réalité, pas à telle ou telle grille de lecture.

« Supplétif pour dire ma participation *déterminée* à des GARI déjà constitués. » (voir plus haut)

On fait souvent ce contresens, *être décidé* supposerait *volonté, libre choix, esprit de décision*. C'est tout le contraire. La forme est passive, le synonyme clair : être déterminé, autrement dit agir sous influence ; *on est décidé* plus qu'on ne décide.

« L'essentiel *était décidé*, je l'étais aussi. » (voir plus haut)

J'étais *décidé* – ou *déterminé* – par mille influences souterraines.

## il n'y a pas de mots justes

« On ne doit jamais cesser de retenir sa plume, si l'on n'a quelque chose à écrire qui vaille mieux que le silence. »

Abbé Dinouart, *L'Art de se taire* (Jérôme Millon)

Les jambes se font lourdes ? On se rabat sur le stylo. Gare alors au poids des mots : adieu légèreté le commentaire leste, dissout le sel de l'instant.

Tout acte surprend moins que l'inadéquation des mots à l'expliquer. Ce cadre dans lequel à toute force on le case, d'autant plus étroit que sa logique se veut élaborée.

Les textes ont leur logique. Dans la réalité les choses viennent et vont au hasard. Parfois on s'y fait, parfois pas. On veut un plan. Savoir où on va.

Motus et bouche cousue les *droits communs* font leurs affaires en douce. Sans alibi comme un dessin est sans légende. Sans communiqué pour donner à leur acte un sens qu'il n'a pas : ils n'ont pas pour projet de changer le monde.

Le *projet* est l'indice de l'action politique. Projet qui la plupart du temps ne dit pas grand-chose. Besoin des mots d'un jargon convenu pour être identifié et compris. Ou *incompris* : souvent le jargon est obscur et lourd, le projet aussi.

Avec le *projet*, la morale fait la différence : rétablir la *justice*, *prendre le parti*... comme un don de soi. La critique du militantisme des années 60-70 remet l'aventure personnelle dans l'action. Et l'immédiateté. Le paradis pour soi ici et maintenant. Un avant-goût de l'individualisme nouveau, un nouveau discours pour aller avec. Une chose ne change pas : on parle toujours – toujours trop ?

### il y a juste des mots

« Les mots sont des actes. »

Ludwig Wittgenstein, *Remarques mêlées* (Flammarion)

« Transposer un fait de nature en sa presque disparition vibratoire selon le jeu de la parole [...] pour qu'en émane, sans la gêne d'un proche ou concret rappel, la notion pure »

Mallarmé, *Préface au Traité du Verbe* de René Ghil

Les mots *vifs* sont des actes. Théorie mâtinée d'action, action de théorie.

La réflexion censée conduire nos actes s'oublie dans l'action. Ce qui s'oublie, ancré profond en nous, nous détermine plus sûrement encore.

« Beaucoup de choses se passaient sur le mode de l'anticonformisme et de la rigolade. Je ne sais pas si nous étions raisonnables mais nous étions vivants. » (Michel, interview à *Libération*)

L'action comme divertissement : les faits sont jeux. Dans un communiqué entendre aussi le "han !" et le "yes !" du sportif.

*Des actes aux mots et vice versa.*

Les mots de l'horoscope s'ajustent-ils au monde ou le monde s'y conforme ?

*Passe-moi le sel !* quand l'acte de parler modifie le comportement de celui à qui l'on s'adresse.

Livre : acte en soi, distinct du sujet traité.

Acte associé à un un autre acte, le *communiqué* en fait-il partie, le prolonge-t-il ? lui donne-t-il *un* sens ? c'est que l'acte premier n'en a pas ou qu'il les a tous.

Un acte a lieu. On lui fera dire tout ce qu'on veut, qu'il ne *veut pas* dire. Le discours semble y coller, il en est loin. Il n'est pas discours *dans* mais *sur* l'acte. Ne se confond pas avec lui, ne s'y substitue pas. S'y ajoute et l'altère. L'alourdit.

Parfois carrément l'escamote. Tentative de l'idéaliser. L'arracher à la gangue, l'extirper du réel pour le retrouver *pur* dans les mots.

L'acteur ne comprend pas mieux qu'un autre l'acte dans lequel il est impliqué. Gloseur parmi les gloseurs, il le lit à travers sa grille, en parle comme on parle d'un objet, l'utilise comme illustration.

Ne comprend pas mieux pour la simple raison qu'il n'y a rien à comprendre. Agir pour ne rien faire, parler pour ne rien dire, c'est notre lot.

Même s'ils se contentaient de les paraphraser les mots ne colleraient pas aux actes. Toujours du jeu entre eux. Actes et mots appartiennent à la même réalité, pas au même niveau de réalité. Plus ou moins éloignés, plus ou moins proches. De ce degré d'éloignement ou de proximité dépend que l'écriture soit *plus ou moins* de la cochonnerie.

Un acte a lieu : il n'a qu'un lieu il n'a lieu qu'une fois. Restent textes et témoignages, l'exégèse et refaire le monde pour passer le temps.

Noter à ce propos que le droit distingue entre *témoignage* et *faux témoignage*, quand tout témoignage consistant à doubler la réalité – dans tous les sens du terme : *dupliquer, remplacer, rouler, être infidèle* –, autrement dit à *l'inventer*, est nécessairement faux.

Et celui-ci.

Delenda Carthago !

**Truk'**

## CONCLUSION

Fin de chantier il faut conclure.

Par le passé, il y a eu des périodes similaires à celle racontée ici, que des historiens, des journalistes, des militants, des romanciers ont décrites selon leurs humeurs et leur accointance politique. Sur l'histoire des GARI et d'autres des années 1970/1980, il semble que l'on puisse raconter beaucoup de choses, même n'importe quoi dans la mesure où la plupart des protagonistes sont souvent ignorants des nouvelles publications sur le sujet. Pour des raisons diverses, soit parce qu'ils se sont éloignées de la cause et de « l'actualité » révolutionnaires, soit parce qu'ils n'en éprouvent pas la nécessité ou qu'ils n'en ont pas la force, ils ne répondent pas à l'interprétation des faits. Ce qui paraît inacceptable, c'est que lorsque des précisions sont faites et que des erreurs historiques sont signalées elles continuent à être reproduites.

Il était important de revenir sur de nombreuses affirmations, venant de la presse républicaine, de courants extra-parlementaire (libertaires, ultra-gauche...) ou d'extrême gauche. Allégations publiées dans des articles, des brochures, quelques ouvrages ou sur le net. Nous ne souhaitons pas citer ces diverses publications pour éviter les polémiques stériles.

Il nous fallait :

– témoigner qu'en France le mouvement autonome extra-parlementaire ne naît pas en 1976 et qu'il suffit de se pencher un peu sérieusement sur l'avant et l'après 1968 et notamment sur le début des années 1970 pour découvrir sa présence dans de nombreuses villes et campagnes. Que les groupes qui ont constitué les GARI ne surgissent pas spontanément en 1974 mais qu'ils proviennent de l'effervescence révolutionnaire antérieure.

– éclairer sur l'identité des GARI qui auraient été « composés d'anarchistes orthodoxes et d'anciens membres du MIL ». La composition idéologique des GARI telle qu'elle est formulée ici est bâclée car elle suppose que tous ces « anarchistes » étaient fermés aux autres analyses et réflexions de l'époque, principalement celles des situationnistes et de l'ultra-gauche. C'est loin de correspondre à la réalité. Ce qu'on peut affirmer, c'est qu'à l'origine c'est la tendance libertaire des ex-MIL qui va chercher en France la solidarité auprès de ses divers contacts, à la fois membres de l'ultra-gauche (ceux de la revue *Mouvement communiste*) et du mouvement libertaire (ORA, groupes et individus autonomes). Lorsque la coordination s'est formée il n'y a pas eu de débat idéologique entre toutes les composantes provenant essentiellement du courant libertaire, ni de texte fondateur. Personne n'a exigé que ce débat

soit un préalable à l'objectif fixé. Si cela avait été le cas, cette coordination n'aurait certainement pas vu le jour. C'est sur la base d'une action de solidarité que des individus de sensibilités politiques diverses se sont retrouvés. On ne peut donc pas réduire les GARI à la seule identité anarchiste. Lors d'un entretien, un membre de la coordination écrivait : « Pour ma part je ne connaissais pratiquement pas le mouvement anarchiste et libertaire. Je ne me suis jamais à l'époque qualifié d'anarchiste, et je connaissais beaucoup plus Marx, les communistes orthodoxes et les PC divers, et l'ultra-gauche, que Proudhon ou les groupuscules anarchistes qui m'étaient quasiment inconnus. »

– informer que le GARI n'était pas une organisation créée en décembre 1973 ou une structure constituée pour succéder au MIL, mais une coordination de groupes organisés réunis à partir de janvier 1974 : « pour éviter l'exécution de Puig Antich et de ses camarades par d'autres moyens que les manifestations traditionnelles, ces pratiques plus "radicales" ne constituant pas une fin en soi, mais une réponse énergique et exceptionnelle à la situation dramatique d'un camarade condamné à mort et à d'autres susceptibles de l'être » (propos d'un membre de la coordination).

– préciser que la création d'une organisation avec un programme des plus révolutionnaire et un sigle suppose un accord commun sur bien des aspects. Et lorsqu'on étudie la composition de la coordination avec la présence d'anarcho-syndicalistes, d'individus ou groupes tous adeptes de l'action directe, mais certains prônant l'action armée, d'autres rejetant ce processus comme seule orientation, on perçoit l'ignorance ou l'absurdité de certains à présenter les GARI comme une organisation de type classique.

– préciser que la coordination n'était pas prévue pour durer éternellement, qu'elle n'était que la forme temporaire de la lutte à ce moment précis.

– préciser que la coordination n'a pas été démantelée par les forces de police, mais autodissoute par ses membres en août 1974 (aucune action n'a été revendiquée GARI après juillet 1974).

– préciser que GARI n'était qu'une signature pour revendiquer des actes et mener les tractations avec les autorités espagnoles. Que médiatiquement le sigle a perduré quelques années par suite de diverses incarcérations au cours de l'année 1974 et au cours des années 1980, aux procès de 1981 et à la volonté de l'État et de certains médias d'attribuer à une « Organisation » qui n'existait plus diverses actions commises au cours des années 1970 et au début des années 1980. La création de l'organisation Action Directe (1979-1987) ouvrait à l'État et à la presse bourgeoise de

nouvelles perspectives en utilisant ce nouveau sigle pour effrayer les citoyens. À la fin des années 1990, le sigle GARI sera encore une fois manipulé, utilisé en l'impliquant dans la création de l'organisation Action Directe.

En cette année 1974, les GARI étaient des groupes parmi d'autres. Ils n'étaient ni le début ni la fin de l'histoire des groupes autonomes, mais un moment. Ce ne fut pas la première coordination ni la dernière. En septembre 1970 au Bourget (Seine-Saint-Denis), par exemple, des groupes libertaires de Paris et de sa banlieue ont profité de la commémoration devant le monument aux morts qui symbolise les combats franco-allemands de 1870 au Bourget, pour la perturber. La nuit qui précéda la commémoration des tracts furent diffusés dans les boîtes aux lettres, des bombages fleurirent les murs. Lors de l'allocution de Michel Debré, ministre des Armées, alors qu'un haut-parleur diffusait des chants révolutionnaires, une banderole installée sur la façade d'un immeuble en construction fut déployée avec l'inscription suivante : « Guerre à la guerre, guerre à l'État ». Passé 1974, les exemples de coordinations furent multiples. Elles prirent différentes formes (de l'affichage aux actions explosives) sur divers thèmes. On pourrait citer les plus marquantes, coordinations antinucléaires et anticarcérales où individus et groupes s'unissaient, se coordonnaient pour donner plus de puissance et d'échos à la contre-information et aux actions.

C'est délibérément que nous n'avons pas abordé le sujet sous l'angle de l'analyse politique historique. Nous pensons que cela ne peut se faire que dans le cadre d'un travail beaucoup plus étendu qui ne peut être réduit à l'intervalle GARI. Étude qui doit s'étendre à la période révolutionnaire de l'après 1968 qui pour les plus optimistes se termine au milieu des années 1980, d'autant plus que peu d'ouvrages en France y sont consacrés. Cela nécessiterait de traiter de toutes les composantes des courants extra-parlementaires, d'exposer leurs différences, leurs oppositions internes et leurs activités théoriques et pratiques. Ouvrir le champ de l'investigation et s'interroger sur l'influence que ce mouvement, et notamment ses diverses idées, ont pu avoir sur les luttes, sur la société et sur le monde du travail en particulier. Et faire que cette analyse serve à la réflexion, aux formes d'organisations et aux luttes futures.

## SIGLES

**AAEL** : Association pour l'Art et l'Expression Libre (1972...).

**AFP** : Agence France-Presse.

**BPS** : *Brigada Politico Social*. Police politique.

**BR** : *Brigade Rosse* ou Brigades Rouges (1970-début des années 1980). Organisation italienne de lutte armée d'obédience marxiste-léniniste.

**BRI** : Brigade de Recherche et d'Intervention

**CA** : Confrontation Anarchiste. CA réunit des groupes ayant rompu avec la FA ou des groupes autonomes issus de Mai. De 1971 à 1976, cette coordination va publier deux journaux, *Confrontation Anarchiste* et *Commune Libre*.

CA : Coordination Anarchiste (1975). « Fédération » de divers groupes des villes de Paris, Grenoble...

**CAP** : Comité d'Action des Prisonniers (1972-1980).

**CCI** : Courant Communiste International (1975...).

**CCOO** : *Comisiones Obreras Revolucionarias* ou Commissions ouvrières révolutionnaires (1962...).

**CEL** : Comité Espagne Libre (1974-1976). Créé à l'initiative de libertaires (*Frente Libertario*, Alliance syndicaliste...) à Paris, en octobre 1974, pendant la campagne de solidarité avec les membres supposés des GARI incarcérés. Comité qui reprend la tradition des deux « Comité pour l'Espagne libre », l'un fondé en 1936 et l'autre en 1963, et animés par l'anarchiste Louis Lecoin.

**CFDT** : Confédération Française Démocratique du Travail (1964...).

**CFT** : Confédération Française du Travail (1959-1977). Syndicat patronal opposé aux mouvements sociaux.

**CGE** : Compagnie Générale d'Électricité.

**CGT** : Confédération Générale du Travail.

**CIA** : *Conspiración Internacional Anarquista* ou Conspiration internationale anarchiste (1972-1973). Revue publiée par le groupe des expropriateurs du MIL.

**CIL** : *Consejo Ibérico de Liberación* ou Conseil ibérique de libération (1962-1963). Sigle, à l'initiative de *Defensa Interior*, qui va servir à revendiquer une série d'attentats commis en Espagne, aux États-Unis en Hollande, en Italie et au Portugal (voir sigle DI).

**CLJA** : Comité de Liaison des Jeunes Anarchistes (1963-1968). Structure dont l'un des objectifs était de créer des liens entre des anarchistes membres d'organisations ou autonomes.

**CNS** : Central Nacional Sindicalista ou Centrale nationale syndicaliste.

**CNT** : *Confederación Nacional del Trabajo* ou Confédération nationale du travail (1910...). Syndicat de tendance anarchiste (communiste libertaire), fondé en 1910 à Barcelone par des délégués syndicalistes venus de presque toutes les régions d'Espagne, lors du congrès de « l'organisation » *Solidaridad Obrera* (Solidarité ouvrière).

**CRAS** : Centre de Recherches pour l'Alternative Sociale.

**CRS** : Compagnies Républicaines de Sécurité (1944...).

**DI** : *Defensa Interior* ou Défense Intérieure. Créée à Limoges en 1961. Structure clandestine dont se dote le MLE (Mouvement libertaire espagnol) pour combattre la dictature franquiste en réactivant l'action armée. Le DI est formée par un petit comité où chaque tendance du MLE (CNT, FIJL et FAI) est représentée. Le DI fonctionnera réellement jusqu'à la fin 1963.

**DRIL** : Directoire Révolutionnaire Ibérique de Libération (1959-1961). Organisation de lutte antifasciste composée d'hommes et de femmes de différentes idéologies politiques et religieuses. Cette organisation s'est illustrée au début de l'année 1961 en s'emparant, les armes à la main, du transatlantique portugais *Santa Maria* pour faire connaître au monde l'existence d'une résistance active contre les dictatures espagnole et portugaise. Le commando compte plusieurs libertaires parmi ses membres.

**EE** : Équipe Extérieure.

**EO** : Équipe Ouvrière.

**ET** : Équipe Théorique.

**ETA** : *Euskadi Ta Askatasuna* (Patrie basque et liberté). Organisation nationaliste basque créée en 1959 sous la dictature de Franco.

**FA** : Fédération Anarchiste. Constituée à Toulouse en 1944, mais officiellement créée à Paris en 1945. FA qui se veut un rassemblement de toutes les tendances anarchistes (anarcho-sindicalistes, communistes libertaires, individualistes...). En 1953, cette FA devient FCL (Fédération Communiste Libertaire, 1953/1958) suite à une prise en main (série de magouilles et d'exclusions) de la tendance communiste libertaire, qui souhaite transformer la FA en organisation. La même année, des exclus reconstituent la FA qui se dote de l'organe *Le Monde Libertaire*. En mai 1967 au Congrès de Bordeaux : 67 groupes dont 23 en formation sont inscrits à la FA. Lors de ce Congrès seize groupes de « province » et de la région parisienne pointant la bureaucratie (sur le journal et le Comité de lecture), critiquant l'orthodoxie et l'immobilisme idéologique (face aux théories développées par l'Internationale Situationniste) vont quitter la Fédération.

**FAC** : *Frente d'Alliberament de Catalunya* ou Front de libération de Catalogne. Organisation catalaniste, indépendantiste et socialiste créée en 1970. Elle va revendiquer des attentats en Catalogne contre des édifices publics... Après avoir subi la répression et l'exil, elle disparaît en 1975.

**FAI** : *Federación Anarquista Ibérica* (1927...).

**FHAR** : Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire (1971-1974).

**FIJL** : *Federación Ibérica de Juventudes Libertarias* ou Fédération Ibérique des Jeunes Libétaires. Créée à Madrid en 1932. Au cours des années 1960, en exil, l'organisation, fortement implantée en France à travers ses multiples activités culturelles et politiques, va renouer avec l'action armée et être à l'initiative en Europe de plusieurs attentats contre des représentations de l'Espagne franquiste. La FIJL va aussi s'impliquer dans l'essor du mouvement libertaire européen. Au début des années 1970, démantelée en Espagne par de multiples arrestations, ébranlée par les critiques internes liées au « centralisme », bousculée par les idées émergentes de Mai 1968 remettant en cause ce type d'organisation, affaiblie par

le désengagement de militants très actifs, la FIJL disparaît. Lire sur le sujet *Une résurgence anarchiste – Les jeunesses libertaires dans la lutte contre le franquisme* de Salvador Gurrucharri et Tomás Ibáñez, éditions Acratie, 2012.

**FLP** : *Frente de Liberación Popular* (Front de libération populaire). Fondé en 1959 par un groupe d'intellectuels catholiques, élargi par la suite à des « marxistes révolutionnaires » critiques vis-à-vis du PCE et à des socialistes critiques vis-à-vis du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol). Le FLP s'autodissout en 1970.

**FN** : Front National (1973...).

**FPLP** : Front Populaire pour la Libération de la Palestine. Organisation de lutte armée palestinienne d'obédience marxiste-léniniste créée en 1967.

**FRAP** : *Frente Revolucionario Antifascista Patriótico* ou Front révolutionnaire antifasciste et patriote (1970-1978). Organisation communiste d'obédience marxiste-léniniste.

**FRI** : Front Révolutionnaire International (1976).

**GAI** : Groupes Autonomes d'Intervention (1974).

**GAL** : Groupes Antiterroristes de Libération. Escadrons de la mort, émanation de l'État espagnol (dirigé depuis 1982 par le Parti socialiste ouvrier espagnol). Pour obliger l'État français à durcir sa position vis-à-vis des membres de l'ETA réfugiés, l'objectif est de mener diverses actions en France et d'assassiner des militants de l'ETA qui y résident. Les GAL de 1983 à 1987 sont responsables de plusieurs dizaines d'attentats (enlèvements, exécutions, incendies, mitraillages...) causant la mort de 27 personnes et des dizaines de blessés au Pays Basque français. Les GAL ne sont qu'un des multiples sigles utilisé par l'État espagnol sous le franquisme et après la *Transición* (lire note 5 du chapitre « Sur la solidarité aux emprisonnés des GARI »).

**GALOP** : Groupe Autonome Libertaire Occasionnellement Parieur (1975).

**GALUT** : Groupe Autonome Libertaire des Usagers des Tribunaux (1975).

**GAM** : signification introuvable

**GARROT** : Groupe d'Action Révolutionnaire Occasionnellement Terroriste (1974).

**GIR** : Groupe d'Information Révolutionnaire (1976-1977).

**GOP** : Gauche Ouvrière et Paysanne (1972-1976). Organisation communiste.

**GP** : Gauche Proletarienne. Organisation communiste de tendance maoïste créée en France en 1969 par d'anciens membres de l'Union des jeunesses communistes marxistes-léninistes et du Mouvement du 22-Mars. L'organisation est dissoute en novembre 1973, par les membres de sa direction.

**ICO** : Information et Correspondances Ouvrières. En 1958 une scission au sein du groupe Socialisme ou Barbarie donne naissance à Information liaisons ouvrières (ILO). Ce regroupement inter-entreprises formé pour l'essentiel par des individus se réclamant de courants marxistes ou anarchistes, va être à l'origine de la création d'ICO et de sa revue en 1962 à Paris. La revue s'était donnée pour but de coordonner les groupes ou les travailleurs en rupture avec les partis ou syndicats et de faire connaître leur lutte. De nombreux groupes ultra-gauche et conseillistes comme Colonne L de Nice, Révolution Internationale (RI) de Toulouse, Archinoir de Grenoble et d'autres de Marseille, Montpellier, Le Havre, Lyon... vont collaborer

à la revue. Des orientations diverses provoqueront les départs petit à petit de ces groupes. Fin 1973 la revue cessera de paraître. Sur ces groupes, lire *Histoire critique de l'ultra-gauche* de Roland Simon, éditions Senonevero, Marseille, juin 2009.

**IRA** : *Irish Republican Army* ou Armée républicaine irlandaise (1916...). Organisation pour l'indépendance de l'Irlande, créée en 1916. Le 28 juillet 2005, l'IRA a annoncé la fin de la lutte armée et son intention de poursuivre son objectif de réunification de l'Irlande par des voies démocratiques.

**JRA** : *Japanese Red Army* ou Armée rouge japonaise (1969-2001). Organisation de lutte armée d'obédience marxiste-léniniste.

**LCR** : Ligue Communiste Révolutionnaire. Créée en 1969, organisation communiste d'obédience trotskiste et adhérente de la IV<sup>e</sup> internationale. En 2009, la LCR se dissout pour se fondre dans une nouvelle organisation le NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste).

**LEA** : Liaison des Etudiants Anarchistes (1963-1968). Lire *Nanterre 1965, 66, 67, 68 : Vers le Mouvement du 22-Mars* de Jean-Pierre Duteuil, éditions Acratie, 1988.

**MAC (T)** : Les Mystérieux Artificiers Cosmopolites Téléguidés (1976).

**MAJ** : Mouvement d'Action Judiciaire (1968...).

**MIL** : *Movimiento Ibérico de Liberación* ou Mouvement ibérique de libération.

**MIL/GAC** : *Movimiento Ibérico de Liberación/Grupos Autónomos de Combate* ou Mouvement ibérique de libération/Groupes autonomes de combat (1972-1973).

**MN** : *Movimiento Nacional* (1958-1977). Parti unique franquiste.

**MLF** : Mouvement de Libération des Femmes (1968...).

**MRG** : Mouvement des Radicaux de Gauche.

**MSI** : *Movimento Sociale Italiano* ou Mouvement social italien (1946-1995). Parti politique italien d'extrême droite, néo-fasciste. Si certains membres du MSI ont participé à des attentats, ce parti à notre connaissance n'en n'a jamais revendiqué un seul.

**NAR** : Noyaux Armés Révolutionnaires (1977-1985). Organisation d'extrême droite italienne.

**NPA** : Nouveau Parti Anticapitaliste (2009...).

**NR** : Noir et Rouge. Groupe/revue anarchiste qui va publier 46 numéros en quatorze années d'existence. Lire *Noir et Rouge. Anthologie de 1956 à 1970*, éditions conjointes Acratie et Les Amis de Spartacus 1982.

**OAS** : Organisation Armée Secrète (1961-1963). Composée de militaires et de civils partisans de l'Algérie Française, responsable en Algérie et en métropole de centaines d'attentats aveugles ou ciblés. De mai 1961 à septembre 1962, l'OAS a tué 2 700 personnes (d'autres sources avancent les chiffres de moins de 2 000), dont 2 400 Algériens. En juillet 1968, à la suite des événements du mois de mai, de Gaulle prononcera une extension de l'amnistie du 22 mars 1962 concernant « tous les faits commis dans le cadre des opérations de maintien de l'ordre dirigées contre l'insurrection algérienne » à tous les activistes de l'OAS en détention ou en fuite.

**OCR** : Organisation Communiste Révolutionnaire (1971-1976).

**OLLA** : *Organitzacio de Lluita Armada* ou Organisation de lutte armée (1974).

**Ordre nouveau** : Organisation d'extrême droite qui donna naissance au Front National (FN)

dans la perspective des élections législatives de mars 1973. L'organisation est dissoute par décret du Conseil des ministres le 28 juin 1973.

**ORA** : Organisation Révolutionnaire Anarchiste. Née en 1967 comme tendance au sein de la Fédération Anarchiste (FA), elle quitte cette dernière fin 1968. Après diverses scissions, re-compositions et orientations, l'ORA en tant que sigle et organisation cesse d'exister en 1976.

**ORTF** : Office de la Radio et de la Télévision Française (1964-1974).

**PCE (i)** : *Partido Comunista de España-Internacional* ou Parti communiste espagnol-international (1967-1975).

**PCF** : Parti Communiste Français (1920...).

**PCE** : *Partido Comunista de España* ou Parti communiste d'Espagne. Créé à Madrid en 1919.

**PIDE** : Police intérieure et de défense de l'État. Services secrets portugais de 1945 à 1974 sous les dictatures de Antonio de Oliveira Salazar (1889-1970) et Marcelo Caetano (1906-1980).

**POUM** : *Partido Obrero de Unificación Marxista* ou Parti ouvrier d'unification marxiste. Organisation espagnole, marxiste révolutionnaire, créée en 1935, dont l'un des dirigeants, Andrés Nin, fut assassiné par les staliniens à Barcelone en juin 1937.

**Primero de Mayo** : Premier Mai est une appellation de circonstance. C'est l'une des signatures utilisée par la FIJL pour revendiquer des actions contre les représentations économiques ou politiques espagnoles. La première de ses actions a lieu le 30 avril 1966 à Rome : monsieur Marcos Ussia, conseiller ecclésiastique de l'ambassade espagnole auprès du Vatican, sera séquestré pendant dix jours. Les kidnappeurs demandent la libération de tous les prisonniers politiques incarcérés en Espagne. Les dernières actions furent menées le 26 septembre 1970, elles visaient la compagnie espagnole Iberia dans les aéroports de Paris, Francfort, Genève et Londres (voir sigle FIJL).

**PSOE** : *Partido Socialista Obrero Español* ou Parti socialiste ouvrier espagnol (1978...).

**PSUC** : *Partit Socialista Unificat de Catalunya* ou Parti socialiste unifié de Catalogne. Organisation créée en 1936 par suite de la fusion du *Partido Comunista de Catalunya* avec divers partis ouvriers catalans et socialistes.

**PTE** : Parti du Travail d'Espagne (1975...).

**PTT** : Postes Télégraphes et Téléphones.

**PTT** : Pouvoir Total aux Travailleurs (1974).

**RAF** : *Rote Armee Fraktion* ou Fraction armée rouge (1970-1998). Organisation de lutte armée d'obédience marxiste agissant en République Fédérale Allemande. Lire *RAF : Guérilla urbaine en Europe occidentale* d'Anne Steiner et Loïc Debray, publié en 1987 et réédité en 2006 aux éditions L'échappée.

**RI** : Révolution Internationale. Groupe/revue créé après mai 1968, en 1972 devient une organisation avec la fusion de plusieurs groupes communistes de conseils (RI de Toulouse, les Cahiers du Communisme de Conseil de Marseille et Organisation Conseilliste de Clermont-Ferrand). En 1975, RI se transforme et prend le nom de Courant Communiste International (CCI).

**SAC** : Service d'action civique. Créée en 1959 à l'initiative du général de Gaulle et de ses amis politiques. L'organisation, composée de gros bras, sera à l'origine de basses œuvres (bastonnades de militants, évacuation d'usines occupées... et de quelques assassinats). Par décret, elle sera dissoute en 1982.

**SB** : Socialisme ou Barbarie (1949-1967) : groupe d'obédience communiste, né du rejet des positions trotskistes sur l'URSS (Trotski considérait l'État russe comme étant un État ouvrier), qui démontrait le fait que l'URSS était une bureaucratie et son communisme un capitalisme d'État. SB va éditer une revue du même nom (40 numéros de 1949 à 1965). Lire *Histoire critique de l'ultra-gauche. Trajectoire d'une balle dans le pied* de Roland Simon, édité par Senonevero, juin 2009.

**IS** : Internationale Situationniste (1954-1972). Les douze numéros de la revue (1958-1969) sont republiés : *Internationale situationniste*, éditions Fayard 1997.

**SIA** : Solidarité Internationale Antifasciste (1937...).

**SNIAS** : Société Nationale Industrielle de l'Aérospatiale.

**TDC** : Trou du Cul (1974).

**TOP** : Tribunal de l'Ordre Public (1964...).

**UGAL** : Union des Groupes Autonomes Libertaires (1970-1971).

**UGT** : *Unión General de los Trabajadores* ou Union générale des travailleurs. Syndicat d'inspiration socialiste fondé en 1888, satellite du Parti socialiste ouvrier espagnol.

**VLR** : Vive la Révolution (1969-1971). Organisation communiste d'obédience marxiste-léniniste, en rupture avec l'ouvriérisme de la GP et qui va tenter d'intégrer l'esprit libertaire de Mai 1968.

## BIBLIOGRAPHIE

À part les livres cités, le reste des documents se trouve dans les archives du CRAS.

### Livres cités

*Capitalisme et lutte de classes en Pologne 1970-1971* d'ICO, éditions Spartacus, 1975.

*Commissaire Broussard, mémoires* de Robert Broussard, éditions Plon, 1997.

*El Mil, Puig Antich y los GARI 1969-1976* de Telesforo Tajuelo, éditions Ruedo Ibérico. Paris, 1977.

*Histoire critique de l'ultra-gauche. Trajectoire d'une balle dans le pied* de Roland Simon, édité par Senonevero, Marseille, 2009.

*Internationale situationniste*, éditions Fayard, 1997.

*Journal et lettres de prison* d'Eva Forest, éditions Des femmes, 1978.

*L'Insurrection situationniste* de Laurent Cholet, éditions Dagorno, 2000.

*La CNT en la encrucijada – Aventuras de un heterodoxo* de Luis Andrés Edo, Flor del viento ediciones, Barcelone, 2006.

*La FA et les situationnistes 1966 et 1967* de Guy Bodson, première publication en 1970, brochure réactualisée jusqu'en 2003.

*La Mort de l'asile – Histoire de l'antipsychiatrie* de Jacques Lesage de La Haye, Éditions Libertaires et du Monde Libertaire, 2006.

*La Saveur des patates douce* de Vicente Marti, éditions Atelier de création libertaire, Lyon, 1998.

*L'Anarchisme espagnol, action révolutionnaire internationale 1961-1975* d'Octavio Alberola et Ariane Gransac, éditions Christian Bourgois, 1976.

*Le Garrot pour deux innocents, l'affaire Delgado-Granados* de Carlos Fonseca, éditions de la CNT/Vignoles, 2003.

*Le MIL, une histoire politique* de Sergi Rosés Cordovilla, éditions Acratie, 2007.

Traduction de *EL MIL : una historia politica* de Sergi Rosés Cordovilla. Alikornio ediciones, Barcelone, mars 2002.

*El Silencio de Georg* de Raúl Riebenbauer, publié en catalan et en castillan par les éditions RBA libros, 2005.

*Le Mouvement situationniste. Une histoire intellectuelle* de Patrick Marcolini, éditions L'échappée, 2012.

*Les Situationnistes et l'anarchie* de Miguel Amoros, Editions de la Roue, 2012.

*Liberté sur paroles, Contribution à l'histoire du Comité d'Action des prisonniers* de Christophe Soulié, éditions Analis, 1995.

*Lucha de clases y clases de lucha* de Santi Soler Amigo, Anagrama, 1978.

*L'Unique et sa propriété* de Max Stirner, écrit en 1844, réédité aux éditions Poche, 2000.

*Maquis. Historia de la guerrilla antifranquista* de Secundino Serrano, Temas de Hoy, Madrid, 2001.

*Marxismo : señas de identidad* de Santi Soler Amigo, Libertarias, 1980.

*Miedo a la Memoria, historia de la ley de reconciliation y concordia* d'Octavio Alberola Surinach et Felix Villagrasa, Editions Flor del viento, Barcelona, 2008.

*Mouvement Ibérique de Libération, mémoires de rebelles* de Jean-Claude Duhourcq et Antoine Madrigal, éditions CRAS, Toulouse, 2007.

*Nanterre 1965, 66, 67, 68 : Vers le mouvement du 22 mars* de Jean-Pierre Duteuil, éditions Acratie, 1988.

*Noir et Rouge. Anthologie de 1956 à 1970*, éditions conjointes Acratie et Les Amis de Spartacus 1982.

*Opération Ogro. Comment et pourquoi nous avons exécuté Carrero Blanco* de Julen Aguirre (en fait Eva Forest), Seuil, 1974.

*RAF : Guérilla urbaine en Europe occidentale* d'Anne Steiner et Loïc Debray publié en 1987 et réédité aux éditions L'échappée, 2006.

*Silence on tue, crimes et mensonges à l'Élysée* de Pascal Krop, Flammarion, 2001.

*Témoignages de lutte et de résistance* d'Eva Forest, éditions Des femmes, 1976.

*Une résurgence anarchiste – Les jeunesse libertaires dans la lutte contre le franquisme* de Salvador Gurucharri et Tomás Ibáñez, éditions Acratie, 2012.

Traduction de *Insurgencia, las juventudes libertarias en lucha contra el franquismo*, éditions Virus, Barcelone, 2010.

### **Sur les GARI et sur la solidarité aux emprisonnés**

– Dossier presse : Espagne années de 1960 à 1970, compilation CRAS, Toulouse.

– Divers documents du GEAI (Groupe d'entraide anarchiste internationale) de Paris, 1974.

– Divers documents de CA (Coordination Anarchiste), 1974.

– *L'État et la révolution – Première tactique de défense pour les emprisonnés de Barcelone (MIL) et d'Espagne*, brochure signée Puig Antich/Heinz Chez, tome 2, Dublin, 1974.

– *L'État et la révolution – Deuxième tactique de défense pour les emprisonnés de Barcelone (MIL) et d'Espagne*, brochure signée Puig Antich/Heinz Chez, tome 3, Dublin, 1974.

– Quatre affiches de solidarité aux emprisonnés du MIL de mars à juin 1974.

– *Anarchist comic after the execution of Puig Antich*, bande dessinée d'une page, éditée par Black Cross, Angleterre, juin 1974.

- *Affaire Suarez un mois après*. Un texte signé « Groupe anarchiste de Perpignan », juin, 1974.
- *Communiqué adressé à la presse*. Texte signé « Comité de défense des inculpés de l'affaire Suarez », Paris, juin, 1974.
- *Solidarité Internationale Espagne*. Revue *Commune libre*, Toulouse, juin 1974.
- *Rapport*. Document rédigé par Michel Vincent et Michel Calvet, inspecteurs de la Brigade Criminelles de Paris, 29 juin 1974.
- *M. Suarez votre enlèvement nous intéresse !!* Brochure signée « Groupe du 18 juin – St Baltasar », La Madeleine (59), juillet 1974.
- *Le Garrot et le GARI*. Article de Soulas dans *Charlie Hebdo* du 1<sup>er</sup> juillet 1974.
- *Ping-Pong*. Article de Soulas dans *Charlie Hebdo* du 7 juillet 1974.
- Dossier Pierre Méric, compilation CRAS, Toulouse, juillet-août 1974.
- *Commune libre numéro spécial*. Revue *Commune libre*, Toulouse, août 1974.
- *Communiqué*, du « Comité d'information et de solidarité avec les militants de l'État espagnol », Perpignan, novembre 1974.
- Quinze affiches de solidarité aux emprisonnés et inculpés du GARI de novembre 1974 à février 1981. Affiches pour l'essentiel imprimées à Toulouse à I34.
- *Communiqué de dernière minute*. Texte signé GAT (Groupe autonome toulousain), Toulouse, décembre 1974.
- Divers documents du CEL (Comité Espagne libre), Paris, 1974-1975.
- *Appel*. Texte du « Comité pour une Amnistie Générale » et du « Groupe d'Entraide Anarchiste Internationale », Paris, 1975.
- *Les GARI autodissous ? Décimés ou parmi nous ?* Texte du « Comité d'entraide aux inculpés du GARI », Paris, 1975.
- *España*. Divers dessins de Bertrand, Gébé, Laps, Philippe, Vasquez de Sola, Wolinski ... vendus en solidarité, édités par l'association Garcia Lorca, Toulouse, 1975.
- *Le journal de Catherine*, Paris, janvier 1975.
- Série de cartes postales accompagnée de textes des prisonniers, diffusée par le « Comité pour une amnistie générale », Paris janvier 1975.
- *Monsieur le Ministre*, lettre des parents toulousains adressée à M. Lecanuet, signée par les familles Camilleri, Rouillan, Amoros, Ines Torres et Roger, publiée dans *Libération* du 22 janvier 1975.
- *Introduction à une critique des méthodes et des présupposés du GARI*. Supplément gratuit au n° 316 de *Workers dreadnought*, Paris, février 1975.
- *Calabozos*. Brochure, février 1975.
- *Solidarité*. Texte du « Groupe d'entraide aux inculpés du GARI », Toulouse, mars 1975.

- *Pulze anational*. En solidarité avec les prisonniers GARI, MIL, de la bande à Baader. Un grand poster (dessins extrait de la revue *Sexpol* n° 3), qui est également diffusé sous la forme de quatorze cartes postales avec un texte de présentation titré « Vers de nouveaux rivages » signé « Des individualistes libertaires et solidaires en liaison » et un texte « L'irrationnel en politique » (extrait de la brochure du même nom écrite par le groupe anglais *Solidarity*) que l'on peut lire en ayant tout le puzzle. Dijon, mars 1975.
- *Soutien aux inculpés des GARI*. Brochure du « Groupe d'entraide aux inculpés des GARI », Toulouse, avril 1975.
- *Chansons* en espagnol et français interprétées par l'un des emprisonnés Mario Ines Torres, un disque 45 tours vendu pour la solidarité par le « Groupe d'entraide aux inculpés des GARI », Toulouse, juin 1975.
- *IRL* (Informations Rassemblées à Lyon) n° 7, Lyon, été 1975.
- *¡Coño!*, Ediciones Conspiración, brochure imprimée à Toulouse, juillet 1975.
- *Cour de Sûreté de l'État français et de la collaboration espagnole !!* Sur la nouvelle grève de la faim des inculpés/prisonniers, texte et lettre diffusés par le « Groupe d'entraide aux inculpés du GARI », novembre 1975.
- *Espagne 1975*. Brochure, Toulouse, fin 1975.
- *Coordination... Solidarité... Inculpés des GARI*. Bulletin de liaisons et d'informations pris en charge par des membres de CA (Coordination Anarchiste), 10 numéros, Paris, 1975 à 1976.
- *De la politique au banditisme*. Texte du « Groupe d'Entraide Anarchiste Internationale », Paris, mars 1976.
- *La Gueule ouverte*, journal, Roanne (42), numéro d'avril 1976.
- *Le Monde Libertaire*. Organe de la Fédération Anarchiste, Paris, numéros de juillet et octobre 1974, d'avril et mai 1976.
- *Affaire dite des « GARI » – Bref historique*. Information à la presse par le « Comité de soutien aux inculpés des GARI », Paris, juin 1976.
- *Espoir*. Organe de la CNT française, Toulouse, numéros de juillet 1974, d'avril et juin 1976.
- *Charlie Hebdo*, journal, Paris, numéros de juillet 1974 et septembre 1976.
- *À tout le mouvement libertaire : sur la solidarité révolutionnaire*. Texte d'Henri Martin, Toulouse, octobre 1976.
- *Le Réfractaire*. Organe libertaire pour la défense de la paix et des libertés individuelles, numéros d'octobre 1974, de mai 1975, de mars-avril, mai et décembre 1976.
- Divers documents du « Groupe d'entraide de Toulouse aux inculpés des GARI », 1974, 1975, 1976.

- Divers documents du « Groupe d'information sur les détenus des ex-GARI », Toulouse, 1977.
- *El MIL Puig Antich y los GARI* de Telesforo Tajuelo, éditions Ruedo Ibérico, 1977.
- Dossier de presse de 1974 à 1977, compilation CRAS, Toulouse.
- Textes de groupes ou individus ayant participé à la coordination GARI de 1974 à 1977, compilation CRAS, Toulouse.
- *L'Anarcho*. Journal anarcho-syndicaliste n° 163, mars 1977.
- *Il y a des prisonniers politiques en France*. Brochure du « Collectif de défense et de soutien des révolutionnaires détenus », Paris, avril 1977.
- *Front Libertaire*. Organe de l'Organisation Communiste Libertaire, Paris, numéros de mai 1976 et avril 1977.
- *Communiqué au mouvement libertaire sur la solidarité, suite...* Texte signé HM du « Comité d'information sur les détenus des ex-GARI ». Communiqué extrait du document *Il y a des prisonniers politiques en France*. Toulouse, avril 1977.
- *La lanterne noire*. Revues n° 1, 2, 3, 4, 5, 6-7 et 8, Meudon-la-Forêt (92), numéros de juillet 1974 à mai 1977.
- *Autonomie et autodéfense*. Supplément à *Camarades* n° 4, Paris, mai 1977.
- Dossiers de l'instruction judiciaire des GARI de 1974 à 1979, compilation CRAS, Toulouse.
- Tracts et documents de solidarité et de critiques de 1974 à 1981, compilation CRAS, Toulouse.
- *Extrait des minutes du greffe de la cour d'appel de Paris* du 24 avril 1979. Dossier de l'instruction judiciaire.
- Dossier presse et procès de 1979 à 1981, compilation CRAS, Toulouse.
- *L'État assassine... Les GARI trinquent*. Numéro spécial réalisé par *Erran* et *L'Insurgé*, journal et bulletin libertaire du Pays Basque, Peyrehorade, janvier 1981.
- *Dossier presse : Sur le procès en assises des derniers antifranquistes...* Toulouse, janvier 1981.
- *Informations sur le procès en Assises des GARI – 17-31 mars 81*. Toulouse, Paris, février 1981.
- *Basta*. Journal de l'Association d'Art et d'Expression Libre (AAEL), n° 3 de 1975, n° 4 et supplément au n° 4 1976, n° 7 de mai 1977, n° 18 de décembre-janvier 1981, n° 19 de janvier 1981, n° 21 de mars 1981. Toulouse.
- *Dossier presse : Sur le procès en Assises des inculpés des GARI*. Toulouse, mars 1981.
- *Extraits des minutes du greffe de la cour d'assises de Paris* du 29 janvier et du 27 mars 1981. Dossier de l'instruction judiciaire.

- *Appel aux anarchistes*. Encart publicitaire publié dans *Le Monde* signé par Gilbert Roth, Paris, octobre 1982.
- *Chronologia de los hechos de los GARI*. Muturreko Burutazioak, Bilbao (Pays Basque Sud), 2000.
- *Retour sur les années de braise – Les groupes autonomes et l'organisation Action Directe*, brochure signée Collectif Ephémère, éditions CRAS, Toulouse, mars 2005.
- *Agitazione armata in Spagna – MIL, GARI, Gruppi Autonomi*, anonyme, Italie, 2008.
- Dossier presse de 1980 à 2012, compilation CRAS, Toulouse.
- Interview de José Luis Pons Llobet, août 2012.

### **Textes des GARI**

- *Communiqué* revendiquant l'enlèvement, Madrid, Barcelone, 7 mai 1974.
- *Communiqué* revendiquant l'enlèvement, Paris, 7 mai 1974.
- *Communiqué* expliquant les raisons du choix de Suarez, 13 mai 1974.
- *Communiqué* annonçant la libération de Suarez, 21 mai 1974.
- *Communiqué* en réponse à un article du journal *Libération*, fin mai 1974.
- *Communiqué* à propos des arrestations de mai, fin mai 1974.
- *Quelques précisions politiques sur ce qui n'est pas un fait divers*, 1<sup>er</sup> juillet 1974.
- *Télégramme* annonçant la fin de l'ultimatum, juillet 1974.
- *Communiqué* à propos des attentats du 14 au 16 juillet 1974.
- *Communiqué* à propos des attentats du 28 et 30 juillet 1974.
- « Lettre ouverte à *La Dépêche du Midi* », août 1974.
- *Communiqué*. Dernier texte signé GARI, suite à l'arrestation de quatre personnes, septembre 1974.

### **Brochures, interviews, lettres, livres ou textes de groupes ou d'individus ayant participé à la coordination GARI**

- *Les accusés ont la parole*. Un texte signé « Les dynamiteurs basques », édité par le Groupe d'entraide, Toulouse, octobre 1974.
- *Lettre de Mario Inès Torres*, prison de la Santé, Paris, 19 octobre 1974.
- *Les ravisseurs du banquier Suarez parlent*, interview au journal *L'Aurore*, 30 octobre 1974.
- *Parmi les quatre dynamiteurs du GARI un comptable d'Hendaye et un instituteur de Ciboure*. Texte de novembre 1974, Paris.
- *Ce n'est pas nous qui avons assassiné Puig Antich*. Lettre d'un prisonnier édité par le Comité « Pour une Amnistie Générale », Paris, novembre 1974.
- *Lettre de la Santé des inculpés des GARI*. À propos de la grève de la faim,

- lettre éditée par le Comité « Pour une Amnistie Générale », Paris, janvier 1975.
- *Rapto en Paris*. Brochure avec divers textes, janvier 1975.
  - *L'hiver des loups-GARI*, interview accordée au journal *Libération*, Paris, 27 janvier 1975.
  - *Les membres du Gari parlent*, interview accordée au journal *L'Imprévu*, 29 janvier 1975.
  - *Lettre de prison de Luis Andrés Edo, Luis Burro Molina, Juan Ferran Serafini et David Urbano Bermudez*, Madrid 13 février 1975.
  - *Après 43 jours de grève de la faim*. Communiqués d'inculpés incarcérés, Fresnes, 14 février 1975.
  - *Texte d'un groupe ayant participé à la coordination GARI*. Brochure, février 1975.
  - *Lettre de Pierre Roger en grève de la faim, prison Saint-Michel, Toulouse*, février 1975.
  - *Dossier GARI*. Bande dessinée réalisée par les prisonniers, produit par le « Groupe d'entraide », Toulouse, automne 1975.
  - *Nouvelle grève de la faim. Communiqués des détenus*, Paris, septembre 1975.
  - *Lettre ouverte à un juge d'instruction apolitique et indépendant du pouvoir d'État*. Lettre signée par Michel Camilleri, Jean-Marc Rouillan, Mario Ines Torres, Paris, juin 1976.
  - *Au groupe d'entraide en réponse au texte « À tout le mouvement libertaire : sur la solidarité révolutionnaire d'octobre 1976 »*. Lettre signée par Michel Camilleri, Jean-Marc Rouillan, Mario Ines Torres Paris, octobre 1976.
  - *À Marie-Christine Etelin*. Lettre, adressée à leur avocate, signée Mitterrand, Marchais, Fabre (en fait les signataires sont Camilleri, Ines Torres, Rouillan), Paris, 28 octobre 1976.
  - *Les détenus politiques de la Santé prennent position pour la lutte commune*. Texte signé par Michel Camilleri, Jean-Marc Rouillan, Mario Ines Torres et par la suite par d'autres prisonniers politiques : Jean-Charles Denis, André Olivier, Jean-François Gaillac, Jean-Louis Lascoux, Bernard Mumber. Texte publié par le « Collectif de solidarité aux révolutionnaires détenus », Paris/Toulouse, 17 février 1977.
  - *Les militants des GARI s'expliquent*, interview de Michel Camilleri et Jean-Marc Rouillan, *Le Matin* du 13 juin 1977.

- 
- *Deux Toulousains du GARI expliquent pourquoi ils sont devenus terroristes*, interview de Michel Camilleri et Jean-Marc Rouillan, *La Dépêche* du 14 juin 1977.
  - *L'affaire des GARI : 3 ans d'instruction. Pas de procès en vue*, interview d'un des inculpés dans l'hebdomadaire *Pays* du 6 au 13 mai 1977.
  - *Autour du soutien aux GARI*, texte de Victor, décembre 1980.
  - *La confession d'un « GARI » en cavale*, interview de Michel Camilleri, *Le Quotidien de Paris* du 17 mars 1981.
  - *Roth c'est quoi ?* Texte publié dans *Libération* signé : « D'autres anciens des GARI », en réponse à *l'Appel aux anarchistes*, un encart publié dans *Le Monde* signé Gilbert Roth. Paris, octobre 1982.
  - *Rouillan n'a jamais été un chef – Deux anciens compagnons témoignent*, *Le Monde* du 26 février 1987.
  - *De mémoire (2). Le deuil de l'innocence : un jour de septembre 1973 à Barcelone*, Jann-Marc Rouillan, Agone, Marseille 2009.
  - *De mémoire (3). La courte saison des Gari : Toulouse 1974*, Jann-Marc Rouillan, Agone, Marseille, 2011.
  - *Recuerdos y reflexiones sobre los GARI*, brochure, Miguel Angel Moreno Patiño, Espagne, 2011.
  - Interviews et lettres d'acteurs de 1980 à 2012, compilation CRAS, Toulouse.
  - *¡GARI!*, film de Nicolas Réglat, Toulouse, 2013.

## INDEX

### A

Alberola Navarro, José : 223, 239  
Alberola Surinach, Octavio : 41, 59,  
60, 64, 71, 151, 199, 200, 201, 203, 219,  
223, 228, 229, 239, 240, 241, 248, 278,  
279  
Allende, Salvador : 147  
Alonzo Ortiz, José-Maria : 73  
Amouroux, Henri : 115, 148  
André, Olivier : 193, 195, 284  
Andreou, Carlos : 203, 211  
Anechina Checa, Carlos : 73  
Anguas Barragàn, Francisco : 24  
Argoud, Antoine : 148  
Arias Navarro, Carlos : 23, 26, 60, 247  
Ariza, Tiburcio : 3  
Attia, Joseph Brahim : 123, 148  
Auer, Gabriel : 222

### B

Baena Alonso, Humberto Francisco :  
194  
Bakounine, Michel : 67, 128, 148, 189  
Barbe : 1, 296  
Barge, Evelyne : 192, 194  
Barrot, Jean : 63, 70, 263  
Batista : 238  
Ben Barka : 123, 148  
Bernard, Alain : 38, 43, 71, 73, 74, 242  
Berneri, Camillo : 12, 14  
Bert, Alain : 211  
Bertrand : 280  
Blanco, Eduardo : 247, 248  
Bodson, Guy : 14, 278  
Boizard : 66  
Bordello, Porcel Ramon : 26

Borrego, Antonio : 240  
Bottier : 192  
Brigneau, François : 115, 148  
Broussard, Robert : 34, 124, 232, 278  
Burro Molina, Luis : 43, 61, 112, 151,  
156, 158, 203, 209, 241, 284

### C

Cabal Riera, José : 240  
Cacciari, Serge : 192, 194  
Caetano, Marcelo : 276  
Calabresi, Luigi : 69  
Calvet, Michel : 74, 280  
Camilleri, Michel : 25, 55, 58, 63, 66,  
89, 151, 154, 155, 162, 165, 190, 191,  
192, 193, 203, 209, 215, 221, 252, 280,  
284, 285  
Campion, Léo : 203  
Cañete Rodriguez, Antonio : 240  
Cañizares Varela, José : 240  
Carballo, Fernando : 61  
Carlos Juan : 49, 60, 65, 96, 126, 202,  
203, 218, 219  
Carrero Blanco, Luis : 23, 67, 78, 132,  
148, 279  
Carrillo Solares, Santiago : 48, 53, 68,  
142  
Carrión Sanchez, Ramon : 28  
Chairoff, Patrice : 244  
Chastel, Arnaud : 41, 55, 64, 200, 233  
Chastel, Chantal : 41, 55, 64, 200, 233  
Chavanac, Louis : 221  
Chez, Heinz : 26, 67, 71, 80, 85, 206,  
213, 279  
Chirac, Jacques : 114, 115, 116, 147, 229  
Choucq, Yan : 206  
Clémente, Germinal : 230, 239

Condom Bofill, José-Maria : 58, 59, 60, 151, 163, 208, 209

Cuadrado, Floréal : 59, 60, 66, 151, 155

Coudray, François : 3

## D

De Diego Lôpez, José : 247

De Gaulle, Charles : 68, 114, 194, 275, 277

De la Hoz Gabiola, Enrique : 73

De Oliveira Salazar, Antonio : 73

Debray, Régis : 63, 238, 241, 276, 279

Debronckart, Jacques : 211

Dechezelles, Yves : 229, 233

Deferre, Gaston : 238

Delgado Martinez, Joaquin : 23, 114, 232, 235, 238, 240, 242, 247, 248, 278

Delgado, Raymond : 59, 60, 66, 151, 155, 162

Denis, Jean-Charles : 192, 193, 194, 284

Driant, Jean-Claude : 207

Duteuil, Jean-Pierre : 275, 279

## E

Edo, Luis Andrés : 43, 61, 68, 112, 151, 156, 158, 203, 209, 231, 232, 233, 234, 235, 237, 240, 241, 248, 252, 278, 284

Edern-Allier, Jean : 121, 148

Engels, Friedrich : 190

Entremont, Nicole : 66

Epsy'Band (Les) : 211

Escribano, Juan : 212, 213

Etelin, Marie-Christine : 221, 284

Evariste : 203, 211

## F

Fabas : 192

Ferran Serafini, Juan : 43, 64, 112, 151, 156, 158, 203, 209, 241, 284

Ferrer y Guardia, Francisco : 223, 239

Floch, Guy : 66

Fonseca, Carlos : 234, 235, 240, 242, 247, 278

Forest, Eva : 130, 131, 132, 134, 148, 149, 278, 279

Forti, liber : 63

Franco : 9, 10, 23, 26, 42, 49, 58, 60, 61, 63, 67, 71, 96, 104, 105, 113, 114, 115, 116, 142, 143, 145, 153, 165, 194, 203, 209, 210, 211, 213, 217, 218, 224, 228, 230, 235, 238, 251, 252, 254, 273

Furuya, Yukata : 69, 113

## G

Gagnieur : 64

Gailhac, Jean-François : 192, 194

Gaillardot : 64

Gallut : 56, 59, 188, 206, 211, 262

Garcia Lorca, Federico : 280

Garcia Sanz, Ramon : 194

Garriga Paituvi, Francisco-Javier : 21, 30, 33, 59, 61, 249, 250

Garrigues, Emilio : 240

Gébé : 280

Gil Mesas, Julian : 72

Giscard d'Estaing, Valéry : 52, 58

Gomez, Ignacio : 73

Gonzalez Lôpez, Manuel : 247

Gonzalez Roman, Don Tomás : 72

Gorel, Raymond Jean : 194

Gougoud, Henri : 203, 211

Granados Gata, Francisco : 23, 114,  
232, 235, 238, 240, 242, 247, 248, 278  
Granel, Gérard : 63  
Gransac Sadori, Ariane : 41, 59, 64,  
199, 203, 232, 240, 278  
Grimau, Julian : 23  
Guérin, Daniel : 63, 70, 263  
Guerrero Lucas, Jacinto : 235, 248  
Guibert, Pierre : 41, 53, 64, 199  
Guidon : 192  
Gurucharri, Salvador : 234, 239, 274,  
279

## H

Haas, Danièle : 41, 53, 64, 199  
Herrera, Alfredo : 240  
Higelin, Jacques : 211  
Hitler, Adolf : 114

## I

Ibáñez, Tomás : 234, 239, 274, 279  
Ines Torres, Mario : 55, 63, 66, 89, 151,  
153, 154, 162, 165, 190, 191, 192, 193,  
203, 209, 215, 221, 280, 281, 283, 284

## J

Jacoby, Daniel : 206  
Joyeux, Maurice : 16, 19

## K

Karaxu : 203  
Kissinger, Henry : 115, 147  
Klarsfel, Beate : 57, 69  
Krop, Pascal : 148, 279  
Kouchner, Bernard : 63

## L

Laisant, Maurice : 16, 19  
Laps : 280  
Lascoux, Jean-François : 194  
Le Goff, Joël : 212, 216  
Lecanuet, Jean : 58, 70, 126, 161, 191,  
200, 206, 207, 280  
Leclerc, Henri : 206, 221, 263  
Lesage de la Haye, Jacques : 222, 278  
Lesinge, Jacques : 87, 228

## M

Macareno, Juan García : 240  
Makarios III : 148  
Manrique, Victor : 56, 60, 66, 151, 155,  
162, 203  
Marcelin, Raymond : 124, 148  
Marcelino Boticario, Sierra : 225, 239  
Marcos Ussia : 14, 276  
Marini, Giovanni : 146, 149  
Martínez, Inocencio : 64, 228, 229, 231,  
232, 235, 247  
Martinez, Jean-Michel : 56, 60, 66,  
151, 155, 162, 203  
Martinez Suarez, Pedro : 73  
Marti, Vicente : 232, 239, 278  
Marvilliers : 192  
Marx, Karl : 67, 107, 109, 128, 190,  
257, 270  
Mateos Fernandez, Maria-Augustia :  
21, 23, 24, 25, 30, 33, 61, 249  
May, David : 33  
Méric, Pierre : 280  
Mesrine, Jacques : 165, 194  
MIL : 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 21,  
22, 23, 24, 25, 28, 30, 31, 34, 44, 52, 60,  
61, 62, 63, 66, 70, 71, 80, 83, 84, 85, 90,

108, 122, 127, 142, 143, 146, 154, 201,  
210, 224, 225, 226, 236, 237, 244, 249,  
252, 253, 259, 264, 269, 270, 272, 275,  
278, 279, 281, 282, 283  
Millet, Gilles : 90  
Mirval, Patrick : 202  
Mitterrand, François : 29, 37, 42, 66,  
68, 147, 194, 237, 262, 284  
Monbiola Lozano, Maria : 63, 70  
Monti, Dominique : 207  
Moreno Patino, Miguel : 25, 58, 285  
Moustaki, Georges : 203  
Mumber, Bernard : 192, 194, 284  
Mur, Alicia : 233, 234, 235, 240, 248  
Mussolini, Benito : 114

**N**

Négation : 81, 110, 147  
Nicolau Millà, Georgina : 28  
Nixon, Richard : 147  
Noguères, Henri : 129, 148

**O**

Ocana, Luis : 68  
Olalde Urquiri, Silverio : 74  
Olivia : 211  
Otaegui Etxeberria, Angel : 194  
Oter del Valle, Juliàn : 247, 248  
Ottavioli, Pierre : 30, 34, 35, 36, 42, 71,  
199, 245

**P**

Parades Manot, Juan : 194  
Pardiñas Viladrich, Emilio : 21, 59, 61  
Pey, Serge : 63  
Philippe : 280  
Pia, Guy : 61, 188, 211, 215, 217, 218

Pinelli, Giuseppe : 69  
Pinet, Georges : 206  
Pinilla Martin, Luis : 73, 74  
Pinochet, Augusto : 115, 147  
Plazen, Annie : 41, 53, 64, 199  
Pompidou, Georges : 29, 147  
Poniatowski, Michel : 56, 69, 145, 190,  
202, 212  
Pons Llobet, José Luis : 23, 24, 25, 28,  
30, 33, 44, 49, 54, 62, 63, 154, 203, 215,  
249, 283  
Porté, Sylvie : 216, 222  
Poudroux : 192  
Pouytès, Emile : 212  
Primero de Mayo : 9, 14, 23, 25, 33, 44,  
200, 223, 225, 226, 228, 236, 276  
Puig Antich, Salvador : 5, 6, 8, 11, 21,  
22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 32, 33, 34, 37,  
40, 42, 56, 71, 75, 80, 83, 85, 88, 90, 93,  
94, 95, 108, 110, 111, 114, 115, 116,  
118, 137, 147, 151, 152, 153, 154, 157,  
166, 189, 201, 204, 206, 210, 213, 215,  
219, 225, 244, 249, 250, 251, 253, 257,  
270, 278, 279, 282, 283

**R**

Réglat Bernard : 61, 62, 70, 211, 216,  
217, 285  
Reguengo, Vicente : 247  
Riebenbauer, Raül : 67, 278  
Rey, Jean-Pierre : 37  
Rivière, Georges : 41, 55, 64, 71, 199  
Rodriguez Piney, Jesús Andrés : 240  
Roger Pierre : 25, 52, 58, 60, 66, 151,  
163, 164, 203, 206, 208, 209, 284  
Roldan Zafra, Miguel : 53  
Roth, Gilbert : 283, 285

Rouillan, Jean-Marc : 11, 21, 22, 24, 59, 60, 63, 66, 70, 151, 155, 162, 165, 190, 191, 192, 193, 209, 215, 221, 225, 252, 280, 284, 285

Ruiz Rosado, Jaime-Diego : 212

Ruselle : 192

## S

Sabaté Llopart, Francisco : 239, 288

Sabaté Llopart, José : 288

Sabaté Llopart, Manuel : 288

Saintis, Dimitris : 66

Sanchez Bravo, José Luis : 194

Sastre, Alfonso : 131, 149

Seguin : 188, 211

Serrano Secundino : 9, 279

Simeoni, Edmond : 192, 194

Solé Sugranyes, Ignacio : 34

Solé Sugranyes, Jordi : 11, 21

Solé Sugranyes, Oriol : 10, 11, 21, 23, 25, 30, 33, 44, 49, 62, 203, 249

Soler Amigo, Santi : 10, 21, 30, 31, 33, 59, 60, 70, 249, 278, 279

Soulas : 280

Soulié, Christophe : 222, 278

Stirner, Max : 17, 128, 148, 278

Suarez Gonzales, Aldolfo : 61

Sullivan, Marc : 203

Susini, Jean-Jacques : 153, 194

## T

Tajuelo Telesforo : 252, 278, 282

Théodorakis Mikis : 104

Torres, Jean-Claude : 11, 21, 22, 24, 25, 58, 70, 225

Touati, Robert : 212, 213

Trotsky, Léon : 222, 258, 277

Truk' : 249, 255, 268

## U

Ullastres, Alberto : 225, 240, 248

Urbano Bermudez, David : 43, 61, 112, 151, 156, 158, 203, 209, 241, 284

Urtubia, Anne : 41, 44, 64, 71, 199, 200, 233, 243, 246

Urtubia Jimenez, Lucio : 41, 56, 64, 71, 199, 200, 219, 233, 243, 246

Utge Royo, Serge : 211

## V

Vadrot, Claude-Marie : 36, 37, 38, 199

Valpreda, Pietro : 69

Vanderlove, Anne : 211

Vasquez de Sola : 280

Vidal Naquet, Pierre : 22, 67, 70, 263, 264

Villagrasa, Felix : 241, 279

Vincent, Michel : 71, 74, 243, 280

Vinyolas Vidal, Joan : 28

## W

Weill-Macé, Anne : 206

Weir, Jean-Helen : 41, 59, 64, 71, 199, 203

Welzel, Georg Michael : 67

Wolinski : 280





## **TABLE DES MATIÈRES**

<b>Introduction</b> .....	<b>p. 5</b>
<b>I - De l'origine des GARI à leur autodissolution</b> .....	<b>p. 21</b>
<b>II - BD, interviews, textes de groupes ou d'individus ayant participé à la coordination (documents 1974/1975)</b> .....	<b>p. 87</b>
<b>III - Textes et BD de prisonniers (documents 1974/1977)</b> .....	<b>p. 151</b>
<b>IV - Sur la solidarité aux emprisonnés</b> .....	<b>p. 197</b>
<b>V - Au sujet d'une infiltration, d'une conférence de presse</b> .....	<b>p. 223</b>
<b>VI - Propos de protagonistes ayant participé à ses événements</b> ...	<b>p. 249</b>
<b>Conclusion</b> .....	<b>p. 269</b>
<b>Sigles</b> .....	<b>p. 272</b>
<b>Bibliographie</b> .....	<b>p. 278</b>
<b>Index</b> .....	<b>p. 286</b>

## Centre de Recherches sur l'Alternative Sociale

Le CRAS est un centre de documentation créé en 1979, affilié à la FICEDL (Fédération internationale des centres et de documentations libertaires). L'objectif de l'association est de recueillir les traces de ces luttes passées et présentes, de ces expériences alternatives, individuelles ou collectives et de ces moments de rébellion, qu'ils soient des révoltes sans lendemain ou qu'ils s'inscrivent dans un projet de bouleversement de l'ordre établi. Son but est aussi de rassembler des documents critiques sur le monde et son devenir.

L'essentiel des archives couvre la période de la fin des années 1960 à nos jours. Notre démarche est marquée par le désir de se réapproprier notre mémoire et de ne pas laisser aux vainqueurs et aux tenants de la pensée dominante le soin d'écrire notre histoire. Leur vision n'est pas la nôtre. Pour ce faire, le CRAS mène une activité d'édition.

Les archives sont consultables par qui le désire, que cela soit pour sa culture personnelle ou pour produire un document.

**CRAS - BP 51026 - 31010 Toulouse cedex 6**

**cras.toulouse@wanadoo.fr**

---

### Publications du CRAS

– *La Légalité contestée* de Dominique Grein. Textes issus d'une présence libertaire dans l'entreprise. 154 pages, format 21 x 15. Édité en 1981. Tirage épuisé.

– *Toulouse Haute Tensios* signé Collectif CRAS. Recueil de textes autour du mouvement antinucléaire. Revue (deux numéros), éditée en été et automne 1982. Tirage épuisé.

– *Fleury, Baumettes... Aujourd'hui Saint-Michel*. Témoignage d'un détenu sur la révolte du 21 mars 1983 à la prison Saint-Michel à Toulouse. 4 pages, format 21 x 29,7. Édité en avril 1983. Tirage épuisé.

– *Compilation non exhaustive de tracts autour du mouvement étudiant/lycéen de l'hiver 1986*. 86 pages, format 21 x 29,7. Édité en 1986. Tirage épuisé.

– *Protestation devant les libertaire sur le génocide palestinien* de Agou Amer. 12 pages, format 16 x 21. Édité en 1987. Tirage épuisé.

– *Bulletin du CRAS*. Recueil de textes divers, plus divers dossiers. Quatre numéros. Format 21 x 29,7. N° 1, 16 pages, publié en mars 1989. N° 2, 24 pages, publié en juin 1989. N° 3, 24 pages, publié novembre 1989. N° 4, 24 pages, publié en mars 1990.

- Les Calendriers du CRAS, années 1989, 1990, 1991, 1993, 1994, 1996... Certains tirages sont épuisés.
- *Mai 1937*, carte de bons vœux pour l'année 1997, pour le soixantième anniversaire des événements à Barcelone. Tirage épuisé.
- *Golfech. Le nucléaire, implantation et résistances*, signé Collectif la Rotonde. 588 pages, format 17 x 25. Édité en mai 1999.
- *Nucléaire. Tu l'as vue, ma sortie* du Comité Européen pour la Protection de l'Habitat, de l'Environnement et de la Santé (CEPHES), Comité Indépendant Anti THT du Volvestre (CIATV) et collectif La Rotonde. Sur l'exportation de l'énergie nucléaire, sur les lignes THT et le quadrillage européen de ces merveilles... Document comprenant une carte démontrant à partir de la France la probabilité d'une extension de ces lignes vers l'Afrique, l'Angleterre, toute l'Europe... 4 pages, format 21 x 29,7. Édité au printemps 2001.
- *Les idées courtes... La mémoire aussi* signé Collectif Ça dégaze – À propos d'AZF et du journal local *La Dépêche du Midi* avant l'explosion du 21.09.01. 20 pages, format 21 x 29,7. Édité en octobre 2001. Réédité en format 14 x 21 en 2007 par le Kiosk de Toulouse.
- *AZF-SNPE, le nucléaire, Golfech...* signé Collectif La rotonde – 4 pages, format 21 x 29,7. Édité en avril 2002.
- *Usine de mort. L'explosion d'AZF... un an après* signé Collectif d'Habitants des Agglomérations Toulousaines (CHAT). Bilan multiple, à la fois sur l'implantation du pôle chimique, sur l'après explosion et ses conséquences, sur la situation actuelle (le pôle chimique est en partie réouvert) et sur leur engagement au sein du collectif « Plus jamais ça – ni ici ni ailleurs » pour exiger la fermeture des sites. 22 pages, format 14,5 x 21. Édité en septembre 2002.
- *Retour sur les années de braise – les groupes autonomes et l'organisation Action Directe* signé Collectif éphémère. 26 pages, format 15 x 21. Édité en mars 2005.
- *Mouvement ibérique de libération, mémoires de rebelles* de Jean-Claude Duhourcq et Antoine Madrigal. 384 pages, format 14,5 x 20,5. Édité en mai 2007.

*En couverture dessin de Barbe, offert en 1975, pour la campagne de solidarité envers les membres des GARI emprisonnés.*

Les Éditions CRAS - BP 51026 - 31010 Toulouse cedex 6  
cras.toulouse@wanadoo.fr